

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE “ RÉGIME PROVISoire ”

DE L'ALCOOL EN FRANCE

ENVISAGÉ DANS SON ÉVOLUTION AU POINT DE VUE LÉGISLATIF

SES ORIGINES - LA SITUATION ACTUELLE

LE PROJET DE M. SARRAUT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le vendredi 14 Mars 1924, à 15 h. 30

PAR

Charles-Emile RICHE

Président : M. HITIER, professeur

Professeurs } MM. TRUCHY, professeur
AFTALION, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547528_0010

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE “ RÉGIME PROVISOIRE ”

DE L'ALCOOL EN FRANCE

ENVISAGÉ DANS SON ÉVOLUTION AU POINT DE VUE LÉGISLATIF

SES ORIGINES - LA SITUATION ACTUELLE

LE PROJET DE M. SARRAUT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le vendredi 14 Mars 1924, à 15 h. 30

PAR

Charles-Emile RICHE

Président : M. HITIER, professeur

Professeurs { MM. TRUCHY, professeur
AFTALION, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

Avant d'aborder tout problème, il est indispensable de présenter sur chaque donnée des idées précises.

Cette nécessité semble d'autant plus grande que la science est moins exacte, c'est-à-dire plus éloignée de la certitude mathématique.

Comme la question qui nous occupe, intéresse l'histoire d'une part, et d'autre part l'économie politique et la science financière, nous avons cru nécessaire en raison des conclusions différentes qui sont susceptibles d'être prises par suite de la diversité des points de vue et des esprits, de donner à ceux qui nous feront l'honneur de lire ce travail le moyen d'étudier le problème de l'alcool en toute impartialité.

Dans ce but nous avons divisé le temps en plusieurs périodes. Dans chaque période nous avons groupé les faits par catégories, pour que leur enchaînement et les causes qui les ont engendrés, ressortent davantage.

La table des matières permet de saisir immédiatement le plan et de se reporter rapidement au régime ou à la loi que l'on recherche.

LE “ RÉGIME PROVISOIRE ”

DE L'ALCOOL EN FRANCE

ENVISAGÉ DANS SON ÉVOLUTION AU POINT DE VUE LÉGISLATIF

LIVRE I

L'ALCOOL

Idées générales et aperçus destinés à présenter
le problème de l'alcool

CHAPITRE PREMIER

CLASSIFICATION DES ALCOOLS

§ 1. — CLASSIFICATION SCIENTIFIQUE

A. — Définition et propriétés. — Origine

a) La science chimique moderne appelle alcool, un grand nombre de corps de la chimie organique, doués de propriétés suivantes :

1° *Propriétés chimiques.* — Les alcools sont des corps neutres formés de carbone, d'hydrogène et d'oxygène et capables de s'unir directement aux acides avec élimination d'eau pour former des éthers.

2° *Propriétés physiques.* — L'alcool est un liquide incolore, doué d'une odeur caractéristique, d'une saveur brûlante, sa densité est 0,809. Il bout à 78° sous la pression normale. Il devient visqueux vers — 112° et fond vers — 140°.

Il dissout les résines, les bases organiques, les essences, quelques corps gras, la plupart des acides, un grand nombre de chlorure et quelques azotates.

Il est très avide d'eau et miscible à celle-ci en toutes proportions avec phénomènes de contraction.

b) *Origine de l'alcool éthylique.* — Indépendamment de ce qui sera dit sur l'alcool de synthèse, l'alcool éthylique provient de la fermentation naturelle ou artificielle du sucre animal ou végétal.

Ce sucre doit être fermentescible, le saccharose ne l'est pas (sucre de betterave). Le glucose est fermentescible.

Le sucre peut être à l'état naturel ou provenir de la saccharification d'une matière saccharigène.

Le tableau ci-dessous résume les substances alcooligènes.

SUBSTANCES POUVANT DONNER L'ALCOOL ETHYLIQUE PAR FERMENTATION

I. — Substances d'origine végétale

A. — MATIÈRES SUCRÉES.

a) Fermentescibles naturellement par l'effet de moisissure qui sont à la surface du fruit :

Les fruits (Sur le raisin, le *saccharomycès ellipsoïdus*; sur la pomme le *saccharomycès apiculatus*, etc.)

Le jus de la mélasse de canne à sucre.

La sève de certains palmiers.

Le miel, suc de fleur élaboré par les abeilles.

b) Non fermentescibles :

Le jus de betterave, riche en saccharose, substance non fermentescible doit être inverti par l'acidification (par l'acide sulfurique) en glucose et levulose, substances fermentescibles sous l'action de la levure de bière.

Les mélasses de betterave sont traitées de la même façon.

c) En somme : toutes les matières qui contiennent du sucre à l'état naturel peuvent fermenter soit directe-

ment si ce sucre est de la glucose ou de la levulose (fermentescibles) ou doivent être invertis en glucose ou levulose, si le sucre est du saccharose, non fermentescible.

B. — MATIÈRES SACCHARIGÈNES.

Elles ne contiennent pas de sucre, mais sont susceptibles d'être transformées en sucre fermentescible, sous l'action de corps étrangers (acide ou malt pex), cette transformation s'appelle la saccharification et ne dispense pas de la fermentation.

- a) *Matières amylacées*. — Amidon-fecule (céréales, riz, pommes de terre, certains fruits comme les marrons, les glands).

Traitées par les acides à chaud, l'amidon se transforme en dextrine, puis en glucose, le procédé est de moins en moins suivi.

Traitées par le malt en même temps qu'on fait germer les grains dans l'humidité, on obtient de l'amylase, substance [qui transforme l'amidon mis en contact avec elle en maltose, sucre fermentescible par la levure.

En Extrême Orient, on traite l'amidon de riz cuit par une moisissure : l'amylaus Rouxii qui fait de la saccharification et de la fermentation une opération unique. Elle est utilisée en France depuis les travaux de Calmette (Etude sur les boissons en Extrême-Orient.)

- b) *Matières cellulosiques*. — Tourbe, chiffon, bois.

La cellulose se transforme en glucose sous l'action d'acide.

La sciure de bois traitée à froid (et non plus à chaud comme l'avait fait Braconnet en 1816) donnerait théoriquement 700 litres d'alcool par tonne de cellulose, et industriellement 250 litres d'alcool par tonne de bois desséchée, c'est-à-dire un rendement de 35 o/o. Cet alcool éthylique de bois ne doit pas être confondu avec l'alcool méthylique (formule différente, corps différent).

II. — Substances d'origine animale

Le lait de chamelle, de jument, de renne.

La fermentation par des levures spéciales trans-

forme le lactose en [acide lactique puis en alcool.

(Koumis et Kephyrs, employés en pharmacie).

B. — Classification

On peut classer les alcools en trois groupes ;

1° Les alcools de fermentation ;

2° Les alcools de distillation ;

3° L'alcool de synthèse.

1° LES ALCOOLS DE FERMENTATION

La matière obtenue par les traitements indiqués au tableau ci-dessus sont des alcools de fermentation.

Le vin est un alcool de fermentation.

Les alcools de fermentation sont envoyés à la distillation, pour séparer l'alcool des autres substances.

Les résidus des betteraves, des pommes de terre et des grains servent à l'alimentation du bétail (drèche). Le fumier plus riche permet une amélioration du sol (c'est l'avantage des distilleries agricoles).

2° ALCOOLS DE DISTILLATION

Ils peuvent se subdiviser en deux groupes.

a) L'alcool éthylique provenant de la distillation des alcools de fermentation (mouts fermentés) (ayant toujours le sucre pour origine).

A l'alcool éthylique s'ajoutent d'autres alcools qui constituent les impuretés et sont très toxiques (alcools isobutylique, amylique, etc..., visés dans les décrets de prohibition d'exportation, 1914), on les sépare par la distillation fractionnée (Rectification).

b) L'alcool méthylique provenant de la distillation sèche du bois (à ne pas confondre avec l'alcool éthylique de bois, obtenus par le traitement de la sciure de bois par l'acide chlorhydrique à froid) cette distillation donne ensuite de

l'acétone et de l'acide acétique, que l'on isole par le lait de chaux.

A l'état brut, il est plus connu sous le nom de méthylène et sert de dépurant.

L'alcool méthylique sert de dénaturant imparfait pour certaines substances. Il est utilisé dans la fabrication des matières colorantes et comme dissolvant. L'aviation en utilise de grosses quantités.

Rectifié, il est consommable, et moins toxique que l'alcool éthylique. Mais son élimination de l'organisme est plus lente. Donc il est nocif.

c) Autres alcools à poids moléculaires plus élevés : l'alcool cétylique se trouve à l'état d'éther-sel dans le blanc de baleine, l'alcool myricique dans la cire d'abeille, etc.

3° L'ALCOOL SYNTHÉTIQUE

La synthèse totale d'une combinaison est pour le chimiste, le résultat de l'opération qui consiste à reproduire cette dernière en partant des éléments qui la composent et en utilisant divers agents physiques (chaleur, lumière, électricité, pression, etc...).

La synthèse de l'alcool a été réalisée par Berthelot.

En chauffant modérément un mélange d'acétylène et d'hydrogène on obtient une certaine quantité d'éthylène. Ce dernier carbure agité avec de l'acide sulfurique concentré se dissout : en ajoutant de l'eau à la solution obtenue et en soumettant le tout à la distillation, on obtient de l'alcool éthylique (1).

On pourrait envisager un autre alcool synthétique indirect au moyen du sucre synthétique que M. E. Fischer a pu réaliser.

Cette classification nous a paru commode pour la présentation du sujet, mais nous devons rappeler que le plus sou-

1. N.-B. — L'alcool synthétique est de l'alcool éthylique. Nous l'avons séparé de l'alcool éthylique de fermentation à raison du procédé de fabrication. Il en sera question dans les livres III et IV.

vent les alcools sont classés en alcools éthylique, méthylique, synthétique, ou en alcools primaires, secondaires (peuvent former des acétones, matière employée pour la dissolution de l'acétylène, utilisation pour les phares d'automobiles) et tertiaires.

Cette distinction n'ayant aucun intérêt pour cette étude, nous n'y reviendrons pas.

§ 2. — CLASSIFICATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Les jus ou moûts fermentés qui vont à la distillation, s'appellent des vins.

Le produit de leur première distillation donne les flegmes.

Ces flegmes, qui contiennent des impuretés sont rectifiés.

Le but de la rectification est la séparation des huiles essentielles et impuretés contenues dans l'alcool par le fractionnement.

On obtient ainsi :

1° Les mauvais goûts de tête, les mauvais goûts de queue qui constituent les huiles. Elles sont mises de côté;

2° Les moyens goûts de tête et de queue qui retournent à la rectification ;

3° L'alcool bon goût (neutre) le seul marchand ;

4° L'alcool extra fin ;

5° L'alcool de cœur, le plus fin, le plus pur, le plus neutre (voir *Traité complet théorique et pratique de la fabrication de l'alcool*, par Dejonghe).

Indépendamment de la classification basée sur les différents degrés de pureté de l'alcool il faut signaler celle qui repose sur : l'alcool ordinaire de 50° à 96° (liqueurs, parfumerie, pharmacie) et l'alcool anhydre à 100° et comprenant :

L'alcool consommable en l'état à la sortie de l'alambic et titrant au maximum 56° Gay-Lussac à + 15° centigrades ;

L'alcool non consommable en l'état et qui doit être travaillé ou rectifié : trois-six du midi, mauvais alcools, flegmes de toutes sortes, alcools rectifiés et titrant 90° à 95° Gay-Lussac ;

L'alcool anhydre ou absolu à 100°.

La deshydratation de l'alcool (très avide d'eau) est réalisée industriellement. V. livre III, titre III.

N.-B. — Les alcools consommables en l'état, dits de cru sont des flegmes consommables en l'état. Leurs impuretés leur donnent le bouquet. Rectifiés ils n'ont plus d'arôme (Rectification des rhums, v. liv. III, titre III, chap. III, § 3).

§ 3. — CLASSIFICATION LÉGALE

La loi du 31 mars 1903 (art. 23) a séparé les alcools en deux catégories.

Les alcools naturels et les alcools d'industrie.

A. — Les alcools naturels : le qualificatif naturel s'applique exclusivement :

1° Aux eaux-de-vie et alcools provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs et lies, prunes et prunelles ;

2° Aux rhums et tafias pour lesquels lors de l'importation, il sera justifié qu'ils proviennent des colonies françaises ;

3° Aux genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées à l'article 15 (§ 2) de la loi du 30 mars 1902 (le genièvre est la boisson alcoolique obtenue par la distillation simple en présence de baies de genièvres du moût fermenté de seigle, de blé, d'orge et d'avoine).

B. — Les alcools d'industrie : tous les autres alcools, même mélangés aux alcools dits naturels, rentrent dans cette catégorie.

Cette classification est arbitraire. Car tous les alcools sont

d'origine naturelle (fruits, betteraves, ou miel hydromel) ou lait, kephyr, c'est-à-dire d'origine végétale ou animale), sauf l'alcool de synthèse. Il n'y a donc aucune raison de céder à ceux-ci ce qu'on refuse à ceux-là.

M. Maurice Sarraut l'auteur du projet que nous examinons plus loin, explique ainsi les motifs qui ont guidé le législateur :

« Cette distinction sur laquelle repose toute l'économie du projet (Sarraut) n'est pas arbitraire, elle correspond à un long passé, à la reconnaissance des situations acquises, elle se justifie par le fait que les alcools d'industrie sont produits en quantités conséquentes par des procédés techniques développés avec le concours d'appareils perfectionnés d'une façon industrielle impersonnelle, si l'on peut dire, tandis que les alcools naturels, d'origine plus noble, sont, par surcroît, fort généralement recueillis en quantités très variables, mais souvent minimales, par des procédés où l'élément personnel, le doigté, l'expérience du distillateur, interviennent au premier chef. »

Les arguments sont certes peu convaincants.

Pourquoi le législateur de 1903 a-t-il exclu du bénéfice des alcools naturels l'alcool provenant de la distillation de la mûre, de la fraise ou de la framboise. Il est vrai que la loi de 1916 a dans son article 16 ajouté « fruits » et que la loi de 1923 (28 fév.) précisa à la suite d'autres textes : fruits frais.

Pourquoi les mauvais vins et les mauvais cidres distillés dans des usines fort bien outillées et en grande quantité, sont-ils naturels alors que la distillation d'une petite récolte de pommes de terre ou de maïs ou de bourgeons de sapins, faite par un fermier ou un petit propriétaire donne un alcool déclaré « d'industrie » et traité différemment.

Pourquoi les alcools de vin du midi (les trois six p. ex.) qui ne sont pas consommables en l'état, sont-ils plus naturels que l'alcool de grains.

Pourquoi l'alcool de canne sucre provenant des colonies

françaises est-il plus naturel que celui d'une colonie anglaise ou l'alcool de betterave ou de sucres de fruits.

Pourquoi le législateur de 1903 exclut-il de la liste des alcools naturels, l'alcool provenant de la distillation des dattes, caroubes et figues, même à l'état de fruits frais. Pourquoi cet alcool sera-t-il privé des avantages concédés aux alcools naturels, lors de l'établissement du régime provisoire, d'abord par des décrets (ravitaillement, 1918, finances, 13 août 1919), puis par des lois (voir Livre III, titre III, chap. II). Cet alcool n'est-il pas « de fruits frais ? »

Voilà certes autant de questions qui ne peuvent avoir de réponse logique.

M. Maurice Sarraut, sénateur de l'Aude, le sent bien puisqu'il ajoute comme dernier argument :

« D'ailleurs la distinction des alcools naturels et industriels est essentiellement opportune. Cette opportunité est le cœur même de notre sujet.

« Situons donc la position respective de ces deux alcools » (Rapport, n° 358. Sénat, 1921).

En réalité, la discussion de la valeur de cette classification dépasse le cadre de ce chapitre préliminaire. Derrière cette distinction arbitraire, il faut considérer les intérêts antagonistes du Nord et du Midi.

Il ne serait pas juste toutefois de faire retomber sur le législateur de 1903 l'initiative d'une telle classification.

Le décret du 12 octobre 1810 qui s'inspirait du principe de la loi du 25 novembre 1808 l'établissait déjà et la loi du 28 avril 1816 dans son chapitre VI (Sirey, p. 942-947, sur les contributions indirectes), fait cette distinction au sujet de l'application de l'obligation de déclaration préalable (article 138).

« Les distilleries de grains, pommes de terre et autres substances farineuses » sont régies par le paragraphe 1 du chapitre VI (art. 139 et 140) et les « distilleries de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits » font l'objet du para-

graphe 2 (art. 141 à 143) (dans le décret du 12 oct. 1812, la distinction était déjà faite).

La loi du 20 juillet 1837 (Budget, 1838. Sirey, 1837.375) maintient nettement cette distinction (voir notamment l'art. 9 qui fut abrogé par la loi du 30 juin 1923, l'article visait le rendement de la matière macérée, v. plus loin).

La question des bouilleurs de cru qui prit une acuité toujours plus grande au sein du Parlement finit par obliger le législateur à préciser exactement quels étaient les bouilleurs (de cru et de profession). Une liste très limitée fut établie (loi de 1837, 1839, 1903, 1906, sur le privilège des bouilleurs de cru, v. plus loin).

Peu à peu l'alcool provenant des produits ainsi visés fut ugé naturel. Les autres alcools devinrent les alcools d'industrie et furent soumis à un régime plus dur que les autres. Or (coïncidence significative), les alcools dits d'industrie sont produits presque exclusivement dans le Nord, tandis que la plus grosse quantité des alcools qualifiés « naturels » vient du Midi et du Sud-Ouest, régions qui ont au Parlement l'avantage de la majorité, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Il existe encore **d'autres distinctions**. Nous signalerons celle qui établit trois catégories :

1° Les alcools consommables en l'état à la sortie de l'alambic.

2 Les alcools bon goût et les alcools non consommables en l'état à raison de leur haut degré (trois six du midi) ou de leur saveur sans qualité gustative.

3° Les alcools d'industrie méthylique, éthylique, mauvais goût et dénaturé.

Il y a encore la classification en alcools de bouche et en alcools destinés aux autres usages.

Ces deux distinctions basées sur l'état des alcools ou leur utilisation est rationnelle, par rapport à la classification légale, essentiellement arbitraire.

A la faveur de la guerre le législateur, ou plus exactement

la majorité « bouilleurs » de la Chambre a constamment tendu à réserver :

L'alcool dit naturel à la consommation de bouche (donc seul alcool de bouche).

L'alcool dit industrie aux autres usages.

Cette directive ne doit pas être perdue de vue lorsqu'on étudie le régime de l'alcool depuis 1915 et le projet de M. Sarraut.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DU RÉGIME DE L'ALCOOL CAUSES. APERÇU HISTORIQUE

L'évolution rapide d'un phénomène au contact de certains événements n'implique nullement que ceux-ci en soient la cause profonde. Leur effet s'est le plus souvent borné à la favoriser et à l'accélérer.

Pendant la guerre le régime de l'alcool a été complètement modifié, et le statut actuel, malgré son caractère provisoire, tente de se stabiliser en un système définitif.

Or il apparaît inexact de considérer la guerre comme la cause profonde des phénomènes qui se sont produits dans cet ordre. En réalité ceux-ci semblent l'une des phases de la lutte des intérêts antagonistes du nord et du midi. Cette conclusion ressort nettement de l'étude du régime de l'alcool depuis ses origines jusqu'au au xix^e siècle.

§ I. — APERÇU HISTORIQUE

Il n'est pas possible de rechercher dans l'histoire ancienne un précédent susceptible de permettre une comparaison. Pendant l'antiquité et le moyen âge, la distillation paraît n'avoir servi qu'à l'extraction des senteurs des fleurs et des plantes, en somme à la parfumerie.

L'alcool de vin dont Aristote parle sans précision dans sa météorologie (« le vin ordinaire possède une certaine exhalaison, c'est pourquoi il émet une flamme ») fut extrait pour

la première fois en France et sans doute en Europe par Armand de Villeneuve, médecin et chimiste (1238-1314). Mais il ne quitta le laboratoire de l'alchimiste qu'au xiv^e siècle. C'est en 1514 qu'il en est fait mention dans une ordonnance, qui l'exempte de droits, et le considère comme un médicament.

Cette industrie dut devenir assez florissante, car en 1637, la corporation des épiciers apothicaires et des vinaigriers qui s'étaient fait donner le monopole de la distillation et de la vente, fut érigée en métier juré.

Peu après, l'Etat, toujours à l'affût de nouvelles ressources fiscales, s'aperçut du profit que pouvait lui procurer un produit qui assurait la prospérité du Languedoc, de l'Aunis, de la Saintonge et de l'Ouest. Le 28 mai 1659, le Conseil du roi appliqua le droit de 1/8 et de 1/4 dans les provinces où étaient perçus les aides. En 1664 parut le tarif des droits d'entrée.

Apparition de l'alcool de grains

En raison de l'accroissement du besoin d'alcool et à la suite des travaux d'Angelo Sala († 1640) des distilleries de grains s'ouvrirent, qui commencèrent à concurrencer sérieusement l'ancien alcool.

Le régime de faveur dont les viticulteurs ont toujours plus ou moins bénéficié au cours des époques qui suivront, fut alors inauguré par l'arrêt du Parlement du 13 mars 1699. Celui-ci portait : « défense de faire venir, ni débiter d'autres eaux-de-vie que celles faites de vin, à peine de confiscation et de 1 000 livres d'amende ». Sans doute la mesure fut-elle jugée trop partielle et peu justifiée car l'arrêt du Conseil d'Etat du roi du 4 juin 1709 interdit la distillation du « bled » seulement, et jusqu'au 1^{er} octobre suivant.

L'alcool de vin se trouvait donc le maître du marché.

Mais en rémunération de cet avantage, il payait un « droit de subvention » (antérieur à 1680) et un droit fixe en rem-

placement du droit du huitième (cette modification fut apportée par Colbert dans son ordonnance sur les aides du 15 juin 1680). Pour éviter la fraude et remédier au désordre, l'ordonnance, complétée en 1697, ordonna l'usage du « congé de remuage » qui sera appelé plus tard l'acquit à caution (sous François I^{er} il aurait été utilisé v. ordonnance du 6 août 1518). Des édits promulgués en 1717 et en 1718 réglementèrent la surveillance des distillateurs assujettis aux visites et aux vérifications des commis.

Réglementation des alcools coloniaux et des alcools de mélasses et grains

L'alcool de grains n'était pas seul à concurrencer l'eau-de-vie de vin. L'importation des rhums (Guildives) et des tafias des Antilles françaises devint telle que le Roi crut devoir par une déclaration en date du 24 janvier 1873 en interdire la fabrication et la vente. Ainsi commence le régime de protection contre les alcools coloniaux.

Non contente d'ailleurs de protéger d'une façon si marquée l'eau-de-vie de vin, la déclaration stipule en outre que « le commerce des eaux-de-vie de mélasses, bière, cidre, poiré, hydromel, grains, mares de raisin, lie et bassière de vin est défendu à peine de confiscation et de 3.000 livres d'amende sauf pour la Normandie et partie de la Bretagne.

Ces mesures, notamment celles visant les rhums coloniaux furent prises sous le prétexte de la santé publique (les Rhums auraient été nuisibles). Les lignes antialcooliques n'existaient pas encore, mais les plus acharnés partisans des eaux-de-vie de vin parlaient déjà au nom de l'hygiène.

Avant la Révolution il semble donc que le principal but fut d'encourager la vigne et la distillation du vin. Le rendement fiscal paraît n'avoir été qu'un objectif secondaire, à moins que la protection à outrance de ce produit imposable ait eu pour fin son accroissement en vue d'une augmentation de recettes.

Pendant la Révolution et l'Empire aucune autre source d'alcools ne fut recherchée. Le régime fiscal subit des variations suivant la directive des divers gouvernements.

Le 17 juin 1789 l'assemblée nationale annula, EN PRINCIPLE, comme illégales les contributions perçues jusqu'à ce jour tout en les maintenant à titre provisoire. La population refusa de les payer sous prétexte d'illégalité.

Le 25 février 1804 (loi de Finances du 5 ventôse an XII) l'impôt sur les boissons fut rétabli. Une administration nouvelle : la Régie des droits réunis en assura le service et la perception. Parmi les autres points essentiels, signalons :

1° Le rétablissement de l'inventaire chez le récoltant dans les six semaines qui suivent la récolte ;

2° Perception d'un droit de fabrication de 0 fr. 40 par hectolitre pour les vins et 0 fr. 16 pour les cidres et les poirés (ainsi l'alcool n'était pas taxé directement, mais dans le produit qui lui donnait naissance) ;

3° Perception d'un droit de 0 fr. 40 par hectolitre de liquide mis en distillation pour les grains et pour les cerises.

4° Les marcs, les pommes de terre et les autres fruits ne payaient aucune taxe.

5° Sinon la taxe annuelle de 10 francs que devaient acquitter tous les distillateurs. Cette dernière exception fut d'ailleurs supprimée quelques mois plus tard en même temps que fut institué le droit du 1/20 exigible au moment du déplacement.

Ce commencement de réorganisation de l'ancien système fiscal fut poursuivi par la loi de finances du 24 avril 1806. Celle-ci rétablit le droit du vingtième (ou droit de gros) et le droit du dixième (ou droit de détail), en même temps que les formalités de la circulation et l'exercice chez les marchands en gros. En outre le droit de fabrication de la loi du 25 février 1804 était étendu aux eaux-de-vie de marc, fruits et pommes de terre, exemptés jusque-là.

La loi du 25 novembre 1808 supprima l'inventaire chez le récoltant, et remplaça le droit de gros ou du vingtième par

un droit de déplacement perçu à chaque déplacement de 1 fr. 20 par hectolitre d'alcool et le droit de détail fut porté à 15 o/o *ad valorem*. La distillation des vins, cidres, poirés lies, marcs et fruits fut exemptée de tous droits de fabrication, tandis que la distillation des grains et autres substances farineuses eut à supporter une taxe proportionnelle à la capacité des cuves de fermentation.

Ainsi commence la distinction entre les alcools de vin (et autres alcools dits naturels), et les alcools provenant des substances farineuses.

Le décret du 12 octobre 1812 et la loi du 28 avril 1816 (chap. VI) prévoient pour chacun d'eux un traitement différent. L'alcool du nord est assurément le moins favorisé.

Signalons une autre disposition importante du décret de 1812, il établit en outre la nécessité de l'acquit à caution pour circuler, avec obligation de payer à destination pour obtenir décharge de l'acquit. Ainsi se crée, pièce par pièce, le régime qui subsistera dans la suite et dont la réforme sera d'autant plus difficile qu'il est entré davantage dans les habitudes des campagnes.

La loi du 8 décembre 1814 renforça la surveillance chez les producteurs d'alcool et transforma le droit de détail de 15 o/o (loi du 25 nov. 1808) en un droit réel de consommation.

La loi du 28 avril 1816 qui sert encore de base à une importante partie de notre régime fiscal établit le système de la production de l'entrepôt et de la circulation tel qu'il fonctionne encore (déclaration, exercice, entrepôt, crédit de l'impôt sous garantie, exemption pour manquants).

Par la loi de 24 juin 1824, le droit réel de consommation fut transformé en un droit général de consommation perçu sur l'alcool pur à 100° révélé par l'alcool mètre Gay Lussac. Son taux fut de 50 francs + 5 francs (dixième).

La loi du 21 avril 1832 subordonna l'obtention de la faculté d'entrepôt dans les villes, sujettes à l'entrée, à la présentation d'une caution solidaire et solvable, s'engageant con-

curremment avec l'entrepositaire au paiement de toutes taxes générales et locales. Cette loi sera complétée par la loi du 20 août 1872 qui rendra cette caution obligatoire pour tous les distillateurs et instituera les titres sur papier blanc (alcool de vin) rouge (grain, mélasses), bleu (mélanges).

Entre ces deux lois se place un phénomène capital pour l'évolution du régime de l'alcool, et dont la répercussion se fait encore sentir : l'apparition de l'alcool de betterave à la faveur de la crise de l'oïdium qui dévasta les vignobles du midi (1852).

Apparition de l'alcool de betterave

La culture de la betterave est l'une des conséquences du Blocus continental décrété par Napoléon I^{er} le 21 novembre 1806. Pour parer à la disette du sucre (alors de provenance coloniale) et sur les conseils de Mathieu de Dombasle la culture en fut intensivement poussée. Delessert qui, le premier, réussit à faire du sucre de betterave à Passy reçut la Croix de la Légion d'honneur des mains de l'empereur (janvier 1812).

L'alcoolisation de la betterave n'était pas encore pratiquée. Il y avait bien dans le nord de petits distillateurs agricoles qui travaillaient le seigle et l'orge de leur propre récolte ou de celle de leurs voisins, et qui élevaient avec les drèches le plus d'animaux possible, dont le fumier améliorait beaucoup les terres. Mais leur faible production et surtout leur impuissance à combattre l'alcool de vin auquel s'étaient alliés les alcools de cidre et de fruits frais, les empêchèrent d'échapper aux mesures qui furent prises contre eux (régime différent des alcools de vin).

Cette situation aurait pu se prolonger sans le jeu de circonstances qui incitèrent les distillateurs du Nord à chercher de nouvelles sources d'alcool et à intensifier leur production. Ces circonstances sont au nombre de trois :

1^o La hausse des grains provoquée par les achats des dis-

tillateurs étrangers en France, mit les distillateurs français dans la nécessité de chercher une matière première moins chère (1833).

2° La crise de l'oïdium qui fit tomber la production des alcools « naturels » de 815.000 hectolitres de 1840-1850 à 165.000 hectolitres de 1853 à 1857.

3° La mauvaise récolte des grains en 1853 amenèrent un tel renchérissement du cours des alcools qu'en 1853 l'hectolitre monta à 215 francs.

Comme le besoin crée l'organe, des spécialistes étudièrent un mode économique et avantageux d'obtenir l'alcool de la betterave. Dubrunfaut et surtout Champonnois mirent au point des procédés l'un d'acidification et l'autre de traitement au moyen de vinasses chaudes, qui permirent à la distillation de la betterave de prendre une extension considérable, et d'autant plus rapide que les vignes du midi étaient ravagées. De 1853 à 1857 l'alcool de betterave domina. Mais par suite du développement de la sucrerie de 1865 à 1885 la production des alcools de mélasse dès 1880 (685.433 hect. dépassa celle des alcools de betteraves (429.738 hect.) qui égalait à peu près celle des alcools de grains (412.585 hectolitres). Les alcools naturels représentaient alors 54.172 hectolitres.

En 1888 l'alcool de grain passa nettement au premier rang. 794.326 hectolitres, vis-à-vis de 654.700 hectolitres d'alcool de betterave, et 582.452 hectolitres d'alcool de mélasse, et 131.005 hectolitres d'alcools naturels, (extraits du *Bulletin de statistique* d'août 1911, p. 158).

Mais aussitôt des mesures de protection furent prises en faveur des alcools naturels et de betteraves, contre l'alcool de grains. La loi du 8 juillet 1890 frappa les grains courants d'un droit d'entrée de 3 francs par 100 kilogs et le riz de 8 francs.

La production des alcools de grains tomba de 645.225 hectolitres en 1890 à 392.237 en 1891 et ne retrouva plus l'importance qu'elle avait eue.

Vers la même époque l'alcool de betterave, prit sur l'alcool de mélasse une avance rapide. Les lois du 11 juillet 1890, 17 novembre 1894, 14 juillet 1897 frappèrent d'un droit proportionnel à leur richesse saccharine les mélasses étrangères dont l'importation avait été libre jusque-là. En outre la diminution de la production sucrière à la suite de la suppression des primes à l'exportation, décidée par la convention de Bruxelles (5 mars 1902 exécutoire le 1^{er} septembre 1903) contribua à l'accroissement de la prospérité des distilleries de betteraves, au détriment des distilleries de mélasses. Par exemple en 1902 sur une production d'alcool d'industrie de 1.654.944 hectolitres, l'alcool de mélasse figure pour 914.818 hectolitres, et l'alcool de betterave pour 520.707 (la production d'alcool naturel atteignit seulement 231.810 hec. soit 12 o/o), tandis qu'en 1905 sur 2.107.946 hectolitres d'alcool d'industrie l'alcool de mélasse figure seulement pour 516.173 à côté de 1.002.429 hectolitres d'alcool de betterave. V. le *Bulletin de statistique* d'août 1911 page 158 il s'agit d'hectolitre d'alcool à 100°).

Essor considérable de l'alcool de betterave. Son utilisation industrielle

Dès 1880, se produit un phénomène que la guerre accentuera jusqu'à ses extrêmes conséquences et qui a sur l'évolution du régime une importance considérable. L'alcool ne sert plus uniquement à la consommation de bouche, à la pharmacie et à la parfumerie. Des industries en emploient des quantités de plus en plus importantes, soit comme agent de dissolution ou de transport de matière soluble en lui, soit comme carburant.

Le législateur favorise la dénaturation (lois du 25 fév. 1901, du 29 novembre 1905). Cette augmentation de la demande sur le marché décide un accroissement de la production.

L'alcool de betterave prend un essor considérable. Il

tient jusqu'à la guerre la première place dans l'industrie française de l'alcool.

En 1913 sur 2.597.531 hectolitres d'alcool d'industrie (à côté de 356.377 hectolitres d'alcool naturel) l'alcool de mélasse représente 606.960 hectolitres et l'alcool de betterave 1.559.640 hectolitres (ces chiffres sont extraits du rapport de M. Sarraut, chap. III, § II, année 1921, sénat, n° 358.)

Donc avant la guerre l'alcool d'industrie et plus spécialement l'alcool de betterave ont un avantage considérable sur le marché français. L'alcool de vin se défend mal, d'autant plus que son prix dépasse celui de l'autre alcool. Mais l'invasion du Nord par les troupes allemandes et la destruction de distilleries de betterave et de mélasse fait tomber en 1918 la production d'alcool de mélasse à 150.245 hectolitres, celle de l'alcool de betterave à 283.140 hectolitres alors que la production d'alcool naturel se maintient dans la même moyenne : 284.570 hectolitres.

L'alcool naturel se trouvait donc en raison de la guerre dans une meilleure situation pour faire interdire à l'alcool dit d'industrie le marché alimentaire.

Reprise des alcools naturels avec la guerre

En outre la réquisition, puis l'attribution à l'Etat des alcools d'industrie (30 juin 1916) pour d'autre usage que la consommation de bouche permirent aux alcools naturels un développement de plus en plus important, cependant que les députés des départements de viticulteurs et de bouilleurs demandaient la fermeture du marché de bouche aux alcools d'industrie, et l'obtenaient à titre provisoire.

Les chiffres sont probants :

En 1912, la production d'alcool naturel est de 337.642 hectolitres et celle de l'alcool d'industrie de 2.971.967 hectolitres (dont 1.620.552 hectolitres d'alcool de betterave et 465.324 hectolitres d'alcool de mélasse.

De 1916 à 1918 l'Etat doit recourir aux alcools naturels pour faire les poudres, tellement augmentent ses besoins.

En 1919 au moment des grands débats parlementaires sur le régime de l'alcool, la production des alcools naturels atteint (tombée à 212.148 hectolitres en 1916) 325.156 hectolitres et celle des alcools d'industrie 496.060 hectolitres (alcools de mélasse 71.909 hectolitres, alcool de betterave 308.268 hect.) production la plus basse pendant la guerre.

En 1920, la production d'alcool naturel, égale à peu près celle de l'alcool industriel, phénomène qui ne s'était pas revu depuis 1850). Sur 821.216 hectolitres d'alcool de toutes sortes, l'alcool naturel compte pour 636.000 hectolitres et l'alcool industriel pour 659.000 hectolitres (chiffres relevés dans le rapport de M. Sarraut sus-visé, p. 51 et 135.)

* * *

De cet aperçu historique il apparaît que le régime provisoire est une des phases du conflit d'intérêts qui divise les départements betteraviers et les départements producteurs d'alcools naturels.

Avant la guerre, la betterave était cultivée dans 7 départements, le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Oise, l'Aisne, la Marne et les Ardennes (depuis 1920 il faut ajouter la Meurthe-et-Moselle, la Meurthe et les Vosges — soit donc 10 départements sur 83 !)

Au contraire les départements, dans lesquels les surfaces plantées en vignes sont supérieures à 10.000 hectares, sont environ 43 ; et l'on compte approximativement 59 départements ayant chacun plus de 5.000 viticulteurs (V. chiffres du rapport de M. Sarraut, p. 90).

Il n'est donc pas surprenant que dans la lutte, les chances soient loin d'être égales, et qu'à la faveur de la majorité parlementaire réunie par ces questions, les lois favorables à la viticulture et aux alcools naturels aient passé avec facilité.

§ 2. — VALEUR NATIONALE DE LA VIGNE ET DE LA BETTERAVE

Toutefois il y a lieu de remarquer que le conflit de ces intérêts intéresse au premier point la richesse nationale, d'une part par la question de la distillerie agricole dans les départements du Nord à culture intensive, d'autre part par le problème de la viticulture pratiquée dans le Midi, pays de monoculture.

« La culture des betteraves, écrivaient MM. H. et J. Hitier professeurs à l'Institut national agronomique et professeurs à la Faculté de Droit de Paris, dans l'Expansion Economique de mai-juin 1922, par les très heureuses répercussions qu'elle entraîne dans les exploitations agricoles, intéresse au premier chef la production générale agricole de notre pays. Dix ans après la création des premières distilleries agricoles de betteraves (qui remonte à 1854) M. Emile Pluchet faisait connaître l'accroissement notable du blé et de la viande dans les 500 fermes pourvues alors des distilleries. Les chiffres relevés par l'enquête qu'il avait poursuivie se passent de tout commentaire :

Avant l'établissement des distilleries agricoles (1854)	Après l'établissement des distilleries agricoles (1864)	Diffé- rences	
—	—	—	
Emblavures en betteraves (hec- tares).....	1.947	21.495	+19.948
Emblavures en blé (hectares)... 21.906	27.670		+ 5.764
Rendement en blé par hectare (hectolitres).....	19.52	27.75	+ 8.23
Têtes de gros bétail entretenu.. 25.386	51.449		+26.063
Tête de gros bétail engraisé... 6.995	46.656		+39.661

Depuis cette époque partout où la culture de la betterave a été introduite, ces heureux résultats se sont toujours trouvés

confirmés. C'est qu'en réalité, comme le rappelait récemment M. Eugène Pluchet, la distillerie présente pour une exploitation agricole de multiples avantages et une cause d'accroissement de fertilité des terres : l'alcool vendu n'exporte aucun élément fertilisant pris au sol, mais seulement des éléments pris à l'air et à l'eau ; toutes les richesses minérales prélevées par la betterave restent dans les pulpes que consomme le bétail de la ferme, dans les eaux résiduaires, les vinasses, les boues de lavage qui retournent directement au sol. » (J. et H. Hitier).

En cas de mauvaise récolte de betterave, le Nord, pays riche par ses mines et ses industries, se rattrape sur les céréales et sur l'élevage du bétail.

L'alcool de betterave est donc un complément de la richesse régionale. Sa vente constitue un superbénéfice.

Mais de l'autre côté, l'alcool de vin apparaît *l'exutoire nécessaire des années de surproduction*, et le compensateur des mauvaises années (1). La distillation des vins et des fruits est la « soupape de sûreté » de la viticulture et de la cidriculture (2). Elle semble le seul moyen dans le midi, pays de monoculture, d'éviter ou de conjurer les crises viticoles qui ont leur répercussion dans tout le pays. Les vins sont en effet indépendamment de leur valeur intrinsèque l'occasion de grosses recettes fiscales (droit de circulation, etc...)

CONCLUSION

C'est pourquoi, et cette conclusion sera l'une des idées maitresses de cet ouvrage, le problème de l'alcool n'est plus envisagé depuis la guerre du côté fiscal, mais du côté économique. Le législateur cherchera d'accord avec les intéressés

1. Art. de M. Hitier dans l'*Expansion économique* de février 1923.

2. Rapport n° 358 de M. Sarraut en 1921, *loc. cit.*

un régime qui, sans nuire trop profondément aux alcools d'industrie, donnera de gros avantages à l'alcool naturel.

Mais ce déplacement de point de vue ne doit pas faire oublier que l'origine de la législation de l'alcool fut fiscale et que le principal but d'un régime bien organisé est à notre avis la perception intégrale des impôts et taxes sur l'alcool susceptible d'être consommé, (à moins que partant d'un but hygiénique, il ne vise à la suppression de la consommation de bouche).

En aucun cas le régime ne doit être déficitaire.

C'est pourquoi la mainmise de l'Etat sur l'alcool peut causer de logiques inquiétudes.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE L'ALCOOL TEL QU'IL SE POSE DANS LES PAYS PRODUCTEURS

§ 1. — LE POINT DE VUE DE L'HYGIÈNE

Dans tous les pays et surtout en France l'alcool s'obtient en grande abondance et à prix de revient assez modique. Il devient même nul dans l'industrie de la levure de grains et pour les petites distilleries agricoles.

Or l'alcool quelle que soit son origine enivre rapidement.

« En tous lieux, chez les peuples les plus divers, la recherche d'une drogue susceptible de procurer avec l'engourdissement de la sensibilité, une excitation cérébrale substituant des visions de rêve aux réalités de la vie, est un fait d'universelle expérience. Opium haschisch, alcool, tabac, café sont requis tour à tour pour modifier un psychisme inférieur aux circonstances et incapable d'un développement adéquat de la volonté. » (G. Clémenceau, préface de « L'alcool » par Jacquet.)

Quand au xvi^e siècle l'alcool de distillation devint un produit commercial, les hommes de cette époque ne tardèrent pas à préférer la rapidité de ses effets à la lenteur indigeste de l'ivresse par le vin. Mais la distillation des betteraves et la fabrication des spiritueux, bitters, apéritifs, etc., étaient inconnues, évitant ainsi l'alcoolisation par le petit verre à bon marché. En outre on ignorait l'alcoolisme.

En effet on se rendit compte de la toxicité de l'alcool que

beaucoup plus tard. Les travaux de Rodolphe de Tubingue (1665-1721) de Petit (1710) de Mathieu Orfila (1787-1853) de Lussana et Albertoni (1874) ne retinrent pas l'attention. C'est pourquoi jusqu'à cette époque les Etats ne se soucièrent pas d'envisager le problème de l'alcool du côté de l'hygiène.

Mais les conclusions de Darenberg (qui soutint que les alcools naturels et le vin sont plus nocifs que l'alcool rectifié pur et qu'il est ridicule de déclarer le vin, boisson hygiénique) et les recherches de Dujardin-Baumetz et Audigé, et de Jeoffroy et Serveaux (1897) (qui établirent la moindre toxicité de l'alcool méthylique par rapport à l'alcool éthylique même pur et à plus forte raison par rapport aux alcools de cru) émurent les hygiénistes alors peu nombreux. Aussitôt l'alcool trouva des défenseurs qui le présentèrent comme un aliment indispensable, mais cette thèse ne tarda pas à être réfutée par ceux mêmes sur les travaux desquels on s'était appuyé pour émettre de tels avis (Voir article de M. Henri de Varigny, sur les expériences d'Atwater et Bénédicet : l'alcool est-il un aliment, *le Temps*, 14 janvier 1903).

Aujourd'hui l'alcool est reconnu comme un poison, d'autant plus dangereux que les conditions de la vie moderne dans les villes n'aident pas à son élimination et que l'intoxication est plus lente et plus régulière (c'est le cas des alcooliques à froid). (Voir le rapport sur l'alcoolisme dans les hôpitaux parisiens, *Presse médicale*, décembre 1899, l'alcool est un facteur important de la tuberculose, de la criminalité, de la folie et de la mortalité, voir aussi dans l'*Etoile Bleue*, juin 1923, le rapport du Dr Louradour, médecin chef de l'Asile d'aliénés de la Cellette, voir tables de la *Presse médicale*.)

Ainsi un nouveau point de vue s'ouvrait sur le problème de l'alcool et venait le compliquer : la question de l'hygiène sociale, c'est-à-dire la nécessité de réglementer la consommation de bouche.

C'est seulement à la faveur de la guerre que le législa-

teur changera de directive et préférera prendre des mesures destinées à sauver la santé publique au détriment du rendement fiscal. Il est vrai que sa tâche lui sera facilitée par l'accroissement des besoins de l'industrie, vernis et parfumerie. Comme ces débouchés ne suffiront pas à absorber l'alcool d'industrie, il cherchera un nouvel exutoire dans le carburant national (v. plus loin).

§ 2. — LE POINT DE VUE FISCAL. LES DIVERS MODES D'ASSIETTE DES IMPOSITIONS SUR L'ALCOOL.

L'alcool étant un produit consommable peut être imposé à la production, à la circulation ou à la consommation.

A) **L'imposition à la production.** — Elle est la plus sûre. Des compteurs plombés, surveillés nuit et jour permettent le contrôle. L'emploi de ceux-ci a été généralisé en Allemagne. Il existe aussi les bacs jaugeurs.

Le système du rendement minimum des matières dans les cuves de fermentation est incertain et injuste.

L'imposition à la production tend à la centralisation de celle-ci. Les petits bouilleurs doivent se rendre à l'atelier public ou aux brûleries coopératives.

L'imposition à la production rigoureusement pratiquée nécessite le système des déductions pour manquants (évaporation, etc...). Leur tarif doit varier avec le contenant (fer ou bois) et la nature des alcools (alcools à faire vieillir, alcools sans valeur gustative).

B) **L'imposition à la consommation,** part de la constatation de la matière imposable par la déclaration du redevable.

Pratiquée seule, elle permettrait toutes les fraudes, mais combinée avec l'imposition à la production, elle devient un moyen de contrôle susceptible de révéler les fraudes.

C) **L'imposition à la circulation** ne peut pas davan-

tage être pratiquée seule, mais combinée avec l'imposition à la production et avec l'imposition à la consommation (dont elle est un des modes de perception) elle contribue à renforcer la surveillance, surveillance d'autant plus nécessaire qu'une partie de l'alcool fabriqué est soustrait au contrôle et à l'imposition lors de la production (fraude par distillation clandestine ou par déclaration de production inférieure à la production réelle).

§ 3. — LES ALCOOLS EXONÉRÉS DE L'IMPOT DE CONSOMMATION

A. — L'alcool dénaturé

a) *Principe.* — Les industries qui utilisent l'alcool comme matière première ou comme agent physique ou chimique auraient périclité si elles avaient dû supporter le droit de consommation, frappant les alcools de bouche.

La difficulté était d'éviter l'envoi de ces alcools exonérés à la consommation de bouche, la dénaturation devait permettre d'empêcher cette fraude.

Un bon dénaturant doit rendre l'alcool impropre à la consommation de bouche par un infectant, non toxique. Il doit être impossible à éliminer par l'addition d'un « témoin » (alcool méthylique, borate d'éthyle, etc...) et économique.

b) *Historique.* — La loi du 8 décembre 1814 qui fit entrer le terme « dénaturer » dans notre législation, exempta du droit de consommation les alcools allant à l'industrie à charge d'être dénaturés par les usagers, en présence de la Régie.

La fraude par revivification amena le retrait de ces avantages par la loi du 28 avril 1816, toutefois la dénaturation fut autorisée pour la parfumerie et la pharmacie par une circulaire du 25 novembre 1916. Mais les abus provoquèrent le retrait de cette faculté (circulaire du 10 octobre 1833).

Les viticulteurs dont les vins se vendaient mal protestèrent et demandèrent la possibilité de vendre aux parfumeurs sous forme d'alcool. L'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1844 complétée par l'article 2 de l'ordonnance du 14 juin 1844 dispensa l'alcool dénaturé de l'impôt de consommation et du droit d'entrée, mais le remplaça par une taxe, variable suivant le dénaturant de 12 fr. à 28,80 par hectolitre.

L'alcool de grains était alors produit en faible quantité.

Lorsque l'alcool de betterave conquit le marché, les fraudes augmentèrent, d'autant plus que les droits avaient été relevés. La loi du 8 août 1872 institua alors pour l'alcool dénaturé une nouvelle réglementation plus stricte.

Les alcools dénaturés furent soumis à une **taxe de dénaturation** de 30 fr. 50 par hl. d'alcool pur, et à la taxe d'octroi qui ne pouvait excéder le quart du droit du Trésor, en principal, soit 7,50 (au total 37,50). Le mode de dénaturation devait être fixé pour chaque industrie après avis du comité consultatif des arts et manufactures. Le dénaturant proposé par ce comité était le méthylène dans la proportion de 1/5 ou de 1/9 suivant les cas. Le méthylène devait contenir 65 o/o au maximum d'alcool méthylique, 26 o/o d'impuretés pyrolygneuses et 9 o/o d'acétone.

Mais en raison de la hausse de l'impôt de consommation et à la faveur de l'accroissement du besoin d'alcool et des livraisons d'alcool méthylique et d'acétone de plus en plus pur, les fraudes prirent une extension considérable. La loi du 21 mars 1874, le décret du 29 janvier 1881, et la circulaire du 25 juin 1893 tentèrent d'y remédier par une réglementation plus étroite, dont les dépenses furent supportées par les dénaturateurs au moyen d'une taxe de 0,80 par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation (loi du 16 avril 1895, art. 11).

La formule du dénaturant fut composée de manière à éviter la fraude sans trop augmenter le prix de revient de l'alcool dénaturé (V. livre II, chap. III, § 1).

Mais comme à l'étranger et surtout en Allemagne l'utili-

sation industrielle s'était beaucoup développée grâce à un régime moins coûteux, le régime fut allégé.

La commission nommée le 23 janvier 1896 fit abaisser la proportion de méthylène obligatoire (décision du 8 sept. 1897).

La loi du 16 décembre 1897 réduisit la taxe de dénaturation à 3 francs. Le dénaturant fut fourni par l'Etat à prix de revient (art. 3).

La loi du 29 décembre 1900 la supprima et la remplaça par une taxe de statistique de 0,25 par hectolitre pur, soumis à la dénaturation (encore en vigueur).

En raison des difficultés d'approvisionnement de méthylène, la loi du 25 février 1901 institua l'allocation de 9 francs par hectolitre d'alcool pur à dénaturer. Cette mesure remplaça la fourniture à prix de revient. Elle fut étendue à tous les alcools dénaturés par la loi du 30 mars 1902 (art. 16).

En somme, le législateur cherchera à favoriser l'emploi de l'alcool dénaturé pour lutter contre l'étranger et plus tard pour assurer un débouché aux alcools d'industrie. La difficulté résidera dans le prix du dénaturant.

B. — Les vinaigres

Par la transformation en vinaigre, l'alcool est suffisamment dénaturé pour être exonéré de l'impôt de consommation qui frappe l'alcool, bien que le produit auquel il donne naissance après la fermentation du mycoderma aceti soit alimentaire. Les vinaigres font l'objet d'une réglementation spéciale.

N.B. — Le vinaigre est un produit fort complexe qui renferme un peu d'acétique, des alcools inaltérés, des éthers et beaucoup d'autres composés.

L'acide acétique, avec lequel il ne faut pas le confondre, est un produit de la distillation du bois, au même titre que l'alcool méthylique, avec cette différence toutefois que pour le séparer de l'acide pyroligneux brut, on doit recourir à la chaux. Il se forme un acétate de calcium d'où l'on retire l'acide acétique.

C. — Le Privilège des bouilleurs de cru

Définition. — Le privilège des bouilleurs de cru peut être défini : la faculté qu'ont les récoltants bénéficiaires de fabriquer librement de l'eau-de-vie avec un certain nombre de produits du sol, provenant exclusivement de leur cru. Les produits ont été énumérés limitativement par la loi du 17 février 1906, qui a repris les dispositions de la loi du 20 juillet 1837, article 7, complétée par la loi, du 10 août 1839 et du 31 mars 1903.

Bénéficiaires. — Aux termes de ces lois sont considérés comme bouilleurs de cru, les propriétaires distillant les vins, cidres, poirés, marcs liés, prunes, cerises et prunelles provenant exclusivement de leur récolte.

Avantages. — Les avantages qui résultent du privilège intégral sont au nombre de 4 :

1^o La dispense de l'exercice (dispense de déclaration de la distillation et de la surveillance de la régie).

2^o L'exonération totale du « droit général de consommation » pour l'eau de vie consommée par le bouilleur et son entourage à son habitation.

3^o Le droit de vendre ses eaux de vie sans payer la licence et la patente.

4 Le droit de transporter de la brûlerie au domicile des bouilleurs les eaux de vie de leur fabrication en n'acquittant que le montant d'un acquit à caution dont le prix est beaucoup moins élevé que celui payé par les distillateurs ou les bouilleurs de profession.

Toutefois il est à noter que le bouilleur de cru jouissant du privilège intégral devait en tous cas acquitter les droits d'entrée et d'octroi sur tous ses alcools et payer le montant total des droits de circulation (acquit à caution ordinaire) à l'occasion de tout déplacement autre que le transport de la brûlerie à son domicile.

HISTORIQUE DU PRIVILÈGE

D'après Moreau de Beaumont (Mémoire sur les impôts, 1781) le propriétaire qui dans son domicile faisait fabriquer un demi muid d'eau-de-vie au plus (134 litres) pour sa consommation personnelle ne payait pas de droit.

Quand la Révolution eut aboli tous les droits, il n'y avait plus de raison de parler de privilège.

Mais cette suppression fut plus théorique que pratique, et peu après le 25 février 1804, l'inventaire et le récolement furent rétablis chez les bouilleurs récoltants. En outre ceux-ci furent astreints comme les autres distillateurs au paiement d'une licence annuelle de 10 francs.

Mais cette égalité disparut avec la loi du 24 avril 1806 qui fit apparaître le privilège dans la législation post-révolutionnaire. Les bouilleurs de cru furent exonérés du droit de gros (1/20) et du droit de détail (1/10) et dispensés de l'exercice. En outre pour la vente au détail ils n'acquittaient que la moitié du dixième. Toutefois l'inventaire et la licence étaient maintenus.

La loi de 1808 supprima l'inventaire, Les bouilleurs purent alors distiller en dehors de toute surveillance, ils restèrent astreints à la licence.

Le décret du 12 octobre 1812 confirma l'exonération de l'exercice.

Les bouilleurs de cru furent omis dans la classification donnée par la loi du 8 décembre 1814. Grâce à cette prétérition, ils ne furent soumis ni à l'exercice ni à la déclaration imposée aux distillateurs et bouilleurs de profession. Quand ils vendaient au détail, ils ne payaient que 75 o/o des droits. La licence était toujours maintenue.

La loi du 28 avril 1816 les affranchit de l'exercice, de la déclaration et enfin de la licence. Leur domicile fut considéré comme inviolable. Les agents du fisc n'y pouvaient pénétrer qu'après de nombreuses formalités.

La loi du 24 juin 1844 consacra le privilège par l'exonération totale du droit de consommation pour les eaux de vie, consommés sur place.

Il manquait une définition complète des bouilleurs de cru. En outre les marcs et les lies ne bénéficiaient pas des avantages accordés aux vins, cidres et poirés. La loi du 20 juillet 1837 précisa que seraient reconnus bouilleurs de cru : le propriétaire distillant les vins, cidres, poirés, marcs et lies provenant exclusivement de leur récolte.

La loi du 10 août 1839 y ajouta les cerises et les prunes.

L'accroissement du nombre des bouilleurs de cru et la perte causée au trésor amenèrent la législation à restreindre le privilège. La loi du 2 août 1872 astreignit les bouilleurs de cru à la déclaration de leur fabrication et à l'exercice. Une allocation de quarante litres d'alcool pur par an leur fut accordée pour la consommation familiale. Ce fut la première limitation du privilège.

La loi du 21 mars 1874 réduisit l'allocation en franchise à vingt litres,

Mais le 15 décembre 1875, le privilège fut rétabli dans son intégralité et sans réserve.

La loi du 29 décembre 1900 augmenta le droit de consommation (220 fr. par hecto d'alcool pur). Pour éviter la fraude encouragée par l'élévation du taux et faire rendre à l'impôt son maximum —, la loi de 1900 restreignit le privilège aux petits récoltants, c'est-à-dire à ceux qui distillaient pour leur propre compte n'utilisaient pas certains appareils.

A cet effet la loi considéra comme bouilleurs de profession les récoltants faisant usage :

1° D'appareils chauffés à la vapeur ;

2° D'appareils à marche continue, susceptible de distiller plus de 200 litres de liquide fermenté par 24 heures.

3° D'alambics à feu nu d'une capacité supérieure à 5 hl. et les récoltants qui dans les limites du rayon de franchise déterminé par le décret du 17 mars 1852 (le canton

et ses communes limitrophes) exerçaient le commerce ou la profession de marchands de gros ou de débitants.

Cette restriction du privilège fut insuffisante. Les fraudes amenèrent sa suppression par la loi du 31 mars 1903.

La loi du 31 mars 1903 supprima le privilège en stipulant que nul ne pouvait sans déclaration se livrer à la fabrication des eaux-de-vie. Toutefois deux restrictions furent apportées. La première énoncée dans les articles 19 et 21 accorda aux bouilleurs de cru une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par an. La deuxième, appelée amendement Morlot, dispensa de l'exercice, mais non de la déclaration les petits bouilleurs, c'est-à-dire ceux qui étaient en mesure d'établir qu'ils ne pouvaient avec leurs récoltes produire plus de 50 litres d'alcool pur par an.

La loi du 31 mars 1903 contenait en outre d'autres dispositions importantes : les prunelles étaient ajoutées aux autres produits énumérés dans les lois du 30 juillet 1837 et 10 août 1839. En outre il était stipulé que les propriétaires et fermiers réunis en syndicats professionnels ou en coopératives de distillation seraient affranchis de l'exercice, à la condition de déposer leurs appareils et leurs alcools dans les locaux des dits syndicats.

Enfin des titres de mouvement spéciaux devaient être créés pour garantir l'origine des produits.

Cette loi fut suivie d'un règlement d'administration publique en date du 19 août 1903. Elle marque l'avènement dans la législation de l'alcool du système des coopératives de distillation.

Mais elle devint rapidement impopulaire. Les paysans illettrés se plaignaient des vexations qu'ils avaient à subir à l'occasion des déclarations. De plus la formidable récolte de 1904 accroissait la crise vinicole.

La loi du 22 avril 1905 qui complétait les dispositions de la loi du 31 mars 1903 sur les coopératives de distillation permit à tout bouilleur de jouir de son privilège sans ouvrir

son domicile aux vérifications du service, pourvu que la distillation ait lieu à l'atelier communal. C'était une brèche.

Puis les assauts maintenus par M. Rouvier, alors ministre des finances, reprirent plus actifs. Par la loi du 23 décembre 1905, les défenseurs du privilège obtinrent l'amnistie pleine et entière pour les contraventions infligées aux bouilleurs de cru et aux bouilleurs ambulants avant le 1^{er} juin 1905 sauf pour les pénalités supérieures à 1.000 francs.

Les élections approchaient, le moment était habilement choisi.

Aussi le **27 février 1906**, presque sans discussion la Chambre par 310 voix contre 211 et le Sénat par 207 contre 67 votèrent le rétablissement intégral du privilège par l'article unique ainsi conçu : « Les propriétaires distillant les marcs, vins, cidres et poirés, prunes, cerises, prunelles et lies, qui proviennent exclusivement de leurs récoltes, sont dispensées de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice. »

De la sorte tout contrôle était supprimé. Mais à moins de se soumettre au régime de bouilleurs de profession les bouilleurs de cru ne pouvaient plus bénéficier des titres de mouvement spéciaux créés par la loi du 31 mars 1905 et dont le but était de garantir l'origine du produit, et ne jouissaient plus des avantages accordés pour le transport des alcools de la brûlerie coopérative à leur domicile.

C'est pourquai les défenseurs du privilège, forts de leur victoire, firent voter la **loi du 17 avril 1906**. Aux termes de celle-ci, les bouilleurs de cru, même ceux qui distillaient hors de leur domicile, purent au même titre que les distillateurs de profession qui sont soumis à l'exercice, authentifier leurs eaux-de-vie par l'acquit blanc avec certificat d'origine (art. 10) sous certaines réserves que nous verrons plus loin (Voir titre II, chap. I^{er}, § 1^{er} A). De plus ils purent ramener à leur domicile les eaux-de-vie distillés au dehors (chez un voisin par exemple) sans autre formalité que la prise d'un acquit à caution de 0 fr. 10.

CONSÉQUENCE

D'après deux membres du Parlement en exercice en 1909, M. Gauthier, sénateur de l'Aude et M. Joseph Reinach, député, le privilège coûtait alors à l'Etat de 60 à 80.000.000 par an. L'Administration crut pouvoir fixer à 230.000 hectolitres en 1908, à 210.000 en 1909 et 150.000 en 1910 les quantités consommées en franchise par les bouilleurs de cru, ce qui au taux de 220 francs par hectolitre d'alcool pur aurait donné : 50.000.000 francs, 46.200.000 francs, 33.000.000 de francs sans compter la fraude (Voir à ce sujet le rapport général fait au nom de la Commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux de 1902, par P. Taquet. Paris, 1906, imprimerie nationale. V. également *l'alcool*, par Jaquet, p. 144. Paris, Masson, 1912. Voir également le rapport de M. Ribot. Projet de loi de 1915, v. livre IV. — V. surtout ci-dessous : livre II, chap. IV, § 2, A, 2^e ; livre III, titre III, chap. VII ; livre IV, chap. I^{er} ; la réfutation des arguments de M. Barthe par le rapport de M. Ribot, 1915 [se rapporter à l'*officiel*]).

Comme nous le verrons au cours de cette étude, la question n'est pas réglée, et varie suivant l'éloignement des périodes électorales. Mais la perte pour le Trésor s'est accrue à raison de l'élévation des droits et taxes (V. livre III, titre III, chap. VII).

VALEUR DES ARGUMENTS DES BOUILLEURS DE CRU

Pour justifier leur privilège les bouilleurs de cru revendiquent le droit naturel et imprescriptible qu'a tout propriétaire de disposer à son gré des produits de son sol, et de la consommer sans être obligé de se soumettre aux formalités imposées aux commerçants et industriels.

Ils invoquent aussi la répugnance du paysan illettré à voir arriver chez lui l'agent du fisc. Celui-ci, animé de zèle et vic-

time d'une déformation professionnelle qui le pousse à voir des fraudeurs partout, se montre inquisiteur et tracassier.

Cet argument valable à une époque où l'instruction n'était pas obligatoire pouvait alors avoir quelque portée. Aujourd'hui, après la guerre, il est sans valeur, car les paysans savent lire et écrire et, en tous cas, en maintes circonstances, ils ont montré qu'ils savaient très bien compter.

Quant au premier argument il est inexistant. En effet « ce droit imprescriptible » qu'ils invoquent, est contraire à la saine notion de l'égalité devant l'impôt indirect tel que l'a établi la Révolution française de 1789. Ce principe de l'égalité devant l'impôt indirect prime la liberté de disposer sans contrôle de tous les produits du sol, c'est la raison pour laquelle les tabacs sont soumis à une surveillance et les riverains de la mer ne peuvent librement extraire le sel marin.

En outre pourquoi accorder aux propriétaires dont les champs sont plantés en vignes, en pommiers, en poiriers, en pruniers et en cerisiers un avantage que l'on refuse aux agriculteurs du nord, pays de culture intensive, et dont le climat ne permet que la culture de la pomme de terre, de l'orge, du seigle, de la betterave et du blé.

En somme le seul argument susceptible d'être soutenu par les bouilleurs de cru serait le fait que leurs alcools sont moins nocifs et plus agréables à boire que les alcools des distilleries de grain, pomme de terre et betterave.

Mais l'inégalité n'en subsiste pas moins, car le distillateur agricole peut rectifier son alcool et prétendre en pouvoir disposer avec la même liberté que certains bouilleurs de cru dont les eaux-de-vie sont imbuables à leur sortie de l'alambic.

§ 4. — LE POINT DE VUE DE L'AGRICULTURE LES DISTILLERIES AGRICOLES

Leur développement aurait une répercussion importante sur le prix du blé et de la viande. En effet, mieux se vend la

betterave à distillerie ou à sucrerie, moins le blé produit par la terre, travaillée pour la betterave, sera cher. La betterave nécessite en effet beaucoup d'engrais. D'autre part plus la récolte de betterave est abondante, plus il y a de drèche, et de résidus de fabrication de l'alcool qui permettent au Nord d'acheter dans le Centre et dans l'Ouest du bétail maigre pour en faire l'élevage (voir ci-dessus, *La Vigne et la Betterave*, article de M. M. Hitier).

Enfin l'alcool sous-produit de cette organisation peut être vendu à l'industrie ou à la consommation ou utilisé comme carburant dans les moteurs agricoles, dont l'emploi est nécessaire pour le travail des terres à betteraves.

Mais ces considérations n'ont pas retenu l'attention du législateur. A la faveur de la crise de l'oïdium, les distilleries agricoles avaient pris une place très importante devant de beaucoup la grande distillerie industrielle. Mais faute d'une législation bien comprise, elles ne peuvent sortir de leur état de stagnation alors qu'elles seraient susceptibles d'une extension considérable.

La raison de cette attitude est simple : les distilleries agricoles se trouvent dans le Nord et leur extension n'intéresse guère que cette région. Or la majorité au Parlement, constituée par les représentants du Sud et du Sud-Ouest, n'a nulle envie de favoriser une source d'alcools industriels.

Il faut donc encore voir là une des manifestations des intérêts antagonistes du Nord et du Midi.

Toutefois le projet de M. Sarraut, accorde une prime à l'alcool des distilleries agricoles (v. liv. IV).

Le projet de privilège des distillateurs agricoles

Les distillateurs agricoles, ayant des moteurs agricoles, seraient autorisés à se servir de leur alcool comme carburant.

Les motoculteurs ont présenté l'argument suivant :

Pour cultiver une ferme de 150 hectares, il faut 15 chevaux pour la nourriture desquels 40 hectares doivent être réservés.

Or 100 kilos de carburant assurent la traction nécessaire pour cultiver 150 hectares.

Et comme l'hectare de betterave fournit 20 à 25 kilos d'alcool, 4 à 5 hectares suffiraient. Le motoculteur bénéficierait ainsi de la disposition de 35 hectares de plus. Donc cette solution aurait en outre une heureuse influence sur la production nationale.

Seulement la réalisation pratique paraît difficile à cause de la fraude, la surveillance serait impuissante. En outre un marché clandestin pourrait s'établir qui concurrencerait celui de l'office ou du service des alcools.

Enfin comme le carburant national est cédé à perte, et au-dessous du prix de revient de l'hectolitre d'alcool de betterave, le distillateur agricole paraît avoir avantage à acheter son carburant à l'office 110 à 120 francs et à lui vendre son alcool 236 ou 250 francs ou même plus suivant les primes
v. Rapport de M. Sarraut, n° 358 de 1921).

CONCLUSION DU LIVRE I

De la documentation historique réunie dans ce livre, il apparaît que le problème de l'alcool est fort ancien et n'a pu recevoir la solution susceptible de donner satisfaction au producteur et au consommateur.

Le régime d'avant-guerre étudié au livre II ne marque pas une grande évolution, tandis que dès 1915 il se transformera complètement, et deviendra économique.

LIVRE II

LE RÉGIME DE L'ALCOOL AVANT LA GUERRE (de 1914) ENVISAGÉ AU POINT DE VUE LÉGISLATIF

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPE DES IMPOSITIONS

L'alcool jusqu'à la guerre était un produit de consommation. Le législateur, soucieux de ne pas mécontenter les bénéficiaires de certains avantages et de ne pas troubler les habitudes acquises, se borna donc à envisager la question du point de vue fiscal. A cet effet il augmente les droits, et pour parer à la fraude, encouragée par ces majorations, il renforça la surveillance par diverses mesures.

Des projets furent bien présentés, qui avaient pour but un remaniement complet du système ancien, mais leur réalisation aurait entraîné une telle révolution que le Parlement préféra le conserver malgré sa complication.

Il est vrai d'ailleurs qu'il aurait donné d'excellents résultats, si le privilège des bouilleurs de cru avait pu être aboli.

* * *

A la différence des systèmes proposés qui tous reposaient sur la forme plus ou moins apparente d'un monopole partiel

ou total, le régime d'avant la guerre était celui de la liberté contrôlée et de l'imposition à la consommation. Toute personne qui remplissait certaines conditions et acceptait les charges prévues pouvait distiller et produire toutes quantités. Elle pouvait les vendre, comme il lui convenait et à qui il lui plaisait.

Le législateur d'avant la guerre, respectueux du principe de la liberté individuelle, eut donc recours aux trois modes de contrôle et d'imposition dont la théorie a été succinctement exposée au titre I^{er} c'est-à-dire :

Le contrôle à la production :

Le contrôle et l'imposition à la circulation et à la consommation.

Ces assiettes d'impôt dont le principe est fort ancien sont en grande partie toujours en vigueur (sauf en ce qui concerne les bouilleurs de cru. Ceux-ci jouirent du privilège intégral jusqu'à la loi du 30 juin 1916 qui le supprima à peu près complètement).

§ 1. — LE CONTROLE A LA PRODUCTION

Les producteurs se divisent en :

A) Bouilleurs de cru ne distillant que les produits de leur récolte.

B) Bouilleurs et distillateurs de profession.

A) Les bouilleurs ne distillant que les produits de leur récolte

Ils bénéficièrent jusqu'à la loi du 30 juin 1916 du privilège total octroyé par la loi du 27 février 1906 complétée par celle du 17 avril 1906.

Cette dernière loi permit aux bouilleurs de cru qui en feraient la demande de bénéficier des dispositions des lois

31 mars 1903 (authentification des eaux-de-vie par acquit blanc) et du 22 avril 1905 (coopérative de distillation).

Comme rien ne fut modifié avant la loi du 30 juin 1916, le régime de bouilleurs de cru avant la guerre apparaissait donc le suivant :

Ceux-ci étaient divisés en deux catégories :

1° *Les bouilleurs de cru bénéficiant du privilège intégral* et dispensés de toute visite de la Régie.

2° *Les bouilleurs de cru qui voulaient bénéficier des dispositions des lois des 31 mars 1903 et 22 avril 1905.* — Ceux-ci devaient par une déclaration préalable notifier leur intention de vouloir profiter du régime de ces lois. Ils retombaient alors sous le régime antérieur à la loi du 27 février 1906. Ils se divisaient en :

a) *Bouilleurs de cru qui, distillant chez eux voulaient bénéficier de l'acquit blanc* pour authentifier leurs eaux-de-vie. Après la déclaration ils étaient contrôlés, et avaient droit à une allocation en franchise de 10 o/o pour leur consommation familiale sans que celle-ci puisse être inférieure à 20 litres par an.

b) *Bouilleurs de cru faisant distiller avec l'appareil d'un loueur ambulant.* Les obligations incombaient aux loueurs. Le bouilleur était seulement tenu à la déclaration de son stock.

c) *Bouilleurs de cru faisant distiller leurs produits dans un atelier collectif de distillation.*

La loi s'est toujours montrée favorable à ces groupements qui facilitent le contrôle. Inaugurés par la loi du 22 avril 1905 (art. 12) ils semblent appelés à jouer un grand rôle, car ils sont la première étape de la concentration des alcools de petits bouilleurs de cru en vue d'empêcher la fraude.

La loi a prévu trois espèces :

1° *Les ateliers publics ou privés ouverts par des particuliers.* En ce cas le récoltant doit être muni d'un acquit à caution pour faire circuler ses eaux-de-vie et le tenancier de l'atelier est obligé de tenir un registre d'entrée et de sortie ;

2° Les ateliers communaux (les obligations sont les mêmes pour le récoltant) ;

3° Les associations syndicales ou coopératives de bouilleurs de cru groupés en syndicat ou en coopérative.

Dans ces groupements, les matières premières sont mises en commun, et l'alcool réparti au prorata des matières apportées. Le gérant de la coopérative doit faire une déclaration de fabrication et tenir un registre des comptes. Les membres sont seulement obligés de se munir de l'acquit à caution, nécessaire pour le transport des matières premières et des alcools.

B) Les bouilleurs et distillateurs de profession forment la deuxième catégorie de producteurs

Ils se subdivisaient à leur tour en quatre catégories. Cette classification est encore la même aujourd'hui. Elle comprend :

a) *Les distilleries industrielles.* — Ce sont celles qui mettent en œuvre toutes matières autres que les vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises, prunes et prunelles pour obtenir des produits susceptibles d'être livrés directement à la consommation. En vertu du décret du 18 septembre 1879 appelé règlement A, elles sont soumises à une surveillance permanente de jour et de nuit tant que les usines sont en activité (voir circulaire n° 215 de la Régie en date du 22 septembre 1879).

b) *Les distilleries agricoles*, c'est-à-dire « celles qui mettent en œuvre des matières autres que des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, qui ne reçoivent aucune quantité du dehors et ne produisent que des flegmes envoyés en totalité chez les rectificateurs et non livrés à la consommation » Les flegmes peuvent être aussi envoyés aux dénaturateurs. Le décret du 19 septembre 1879 complété par la circulaire n° 276 de la Régie en date du 23 septembre 1879 (ces textes forment le règlement A bis) les astreint quand

elles fonctionnent à la même surveillance que les distilleries industrielles.

En outre et jusqu'à la loi du 30 juin 1923 qui abrogea ces dispositions, les distilleries industrielles et les distilleries, agricoles travaillant les grains et substances farineuses, étaient soumises au régime du rendement minimum de la matière macérée, ainsi que l'établissait la loi du 20 juillet 1837 dans son article 9. Il s'exprime ainsi :

La déclaration que les distillateurs de grains, de pommes de terre et autres substances farineuses doivent faire en conformité de l'article 139 de la loi du 28 avril 1816 énoncera la quantité de matière macérée qui devra être employée pendant la durée de la fabrication et la quantité d'alcool qui devra en provenir.

La quantité de matière macérée sera évaluée en comptant pour chaque cuve au moins les six septièmes de la capacité brute.

Le rendement en alcool ne pourra être déclaré au-dessous de deux litres et demi d'alcool par hectolitre de matière macérée.

Ainsi le législateur d'alors poussait la crainte de la fraude jusqu'à imposer un rendement minimum. Il est intéressant de noter que cette disposition établie par l'article 9 de la loi du 20 juillet 1837, suit la reconnaissance formelle du privilège des bouilleurs de cru et leur première définition précise énoncée dans l'article 8. On reconnaît là encore une des phases de la lutte des intérêts antagonistes du Nord, du Sud et du Sud-Ouest.

c) *Les bouilleurs de profession.* — Ceux-ci sont régis par le décret du 18 septembre 1879 ou règlement B, complété et commenté par la circulaire n° 325 du 30 juillet 1881.

Le règlement B, beaucoup moins sévère que les règlements A et A *bis*, s'applique :

1° Aux distilleries de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits, à l'exception de celles qui sont exploitées par les bouilleurs de cru ;

2° Aux distilleries mettant en œuvre d'autres matières ou recevant des spiritueux du dehors, obtiennent par de

simples distillations, ou par des opérations de rectification de produits propres à être livrés directement à la consommation et dans lesquelles l'administration ne juge pas utile d'établir un service de surveillance permanente de jour et de nuit ;

3^o Aux distilleries ambulantes dont le régime un peu différent fera l'objet du paragraphe *d*.

Tous ces distillateurs (sauf les bouilleurs de cru proprement dits) en tant qu'ils bénéficient du privilège complet, sont tenus de faire à la recette ruraliste :

1^o Une déclaration de profession (qui entraînait le paiement d'un droit de licence, proportionnel à l'importance de la fabrication) ;

2^o Une déclaration générale de distillation quinze jours avant le commencement des travaux, en indiquant le nombre et la capacité des chaudières alambics.

Ils sont obligés de tenir trois comptes :

Un compte des matières premières ;

Un compte de fabrication ;

Un compte de magasin.

Les distilleries soumises au règlement A et A *bis* peuvent être visitées même la nuit, à moins que pendant la période d'inactivité le distillateur ait fait sceller ses appareils par la Régie. Ils doivent en outre fournir caution.

d) *Les loueurs d'alambic ou bouilleurs ambulants.* — Primitivement le règlement B auquel ils sont encore soumis les obligeait seulement : 1^o à déclarer la capacité de leur alambic et le jour, l'heure et le lieu du commencement des opérations ; 2^o à se munir d'un permis de circulation détaché d'un registre de la Régie.

Ces dispositions étaient insuffisantes. Elles ont été complétées par la loi du 29 décembre 1900 (art. 11). Dès lors ils doivent consigner sur un cahier journal fourni par la Régie l'heure et le lieu des opérations, les quantités mises en œuvre et les produits obtenus et ce, pour chaque jour d'opération. Enfin en vertu de la loi du 31 mars 1903 ils sont obligés, dès

leur arrivée dans une commune, de se rendre au bureau de la Régie pour donner le nom et l'adresse des personnes pour le compte desquelles l'appareil doit être successivement utilisé et la date du commencement des opérations chez chacune d'elles. Le scellement est obligatoire pendant les périodes où ces industriels n'exercent pas.

En somme, les distillateurs du Nord, travaillant des matières premières livrées par des cultivateurs, étaient soumis, par le jeu des règlements A, à un régime beaucoup plus sévère que les bouilleurs de profession du Sud et du Sud-Ouest visés par le règlement B. Et les agriculteurs du Nord distillant eux-mêmes les betteraves ou les grains de leur récolte étaient victimes, par l'effet du règlement A *bis* et de la loi du 20 juillet 1837 d'une inégalité d'autant plus flagrante que les bouilleurs de cru bénéficiaient d'un privilège plus complet.

C) Le régime des alambics

Indépendamment des obligations précédemment énumérées et propres à chaque catégorie, tous les détenteurs d'alambics étaient tenus de se soumettre à un régime spécial.

La loi du 2 août 1872, art. 1^{er}, qui servit de base prescrivit aux détenteurs d'appareils à distiller des eaux-de-vie et des esprits d'en faire la déclaration au bureau de la Régie. Cette mesure a été renforcée par d'autres plus précises et plus strictes énumérées dans les lois des 29 décembre 1900 et 31 mars 1903.

Les fabricants et les marchands étaient tenus à une déclaration de profession au bureau de la Régie, trois jours au moins avant de commencer l'exercice de leur commerce. Ils eurent en outre l'obligation de porter sur un compte spécial les entrées et les fabrications d'appareils ou même de pièces détachées. Leurs ateliers et magasins pouvaient être visités par les agents des contributions indirectes.

Les détenteurs d'appareils susceptibles de produire de l'alcool ou de pièces détachées devaient, dans les cinq jours de leur entrée en possession faire une déclaration indiquant la nature et la capacité des appareils.

Tous les alambics dont la cucurbite avait une capacité supérieure à un litre devaient être poinçonnés (droit de 1 franc). Le poinçonnage comportait en plus du signe spécial le numéro du département où la déclaration avait été faite et un deuxième numéro qui était le matricule. La détention des alambics à Paris était formellement interdite, sauf des cas spéciaux, en raison de l'impossibilité de la surveillance (loi du 31 mars 1903).

En outre leur circulation était sévèrement réglementée. Sauf les loueurs ambulants qui bénéficiaient sous certaines conditions d'une situation spéciale, les détenteurs d'appareils à distiller ne pouvaient les faire sortir hors de leur propriété privée sans acquits à caution, qui n'étaient déchargés qu'après vérification à l'arrivée ou à la frontière s'ils étaient destinés à l'étranger.

Ainsi la Régie cherchait par tous moyens à surveiller la production non seulement par le contrôle de la matière imposable mais encore par celui des appareils servant à la produire.

Cette surveillance devenait toutefois plus difficile à l'égard des bouilleurs ambulants. Là où il n'y avait pas de coopératives ou de syndicats de distillation le paysan dont la récolte était trop faible pour lui permettre d'acheter un alambic, et qui voulait distiller près de sa propriété avait recours au loueur qui venait avec son appareil.

Il y a lieu de noter que c'est grâce aux déclarations que devaient faire les détenteurs d'alambic, que l'administration put, après la suppression du privilège, le 30 juin 1913, établir la liste des bouilleurs de cru qui, ayant distillé à domicile, étaient susceptibles de bénéficier de l'allocation de 10 litres d'alcool pur en franchise.

§ 2. — LE CONTROLE ET L'IMPOSITION A LA CONSOMMATION ET A LA CIRCULATION

En principe, l'impôt sur l'alcool se payait à la consommation (soit naturelle, soit accidentelle : manquants). Le paiement à la production était facultatif. Certaines lois l'encourageront par des remises proportionnelles (Livre III).

L'impôt étant payable à la consommation devenait exigible dès que l'alcool était vendu au consommateur. C'était le cas de la vente au particulier habitant dans une commune n'ayant pas d'octroi.

Toutefois pour ne pas obliger les intermédiaires et entrepreneurs à payer sur des marchandises en stock, la loi avait prévu un système spécial destiné à retarder le paiement jusqu'au moment de la vente au consommateur. C'est le régime de la circulation. Il est intimement lié au régime de la consommation et permet son contrôle. C'est en effet pour être consommés que les alcools circulent.

Ce régime encore en vigueur dans ses grandes lignes est fort ancien (l'acquit à caution remonte à 1518. Voir titre I, chap. II, § 1^{er}).

Il y a donc lieu d'envisager :

- 1^o Le Régime de la circulation ;
- 2^o Le Régime de l'entrepôt ;
- 3^o Le Régime de la vente au détail, soit au verre (débitants), soit à emporter.

A) Le régime de la circulation

a) *Son économie.* — L'article 6 de la loi du 28 avril 1816 en a posé les bases dans les termes suivants :

« Aucun enlèvement ni transport de boissons ne pourra être fait sans déclaration préalable de l'expéditeur et de l'acheteur et sans que le conducteur soit muni d'un acquit à caution ou d'un passavent pris au bureau de la Régie.

A ces obligations les lois des 28 avril 1844 et 28 février 1872 ont ajouté celles d'indiquer l'heure et le lieu d'enlèvement et les points de passage.

Les lois des 26 mars 1872 (art. 16), 21 juin 1873 (art. 7), 18 décembre 1897 et le décret du 29 novembre 1908 ont complété ces dispositions et codifié le régime.

b) *Les formalités de son application.* — Ces formalités se traduisaient par l'obligation d'utiliser des titres de mouvement (Elles sont encore en vigueur).

Ces titres sont de cinq sortes :

1° *L'acquit à caution.* — Son but est de retarder le paiement des droits jusqu'au moment de la consommation ou du moins de la livraison au débitant qui vend au consommateur.

En échange du privilège du CRÉDIT DES DROITS, l'administration exige une caution solvable pour garantir : 1° le paiement des manquants de magasin et 2° la décharge des acquits à caution. En somme, le commissionnaire s'engage avec une caution à représenter les produits au lieu d'arrivée.

L'acquit à caution peut donc être utilisé pour le transport des alcools de la distillerie à un magasin de gros ou d'un entrepôt à un autre entrepôt (Le nouvel entrepositaire devient à son tour responsable). Avant la loi de 1918, il servait pour leur transport chez un particulier résidant dans une ville possédant un octroi. Celui-ci payait les droits à la réception.

L'acquit à caution est blanc ou rose suivant la nature des alcools qu'il accompagne.

Les eaux-de-vie naturelles, c'est-à-dire les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies, prunes, cerises et prunelles, les rhums et tafias provenant des colonies françaises et les genièvres produits à leur état naturel et sans coupage circulent avec des acquits de couleur blanche auxquels est généralement joint un certificat, d'origine. Toutefois pour bénéficier de cet avantage, les alcools doivent avoir été produits sous le contrôle de la Régie, con-

servés dans un magasin spécial et suivis à un compte spécial. La matière première dont ils sont tirés doit être mentionnée sur le titre de mouvement.

Tous les autres alcools, alcools d'industrie, alcools naturels non produits sous le contrôle de la Régie, alcools mélangés, etc... circulent avec des acquits de couleur rose.

2° *Le congé*. — Ce titre est la preuve que le droit de consommation a été acquitté, car il entraîne immédiatement sa perception. Jusqu'à la loi du 22 février 1913 supprimant provisoirement l'octroi en matière d'alcool il n'en était fait usage que pour les spiritueux à destination des particuliers domiciliés dans les villes de moins de 4.000 habitants ou non pourvus d'un octroi.

3° *Le passavent*. — C'est le titre des boissons affranchies de taxes ; son usage est fort rare en matière d'alcool.

4° *Le laissez-passer*. — Sert à la livraison de l'alcool vendu en bouteille par le débitant au consommateur son client. Il ne concerne que les spiritueux libérés des droits. Le débitant le détache lui-même d'un registre à souche remis par la Régie.

5° *Les vignettes*. — Elles sont collées sur le récipient dont elles légitiment la circulation au point de vue fiscal. Instituées par la circulaire de l'Administration des Contributions indirectes du 11 août 1888 pour les spiritueux de 25 à 45°, elles furent modifiées dans leur aspect par la circulaire ministérielle du 12 février 1904, afin de garantir l'authenticité des produits de bouilleur de cru.

B. — Le régime de l'entrepôt

Le marchand en gros et l'entrepositaire ont été définis dans l'article 98 de la loi du 28 avril 1816 « le particulier qui reçoit ou expédie soit pour son compte soit pour compte d'autrui des boissons ».

Pour obtenir « la Faculté de l'entrepôt » avec « le Crédit des droits » il doit :

1° Faire une déclaration de profession à la recette buraliste de sa résidence ;

2° Prendre une licence (son taux suivant l'importance des ventes, loi du 29 déc. 1900) ;

3° Fournir une caution solvable (loi du 21 avril 1882, art. 38 et loi du 2 août 1872, art. 6) ;

4° Ne recevoir aucune boisson sans un titre de mouvement de la Régie ;

5° Déclarer à la recette buraliste la contenance des récipients supérieurs à 10 hectolitres, qui se trouvent dans ses entrepôts ;

6° Tenir un compte d'entrée et de sortie des alcools ;

7° Laisser les employés de la Régie opérer trimestriellement ou mensuellement le « recensement » et, à tout instant du jour, les vérifications qu'ils jugent nécessaire.

Il est tenu de payer les droits sur les manquants passibles « c'est-à-dire les manquants supérieurs à 7 o/o par an pour les spiritueux logés en fûts de bois et à 3 o/o pour les spiritueux logés dans des bacs, des bonbonnes, des bouteilles, etc... »

Les excédents dûment constatés par la Régie à l'occasion des recensements donnent lieu à procès-verbal.

En outre au cas où le débitant auquel les spiritueux étaient destinés, ne payait pas les droits dans les quinze jours qui suivaient l'expiration du délai de transport indiqué sur l'acquit à caution, le marchand en gros expéditeur était tenu des doubles droits conjointement avec le débitant destinataire.

C. — Le régime des débitants

Il est avec le régime de l'alcool d'industrie l'un de ceux qui a le plus évolué. Attaqué par les hygiénistes il a été resserré à chaque occasion.

a) *Définition. Distinction.* — La loi du 28 avril 1826 (art. 50) considérait comme débitants : « les cabaretiers, les aubergistes, les concierges et tous autres donnant à manger au jour, au mois, à l'année. » Il ressort de cette définition qu'en

1816 il n'existait pas de cafés-bars proprement dits, mais des restaurants ou auberges dans lesquelles on mangeait et l'on buvait, mais où l'on venait pas exclusivement pour consommer des alcools.

Cette définition surannée doit plutôt être remplacée par une distinction entre les débits à consommer sur place, les débits à emporter et les restaurants où l'on sert des boissons alcooliques à l'occasion des repas. Cette séparation, peu importante avant la guerre, a pris dès 1915 une importance sensible et paraît susceptible de devenir l'une des bases d'une défense anti-alcoolique bien comprise.

Une autre division peut être proposée dont l'importance est considérable dans une étude sur le régime antérieur à la guerre :

Les débitants des campagnes sans octroi et les débitants des villes.

Cette discrimination intéresse principalement le régime de la circulation et du paiement des droits.

b) *Le régime de la circulation et les modes de paiement des droits.* — 1° Les débitants des campagnes ou d'agglomérations de moins de 4.000 habitants ou d'agglomérations non pourvues d'octroi devaient payer les droits sur l'alcool dans les quinze jours qui suivaient l'expiration du délai de transport indiqué sur l'acquit à caution. Tout retard entraînait l'exigibilité des doubles droits. Aucune franchise n'était tolérée pour la libre circulation à l'intérieur de l'agglomération. Des comptes d'entrée et de sortie devaient être tenus. Les agents de la Régie avaient chaque jour le droit de procéder à toutes vérifications, mais seulement aux heures d'ouverture des débits au public et dans les locaux servant à l'exercice du commerce (sauf des cas spéciaux et après accomplissement de formalités). Les excédents dûment constatés à l'occasion des recensements et des vérifications donnaient lieu à procès-verbal.

2° Les débitants des villes ou d'agglomérations de plus de 4.000 habitants et d'agglomérations pourvues d'un octroi

payaient les droits généraux et locaux sur l'alcool à l'entrée. Comme à l'intérieur des villes la surveillance est plus facile, ils n'étaient pas astreints à l'obligation de tenir des comptes, mais ils restaient soumis aux visites de la Régie (loi du 29 déc. 1900) des facilités étaient accordées pour les livraisons aux clients. La livraison de 2 litres de spiritueux ou de 3 litres de vin de liqueur par destinataire pourrait être effectuée en franchise et sans formalité. Pour 4 litres de spiritueux, il fallait un laissez-passer délivré par la Régie ou détaché d'un registre à souche remis par l'administration.

(La majeure partie de ces dispositions est encore appliquée).

c) *Le régime administratif des débits de boisson.* — Le décret du 29 décembre 1852 avait soumis leur ouverture à l'agrément de l'autorité préfectorale. Mais la loi du 17 juillet 1880 qui resta en vigueur jusqu'à la loi du 9 novembre 1915 accorda la liberté. Toute personne qui n'avait pas été interdite ou condamnée pour crimes, abus de confiance, ou excitations de mineurs à la débauche, pouvaient ouvrir un débit à condition toutefois de faire une déclaration à la mairie (A Paris, elle devait être adressée à la Préfecture de police). L'infraction à cette disposition pouvait indépendamment de l'amende et de la confiscation des spiritueux entraîner une condamnation de six jours à six mois de prison ou en cas de récidive, de six mois à un an. Si les droits n'avaient pas été payés, le coupable devait payer le quintuple de ces droits, sous réserve de toutes autres peines s'il avait tenté des manœuvres frauduleuses pour s'y soustraire.

d) *Le régime fiscal des débits de boisson.* — Avant 1900, le taux de la licence était calculé suivant la population. La loi du 29 décembre 1900 maintint la même base mais il chercha à introduire dans l'assiette de l'impôt une proportionnalité basée sur la population de leur localité et sur la classe de patente dans laquelle ils étaient rangés. L'article 18 de la loi du 30 mars 1902 compléta ces dispositions.

A la suite des assauts des ligues anti-alcooliques en vue

de la réglementation des débits de boisson, le législateur que des raisons électorales empêchaient de resserrer le régime, affranchit de la licence les débitants de boissons hygiéniques, par la loi du 15 juillet 1914.

Furent considérés comme tels ceux qui ne vendaient que de la bière, du vin, du cidre, de l'hydromel et toutes autres boissons non alcoolisées à l'exclusion des spiritueux et apéritifs de toute nature. Ils ne devaient en outre avoir aucun alcool dans leurs caves. Pour bénéficier de ce régime, les débitants de boissons hygiéniques devaient faire une déclaration au bureau de la régie.

La loi du 15 juillet 1914 est très importante, car elle marqua le commencement des mesures de restriction qui furent aggravées à la faveur de la guerre.

CHAPITRE II

BUT ET RÉSULTAT DES IMPOSITIONS LES DIFFÉRENTES TAXES SUR L'ALCOOL

En France, étaient soumis au paiement des taxes et droits.

1° Les eaux-de-vie et alcools naturels, (de bouilleurs, les rhums des colonies, les genièvres purs).

2° Les alcools de toute origine, y compris les fruits à l'eau-de-vie.

3° Les vermouths, vins de liqueur, les mistelles servant à leur fabrication, en sommes tous les spiritueux à base d'alcool.

4° Les vins dits artificiels, vins de raisins secs ou de figues
L'alcool supportait divers impôts et taxes :

1° Le droit général de consommation, le même pour toute la France, et pour tous les alcools.

2° Les droits d'entrée et d'octroi variables suivant les localités.

3° Les taxes et droits variables suivant les alcools.

Les alcools exempts d'impôt, alcools dénaturés et alcools allant à la vinaigrerie, font l'objet du chapitre suivant.

§ 1. — L'IMPOT GÉNÉRAL OU LE DROIT DE CONSOMMATION

A. — ORIGINE

La loi du 24 juin 1824 qui lui donna son mode de fonctionnement actuel reposait sur la possibilité de reconnaître la

proportion d'alcool pur à 100° contenu dans les eaux-de-vie au moyen de l'alcool mètre que Gay Lussac avait alors inventé.

Cette loi n'innovait pas le principe du « droit général de consommation » (La loi du 8 déc. 1814 avait transformé le droit du détail (ancien dixième porté à 15 o/o *ad valorem* par la loi du 25 nov. 1808) en un droit réel de consommation v. titre 1^{er}, chap. II). Mais elle inaugurait un nouveau mode de contrôle et de perception.

Elle s'appliquait aux alcools logés dans les fûts. Les alcools, logés en bouteilles, étaient taxés comme alcool pur, c'est-à-dire imposés environ au double (puisque les alcools comestibles titrent généralement 40 à 55°).

Au droit de consommation s'ajoutait un droit d'un dixième dit décime et égal à 10 o/o du taux de l'impôt, soit pour un hectolitre d'alcool pur (Après la loi du 24 juin 1824) la somme de 50 francs (droit de consommation) + 5 = 55 fr.

B. — EVOLUTION. — UNIFICATION

Par la loi du 26 mars 1872 le législateur répara partiellement l'injustice commise à l'égard des alcools en bouteilles. Il admit de les faire bénéficier du principe appliqué aux alcools en fûts, c'est-à-dire de l'imposition sur la quantité d'alcool pur.

Toutefois, tandis que pour les alcools en fûts, le taux était de 156 fr. 25, celui prévu pour les alcools en bouteilles fut fixé à 210 francs par hectolitre d'alcool pur à 100° Gay Lussac.

La loi du 19 juillet 1887 institua un régime uniforme. Le taux de 156 fr. 25 s'appliqua à tous les alcools quelque fut le récipient.

Enfin les vins de liqueur et d'imitation qui sous le régime de la loi du 13 avril 1898, ne payaient que la moitié du droit de consommation, furent imposés en vertu de l'article 10 de

la loi du 30 janvier 1907 pour leur force alcoolique totale avec un minimum de 15° pour les vins de liqueur et d'imitation et 16° pour les vermouths, quinquinas et similaires.

L'article 87 de la loi du 25 juin 1920 les soumettra au régime de l'alcool (v. livre III, titre III, chap. VII, § 4, 2 g.).

C. — TAUX DU DROIT DE CONSOMMATION

Il augmenta rapidement.

En 1824, il était de	50 francs
En 1830, il descendit à	37,40
En 1855, il fut porté à	60
En 1860, —	90
En 1871, —	150
En 1873, —	156,25
En 1900, —	220
En 1916, —	400
En 1918, —	600
En 1920, —	1.000

Le droit général de consommation comprenait une somme principale et des décimes.

Avant la guerre (Régime de la loi du 29 déc. 1900, c.-à-d. : 220 francs par hectolitre d'alcool à 100° G. L.).

le principal en vertu de la loi du 29 déc. 1900 était de..	176 »
le 1 décime — 28 avril 1816 était de..	17,60
le 2 décime — 14 juil. 1855 était de..	17,60
le 1/2 déc. — 30 déc. 1873 était de..	8,80
Total.....	220 »

Les alcools consommés en France sont seuls passibles de ce droit que n'acquittent pas les alcools destinés à l'exportation.

§ 2. — IMPOTS VARIABLES SUIVANT LES LOCALITÉS

Il y a le droit d'entrée et le droit d'octroi.

A. — LE DROIT D'ENTRÉE

a) *Origine.* — Après la Révolution qui l'avait supprimé, ce droit fort ancien fut rétabli par la loi du 25 novembre 1808 à dater du 1^{er} janvier 1809, au profit de l'Etat, dans toutes les villes de plus de 2.000 habitants, et payable par hectolitre en volume pour les eaux-de-vie simples de 18 à 22 degrés Cartier (de 0 fr. 90 à 7 fr. 50). Maintenu par la loi du 28 avril 1816, il devint applicable aux villes de 1.500 habitants et au-dessus en vertu de la loi du 25 mars 1817, et fut restreint aux villes de plus de 4.000 habitants par la loi du 24 juin 1824.

b) *Le tarif en vigueur jusqu'à la loi du 30 juin 1916,* fut celui qu'avait établi la loi du 26 mars 1872, variant de 6 francs par h.l. d'alcool pur pour les villes de 4 à 6.000 habitants, à 24 francs pour celles de 50.000 habitants et au-dessus, non compris les décimes établis en 1816 et en 1855.

c) *Il était perçu* au profit de l'Etat.

d) *En étaient exemptés* les alcools dénaturés en vertu de la loi du 24 juillet 1843 et les produits pharmaceutiques, alcoolisés en vertu de la loi du 26 décembre 1908.

B. — DROIT D'OCTROI

L'institution de l'octroi remonte au XIII^e siècle. Supprimé pendant la Révolution, il fut rétabli comme *taxe municipale* à Paris le 18 octobre 1798, et dans les villes dont les ressources ne permettaient pas d'équilibrer leur budget (1^{er} décembre 1798).

L'ordonnance du 9 décembre 1814 rendue en exécution de

la loi du 8 décembre 1814 est la base de la législation des octrois.

La loi du 26 mars 1872 autorisa les communes à taxer l'alcool au delà du double des droits d'entrée, mais à la condition qu'une loi ratifie cette augmentation dénommée *surtaxe*.

La loi du 29 décembre 1897 qui obligea les communes à abaisser les droits d'octroi sur les boissons hygiéniques et les autorisa à les supprimer, institua pour compenser la perte en résultant, les taxes de remplacement. Celles-ci étaient de deux sortes, celles qui pouvaient être instituées à la suite d'une autorisation du préfet (l'augmentation de la taxe d'octroi sur l'alcool jusqu'au double du droit d'entrée est du nombre), et celles pour lesquelles une loi était nécessaire.

(La loi du 22 février 1918 supprima tous droits sur les boissons hygiéniques et modifia le système d'avant la guerre). Étaient exempts des droits d'octroi l'alcool dénaturé en vertu de la loi du 31 mars 1903 (art. 28) et les produits pharmaceutiques alcoolisés en vertu de la loi du 26 déc. 1908.

§ 3. — IMPOTS SPÉCIAUX SUIVANT LES ALCOOLS

A. — Surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur en sus du droit de consommation

La loi du 26 mars 1872 avait frappé d'une surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool à 100° plus les décimes soit 60 francs les spiritueux en bouteilles (avant la loi de 1872 ils payaient le droit de consommation sur l'hectolitre en volume. v. § I, B). Toutefois pour l'absinthe, qui fut aussi frappée de la surtaxe de 50 francs (+ 10 fr. = 60 fr.) la taxation continua à se faire sur l'hectolitre en volume.

(Donc comme à cette époque le droit de consommation

était de 150 francs (1871 à 1873), l'hectolitre d'absinthe en volume payait $150 + 60 = 210$ fr.)

L'article 15 de la loi de finances du 30 janvier 1907 (*Off.*, 31 janv. p. 793) aggravant les charges fiscales frappa d'une surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur en addition au droit général de consommation (220 fr. l. de 1900) tous les spiritueux (même ceux en fûts) les apéritifs autre que ceux à base de vin, les bitters et les amers avec un minimum de 30° et les absinthes et similaires avec un minimum de 55° porté à 65° par la loi du 26 décembre 1908 (art. 17). (La même loi interdit en outre la détention des absinthes titrant moins de 65°, à partir du 1^{er} juillet 1909).

La surtaxe de 50 francs établie par la loi du 30 janvier 1907 sera supprimée par l'article 87 de la loi du 25 juin 1920. (Livre III, titre III, chap. VII, § IV, 1^o).

Aux termes de la loi du 30 janvier 1907 et des circulaires de la Régie n° 671 du 31 janvier 1907 et n° 675 du 4 février 1907 sur la dite loi, les apéritifs fabriqués sans vin, les bitters etc. durent être suivis à des comptes spéciaux, distincts du compte général, pour le calcul des manquants et de la déduction.

Les pénalités de la loi de 1872 et du 20 décembre 1900 furent aggravées. L'article 19 par exemple ajouta en cas de fraude et de recel à la confiscation à l'amende (500 à 5.000 fr.) au remboursement des droits fraudés, le paiement des quintuples droits de consommation. L'article 20 rendit passible de la prison certains délinquants et leurs complices (engins, alcools de cru enlevés ou alcools fabriqués clandestinement).

B. — La taxe de fabrication sur certains alcools d'industrie

L'article 59 de la loi du 25 février 1901 institua en faveur des dénaturateurs utilisant le dénaturant type Régie et pour favoriser le développement industriel de l'alcool une

allocation de 9 francs par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation. Ce taux de 9 francs correspondait à la valeur du dénaturant.

Pour faire face à la dépense entraînée par cette allocation, le deuxième paragraphe de l'article 59 susvisé prévoit que les distillateurs rectifiant des flegmes ou mettant en œuvre des matières autres que vins, cidres, poirés, lies et fruits, seraient tenus d'aquitter une taxe de fabrication de 0 fr. 80 par hectolitre d'alcool pur, sortant de leurs usines, sous déduction

1° Des quantités directement exportées.

2° Des quantités à l'état de flegmes, dirigées sur d'autres usines pour y être rectifiées.

3° Des alcools envoyés directement chez les dénaturateurs, utilisant la formule de la Régie et chez les dénaturateurs autorisés à utiliser un procédé spécial de dénaturation. (Ceci a été établi par la loi du 28 mars 1911, voir plus loin.) (Voir circulaire de la Régie et cette loi, n° 465 du 6 novembre 1901.)

Cette taxe de fabrication qui n'est plus perçue depuis la loi du 29 juillet 1916 commentée par la note de l'administration des contributions indirectes du 3 août 1916 pouvait être abaissée ou augmentée par un décret. Depuis le 1^{er} janvier 1902 date de la mise en vigueur de la loi, elle fut augmentée en raison de l'accroissement constant des quantités d'alcool qui bénéficièrent de l'allocation de 9 francs.

Cette taxe est étudiée au chapitre des alcools dénaturés.

§ 4. — L'IMPÔT DE LA LICENCE

Cet impôt fut l'apanage à peu près exclusif des boissons. Originellement, il fût une redevance payée, une fois pour toute par les détaillants et les marchands en gros en échange de l'autorisation accordée par le Roi de vendre des boissons (Régime de l'édit d'Henri III de 1577, modifié par la déclaration du 30 décembre 1581).

Vers 1630 cette redevance, qui était alors définitive, devint

annuelle. D'après l'ordonnance de 1680 qui en précisa le taux pour chaque magasin et chaque sorte de boisson, les propriétaires récoltants, exploitant eux-mêmes (les bouilleurs de cru), n'y étaient pas assujettis.

Supprimée par le décret du 2 mars 1791, elle fut rétablie par la loi du 26 février 1804 au taux de 10 francs par an. Le décret du 8 avril 1815 et la loi de 1816 la rétablirent complètement et l'appliquèrent aux débitants, sauf à ceux de Paris, aux bouilleurs, aux distillateurs, aux marchands en gros, aux fabricants de vinaigre, de vins de raisin sec, etc.

Le taux varia suivant la profession (les débitants payaient de 6 à 20 francs, les marchands en gros 50 francs, etc...).

La loi du 29 décembre 1900, dont les dispositions y relatives restèrent en vigueur jusqu'à la loi du 29 juin 1918 suréleva les tarifs déjà augmentés le 1^{er} septembre 1871 et apporta une modification profonde. De simple permis de vente qu'elle était restée, la licence devint un droit proportionnel à l'importance du commerce.

Les débitants rangés comme auparavant en huit catégories suivant les localités où ils étaient installés, furent en outre imposés suivant leur patente. Le droit alla de 5 francs à 112 fr. 50 par trimestre. Les débitants de Paris y furent astreints à partir du 1^{er} janvier 1901.

Les bouilleurs et les distillateurs, classés en trois catégories, suivant leur production, furent taxés à 10 francs, à 15 francs ou à 30 francs par trimestre.

Les marchands en gros furent rangés de même en trois séries qui payaient trimestriellement 50, 75 ou 125 francs.

La loi du 20 décembre 1905 augmenta sensiblement la licence des marchands en gros. Ils furent rangés en sept classes d'après leur vente annuelle et payèrent trimestriellement 20, 50, 75, 100, 125, 160 et 220 francs.

La loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 16) affranchit de diverses obligations du commerce de gros et notamment de la licence les coopératives agricoles constituées dans les conditions de la loi du 29 décembre 1906 (art. 4) et vendant

les vins et eaux-de-vie de vins ou de résidus provenant des récoltes de leurs membres et travaillés en commun (complété par l'art. 31 de la loi des finances du 8 avril 1910 et la circulaire 830 du 11 avril 1910).

CHAPITRE III

LES ALCOOLS EXONÉRÉS D'IMPOTS

§ 1. — LES ALCOOLS DÉNATURÉS

Nous avons vu au chapitre III (§ 3) du titre I^{er} les tâtonnements du législateur pris entre le désir d'exonérer de toutes impositions l'alcool exclu de la consommation de bouche et la nécessité de lutter contre les fraudes que ces avantages facilitaient.

En somme, tout le problème repose sur la valeur et le prix du dénaturant.

Faute de mieux l'Etat, conserva sans changement important l'ancienne formule indiquée dans la circulaire du 25 juin 1893. Toutefois, il n'obligeait pas tous les dénaturateurs à l'utiliser, mais en diverses circonstances il favorisa nettement ceux qui se servaient du type Régie.

1° COMPOSITION DU DÉNATURANT ET DES ALCOOLS DÉNATURÉS

La circulaire du 25 juin 1893 donna la formule du dénaturant général. Pour 100 litres d'alcool titrant au minimum 90° Gay-Lussac (l'obligation de ce titrage minimum a été précisée dans la circulaire ministérielle du 30 déc. 1899), la dénaturation s'effectuait par l'addition de : vert malachite : 1 gramme (supprimé par décision ministérielle du 12 déc. 1900) ; benzine lourde bouillant de 150 à 200° : 0 l. 500 ; méthylène : 15 litres (quantité réduite à 10 litres par la décision

ministérielle du 8 sept. 1897, prise sur l'avis du comité consultatif du 28 juillet 1897).

D'après les avis du comité consultatif des arts et manufactures des 13 et 25 juillet 1894 et du 13 décembre 1899 rendus exécutoires le 4 septembre 1894 et le 30 décembre 1899 le méthylène régie devait se composer de : 25 o/o d'acétone (5 o/o en plus ou en moins de tolérance) ; 2,5 o/o d'impuretés pyroligneuses ; le reste, alcool méthylique à 90° de Gay-Lussac (variations ultérieures dans les proportions).

L'alcool à dénaturer devait être de l'alcool éthylique pur, de telle sorte que toute trace d'alcool méthylique (témoin très difficile à éliminer) dans de l'alcool éthylique non dénaturé révélât la fraude (loi du 16 déc. 1897, art. 5) encore en vigueur).

La formule générale ainsi établie pouvait, dans certains cas, être remplacée par une autre, à condition qu'elle ait été acceptée par une décision ministérielle rendue après avis du comité consultatif (art 3 de la loi du 16 déc. 1887) (encore en vigueur).

N. B. — Les industries des huiles essentielles de la parfumerie et des eaux de senteur ne sont pas considérées comme dénaturant suffisamment l'alcool pour être exonérés du droit de consommation. L'art. 4 de la loi du 28 février 1872 soumit les alcools servant à la fabrication des parfums et lotions aux mêmes formalités et aux mêmes droits que les spiritueux.

2° MESURES DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DES DÉNATURATEURS ET ENTREPOSITAIRES

Elles furent édictées par la loi du 16 décembre 1897 complétée par le décret du 1^{er} juin 1898.

a) Toute personne qui se proposait de dénaturer de l'alcool ou d'utiliser l'alcool dénaturé dans son industrie devait adresser une demande au directeur des contributions indirectes (art. 1^{er} du décret).

Tout dénaturateur ou tout commerçant vendant l'alcool

dénaturé devait être muni d'une autorisation renouvelable chaque année et révocable à tout moment.

b) Les locaux où s'opéraient la dénaturation devaient être isolés des locaux où se distillaient et où étaient entreposés les alcools éthyliques (art. 4 du décret). L'administration devait agréer les locaux (art. 2 et 6 de la loi).

Chaque opération de dénaturation devait être précédée d'une déclaration (art. 11 du décret) et faite sous la surveillance de la Régie (art. 2 et 3 de la loi). Elle ne pouvait porter sur plus de 20 hectolitres en volume pour le procédé type Régie et sur plus de 10 hectolitres en volume pour les procédés spéciaux (art. 13 du décret).

c) Les dénaturateurs devaient tenir un compte spécial des alcools dénaturés. Les excédents étaient saisissables sous réserve de toutes autres sanctions (art. 22 du décret).

d) Les marchands en gros ou en détail devaient être munis d'une autorisation et tenir des comptes spéciaux d'entrée et de sortie (art. 32 à 34 du décret).

Ce régime fut adouci par l'article 6 de la loi de finances du 28 février 1923 (V. livre IV, titre III, chap. VII).

3° VENTE ET CIRCULATION DES ALCOOLS DÉNATURÉS

Les formalités à la circulation et à la vente des alcools dénaturés variaient suivant les trois catégories d'alcool dénaturé :

a) L'alcool méthylé, spécialement dénaturé pour les industries autorisées à l'utiliser, ne pouvait être mis dans le commerce et devait circuler en bidons ou fûts scellés au nom de l'expéditeur et sous le lieu d'acquets à caution garantissant le paiement du double droit de consommation (cette mesure s'expliquait fort bien par le fait que la non décharge de l'acquit laissait présumer la revivification).

b) L'alcool de commerce destiné à l'éclairage, au chauffage, etc. devait circuler en bidons ou fûts, scellés de l'estampille de l'expéditeur. Toutefois dans sa lettre commune n° 347

du 29 juin 1910 l'administration dispensa de l'acquit à caution les expéditions inférieures à 251 litres faites aux détaillants et aux particuliers autorisés. Il ne pouvait être coupé d'eau, c'est-à-dire livré au-dessous de 90 degrés. La vente devait en être faite en bidons scellés d'origine ou en bouteilles d'origine portant la bande intacte. Seuls les détaillants qui ne vendaient aucun spiritueux à emporter étaient autorisés à mettre les alcools dénaturés, reçus en fûts, dans des bouteilles à leur marque (art. 30 du décret du 1^{er} juin 1898).

N. B. — Ces dispositions ont été adoucies par l'article 6 de la loi du 28 février 1923 (V. livre III).

c) *Les produits à base d'alcool dénaturé.* — Puisque le législateur exonérait d'impôt les alcools dénaturés difficiles à revivifier, il n'y avait aucune raison de ne pas accorder les mêmes exemptions aux produits dans la composition desquels il entre.

C'est pourquoi ceux-ci furent tous exonérés du droit de consommation, la vente en resta libre.

Toutefois, si désireux qu'ait été le législateur de paralyser le moins possible leur trafic par un contrôle à la circulation, il dut soumettre ceux dans lesquels l'alcool subsiste au même régime que les alcools dénaturés. A cet effet deux distinctions furent établies :

1° Les produits dans lesquels l'alcool subsiste et les éthers sels. Pour les premiers, l'alcool joue le rôle de dissolvant permanent, tel est le cas des vernis et des collodions. L'alcool peut en être récupéré par évaporation. Les seconds sont des corps nouveaux, dans lesquels l'alcool s'est combiné avec d'autres corps. Parmi les éthers sels, citons l'éther sulfurique (on chauffe l'alcool avec un acide minéral qui l'éthérifie). L'alcool peut être régénéré par l'opération inverse, c'est-à-dire en hydratant l'éther sel par l'addition d'eau à chaud (200° en vase clos) on retrouve de l'alcool et l'acide minéral.

Les produits dont l'alcool ne disparaît pas, sont soumis

aux formalités de la circulation (acquits à caution, congé, laissez-passer, etc.);

2. Les produits qui n'ont plus d'alcool ou chez lesquels l'alcool a subi une telle transformation qu'il ne peut être retrouvé.

Pour les premiers, l'alcool a joué seulement le rôle de dissolvant temporaire (industrie des tanins, fabrication du sulfate de quinine et de la plupart des alcaloïdes végétaux, caféine, strychnine, digitaline, etc...) et certains colorants. Dans les seconds, l'alcool a subi une telle transformation qu'il n'est plus récupérable (citons notamment le cas de l'éther acétique et de l'éther sulfurique qui tous deux dissolvent la nitro-cellulose ou coton-poudre, pour donner la poudre sans fumée, dite poudre vieille, citons encore la fabrication du celluloïd, de la soie végétale.

Les produits de cette catégorie sont dispensés de toute formalité de circulation (régime de l'alcool).

Ainsi donc, les deux catégories bénéficient de l'exemption des formalités à la vente, mais seule la deuxième est dispensée des formalités de circulation.

4° SANCTIONS

La loi du 16 décembre 1897 a prévu pour les tentatives de revivification, la vente ou la détention de spiritueux dans la préparation desquels sont entrés des alcools dénaturés. Un emprisonnement de six jours à six mois et une amende de 5.000 à 10.000 francs (art. 11). Les infractions aux autres dispositions de la loi ou décret sont punies de 500 à 5.000 fr. d'amende (art. 11).

5° RÉGIME FISCAL

La taxe de dénaturation établie par la loi du 2 août 1872 est fixée alors à 37,50 (décimes compris) par hectolitre d'al-

cool pur réduite à 3 francs par l'article 1^{er} de la loi du 16 décembre 1897. La loi du 29 décembre 1900 la supprima dans son article 15 et la remplaça par un droit de 0 fr. 25 par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation, dit droit de statistique.

Les droits d'octroi furent supprimés de ce fait. L'article 28 de la loi du 31 mars 1903 sanctionna définitivement cette exonération.

Ainsi, en plus de la taxe de statistique de 0,25 l'hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation supportait le droit de 0 fr. 80 institué par la loi du 16 avril 1895 pour payer en partie les frais de contrôle et d'analyse des échantillons prélevés par la Régie.

6° LA QUESTION DU PRIX DU DÉNATURANT L'ALLOCATION DE 9 FRANCS (loi de 1901)

Le méthylène coûtait plus cher que l'alcool éthylique à dénaturer. Pour abaisser davantage le prix de revient de l'alcool dénaturé et pallier à cette plus-value, du méthylène l'article 59 de la loi du 25 février 1901 accorda une allocation de 9 francs par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation (à partir du 1^{er} janvier 1902).

Les alcools dénaturés par des procédés spéciaux n'en bénéficièrent pas.

Pour compenser la perte subie par le Trésor du fait de cette allocation, le deuxième paragraphe du dit article 59 établit la taxe de fabrication mentionnée au chapitre précédent, le taux en fut augmenté au fur et à mesure de l'accroissement des quantités d'alcool soumis à la dénaturation (suivant la formule de la Régie). Cette taxe frappait sans distinction tous les alcools d'origine industrielle qui n'étaient pas exportés ou dénaturés suivant la formule générale de la Régie. Les alcools dénaturés par des procédés spéciaux devaient la payer. Cette anomalie fut supprimée par la loi du 28 mars 1911 aux termes de laquelle la dite taxe cessa

d'être perçue sur les alcools directement expédiés de la distillerie aux établissements autorisés à les dénaturer par des procédés différents de la formule générale de la Régie. (Ces alcools ne bénéficièrent pas de l'allocation de 9 francs).

§ 2. — LES ALCOOLS DESTINÉS A LA FABRICATION DES VINAIGRES

Ceux-ci étaient soumis à une réglementation spéciale et visés spécialement dans l'article 6 de la loi du 27 juillet 1875 et dans l'article 15 de la loi du 26 décembre 1908.

Ils étaient et sont encore exonérés du droit de consommation sur l'alcool pour deux raisons. D'une part, la transformation en vinaigre est une dénaturation suffisante. D'autre part le paiement de ce droit augmenterait le prix de revient des vinaigres d'alcool dans de telles proportions qu'il dépasserait celui des vinaigres de vin.

§ 3. — L'ALCOOL DES BOUILLEURS DE CRU (V. ci-dessus)

§ 4. — ALCOOLS QUI AURAIENT DU ÊTRE EXEMPTÉS DU DROIT DE CONSOMMATION PARCE QU'ILS NE SONT PAS LIVRÉS A LA CONSOMMATION DE BOUCHE

1° L'alcool servant à la préparation des parfums, des huiles essentielles et des eaux de senteur était astreint aux formalités de la circulation (art. 4 loi du 28 fév. 1872) ;

2° L'alcool entrant dans la composition de médicaments payait le droit plein de consommation s'il subsistait dans le produit vendu sous une forme telle que l'administration refusait de le considérer comme dénaturé.

CHAPITRE IV

EXAMEN DU PROBLÈME DE L'ALCOOL TEL QU'IL SE POSAIT AVANT LA GUERRE SES AVANTAGES, SES INCONVÉNIENTS

Le but du régime de l'alcool était avant tout fiscal. Comme l'impôt de consommation ne frappait que les alcools de bouche, de parfumerie et de pharmacie (quelques-uns seulement) le législateur se préoccupa assez peu de l'utilisation industrielle des alcools dénaturés.

Ceux-ci n'étaient d'aucun rendement fiscal puisque la taxe de dénaturation avait été supprimée.

Ce régime avait besoin d'améliorations, mais il touchait à trop d'intérêts pour qu'elles aient pu être acceptées sans heurt.

§ 1. — LES DIVERS INTÉRÊTS TOUCHÉS PAR LE RÉGIME DE L'ALCOOL

D'une part, il y a les intérêts privés et fiscaux qui trouvaient leur profit à ce régime.

D'autre part et contre ceux-ci se dressait l'intérêt national envisagé au point de vue de la santé publique.

1° L'ALCOOL ET LES INTÉRÊTS DE CEUX QUI TIRENT PARTIE DE SA CONSOMMATION ET Y POUSSENT

a) *Intérêts privés.* — La vigne tient une place considérable dans la culture française, on la trouvait dans 75 départements environ.

En 1909, pour la France, 1.625.629 hectares de vigne produisirent 54.446.000 hectolitres de vin (d'après M. Jacquet).

En 1914, pour la France, 1.534.731 hectares produisirent 59.981.492 hectolitres de vin (d'après M. Sarraut, rapport n° 358).

En 1905, pour l'Algérie, 167.657 hectares produisirent 7.740.353 hectolitres. En 1911, pour 139 228 hectares, la récolte de vin atteignit 8.833.677 hectolitres (d'après M. Jacquet). En 1914, pour 150.621 hectares, elle fut de 10.125.421 hectolitres (d'après M. Sarraut).

Les cidres et poirés étaient produits dans 69 départements environ dans l'Ouest surtout. De 1901 à 1910, la moyenne de la production fut de 14.112.700 hectolitres (pour une valeur de 200 millions). En 1913, elle atteignit 30.085.000 hectolitres. La production annuelle des alcools naturels oscillait entre 467.896 hectolitres (1908) et 337.642 hectolitres d'alcool pur (en 1912 la production des bouilleurs de cru étant évaluée à 250.000 hectolitres environ).

Ainsi donc la majorité des départements avait intérêt à faire consommer la plus grande quantité d'alcool.

Indépendamment des alcools naturels, les fabricants d'alcools dits d'industrie et qui ne trouvaient pas dans l'utilisation industrielle un débouché suffisant étaient partisans de la plus forte consommation de bouche. La moyenne de leur production atteignait 2.150.000 hectolitres environ.

b) *Intérêts de l'Etat*. — Par le prélèvement d'impôts et de taxes divers (droits de consommation et d'entrée, surtaxes sur l'alcool seulement : environ 400 millions de francs, droits sur les vins, cidres, amendes, confiscations, licences de boissons), l'Etat trouvait en moyenne 530 millions de francs.

c) *Intérêts des communes*. — Celles-ci touchaient annuellement par le jeu des octrois plus de 80 millions de francs. L'alcool et les vins de liqueur y entraient pour plus de la moitié (45 millions 1/2 environ).

Ainsi donc la presque totalité de la nation trouvait son

intérêt dans l'accroissement de la production de l'alcool et de sa consommation de bouche, celle-ci étant plus extensible que l'utilisation industrielle et en rapport direct avec le coût du « petit verre ».

Mais comme chacun se rendait compte au fond de lui-même du danger social que présentait une telle méthode, la défense des partisans de l'alcoolisation était voilée par les déclarations et protestations officielles des syndicats de distillateurs, de débitants, de fabricants de spiritueux, d'entrepositaires et de tous intéressés à la consommation (notamment en déc. 1910).

2° L'INTÉRÊT GÉNÉRAL. — LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

Celle-ci fut menée avec plus grand désintéressement par la Ligue nationale contre l'alcoolisme, dont le cinquantième a été célébré du 10 au 16 octobre 1923. En 1872, au sein même de l'Académie de Médecine, une commission fut constituée sous l'initiative de M. le professeur Bergeron afin de lutter contre l'alcoolisme. L'association française contre l'abus des boissons alcooliques fondée en décembre 1872 fut déclarée d'utilité publique le 5 février 1880, sous le nom de Société française de Tempérance. En août 1905, elle prit celui de Ligue nationale contre l'alcoolisme.

Elle représentait une infime minorité par rapport à la masse des intérêts privés contre lesquels elle entrait en lutte.

Sachant fort bien que la prohibition serait impossible en France, elle attaqua le régime de l'alcool sur divers points : la suppression de l'absinthe, la limitation des débits de boisson, la restriction de la consommation de bouche, par l'interdiction de lui livrer les alcools d'industrie, et les alcools dits de fantaisie.

§ 2. — LES INCONVÉNIENTS DU RÉGIME DE L'ALCOOL

Le régime d'avant-guerre présentait trois sortes d'inconvénients :

- Au point de vue fiscal ;
- Au point de vue de l'hygiène publique ;
- Au point de vue économique.

A. — Inconvénients au point de vue fiscal

Un régime fiscal bien compris doit tendre à établir une surveillance telle que les phénomènes d'évasion et de consommation intérieure soient impossibles ou du moins strictement limités. Toutefois le contrôle ne doit pas être vexatoire ni incommode.

Or seul le règlement A arrivait à ce résultat, soit que les distillateurs aient recueilli l'alcool en vase clos (rég. A, 2^e mode) soit qu'ils l'aient eu à leur disposition dans des bacs jaugeurs surveillés par la régie (Rég. A 1^{er} mode).

En dehors de ce règlement A, divers inconvénients se sont manifestés.

- A l'occasion du règlement B applicable aux bouilleurs ;
- A l'occasion du privilège des bouilleurs de cru ;
- A l'occasion des déductions restées sans emploi ;
- A l'occasion des octrois ;

1^o INCONVÉNIENTS A L'OCCASION DU RÈGLEMENT B

Les bouilleurs et distillateurs de vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits frais assujettis au règlement B n'étaient soumis qu'à une surveillance intermittente. Ils pouvaient donc entre temps opérer des détournements.

Cette différence de traitement entre les distillateurs d'alcools naturels et les distillateurs d'alcools d'industrie, s'ex-

plique par la majorité des bouilleurs par rapport à la faible minorité des distillateurs de betteraves, de mélasses et de grains.

2° INCONVÉNIENTS A L'OCCASION DU PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU

Celui-ci fut assurément la principale source d'évasion fiscale par suite de la fraude et de perte par consommation intérieure.

La perte par consommation intérieure provient de l'alcool consommé par le bouilleur de cru, sa famille et son personnel, dans sa propriété. Elle est en fonction du nombre de bouilleurs et du taux de l'impôt.

Or leur nombre passa de 90.869 en 1869 à 1.000.000 en 1913.

Cette augmentation correspond à la hausse du taux des impositions. Cela ressort nettement des chiffres donnés par le Bulletin de statistique et de Législation comparée. En 1899 leur nombre fut de 781.230, en 1900 il atteignit 925.910, en 1901, c'est-à-dire après le vote de la loi du 29 décembre 1900 qui portait le droit de consommation à 220 francs l'hectolitre d'alcool pur il monta à 1.166.125.

D'autre part l'extension du privilège accordé par la loi de 1906 amena une baisse immédiate de la production contrôlée des bouilleurs et distillateurs de profession. En 1905 elle était de 420.453 hectolitres (année exceptionnelle) en 1906, elle tomba à 217.890 hectolitres pour arriver en 1910 à 97.455 hectolitres. Corrélativement à cette baisse, on constate l'accroissement de la production des bouilleurs non contrôlés. En 1905, elle était de 79.000 hectolitres, en 1906 elle passa à 199.000 en 1908 à 293.000 hectolitres (contre 174.896 hectolitres d'alcools de bouilleurs contrôlés). En 1910 elle atteignait encore 140.000 hectolitres.

Donc, en admettant qu'il n'y eut pas de fraude, la perte pour le Trésor aurait déjà été considérable. En effet, si nous

reprenons les chiffres précédemment donnés qui correspondent à ceux fournis approximativement et sous toutes réserves par l'administration nous trouvons pour 1908 une production de 293.000 hectolitres d'alcool pur des bouilleurs non contrôlés. Or à 220 francs l'hectolitre, c'est-à-dire pour le droit de consommation, la perte s'éleva à $261.000 \times 220 = 57.420.000$ francs.

Mais comme l'a dit Jules Simon « Le privilège des bouilleurs de cru est l'organisation en grand de la fraude avec estampille légale. »

On comprend alors l'acharnement qu'ont toujours apporté les bouilleurs de cru pour la défense de leur privilège, car il leur permettait d'écouler sans payer les droits et taxes, l'alcool dont la production n'avait pas été surveillée. Certes, bien des pénalités furent prévues, mais le fait qu'on les renforça, prouve nettement que les mesures antérieures ne suffisaient plus. L'article 14 de la loi du 29 décembre 1900 avait édicté pour les fraudeurs une amende de 4.500 à 5.000 francs sans préjudice de la confiscation et du paiement des droits sur les alcools fraudés. Comme l'extension du privilège des bouilleurs de cru accordée en 1906 amena une recrudescence de la fraude et de plus grandes difficultés pour la découvrir, l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907 y ajouta le paiement du quintuple du droit de consommation et la peine d'emprisonnement, non seulement pour les auteurs, mais pour les complices et les bouilleurs qui laisseraient enlever de chez eux sans expédition régulière.

C'est pourquoi les chiffres indiqués précédemment ne donnent que la perte minimum subie par le Trésor. Car il faut y ajouter la consommation frauduleuse en dehors du domicile du bouilleur soit qu'il livre son alcool exonéré à des particuliers ou à des débitants voisins, soit qu'il le cède à des entrepositaires pour leur permettre d'atteindre le montant de la déduction, quand il n'est pas atteint.

M. Joseph Reinach alors président du groupe anti-alcoolique de la Chambre évaluait en 1909-1910, la perte

annuelle à 60/80 millions. Pour 1913 le chiffre de 72.000.000 fr. est donné comme un minimum.

La preuve la plus manifeste de la fraude à la faveur du privilège vient de l'examen des statistiques de consommation d'alcool imposé dans les régions de bouilleurs de cru (1). Quand les années furent mauvaises, c'est-à-dire quand la récolte en cidre ou en vin a été déficitaire, il y a immédiatement un accroissement de la consommation d'alcool taxé.

Ainsi en 1906, année exceptionnelle la récolte de cidre atteignait 22.302.000 hectolitres. Or en 1907, les quantités d'alcool pur imposées dans les régions de gros bouilleurs de cidre, furent de 151.115 hectolitres, tandis qu'en 1908, c'est-à-dire après la mauvaise récolte de 1907, elles montèrent à 167.861 soit une différence de 16.746 hectolitres d'alcool pur. En 1907 les quantités totales d'alcool pur imposées, consommées dans les pays de bouilleurs de cru furent de 366.587 hectolitres. En 1908 elles atteignirent 398.314 hectolitres, soit une différence de 31.727 hectolitres.

Par conséquent pendant l'année qui suit une mauvaise récolte (et pendant laquelle la distillation a été forcément très réduite) les habitants des régions à bouilleurs de cru consomment davantage l'alcool imposé qui provient d'autres régions. Si l'on se réfère aux chiffres donnés plus haut, il ressort que les différences de 16.746 hectolitres d'alcool pur ou de 31.727 hectolitres d'alcool pur représentent la perte subie par le Trésor quand la récolte est suffisante pour éviter aux indigènes de recourir à l'alcool taxé des autres régions, et leur permettre de consommer l'alcool de bouilleur de cru vendu en fraude.

Une autre preuve de la fraude à la faveur du privilège

1. M. Barthe avait tiré de ces chiffres un argument en faveur des bouilleurs de cru (v. projet 1914-1915, Livre IV). Mais M. Ribot sut montrer qu'au contraire ces chiffres permettaient de calculer la perte subie par le Trésor.

Cette théorie a été très clairement exposée par M. Jacquet dans son livre *L'Alcool*.

vient de la comparaison des chiffres d'alcool imposé consommé dans les régions à bouilleurs de cru en 1902 et en 1904, c'est-à-dire avant et après la réglementation imposée par la loi du 31 mars 1903. En 1902 la quantité totale d'alcool imposé fut de 1.258.955 hectolitres, en 1904 elle passa à 1.514.309 hectolitres soit une différence de 255.354 hectolitres (M. Jacquet l'estime en moyenne à 140.000 hectolitres) par an représentant à 220 francs l'hectolitre 56.177.880 fr.

Par conséquent, avant cette réglementation, l'Etat perdait en moyenne du fait de la fraude commise à la faveur du privilège 30 à 55 millions de francs.

Il y a lieu de noter que dans cette somme de 56.177.880 fr. les régions de gros bouilleurs de cidre, c'est-à-dire 6 départements énumérés ci-dessus, y figurent pour 16.092.120 fr. correspondant à une quantité de 73.146 hectolitres (en 1902 les quantités imposées avaient été de 122.383 hectolitres, en 1904, elles passèrent à 195.529 hectolitres).

On peut donc conclure que les pertes indiquées représentaient le minimum du préjudice subi du fait de la fraude, car sous le régime de la loi de 1903, elle pouvait encore se pratiquer à la faveur de l'allocation de 20 litres en franchise. En admettant que la fraude fût nulle, il restait encore la perte (légale) due à l'allocation de 20 litres qui représentait 102.351 hl.49, soit 26 litres par bouilleur contrôlé et 88.729 hectolitres soit 17 l. 25 par bouilleurs non contrôlés (Rapport Taquet, p. 186) soit au total plus de 191.000 hectolitres alloués en franchise, soit en chiffres ronds 42.000.000 francs perdus pour le trésor.

$$\begin{array}{r} \text{Or } 42.000.000 \text{ perte légale} \\ + \quad 30.000.000 \text{ fraude minimum} \\ \hline 72.000.000 \text{ sous le régime de 1903} \end{array}$$

Il y a lieu de signaler que la suppression de l'allocation en franchise n'aurait pas produit un revenu égal à ces chiffres, car la consommation familiale aurait diminué et la fraude se serait accrue.

En somme les conséquences du privilège des bouilleurs de cru peuvent se résumer par ces 3 tableaux.

1° Augmentation du nombre des bouilleurs.

En 1869	90.869
En 1913	1.000.000

2° Augmentation des appareils à distiller.

En 1896 38.900 (sujet à caution car le contrôle n'a été organisé que par la loi du 29 décembre 1900.

En 1901	77.000
En 1917	89.500

3° Diminution constante des quantités d'alcool imposées :

Entre 1898-1900	1.755.000 hl. à 1.800.000 hl.
En 1900	1.346.000
En 1901	1.258.935
En 1907	1.289.408
En 1913	1.558.234

4° Malgré le relèvement du tarif, la rentrée de l'impôt fut dépressive.

En 1899	300.088.266 fr.
En 1901	296.370.745 fr.
En 1902	281.965.096 fr.

5° Perte pour le trésor.

De 50 à 70.000.000 francs par an (minimum).

3° LES DÉDUCTIONS RESTÉES SANS EMPLOI

Le régime de 1816 n'avait pas été remis à jour, la loi du 28 avril 1816 et les lois suivantes avaient accordé une tolérance de 7 o/o par an de déperdition pour les fûts en bois et 3 o/o pour les autres récipients.

Or, à cette époque, il s'agissait d'alcools naturels dont la

dépédition était souvent nécessaire pour la bonification par le vieillissement (les cognacs p. ex.)

Avant la guerre, les alcools d'industrie étaient utilisés dès leur fabrication, il n'y avait donc pas de perte par évaporation, par conséquent des déductions restaient sans emploi. Celles-ci pouvaient permettre de masquer des fraudes ou étaient elles-mêmes vendues en fraude. M. Ribot estimait que ces déductions sans emploi coûtaient à l'Etat environ 17 millions par an.

4° LE SYSTÈME DES OCTROIS

Au lieu d'être taxés à la sorte des distilleries, les alcools destinés aux villes possédant des octrois payaient à l'entrée. Or cette pratique présentait, outre les risques de fraude, l'inconvénient de nécessiter un personnel nombreux et de causer aux portes des grandes villes un encombrement fort gênant pour la circulation générale.

C'est à peine si en 1913 les droits d'entrée, environ 17.600.000 francs, payèrent les frais de perception.

Il fallait donc supprimer les octrois et établir un système nouveau pour assurer la perception plus rapide et plus économique des droits.

B. — Inconvénients au point de vue de l'hygiène

Les statistiques du ministre des Finances et les chiffres de l'Administration des contributions indirectes, sont assez significatifs pour se passer de commentaire.

D'après le *Bulletin de Statistique* d'août 1911 (p. 159) les quantités totales d'alcool pur consommé, c'est-à-dire taxé ont subi les hausses suivantes :

En 1830, il y eut : 365.182 hl. d'alcool pur, soit 1 l. 12 par habitant

1850,	—	585.200	—	1 l. 46	—
1860,	—	851.825	—	2 l. 27	—
1869,	—	1.008.750	—	2 l. 63	—

1870 (guerre)	882.790	hl. d'alcool pur, soit 2 l. 32 par habitant		
1872,	—	755.464	—	2 l. 09 —
1874,	—	970.599	—	2 l. 09 —
1875,	—	1.019.052	—	2 l. 82 —
1890,	—	1.662.801	—	4 l. 35 —
1900,	—	1.782.893	—	4 l. 66 —
1901,	—	1.346.635	—	3 l. 52 —
1902,	—	1.258.955	—	3 l. 26 —
1903,	—	1.368.904	—	3 l. 54 —
1904,	—	1.514.309	—	3 l. 89 —
1906,	—	1.378.194	—	3 l. 56 —
1907,	—	1.289.408	—	3 l. 44 —
1910,	—	1.404.982	—	3 l. 59 —
1913,	—	1.558.234	—	3 l. 61 —

Ces quantités représentent la consommation apparente, c'est-à-dire celle que la perception des droits permet de contrôler. Elle a été en progression constante jusqu'à la loi de 1906, accordant le privilège intégral aux bouilleurs de cru. puis est devenue plus faible ce qui ne signifie pas une diminution de la consommation réelle, mais une diminution de la consommation taxée. Précédemment, l'élévation du taux de l'impôt de consommation avait amené une baisse de la consommation taxée, mais la réglementation imposée par la loi de 1903 eut pour effet de la faire augmenter.

Par conséquent, comme il y a lieu de compter les quantités consommées en franchise par les bouilleurs et les quantités consommées en fraude, il faut majorer sensiblement les chiffres indiqués

En outre, ces chiffres indiquent des quantités en alcool pur. Comme les spiritueux titrent en général 40 à 50° Gay-Lussac il y a lieu de les multiplier par 2 au minimum pour avoir la quantité consommée en volume. Nous trouvons par exemple pour 1910, le pourcentage de 3 l. 59 d'alcool pur par tête, ceci revient à dire que la consommation en volumes est d'environ 8 litres, si l'on comprend dans le calcul les enfants, les femmes et les hommes qui ne boivent pas d'al-

cool. Or, pour obtenir la moyenne de la consommation annuelle d'un buveur — d'avant-guerre — il faut multiplier par 10 soit 71 litres 80 en volume (vins de liqueur, apéritifs, etc.).

Indépendamment du danger causé par l'abus de l'alcool, deux autres périls devenaient menaçants, celui des alcools dits de fantaisie et celui des alcools d'industrie mal rectifiés et renfermant des quantités trop fortes d'alcool amylique (très toxique). La loi de 1905 sur les fraudes était insuffisante.

Des mesures s'imposaient, mais aucune occasion ne permettait au législateur d'agir.

C. — Inconvénients au point de vue économique

Certes, avant la guerre l'utilisation industrielle paraît avoir été faible. Mais trop d'intérêts étaient en jeu pour faciliter cette orientation. En outre le prix de l'alcool subissait des variations et des hausses constantes. Divers congrès et commissions se réunirent pour l'utilisation industrielle de l'alcool.

En 1901 eut lieu le premier congrès des emplois industriels de l'alcool (rapport rédigé par M. Sidersky), il fut suivi d'autres congrès (1903). En décembre 1902 et en novembre 1907 deux congrès internationaux se réunirent pour étudier les applications de l'alcool dénaturé.

Enfin, en 1907, fut nommée la grande commission extra-parlementaire présidée par M. Ribot.

La consommation d'alcool dénaturé allait en croissant, mais elle était faible par rapport à la consommation de bouche.

En 1880 sur une production totale d'alcool pur de 1.581.000 hectolitres, 27.540 hectolitres d'alcool pur furent envoyés à la dénaturation et 1.314.000 à la consommation de bouche.

En 1900 sur une production totale de 2.656.000 hectolitres 221.214 hectolitres allèrent à la dénaturation et 1.783.000 hect. à la consommation de bouche.

En 1905 sur une production totale de 2.609 000 hectolitres 463.925 hectolitres allèrent à la dénaturation et 1.382.000 hect. à la consommation de bouche.

En 1907, c'est-à-dire après le rétablissement intégral du privilège des bouilleurs de cru sur 2.515.000 hectolitres d'alcool pur contrôlés 571.179 hectolitres allèrent à la dénaturation et 1.289.000 hectolitres à la consommation de bouche (la diminution du chiffre de celle-ci indique seulement la fraude **v. ci-dessus**).

En 1910, sur une production contrôlée de 2.391.000 hectol. d'alcool, 640.609 hectolitres allèrent à la dénaturation et 2.391.000 à la consommation de bouche.

L'éclairage et la force motrice absorbait deux tiers environ des quantités d'alcool dénaturé. En 1905 sur 463.925 hectolitres d'alcool pur soumis à la dénaturation 322.694 furent brûlés pour ces usages. En 1907 sur 571.179 hectolitres on trouve 400.940 hectolitres. En 1910, ils absorbèrent 454.431 hectol. et en 1913 ils allèrent jusqu'à 512.000 hectolitres.

Ces chiffres révèlent une augmentation constante des quantités envoyées à la dénaturation et des quantités absorbées par l'éclairage et la force motrice. La Compagnie générale des omnibus se servit d'ailleurs d'alcool dans les moteurs de ses autobus en 1906-1907 et 1908.

§ 3. — LES RÉFORMES A APPORTER

L'habitude de la critique est telle, lorsqu'on envisage un phénomène, qu'on oublie souvent d'en considérer les avantages.

Or, si imparfait que pouvait paraître le régime de l'alcool d'avant la guerre, — la question des bouilleurs de cru, mise à part — il avait l'avantage de s'adapter facilement aux diverses sortes de producteurs d'alcool et de réduire les inquisitions **au minimum**.

Cependant il était loin de donner satisfaction, même à ceux qui en profitaient davantage.

C'est pourquoi les réformes suivantes s'imposaient :

1^o *Au point de vue fiscal.*

a) Suppression radicale du privilège des bouilleurs de cru.

b) Concentrer la production dans des ateliers publics-syndicaux ou communaux, surveillés par la Régie pendant le temps de la distillation et fermés en d'autres temps. Par conséquent interdiction de distiller à domicile, sauf pour des quantités minima de 400 litres d'alcool par an et dans ce cas, contrôle permanent de la Régie pendant la période de distillation. En outre, suppression des bouilleurs ambulants et loueurs d'alambic.

c) Etablir un contrôle permanent pendant la durée des travaux et ordonner l'emploi de compteur. Exiger en conséquence que les distilleries soient séparées des maisons d'habitations voisines.

d) Supprimer les manquants, sauf pour les alcools de cru à laisser vieillir.

e) Supprimer les octrois et unifier les tarifs d'entrée et d'octroi.

f) Supprimer la possibilité de transaction et renforcer les pénalités par de la prison.

2^o *Au point de vue de l'hygiène* : combattre l'alcoolisme par une élévation des droits sur l'alcool de bouche, une réglementation plus sévère des débits et de l'ivresse. Etendre la consommation industrielle de l'alcool et surtout supprimer le privilège des bouilleurs de cru. Poursuivre les falsificateurs avec sévérité.

3^o *Au point de vue économique.*

Stabiliser les prix de l'alcool et du dénaturant, et l'abaisser de telle sorte qu'avec le coût du méthylène régie, le produit ne soit pas trop cher.

Rechercher un dénaturant plus économique.

§ 4. — LES PROJETS DE RÉFORME DU RÉGIME DE L'ALCOOL AVANT LA GUERRE

L'alcool étant une source de richesses pour ceux qui le fabriquent, l'importent ou le vendent, l'idée de le monopoliser plus ou moins complètement devait trouver des adeptes.

Projet Aglave-Martin. — Le plus ancien projet est celui de M. Aglave, professeur de science financière à la Faculté de Droit de Paris. Son projet exposé dans un livre intitulé : *Le Monopole de l'alcool* (Paris, 1886) fut présenté à la Chambre par M. Louis Martin en 1887, puis le 31 janvier 1923 et une dernière fois le 2 juillet 1906 sous la dénomination : « Proposition de loi tendant à constituer au profit de l'Etat, le monopole de la rectification de l'alcool ». Il a pour but de combattre l'alcoolisme en retirant de la consommation de bouche les alcools mauvais goûts. Il repose sur l'emploi d'une bouteille qui aurait la faculté de se vider sans pouvoir se remplir.

On lui reprocha surtout de laisser le commerce libre subsister à côté du commerce de l'Etat qui achetait des prix minima tels que l'industrie privée contingentée ne pouvait soutenir la concurrence.

Seuls les fabricants de liqueur de marque et de spiritueux à exporter jouissaient de toute la liberté du commerce, ce qui arrivait en fin de compte à une spoliation sans indemnité.

Le projet Martin-Aglave, s'il avait été adopté, aurait vraisemblablement entraîné une diminution de 30 o/o de la consommation de l'alcool, ce qui eut été appréciable au point de vue de l'hygiène sociale.

Projet Jaurès. — La base de ce projet est le monopole de la fabrication, de la rectification et de l'importation de l'alcool (décembre 1902).

C'est un monopole complet avec une indemnité préalable d'expropriation.

Projet Astier. — Le projet qui date du 30 janvier 1903

semble avoir été fait pour parer à la concurrence de l'alcool chimique de synthèse et « sauver les alcools naturels » tout en faisant une œuvre anti-alcoolique par suite de la meilleure qualité des alcools livrés à la consommation.

Projet Maujean. — Le projet déposé en 1891 puis en 1905 et le 2 juillet 1906 vise surtout la lutte contre les mauvais alcools, et préconise le monopole de la rectification et de la vente des alcools d'industrie rectifiés. Les bouilleurs de cru distillent sous le contrôle permanent de la Régie dans des alambics ambulants ou à la brûlerie commerciale et doivent acquitter les droits en prenant livraison de leurs eaux-de-vie. C'est donc la suppression du privilège.

L'Etat achète tous les flegmes et se réserve le droit exclusif de les livrer au commerce.

Seule l'exportation est libre.

§ 5. — CONCLUSION

En somme, le régime d'avant la guerre voulait se transformer. Le privilège des bouilleurs de cru choquait par trop brutalement le principe de l'égalité. D'autre part, les fraudes déterminèrent un courant en faveur de l'établissement d'un monopole destiné à y parer et à lutter contre l'alcoolisme par le retrait des mauvais alcools du marché de la consommation de bouche.

Mais la crainte du mauvais rendement des monopoles d'Etat et la puissance des bouilleurs de cru paralysaient toute tentative de ce genre.

Le législateur restait dans l'expectative, attendant l'occasion.

La guerre fut celle-ci.

LIVRE III

L'ÉVOLUTION DU RÉGIME GÉNÉRAL DE L'ALCOOL DEPUIS 1915 à 1923 EFFETS DE LA GUERRE

LES RÉGIMES PROVISOIRES

INTRODUCTION

L'étude de l'évolution d'un phénomène comporte l'examen de celui-ci avant, pendant et après sa ou ses transformations. C'est pourquoi les chapitres précédents ont exposé l'état qui subsista jusqu'en 1914-1916. Ils forment le fond sur lequel doit ressortir l'importance du changement opéré de 1916 à 1920.

Le régime provisoire instauré pendant cette période n'est pas arrivé à son terme, c'est-à-dire au régime définitif qui est le but de l'évolution. L'étude du phénomène dans sa troisième phase est donc impossible.

La guerre de 1914-1918 a bouleversé trop profondément notre économie nationale pour que ses effets ne se ressentent pas encore. La difficulté du retour à l'équilibre, c'est-à-dire au régime de la liberté, du droit individuel de propriété et du libre jeu de l'offre et de la demande s'est trouvée fort aggravée du fait que dans sa crainte d'un trop brusque retour à l'état normal, c'est-à-dire à l'état de liberté d'avant-

guerre, le législateur a prorogé le régime provisoire et restreint les libertés et les droits des particuliers. Il s'est enfermé dans un cercle de lois d'exception et de lois rétroactives dans lequel il est prisonnier. Il a ébranlé la confiance dans le Droit naturel et la Loi sans laquelle le commerce honnête est impossible.

La hausse imprévue et persistante du dollar et de la livre a contribué à la destruction de l'interdépendance des pays européens. Le régime protectionniste instauré avec la guerre a été maintenu.

De telles considérations ont eu leur répercussion jusqu'à l'égard de la politique de l'alcool qui, fiscale en 1914, est devenue économique (et hygiéniste) afin de servir le protectionnisme actuel.

L'étude de l'évolution peut être traitée sur un plan purement chronologique. Nous avons préféré scinder le « temps » en trois tranches, avant 1916, de 1916 à 1919-1920, de 1919 à 1923, et dans chacune de ces périodes étudié l'évolution de chaque régime ou de chaque problème.

La table des matières résume ce plan.

TITRE PREMIER

LE RÉGIME DE PRÉPARATION AU « RÉGIME PROVISOIRE » DU 1^{er} AOÛT 1914 AU 30 JUIN 1916

Le législateur ne pouvait dès le début de la guerre réaliser le monopole de l'alcool industriel. Un tel changement aurait pu être préjudiciable aux intérêts de la défense nationale. Il aurait d'ailleurs été fort mal accueilli, car jusqu'en décembre 1914 la majorité des français se refusait à croire à l'éventualité d'une guerre de plusieurs années.

C'est pourquoi le Gouvernement procéda avec méthode, réalisant peu à peu un monopole de fait qu'il eut seulement à légaliser par l'article 4 de la loi du 30 juin 1916.

Avant d'étudier son économie, il a semblé indispensable d'examiner le régime de préparation qui précéda et permit l'instauration du régime appelé « régime provisoire des alcools. »

Au cours de cette période, de nombreuses mesures furent prises qu'il y a lieu d'étudier séparément. Toutefois en raison de la nécessité de présenter un tableau d'ensemble et de faire ressortir le but qui les détermina, nous avons préféré les grouper dans un premier chapitre.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU D'ENSEMBLE SUR LES MESURES PRISES DU 1^{er} AOÛT 1914 AU 30 JUIN 1916 EN TANT QU'ELLES ONT PU FACILITER LE VOTE DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 30 JUIN 1916

Préalablement il y a lieu de préciser ce qu'on appelle le régime provisoire, sans insister d'ailleurs puisqu'il sera étudié en détail dans un titre spécial.

Il a été instauré par la loi du 30 juin 1916. Aux termes de l'article 4, tous les alcools d'industrie furent réservés à l'Etat qui ne put les rétrocéder que pour des usages industriels ou médicaux. Demeurèrent seuls réservés à la consommation de bouche les alcools naturels y compris les genièvres.

Le privilège des bouilleurs de cru fut supprimé. Certains exploitants bénéficièrent d'une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur. La distillation à domicile des petits bouilleurs fut interdite. Ceux-ci durent passer par l'atelier public ou la coopérative de distillation.

En somme, ce régime a consacré la séparation entre les alcools dits d'industrie et les alcools naturels, établie par la loi du 31 mars 1903.

Les alcools d'industrie ont été monopolisés au profit de l'Etat. Les alcools naturels bénéficièrent de l'avantage d'approvisionner exclusivement le marché de l'alcool de bouche.

Les causes et les bases de ce bouleversement sont les suivantes :

A) Les Causes

L'alcool est un produit indispensable pour la fabrication de la poudre B. La poudre B ou poudre sans fumée, ou poudre Vieille, du nom de son inventeur s'obtient par la dissolution du coton poudre dans l'éther ou l'acétate d'éthyle jusqu'à consistance pâteuse, puis par la compression du produit ainsi obtenu à la presse hydraulique. Après l'avoir découpé, on le sèche à l'étuve. Avant la guerre cette utilisation était peu pratiquée, à cause des fluctuations du cours de l'alcool. En 1905 lors des difficultés marocaines, le ministre de la guerre eut recours pour la fabrication des poudres, aux éthers allemands qui coûtaient moins cher.

D'autre part, la chirurgie et la pharmacie, (le service de santé militaire ou militarisé) eurent besoin de fortes quantités d'alcool soit comme antiseptique soit pour entrer dans la composition de divers produits, la teinture d'iode par exemple, soit pour permettre l'obtention de certains anesthésiques : le chloroforme, l'éther sulfurique, le chlorure d'éthyle.

En outre l'alcool dénaturé fut réclamé par les fabricants d'alcool solidifié, sans parler des alcools de bouche envoyés aux soldats des tranchées.

Dans ces conditions l'Etat ne pouvait le laisser à la merci des spéculateurs. Il fallait réglementer sa vente et par la même occasion restreindre la consommation de bouche dans un but d'hygiène et d'ordre pour éviter le gaspillage d'un produit que la guerre avait rendu indispensable.

Un monopole provisoire s'imposait.

B) Les Bases

Pour arriver à ce résultat, l'Etat qui ne voulait pas utiliser dès 1915, la voie législative, se servit du droit de réquisition militaire et pour le surplus agit par voie de décret.

L'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires (*Off.*, 6 juil.) déclara : « exigible par voie de réquisition, la fourniture des prestations nécessaires à l'armée, notamment... 11° Tous les autres objets et fournitures dont la fourniture est nécessitée par les besoins de l'autorité militaire. »

L'alcool fut englobé dans ceux-ci.

Les réquisitions militaires sont fixées et déterminées par le ministère de la guerre (art. 1^{er}). Plus tard il devint le maître des alcools en France.

Pour empêcher la fuite des alcools par l'exportation, des décrets de prohibition furent rendus en date du 14 octobre 1914 et du 21 décembre 1914 (v. chap. II).

La loi du 16 avril 1915 (*J. off.*, 18 avril) ratifia ces deux décrets et les convertit en lois.

L'alcool éthylique et l'alcool métylique figurèrent sur la liste des produits dont l'exportation était considérée comme contrebande absolue (notification du 14 octobre 1915).

D'autre part en vertu des décrets du 7 janvier 1915 (*Off.*, 8 janv.) l'ouverture de nouveaux débits de boisson fut réglementée et la fabrication de l'absinthe, interdite. Ils furent ratifiés par deux lois. Indépendamment de leur but anti-alcoolique, ces mesures avaient pour effet de nouvelles économies d'alcool.

C'est parmi ces restrictions et au moment où l'on commençait à entrevoir la possibilité d'une guerre longue que l'autorité militaire par une décision du 25 avril 1915 (v. rapport de Sarraut étudié au Livre IV) réquisitionna les alcools bon goût pour les poudreries qui en absorbaient 4.000 hect. par jour. (Les alcools en mauvais goût avaient été déjà partiellement réquisitionnés tandis que les alcools bon goût avaient été laissés à la consommation.)

Seuls, les alcools importés pouvaient avec les alcools naturels être livrés à la consommation. Des décrets prohibèrent l'importation puis l'autorisèrent avec une surélévation des droits de douane.

C'est alors que se place le vote de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 établissant le régime dit provisoire.

Cet exposé montre dans quelles circonstances et comment le gouvernement opéra cette monopolisation de fait de l'alcool d'industrie, ou plus exactement de sa vente.

Il y a lieu de noter que c'est à partir du 25 août 1915 que la Direction des Poudres — au ministère de la guerre — eut la mainmise sur l'alcool d'industrie.

CHAPITRE II

MESURES DOUANIÈRES EXPORTATION ET IMPORTATION DES ALCOOOLS

Elles avaient deux buts, prohiber la sortie de certains produits indispensables à la défense nationale ou à la consommation publique et régler l'entrée de marchandises dont l'importation avait eu une répercussion fâcheuse sur le change. La réquisition des alcools indigènes pour les besoins de la défense nationale avait eu pour conséquence une augmentation des importations. La baisse du franc rendait nos achats de munitions et de matières diverses à l'étranger, plus onéreuses.

Le gouvernement agit d'abord par voie de décret, ainsi que nous l'avons vu.

A. — Exportation

Pendant la période étudiée dans ce titre, il y a :

1° *Le décret du 14 octobre 1914* (*Off.* du 15 oct. 1914) qui prohiba à partir du 15 octobre l'exportation et toute opération de transit des produits visés au dit décret, et parmi lesquels figurent les alcools éthylique et méthylique d'une part, et les principaux corps auxquels ils donnent naissance ou dans la composition desquels il entre : l'acide acétique l'éther sulfurique (ces deux produits étaient utilisés pour la fabrication des poudres) le chloroforme et l'iode.

2° *Le décret du 21 décembre 1914* (*Off.* du 22 déc.,

p. 9277) qui maintint ces prohibitions et y ajouta d'autres produits parmi lesquels figurent l'alcool amylique et la levure.

Des dérogations et autorisations pouvaient être accordées par le ministre des Finances.

3° *La loi du 16 avril 1915* portant ratification de ces décrets (*J. off.*, 18 av. 1915, p. 2327).

B. — Importation

4° *La loi du 6 mai 1916* (*J. off.* du 11 mai, p. 4093). Celle-ci est une des grandes lois de base. Elle autorisa le gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter le droit de douane dans les termes suivants :

« Pendant la durée des hostilités, le gouvernement pourra provisoirement par décrets rendus en conseils de ministres, prohiber l'entrée des marchandises étrangères, ou augmenter les droits de douane. »

« Les décrets prévus au paragraphe 1^{er} seront soumis à la ratification des chambres dans les deux mois qui suivent leur promulgation. »

5° Vu cette loi le gouvernement prohiba l'importation des alcools par décret en date du 11 mai 1916 (*Off.* 14 mai 1916, p. 4216). Les liqueurs étaient comprises dans cette interdiction. Toutefois elle ne s'appliquait pas aux alcools importés pour le compte de l'Etat, ni aux alcools importés pour les fabricants de vins de liqueur, de vinaigres, de produits chimiques ou pharmaceutiques, de vernis ou de parfumerie ou pour leur syndicat, à charge d'être dirigés sur l'établissement destinataire sous la garantie d'un acquit à caution et sous réserve de justification de l'emploi.

Les alcools étrangers achetés avant le 6 avril 1916 furent exclus (le ministre avait promis de ne pas les frapper mais sans connaître leur montant. Il était de 700.000 hectolitres ! C'est pourquoi afin de ne pas compromettre les avantages de la loi du 9 mai 1916, le décret du 24 juin 1916 fut rendu.

6° *Le décret du 24 juin 1916* (*Off.* 26 juin, p. 5556) leva

la prohibition et la remplaça par une surélévation des droits de douane. Les alcools importés pour les fabricants de vins de liqueur qui réexportent dans les trois mois furent exemptés.

Les tarifs furent les suivants :

Alcools eau-de-vie par hl. 100° tarif min. 300 fr. gén. 450 fr.

Liqueur par hl. liquide 100° tarif min. . . . 340 fr. gén. 530 fr.

Alcools visés au décret du 11 mai 1916 et

bénéficiant d'un régime de faveur par

hectol. à 100° tarif minimum. 70 fr. gén. 80 fr.

Les fabricants de vin de liqueur qui dans les trois mois réexportaient, en furent exemptés.

7° *Le décret du 11 juillet 1916* fit disparaître pour ceux-ci l'obligation de réexporter.

D'autre part il autorisait l'entrée au tarif réduit des alcools allant à la dénaturation. Les dénaturateurs manquaient d'alcool pour fournir les demandes d'alcool dénaturé pour la combustion.

Les alcools importés par l'Etat et pour les industries privilégiées bénéficiaient du même tarif réduit.

8° *La loi du 12 juillet 1917* (*Off.* 14 juil.) ratifia et convertit en lois ces trois décrets (sauf une disposition transitoire du décret du 11-5-16).

9° Postérieurement à la période étudiée à ce titre, *le décret du 22 décembre 1916* (*J. off.*, 23 déc. 1916, p. 1108 voir plus loin) rétablit l'interdiction édictée par le décret du 11 mai 1916, les dénaturateurs ne figurant pas dans l'énumération des industries privilégiées furent donc exclus de toute possibilité d'importation. Mais *la loi du 9 juillet 1917* (*Off.*, 11 juillet 1917), qui ratifia le décret du 22 décembre 1916 comprit dans les alcools admis à l'importation aux conditions et aux droits fixés par le décret du 11 juillet 1916, les alcools importés pour les dénaturateurs.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Le gouvernement d'accord avec le législateur réussit à empêcher les exportations qui nous auraient privé des alcools nécessaires et les importations dont l'influence aurait été néfaste sur notre change. Toutefois, comme l'interdiction d'importer ne pouvait être absolue des dérogations furent accordées à certaines industries.

Les fabricants de vernis travaillaient en grande partie pour la défense nationale.

Les vinaigreries utilisaient 90 o/o d'alcool et ne pouvaient s'arrêter.

Les parfumeurs donnaient une importante plus-value aux alcools qu'ils mettaient en œuvre, et faisant de gros bénéfices, intéressaient spécialement le fisc.

Les fabricants de vins de liqueur se servaient d'alcool et de vins d'Italie et d'Espagne, pays avec lesquels il fallait entretenir les relations d'autrefois, par conséquent continuer l'achat de leurs vins. Les dénaturateurs eurent un sort variable suivant l'importance de la réquisition de leurs matières premières (5 à 7 o/o était généralement laissé aux distillateurs pour envoyer à la dénaturation).

Les négociants de liqueurs étrangères furent très atteints, mais il fallait lutter contre l'alcoolisme.

CHAPITRE III

MESURES ANTIALCOOLIQUES

L'alcoolisme avait pris des proportions considérables, et la consommation de l'alcool de bouche avait beaucoup augmenté. Les chiffres donnés au chapitre IV du titre II sont convaincants.

Des raisons électorales ou budgétaires avaient paralysé l'action du législateur.

Par suite de la guerre le gouvernement se trouva obligé d'enrayer immédiatement l'abus de la consommation de bouche, dans un but d'ordre, l'alcool étant une occasion de déraisonnement, par conséquent une cause d'indiscipline, ensuite dans un but de restriction pour réserver à la Défense Nationale tous les alcools nécessaires.

Indépendamment des mesures douanières destinées à paralyser l'entrée des alcools de bouche étranger, il prit à l'intérieur de la France et en même temps que l'autorité militaire des mesures dont la légalité fut contestée mais que des lois ratifièrent.

Trois sortes de mesures doivent être envisagées :

- 1° Celles prises par l'autorité militaire ;
- 2° Celles prises par le gouvernement ;
- 3° Celles prises par le législateur.

§ 1. — MESURES PRISES PAR L'AUTORITÉ MILITAIRE

Dès la fin de 1914 des mesures avaient été prises par les chefs d'unité dans la zone des armées pour empêcher les

soldats de se livrer à la boisson. Comme elles n'avaient sans doute pas été suivies d'effet, l'autorité militaire voulut réglementer la vente et la circulation de l'alcool dans ces régions. A cet effet le général commandant en chef prit des arrêtés dont la légalité fut d'ailleurs contestée et donna lieu à des difficultés entre l'autorité militaire et les civils.

A. — Mesures prises. — Leur base Leur économie

L'article 7 de la loi du 9 août 1849 conférait à l'autorité militaire, dès la déclaration de l'état de siège tous les pouvoirs relatifs au maintien de l'ordre et de la police.

S'appuyant sur ce texte le général commandant en chef interdit dès le début de 1915 la vente aux militaires de l'alcool et des boissons alcoolisées, leur circulation et leur vente dans la zone des armées (qui allait alors de Delle à Dunkerque). Les alcools pharmaceutiques et dénaturés n'étaient pas compris dans cette interdiction.

Comme cette réglementation s'appliquait aux civils compris dans la zone des armées et que celle-ci n'était pas délimitée, des difficultés surgirent à la lisière limite, les civils avaient tendance à s'exclure de cette région, l'autorité militaire à les englober. Un premier arrêté d'octobre 1915 indique les communes limites, un second arrêté du 15 mars 1917 précisa les routes et les cours d'eau qui devaient servir de démarcation.

Les sanctions allaient de la fermeture du débit jusqu'à l'évacuation à l'intérieur. Celles-ci n'étaient d'ailleurs prévues par aucun texte légal.

B. — Leur légalité

L'autorité militaire ne se rendit pas toujours compte qu'elle n'avait pas plus de droits que l'autorité civile. La délégation faite à son profit en vertu de l'article 7 de la loi du 9 août 1849 susvisée dès la proclamation de l'état de

siège ne pouvait lui conférer un pouvoir plus étendu. Si donc elle pouvait réglementer et restreindre dans l'intérêt de l'ordre et de la police le commerce de l'alcool et des boissons alcoolisées, et même interdire la vente au détail des spiritueux et liqueurs à toute personne dans les débits de boisson, elle n'avait pas le droit d'interdire complètement le commerce dans une région déterminée sans violer le principe de la liberté du commerce consacré par l'article 7 de la loi du 2 mars 1791.

C'est en se basant sur ces motifs que la Chambre criminelle de la Cour de cassation, dans son arrêt du 23 septembre 1915 déclara qu'était illégal et partant non obligatoire l'arrêté pris par un commandant d'armée interdisant, d'une manière absolue, dans toute l'étendue de son commandement, la vente, l'achat et la circulation de l'alcool et des boissons hors des localités possédant un octroi (*Gazette du Palais* du 11 mars 1916).

Mais l'arrêté n'interdisant pas d'une façon formelle et absolue la vente et la circulation des alcools et boissons alcoolisés et n'en interdisant la vente qu'au détail et dans les débits de boissons était parfaitement légal. Ce dispositif est le résumé de divers arrêts dont les plus intéressants sont les suivants :

Cass. crim. 20 avril 1916, 13 janvier 1916, 16 mars 1916, 12 mai 1916, 2 juin 1916. Dalloz, 1916. I. 129; 15 juillet 1916. D. 1919. I. 23; 24 août 1916. D. 1916. I. 275.

Il y eut également des difficultés à l'occasion du transport de l'alcool du petit bouilleur de cru de la maison du voisin ou de la coopérative où il avait distillé, à son domicile. L'interdiction de ce transport correspondait à la suppression du privilège pour les moins fortunés (Voir réponse du ministre des Finances à M. Fringant, *Off.*, 21 nov. 1915).

§ 2. — MESURES PRISES
PAR LE GOUVERNEMENT

(Pouvoir exécutif)

Deux décrets très importants furent rendus à la date du 7 janvier 1915. L'un interdit la vente de l'absinthe en France, l'autre règlemente l'ouverture de nouveaux débits de boissons. Aucun ne reposait sur une loi de base. Leur légalité fut donc contestée comme certains arrêtés de l'autorité militaire. On en parla davantage parce qu'ils s'appliquaient à l'ensemble du territoire français et lésaient un plus grand nombre d'intérêts particuliers. Malgré leur illégalité ils furent très favorablement accueillis par la population, à en juger par la Presse, qui malgré la censure, réfléchissait cependant l'opinion publique. Ils avaient d'ailleurs été préparés par des arrêtés préfectoraux, plus ou moins radicaux suivant les départements.

A. — Décret du 7 janvier 1915 portant interdiction de la vente en gros et en détail ainsi que de la circulation de l'absinthe et liqueurs similaires visées par l'article 15 de la loi du 30 janvier 1907 et de l'article 17 de la loi du 26 décembre 1908 (*Off.* du 8 janvier 1915, p. 133, erratum *Off.* du 17 janvier 1915, p. 257).

Cette interdiction n'était pas applicable aux expéditions faites à destination de l'étranger et aux entrepôts où ne seraient emmagasinés que des absinthes et similaires destinés à l'exportation.

Les contraventions devaient être punies de la fermeture du débit, et en outre (à la requête des contributions indirectes) des peines fiscales prévues à l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1872 et à l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907.

Ce décret devait, aux termes de son article 2, être soumis à la ratification des Chambres dans la quinzaine de leur pro-

chaîne réunion. Il fut déposé le 14 janvier 1915 sous forme de projet de loi sur le bureau de la Chambre et devint après avoir été modifié, la loi du 16 mars 1915.

Il fut rendu sur le rapport du ministre de l'Intérieur, des Finances et de la Justice, le Conseil des ministres entendu.

Le rapporteur s'appuyait sur les avertissements des Académies de Médecine et de Sciences pour demander « en attendant une réforme générale du régime de l'alcool qui s'imposera certainement dans un avenir peu éloigné, disait-il, non pas d'innover, mais de consacrer un état de choses déjà institué par voie de réglementation locale sur une grande partie du territoire et accepté presque unanimement par l'opinion publique.

La suppression de la consommation de l'absinthe (à la suite d'arrêtés préfectoraux) est aujourd'hui un fait accompli. La circulation de cette boisson qui atteignait mensuellement naguère une moyenne d'à peu près 200.000 hectolitres est tombée au cours de ces derniers mois à moins de 50 hectolitres, portapt pour une grande partie sur des envois motivés par des circonstances particulières autres que l'alimentation des débits ».

N. B. — En dehors de toute considération électorale, l'une des principales causes qui avait fait retarder le vote de cette mesure était le déficit fiscal qu'elle aurait causé :

De 1908 à 1910 (d'après Jacquet, p. 379) 167.599 hectolitres furent consommés, soit à raison de 270 francs de droit par hectolitre = 45.251.730 francs.

En 1913 (d'après le rapporteur de la loi), 240.000 hectolitres furent consommés, soit 64.800.000 francs de recettes.

B. — Décret du 7 janvier 1915 portant réglementation de l'ouverture des nouveaux débits de boisson (*J. off.*, 8 janvier 1915, p. 133) et rendu sur le rapport des ministres de l'Intérieur, des Finances et de la Justice, le Conseil des ministres entendu.

Il est ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — « A partir de la promulgation du présent

« décret, nul ne pourra ouvrir un nouveau débit pour y
« vendre à consommer sur place autrement que comme
« accessoire à la nourriture, des spiritueux, des liqueurs ou
« des apéritifs autres que ceux à base de vin et titrant moins
« de 23° Gay-Lussac.

.

« N'est pas considéré comme ouverture d'un nouveau
« débit le transfert d'un débit déjà existant, s'il est effectué
« dans un rayon de moins de 100 mètres par le propriétaire
« du fonds ou ses héritiers.

« Tout débit qui par suite d'un décès, d'une faillite, cessa-
« tion de commerce ou toute autre cause qu'un sinistre n'est
« pas exploité depuis plus d'un an est considéré comme
« ayant cessé d'exister et ne peut plus être remis en exploi-
« tation. »

.

Parmi les sanctions figure la mise en adjudication moyennant une redevance annuelle à l'État.

Ce décret devait être soumis à la ratification des chambres dans la quinzaine de leur prochaine réunion.

La loi ne fut votée que le 9 novembre 1915.

C. — Leur légalité

L'opinion publique leur fut favorable. Ces mesures s'imposaient bien avant juillet 1914, l'état de guerre était une occasion.

Mais la doctrine et la jurisprudence s'accordèrent pour proclamer leur illégalité. M. Barthélemy les taxa de décrets de dictature. En effet, le législateur peut seul édicter une peine, *nulla poena sine lege* « nulle contravention, nul délit, « nul crime ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas « prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis » déclare l'article 4 de notre Code pénal (*Civ. art. 2*).

Donc il fallait une loi et non un décret, ou du moins une loi déléguant au pouvoir exécutif le droit de réglementer par

décret d'administration publique pris après avis du Conseil d'Etat. Or, la loi du 5 août 1924 ne prévoyait de délégation que pour la prorogation des valeurs négociables.

En outre, en matière de règlements de police, les tribunaux ont le droit d'apprécier la légalité des règlements. Le paragraphe 15 de l'article 471 du Code pénal le reconnaît expressément. C'est pourquoi ceux-ci refusèrent de reconnaître la légalité de ces décrets (Nîmes, 11 nov. 1915. D. 16.2.26. Toulouse, 17 février 1915. *Gazette des Tribunaux*, 23 mai 1915).

D. — Mesures tendant à la restriction de la consommation des alcools en dehors de la zone des armées.

Par diverses circulaires, le ministre de l'Intérieur réglementa la vente au détail, par l'indication des heures pendant lesquelles elle était permise.

Elles furent légales pour autant qu'elles n'excédèrent pas les pouvoirs de police conférés aux préfets.

§ 3. — MESURES LÉGISLATIVES

(Pouvoir législatif)

Le caractère nécessaire des mesures prises par les autorités militaire et civile ne leur enlevait pas leur illégalité. Elles étaient d'ailleurs provisoires, le rapporteur de l'un des décrets du 7 janvier 1915 (absinthe) avait demandé au gouvernement de prendre cette mesure « en attendant la réforme générale de l'alcool qui s'imposerait dans un avenir peu éloigné ». Cette période qui précéda le 30 juin 1916 apparaît donc bien une période préparatoire, troublée par la rapidité des événements et l'incertitude causée par l'échec de toutes les prévisions.

L'intervention du législateur devenait donc indispensable

pour ratifier et convertir en lois ces décrets et ces arrêtés et leur donner la force exécutoire que les tribunaux refusaient de leur reconnaître.

Dans ce but diverses lois furent votées.

A. — Loi du 16 mars 1915, interdisant la fabrication, la vente en gros et en détail ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires visées par l'article 15 de la loi du 30 janvier 1907 et l'article 17 de la loi du 26 décembre 1908 (*J. off.* du 17 mars 1915).

Le décret du 7 janvier 1915 fut déposé sur le bureau de la Chambre sous forme de projet de loi par le gouvernement, le 14 janvier 1915. M. Schmidt au nom de la Commission des boissons déposa un rapport. M. Schmidt avait déjà, le 7 février 1911, soumis à la Chambre une proposition de loi (n° 752) en vue d'interdire la fabrication, la circulation et la vente de l'absinthe.

La discussion eut lieu le 11 février 1915. M. Chaumet fit remarquer que le décret qui laissait les usines ouvertes pour l'exportation, permettait la fraude et que l'interdiction devait être absolue. En raison de l'urgence le texte fut adopté le 12. Le Sénat fut saisi du projet de la Chambre le 18. M. Pouille fit un rapport. La discussion et l'adoption eurent lieu le 12 mars 1915.

Aucune opposition sérieuse ne se manifesta. Il est vrai que de nombreuses commissions d'enquête parlementaire (1880, 1896) et extra-parlementaire (1897-1902) avaient précisé les raisons qui devaient déterminer le législateur à agir à la première occasion.

Cette loi n'a pas un caractère temporaire. Elle est toujours en vigueur. La France a d'ailleurs été devancée par l'Etat indépendant du Congo, la Belgique (loi du 25 février 1906), la Hollande (loi du 6 septembre 1909), la Suisse (loi du 24 juin 1910) et la Russie (début de la guerre).

Il y a lieu de noter ici pour n'y pas revenir que des travaux préparatoires et notamment de la déclaration formelle du rapporteur au Sénat (Séance du 12 mars 1915, *J. off.*, p. 96, colonne 1), l'article 4 de la loi du 26 mars 1872 complété par l'article 16 de la loi du 30 janvier 1907 demeure en vigueur. En conséquence, est toujours autorisée la fabrication et la vente à titre de substance médicamenteuse de la préparation concentrée, dite « essence d'absinthe », sous réserve que ce commerce et cette vente soient soumis aux prescriptions des titres I et II de l'ordonnance du 29 octobre 1846 sur la vente des substances vénéneuses. Le contrôle en est assuré par le service d'inspection de la pharmacie et par l'administration des contributions indirectes (Voir circulaire de la Direction générale des Contributions indirectes du 31 janvier 1907).

Les sanctions prévues furent les suivantes :

1° La fermeture du débit;

2° A la requête de l'Administration des contributions indirectes, l'application des peines fiscales prévues à l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872 et l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907. Celles-ci consistent dans : 1° la confiscation des boissons saisies : 2° une amende de 500 à 1.000 francs : 3° le paiement du quintuple du droit de consommation.

Comme cette interdiction lésait des intérêts particuliers, deux lois furent votées.

La première, en date du 16 mars 1915 (1), est relative au remboursement des droits perçus au profit du Trésor et des communes sur les absinthes se trouvant alors chez les débiteurs. Cette restitution ne devait avoir lieu qu'à charge de mise à l'entrepôt ou d'envoi à la rectification.

La seconde, du 29 mars 1915 vise les cultivateurs. La loi du 29 mars 1915 (*Off.*, 3 avril, p. 1948) portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des droits payés par les débiteurs sur les absinthes actuellement en leur possession et pour le rachat des stocks de plantes d'absinthe détenus par les cul-

1. *Off.*, 17 mars, p. 1408.

tivateurs (et liés par des contrats avec les distillateurs), prévint des commissions locales dont le ministre des Finances fixerait la composition et qui aurait pour rôle de calculer l'indemnité à verser à chaque cultivateur suivant ses contrats. La dépense envisagée atteignait 14.800.000 francs. Ces commissions furent instituées par l'arrêté du 22 avril 1915 (*J. off.*, 23 av. 1915, p. 2498).

Les distillateurs furent nommés, mais la mesure prise à leur égard apparaît une espérance fallacieuse destinée à faciliter le contrôle de leur stock. La loi du 29 mars 1915 précitée s'exprime ainsi à leur égard :

« En vue de l'indemnité qui pourra éventuellement leur être accordée par une loi ultérieure, les fabricants déclareront dans les huit jours de la promulgation de la présente loi les quantités de plantes de grande et de petite absinthe en leur possession. »

L'opinion publique fut très favorable à ces mesures. N'étant pas expropriés pour un monopole, comme ce fut le cas pour les allumettiers, ils n'ont droit à aucune indemnité. Il s'agit d'une suppression radicale analogue à celle qui frappa les fabricants de céruse et de phosphore blanc.

Jusqu'ici ils n'ont rien reçu.

Quant aux stocks de liqueur d'absinthe qui se trouvaient chez les distillateurs et les débitants, ceux-ci furent priés dans leur intérêt, de les renvoyer à la rectification. Toutefois, pour éviter les fraudes, un hectolitre d'absinthe à 100 degrés devait donner 80 litres d'alcool bon goût et 4 litres d'alcool mauvais goût. L'alcool bon goût était payé par le Service des Poudres 100 francs l'hectolitre à 100 degrés et l'alcool mauvais goût 80 francs l'hectolitre à 100 degrés. Le solde d'alcool mauvais goût produit en plus était laissé au rectificateur.

Comme malgré ces avantages les détenteurs de stock d'absinthe continuaient à le conserver. M. le Sous-Secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions décida leur requi-sition générale. Il adressa à M. L. Martin, directeur géné-

ral des contributions indirectes la lettre suivante (extraite de *l'Etoile Bleue* de juillet 1916).

« Paris, 20 mai 1916.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que la réquisition générale des absinthes sur le territoire aura lieu du 15 juillet au 1^{er} août.

« Le prix de réquisition est fixé, pour l'absinthe, à 78 francs l'hectolitre calculé sur la base de 100 degrés, non logé, pris chez le distillateur.

« Jusqu'à la date de la réquisition, les détenteurs conservent la faculté de faire procéder, eux-mêmes, à la rectification et de s'entendre directement dans ce but avec les rectificateurs.

« Je vous rappelle que les rectificateurs, sous le régime actuel, doivent, pour un hectolitre d'absinthe à 100 degrés, livrer au Service des Poudres 80 litres d'alcool bon goût, payés sur la base de 100 francs à 100 degrés, et 4 litres d'alcool mauvais goût, payés sur la base de 80 francs à 100 degrés, le solde du mauvais goût restant à leur disposition.

« Il n'est pas douteux que les détenteurs ont plus d'intérêt à faire procéder eux-mêmes à la rectification qu'à attendre la réquisition. Le délai accordé jusqu'au 5 juillet fera donc vraisemblablement disparaître une quantité de petits stocks, et facilitera ainsi la réquisition.

« Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter ces dispositions à la connaissance du commerce par l'intermédiaire de vos agents, et les inviter à user de leur autorité sur les détenteurs, pour que ceux-ci fassent procéder sans délai, à la rectification de leurs stocks, ou tout au moins les envoient en distilleries de leur choix, aux fins de rectification. »

Ainsi le commerce et la détention de l'absinthe devinrent impossibles.

**B. — Loi du 9 novembre 1915 (Off. 11 nov., p. 8106)
relative à l'ouverture de nouveaux débits de boissons**

Le titre I s'applique aux débits de boissons de toute nature à consommer sur place.

Ils peuvent être ouverts à toute époque à condition d'observer diverses prescriptions, notamment :

1° Faire une déclaration à la mairie et à Paris à la préfecture de police (et transmission au procureur) quinze jours avant l'ouverture et mentionner si le débitant s'engage à ne pas vendre de spiritueux autres que ceux à base de vin et titrant plus de 23° G.-L.;

2° Aviser de toute mutation dans la quinzaine s'il s'agit du changement de propriétaire, dans la huitaine en cas de translation d'un lieu à un autre ;

3° Les mineurs, non émancipés, les interdits, et les individus condamnés pour crime ou vol ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant ;

4° Les individus ouvrant un débit à l'occasion d'une fête ne sont pas tenus de faire la déclaration prévue à l'article 1^{er}. La vente de boissons alcooliques et spiritueux autres que ceux à base de vin et titrant moins de 23° est interdite à ceux-ci.

L'inobservation de ces prescriptions entraîne des sanctions de 16 à 100 francs pouvant aller jusqu'à 200 francs et la fermeture du débit suivant les cas. La récidive peut entraîner six jours à un mois de prison.

Le titre II règle la situation des débits de liqueurs alcooliques et spiritueux autres que ceux à base de vin et titrant plus de 23° à consommer sur place.

L'ouverture de nouveaux débits est interdite à moins que la vente de ces boissons ne soit l'accessoire de la nourriture (hôtels, restaurants, auberges).

La translation des anciens débits dans un rayon de plus de 150 mètres constitue l'ouverture d'un nouveau débit et est interdite.

Aucune personne, aucune société ne pourra à l'avenir, sous réserve des droits acquis, exploiter plus d'un débit de boissons.

Tout débit qui a cessé d'exister est considéré comme supprimé à moins que :

1^o Le débitant n'ait fait faillite (le délai est prorogé jusqu'à la clôture des opérations) ;

2^o Le débit n'ait été détruit par des événements de guerre (le délai a été porté à deux ans après la cessation des hostilités (modifié par la loi du 14 novembre 1921. Voir titre III 2 ans après la réédification de l'immeuble). Le débit peut en outre être transféré sur le territoire de la commune) ;

3^o Le débit n'ait été fermé par suite de la mobilisation de son propriétaire (le délai a été porté à six mois après sa libération (modifié par la loi de 1919 qui porta le délai à 2 ans).

Ces sanctions prévues sont l'amende de 100 à 200 francs sans préjudice des pénalités fiscales et la fermeture du débit.

L'article 14 de la loi reconnaît aux syndicats formés conformément à la loi de 1884 pour la défense des intérêts généraux du commerce de boissons et aux associations antialcooliques le droit de poursuivre en se portant partie civile, ou par la voie civile conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil.

Cette reconnaissance du droit de poursuites n'est pas une innovation mais un emprunt aux lois sur la répression des fraudes du 29 juin 1907, article 9, et 5 août 1908, article 2.

Cette loi n'est pas applicable à l'Algérie ni aux colonies.

C. — Restriction de la vente et de la circulation de l'alcool

a) *En dehors de la zone des armées.* — M. Schmidt avait déposé au nom de la Commission de l'hygiène (*J. off. Doc. parl. Chambre annexe* 1165, 1915, p. 835) un projet ayant

pour but l'augmentation des pouvoirs des préfets afin de leur permettre d'interdire la vente et la consommation de l'alcool à l'intérieur, ce projet fut repoussé. Les préfets durent se concerter avec l'autorité militaire.

b) *Dans la zone des armées* (loi du 19 février 1917, *J. off.*, 21 fév. 1917). — La Cour de cassation n'avait pas reconnu la légalité des arrêts pris par l'autorité militaire et tendant à l'interdiction absolue. Or comme cette prohibition était nécessaire au maintien de la discipline, la loi du 19 février 1917 déclara punissables conformément à l'article 471 du Code pénal (§ 15) les infractions aux arrêtés pris par les généraux commandant d'armée pour interdire dans la zone des armées la vente et la circulation des spiritueux, et même leur cession à titre gratuit aux militaires (Et ce, sans préjudice des pénalités pour infractions aux législations fiscales et de police, applicables en la matière).

Bien que cette loi aurait dû être étudiée dans le titre II (1916-1918), nous l'avons placée ici parce qu'elle complète et ratifie l'ensemble des mesures examinées plus haut.

Signalons la loi du 6 mars 1917 interdisant la vente de l'alcool dans les établissements soumis aux codes du travail, et la loi du 1^{er} octobre 1917 destinée à remplacer celle du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique.

En raison de leur date et comme elles ne constituent pas l'achèvement ou la ratification des mesures antérieures, elles seront étudiées au titre II (1916-1919).

CONCLUSION DU CHAPITRE

La guerre fut l'occasion à la faveur de laquelle le législateur, retenu par des considérations électorales ou budgétaires put prendre les mesures réclamées par l'hygiène publique.

Malgré le caractère illégal des arrêtés et décrets rendus avant la loi de 1915 le peuple approuva pleinement le Gouvernement et accueillit avec satisfaction les lois qui leur donnèrent un caractère plus définitif.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME DES ALCOOLS DÉNATURÉS

La difficulté de se procurer les matières dénaturantes et les variations dans la manière de voir des pouvoirs publics contribuèrent à rendre ce régime fort complexe.

En août 1914, les distilleries n'étaient pas réquisitionnées et l'alcool ne manquait pas, mais dès octobre 1914 le dénaturant fit défaut.

Les principales causes de cette situation sont au nombre de trois :

D'une part, le personnel était mobilisé.

D'autre part les usines de distillation de bois faisaient peu de méthylène, car les substances dénaturantes ne sont que des sous-produits qui ne méritent d'être fabriqués que si l'on a l'écoulement des autres substances telles que le charbon de bois et l'acide pyroligneux, base des acétates. Or ceux-ci, fort utilisés en teinture, étaient peu demandés au début de la guerre. D'ailleurs avant la guerre, le méthylène type régie venait d'Autriche.

Pour remédier à cette situation, l'administration fit décider par le ministre des Finances que pour les flegmes et alcools mauvais goût, déjà impropres par leur odeur et leur saveur à la consommation de bouche, la proportion de méthylène serait abaissée de 5 o/o au lieu de 10 o/o, que le méthylène pourrait contenir 15 à 25 o/o d'acétone, et que les dénaturateurs pourraient utiliser les benzines bouillant entre 130 degrés et 150 degrés. Cette dernière tolérance fut supprimée le 7 novembre 1914. La Société Lille et Bounière

avait en effet fait savoir qu'elle pourrait fournir les quantités nécessaires de benzine-régie.

D'autre part, pour se procurer du méthylène, elles s'adressa à l'Angleterre qui en produisait. Comme l'exportation en était interdite, il fallut la faire lever par la voie diplomatique.

Enfin, pour aider les dénaturateurs la régie institua un nouveau régime par sa note du 29 novembre 1914. Aux termes de celle-ci le méthylène pour la dénaturation des alcools mauvais goût et des flegmes était fourni gratuitement par ses soins et devait être employé à raison de 5 o/o d'alcool mis en œuvre. L'utilisation n'en était pas obligatoire, mais entraînait l'abandon de l'allocation de 9 francs.

Aux termes de la *loi du 30 juillet 1915* (*J. off.* du 31 juillet 1915, p. 5247) qui sanctionna ce régime, l'administration des contributions indirectes fut autorisée à fournir gratuitement le dénaturant réglementaire moyennant l'abandon de l'allocation de 9 francs, instituée par l'article 59 de la loi du 25 février 1901.

La dépense résultant de cette fourniture devait être imputée au débit du compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor en vue de l'application de l'article 59 précité (telle est l'économie de l'article 2).

L'article 1^{er} ratifia et convertit en loi le décret du 21 février qui 1915 fixait à 2 fr. 50 par hectolitre d'alcool pur à partir du 1^{er} janvier 1916 la taxe de fabrication établie par les lois du 25 février 1901 (art. 59) 30 mars 1902 (art. 115) et 28 mars 1911.

Le décret du 16 février 1916 qui l'avait fixé au même taux (2 fr. 50) à partir du 1^{er} janvier 1917 fut ratifié par la loi du 5 avril 1916 (*J. off.*, 7 avril, p. 2882).

Ce régime fut de courte durée. La *loi du 29 juillet 1916*, votée par l'instauration d'un régime de l'alcool devait modifier complètement la situation des dénaturateurs. Elle sera étudiée à sa place au titre II de ce livre.

TITRE II

L'INSTAURATION DU RÉGIME PROVISOIRE ET LA TRANSFORMATION QUI L'ONT SUIVIE JUSQU'A LA LOI FIXANT LA DATE DE CESSATION DES HOSTILITÉS.

(30 juin 1916. — 24 oct. 1919, en fait fin déc. 1920).

CHAPITRE PREMIER

ANALYSE DE L'ARTICLE DE LA LOI DU 30 JUIN 1916 QUI INSTITUA LE RÉGIME PROVISOIRE.

La loi du 30 juin 1916 (*J. off.* du 1^{er} juillet 1916), portant :
1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, a suspendu le régime antérieur des alcools et a institué un régime provisoire dans son article 4 qui s'énonce ainsi :

TEXTE DE LA LOI DU 30 JUIN 1916

**Monopole de l'alcool industr. — Suppression du
privilège. — Bouilleur. — Mesure fiscale**

(*J. off.* du 1^{er} juil. 1916)

« Art. 4. — Seront applicables jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités, les dispositions ci-après :

« Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à 400 l'hectolitre. Les droits d'entrée sont supprimés.

« A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au paragraphe 2 de l'article de la loi du 30 mars 1902, toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche, provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'Etat qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux.

« Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée : 1° soit en atelier public conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ;

« 2° Soit par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne ou paieront les droit sur la différence.

« Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt sous réserve des déductions accordées aux entrepreneurs. Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux.

« Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 o/o.

« Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne seront pas soumis à l'impôt de la licence.

« Tout exploitant de terrain planté en vignes ou en arbres fruitiers qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916 aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur.

« Dans le cas où un exploitant remplissant les conditions susdites serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant. »

Ainsi donc :

1° Le paragraphe 1 établit que le régime est provisoire. Il devra cesser d'être applicable à la fin de l'année de la cessation des hostilités, c'est-à-dire au 30 décembre 1919, point important à noter car il expliquera le décret du 13 août 1919 et l'article 22 de la loi du 22 décembre 1919 qui auront pour but la prorogation de ce régime purement suspensif ;

2° Le paragraphe 2 est fiscal. Le droit de consommation qui était de 220 francs est porté à 400 francs l'hectolitre (à 100° l'h.).

3° Le paragraphe 3 sépare nettement les alcools d'industrie des alcools naturels : Cette distinction est la base du régime provisoire.

Les alcools naturels alimentent seuls le marché de bouche.

Les autres (industrie) sont réservés à l'Etat qui ne doit pas les rétrocéder à la consommation de bouche, et ne peut en disposer que pour des usages industriels ou pharmaceutiques.

4° La liste des alcools naturels est complétée par le mot : *fruits*. Les genièvres fabriqués dans des conditions déterminées sont maintenus.

5° Le paragraphe 4 après les avoir énumérés supprime l'un des avantages du privilège des bouilleurs de cru, c'est-à-dire le droit de distiller à domicile et sans contrôle, et les oblige à ne distiller que sous le contrôle de la Régie, soit chez eux (200 litres) soit aux brûleries coopératives.

6° Le paragraphe 6 retire le deuxième avantage du privilège : le droit de conserver les stocks sans acquitter les droits. Pour les quantités à produire, ce retrait est la conséquence de la précédente disposition. Pour les quantités antérieurement produites par les bouilleurs distillant plus de 200 hectolitres d'alcool pur par campagne, la mesure constitue le retrait d'un bénéfice acquis, mais elle était nécessaire pour parer à la fraude.

7° Une remise de 10 0/0 est accordée au bon contribuable qui s'exécute de suite, c'est-à-dire qui paie à la production.

8° L'exonération de l'impôt de la licence est accordée aux bouilleurs de cru et aux coopératives de distillation pour adoucir le sacrifice qu'on demande aux bénéficiaires du privilège.

9° Les deux derniers paragraphes atténuent les effets de l'abrogation du privilège par une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an.

CONCLUSION

Ainsi se trouvent réglées pour la durée de la guerre la question des bouilleurs de cru, et celle des alcools d'industrie.

Les rhums et les alcools dénaturés n'y figurent pas. Leur réglementation fera l'objet de mesures spéciales.

CHAPITRE II

RÉGIME DES ALCOOLS NATURELS ET DES BOUILLEURS DE CRU

La loi du 30 juin 1916 apporta deux modifications importantes au régime des alcools naturels.

L'une concerne la définition des alcools naturels.

L'autre vise la réglementation du privilège des bouilleurs de cru.

§ 1. — EXTENSION DE LA DÉFINITION DES ALCOOLS NATURELS

Aux termes de cette loi furent exclus de la réquisition par l'Etat :

1° Les alcools appelés genièvres et fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902 ;

2° Les alcools de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits.

Ainsi [donc par suite du remplacement des mots cerises, prunes et prunelles par le mot fruits, tous les alcools provenant de la distillation de ceux-ci furent déclarés naturels. La framboise, la fraise, la mure, etc..., donneraient des alcools naturels, ainsi que les fruits coloniaux : les figues, les dattes, les caroubes, etc...

Mais il faut noter que le propriétaire qui récoltait et distillait ces fruits, non compris dans la définition de la loi de 1903, produisait bien des alcools naturels, mais n'était pas

bouilleur de cru ! Il pouvait donc les livrer à la consommation de bouche mais sans jouir d'un privilège et sans être dispensé de la licence.

Il y a lieu de remarquer en outre que le maintien des genièvres parmi les alcools naturels, vient du fait que ceux-ci représentaient des quantités peu importantes (1) exemptées de la taxe de fabrication et non susceptibles de servir à la fabrication des poudres. Telles furent les raisons qui ressortent de la discussion de l'article à la Chambre, pour admettre au bénéfice des alcools de bouche, le genièvre qui n'est, en réalité, qu'un alcool de grains (V. *Off. Chambre*, séance du 23 juin, p. 1406).

§ 2. — RÉGLEMENTATION DU PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU

A. — Causes et origine

La nécessité d'augmenter les recettes et d'empêcher la recrudescence de la fraude consécutive à toute élévation de tarif, amenèrent le législateur à tenter la suppression du privilège rétabli par la loi du 27 février 1906 (conclusions du rapport de M. Ribot, 1915). Le droit général de consommation allait en effet être porté de 220 francs à 400 francs (loi du 30 juin 1916).

Le projet soumis au Parlement était assez favorable aux bouilleurs de cru, car il les dédommageait de la perte subie du fait de cette suppression par une remise d'impôt égale à la part de l'Etat dans la contribution foncière, payée sur les terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers avec un maximum de 2 hectares.

Ce dégrèvement ne devait être accordé qu'aux récoltants

1. D'après le *Bulletin de statistique et de législation comparée* de novembre 1920 ces quantités furent de 2.542 hectolitres d'alcool pur en 1915 et 6.800 hectolitres en 1916.

qui possédaient un alambic ou avaient distillé pendant les trois dernières années par les soins d'un loueur ambulant.

Ce projet fut vivement critiqué par le groupe parlementaire des bouilleurs de cru (M. Canuzet) et chaleureusement approuvé par la Ligue anti-alcoolique (M. Riemain).

Pour en finir et en raison du relèvement du taux de l'impôt de consommation inséré dans le projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables au troisième trimestre 1916, la réglementation du privilège fut insérée dans le même article.

Les discussions reprirent entre partisans et adversaires du privilège et entre producteurs d'alcool naturel et d'alcool industriel.

La suppression complète du privilège demandée par M. Charles Benoist fut repoussée avec une forte majorité.

M. Tournan demanda la disjonction de l'article 4 en tant qu'il touchait aux bouilleurs de cru, afin de ne pas morceler la solution du problème de l'alcool qui ne devait être traité qu'en totalité.

M. Ribot fit repousser cette demande, mais ne put obtenir la suppression intégrale du privilège. L'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur dut être concédée (*V. Off.*, Chambre, p. 1355 et 1392, Sénat, p. 627).

B. — Economie de la réglementation

1^o Le privilège accordé par la loi de 1906 fut supprimé ou plus exactement suspendu presque totalement ;

2^o Les bouilleurs de cru purent distiller à leur choix, soit :

a) *A l'atelier public.* — L'article 12 de la loi du 22 décembre 1905 disposait que l'administration devait désigner dans chaque commune les emplacements où les bouilleurs de cru pourraient venir distiller leurs vins, cidrés, marcs, lies, prunes, prunelles et cerises provenant de leur récolte. Un acquit était nécessaire pour le transport des matières premières et un autre pour le transport de l'alcool obtenu. Les autres formalités incombait au gérant de l'atelier. Le

contrôle à la production était plus facile. A défaut d'emplacements commodes, ces ateliers pouvaient être installés dans des bouilleries privées (Chambre, 24 juin, *Off.*, p. 1421).

b) *A la coopérative de distillation.* — Elles étaient régies par la loi du 31 mars 1903 (art. 22). La distillation devait s'opérer dans des locaux agréés par l'administration et gérés par les membres de la coopérative, tous solidairement responsables des infractions.

Aux termes de la loi du 30 juillet 1916, ces coopératives n'avaient le droit de se constituer qu'à la condition de distiller ou de prendre en charge au minimum 200 litres d'alcool pur par an ; elles devaient payer les droits sur la différence. Ces coopératives pouvaient d'ailleurs réunir des membres de plusieurs communes (*Off.*, Ch. des dép., 24 juin, p. 1419).

Cette disposition peu favorable à ces associations était une prime à l'atelier public qui n'était astreint à aucun *minimum* et dont les usagers n'étaient pas responsables des infractions commises par le gérant ou d'autres usagers.

Lors du débat à la Chambre, le ministre des Finances (p. 4120) sur une remarque qui lui fut faite au sujet du silence de la loi sur les associations syndicales de distillation prévues par la loi du 31 mars 1903, fit remarquer que les coopératives pouvaient autoriser leurs membres à distiller séparément leurs produits, tout comme les anciennes associations syndicales.

Les membres des coopératives n'étaient pas obligés de les mêler et de répartir l'alcool au prorata des quantités apportées. Ainsi donc il n'y avait aucune raison de rétablir cette distinction et de reconnaître aux « associations syndicales » le droit de bouillir.

Les conditions du fonctionnement des coopératives et ateliers publics ont été précisées par la circulaire 1053 du 1^{er} juillet 1916.

c) *A domicile.* — La distillation à domicile ne fut autorisée qu'à la condition de produire au moins 200 litres

d'alcool pur par an ou de les prendre en charge. De cette manière le contrôle de la Régie devenait efficace. Car le bouilleur soit qu'il distillât avec son alambic ou avec l'alambic du loueur ambulant était tenu à certaines formalités. L'intervention de la Régie était notamment nécessaire pour le scellement et le descellement de l'alambic, la reconnaissance des matières premières au cours de la fabrication, pour les inventaires et pour le récolement (V. Chambre, p. 4121).

Cette distinction entre bouilleurs produisant plus ou moins de 200 litres remonte à l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900 (1) qui astreignit les gros bouilleurs à l'exercice et laissa libres les petits bouilleurs.

3° *Franchise familiale*. — Une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an fut accordée à tout récoltant, bouilleur qui avait distillé ou avait fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916. La preuve devait en être donnée par le registre des bouilleurs ambulants, par les expéditions données par la Régie pour le bouilleur qui avait utilisé l'atelier public, et pour ceux qui avaient distillé chez eux (environ 130.000), par la possession des alambics (voir déclaration de M. Martin, commissaire du Gouvernement au Sénat, Sénat, 29 juin, p. 695).

Cette tolérance était transmissible au conjoint survivant si le décès était postérieur au 2 août 1914, mais non pas aux héritiers directs, omis dans le texte de loi sur la volonté de la Chambre (Chambre, 25 juin, p. 1423).

Ainsi ce privilège devait disparaître par extinction.

C. — Régime fiscal des bouilleurs de cru

La distinction entre gros et petits bouilleurs en fut encore la base.

1° *Le petit bouilleur*, c'est-à-dire celui qui distillait moins de 200 litres d'alcool pur par an devait aller à l'atelier public ou à la coopérative. Dans ce dernier cas, si la coopérative

1. Concernant le régime des boissons (*Off.*, 30 déc., p. 8582).

produisait moins de 200 litres d'alcool pur par an, il se trouvait, comme membre, tenu de payer la différence.

En tous cas, le bouilleur qui rentrait dans les conditions prévues par la loi, avait droit à une franchise annuelle de 10 litres d'alcool pur par an.

Deux cas pouvaient alors se présenter :

Ou le bouilleur ne produisait pas plus de 10 litres d'alcool pur. En ce cas il les retirait sans acquitter d'impôt et de droit. La régie n'avait pas à intervenir à son domicile.

Ou le bouilleur produisait plus de 10 litres d'alcool pur. Les dix premiers litres ne payaient pas de droit, mais les quantités au-dessus étaient intégralement passibles de l'impôt. Toutefois une remise de 10 0/0 lui était accordée, s'il l'acquittait immédiatement. Mais s'il préférait ou ne pouvait effectuer ce paiement, il devait demander le crédit des droits. L'administration lui ouvrait un compte, les quantités supérieures aux 10 litres étaient prises en charge.

D'après la déclaration du commissaire du Gouvernement (M. Martin au sénat le 29 juin 1916, p. 639) : « La seule obligation du récoltant était de représenter les quantités sur lesquelles il désirait conserver le crédit des droits. Cette représentation pourrait être faite en tel lieu qu'il lui convenait. Le fisc ne pénétrait pas chez le bouilleur. » Sauf s'il le lui demandait pour procéder à la reconnaissance de spiritueux. Ainsi le bouilleur était exempt de l'exercice.

2° *Le gros bouilleur*, c'est-à-dire celui qui produisait plus de 200 litres d'alcool pur par an pouvait distiller chez lui. Dès qu'il distillait, son stock était pris en charge, mais il profitait des déductions accordées aux entrepositaires. Le régime applicable était celui de 1903, l'exercice était limité au jour d'inventaire (v. Sénat 29 juin, p. 637 déclaration du commissaire du Gouvernement).

3° Les bouilleurs de cru et les coopératives étaient exempts de la licence.

4° *Pénalités.* — La loi ne prévoit aucune pénalité, cela ne

sembla pas nécessaire ainsi qu'il apparait des débats à la Chambre (off., p. 1430). Donc celles qui avaient été établies par la loi de 31 mars 1903 (art. 26) subsistèrent.

Par conséquent, en cas de distillation clandestine, c'est-à-dire sans déclaration, elles consistaient en une amende de 500 à 5.000 francs, la confiscation et le remboursement des droits fraudés. Ces peines applicables tant à l'auteur qu'au complice étaient doublées en cas de récidive mais l'art. 463 du Code pénal est applicable.

A ces pénalités il y avait lieu d'ajouter le quintuple droit et la suppression du privilège pendant la campagne présente et la suivante en cas d'enlèvement sans expédition du domicile d'un bouilleur de cru (cette peine a été prévue par la loi du 29 décembre 1900, art. 10).

En cas de fraude par engins ou de transport en vue de la vente en fraude d'alcools fabriqués clandestinement, la peine d'emprisonnement pouvait être encourue conformément à l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907.

D. — Régime des alambics

Indépendamment des diverses lois étudiées au livre II (chap. I, § 1, c.) qui restèrent toujours en vigueur, la loi du 31 mars 1903 avait été abandonnée à l'égard des bouilleurs de cru, depuis l'application de la loi du 27 février 1906 qui avait accordé le privilège intégral. Aux termes de celle-là les appareils devaient être scellés pendant les périodes où ils n'étaient pas utilisés.

Par suite de la suppression du privilège en vertu de la loi du 30 juin 1916, les dispositions de la loi du 31 mars 1903 redevinrent applicables. Et comme il était formellement interdit aux petits bouilleurs de distiller à domicile, leurs alambics furent obligatoirement scellés.

Les alambics des gros bouilleurs, autorisés à distiller chez eux furent de nouveau soumis aux formalités de scellément et de descellement.

§ 3. — CONCLUSION

Ainsi donc la loi du 30 juin 1916 étendit aux alcools provenant de la distillation de tous fruits et maintint aux genièvres l'avantage d'être classés parmi les alcools naturels.

Ceux-ci eurent désormais le monopole du marché de la consommation de bouche par l'effet de l'attribution à l'Etat des alcools d'industrie, et de l'engagement pris par celui-ci de ne les retrocéder que pour des usages industriels et médicaux.

Mais en raison du gros avantage qui leur fut ainsi fait, le législateur demanda aux bouilleurs de cru, c'est-à-dire aux plus importants producteurs d'alcools naturels l'abandon du privilège octroyé par la loi de 1906.

Bien que cette concession leur fut très dure, non pas tant par suite de la réglementation de la consommation intérieure en franchise, mais surtout parce qu'elle rendait la fraude extrêmement difficile (la distillation à domicile fut interdite au petit bouilleur) ; ils cédèrent, alléchés par la certitude des bénéfices que l'exclusivité du marché de bouche allait leur procurer.

Toutefois, ils surent faire une brèche, par l'obtention de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an.

Celle-ci représentait pour le Trésor, un manque à gagner, de 40 francs par bouilleur de cru.

Mais cette tolérance, si préjudiciable fut-elle, ne facilitait pas la fraude, puisque le petit bouilleur de cru devait avoir recours à l'atelier public ou la coopérative, c'est-à-dire se soumettre au contrôle à la production.

CHAPITRE III

LE RÉGIME PROVISOIRE DES ALCOOLS D'INDUSTRIE

§ 1. — LES BASES

Les bases de ce régime sont :

1° La distinction entre les alcools naturels et les alcools d'industrie, distinction établie par la loi du 31 mars 1903 et étudiée précédemment (livre I, chap. I, § 3) :

2° L'éviction des alcools d'industrie au marché de la consommation de bouche et leur attribution à l'État qui s'interdit de les rétrocéder comme alcool comestible. Ce fut donc la réalisation de la formule :

L'alcool naturel: seul alcool de bouche.

L'alcool d'industrie: réservé à l'utilisation industrielle.

3° La soustraction de l'alcool d'industrie aux variations de cours causées par les spéculateurs ;

4° L'obligation pour les industriels admis au bénéfice des cessions d'alcool d'industrie par l'État, de ne l'utiliser que pour le but dans lequel il leur a été délivré, c'est-à-dire exclusivement pour des usages industriels et médicaux.

§ 2. — LES CAUSES

Bien qu'au Parlement la majorité fut composée des représentants des pays producteurs d'alcool naturel ; un tel boule-

versement n'avait pu s'opérer qu'à la faveur des circonstances et grâce à l'appui des groupes anti-alcoolisateurs.

En effet, la réquisition des alcools d'industrie depuis le 25 avril 1915 avait constitué un essai heureux du régime provisoire, c'est-à-dire du monopole de l'alcool d'industrie et de son éviction du marché de bouche.

D'autre part plusieurs distilleries étaient tombées aux mains de l'ennemi ou se trouvaient sur la ligne du feu, par conséquent improductives. Celles qui restaient, suffisaient à peine aux exigences du service des poudres qui réquisitionnait moyennant des prix élevés.

Enfin les industries qui utilisaient l'alcool avaient intérêt à le voir soustrait aux spéculateurs que la pénurie de cette matière aurait inévitablement attirés.

Indépendamment de ces considérations l'éviction des alcools d'industrie du marché de la consommation de bouche était une des revendications des partisans de l'hygiène. C'est pourquoi les défenseurs de l'alcool naturel s'allièrent (ô ironie !) avec le groupe antialcoolique et se réclamèrent de la santé publique. En plus de l'appui ils trouvaient un pavillon pour se couvrir.

Telles sont sommairement les causes immédiates et apparentes de cette transformation, dont la cause profonde, la rivalité des alcools naturels et des alcools d'industrie, a été étudiée précédemment au livre I, chapitre II.

§ 3. — L'ORGANISATION DU RÉGIME PROVISOIRE DE L'ALCOOL INDUSTRIEL SOUS LA LOI DU 30 JUIN 1916

La loi du 30 juin 1916 consacra l'état de fait qui avait commencé le 25 avril 1915 date de la réquisition des alcools d'industrie par l'autorité militaire pour la fabrication de la poudre sans fumée.

Le 25 août 1915, la Direction des poudres au Ministère de la Guerre eut la mainmise sur l'alcool d'industrie.

La loi du 30 juin 1916 ne changea rien dans la pratique. Avec l'aide de quelques agents des contributions indirectes, spécialement détachés, la Direction des poudres concentra entre ses mains l'achat de l'alcool industriel et régla les rétrocessions.

Mais le 11 novembre 1918 l'armistice fut signé et la situation ainsi établie par la loi du 30 juin 1916 devait se terminer à la fin de l'année de la cessation des hostilités, donc au 31 décembre 1919.

C'est alors que fut rendu le décret du 13 août 1919 qui sera étudié plus loin. Il est utile de noter ici que *le service des alcools* naquit de ce décret. Aux termes de celui-ci le ministre des Finances devait faire procéder à l'achat et à la vente des alcools réservés à l'Etat, pour une durée ne pouvant excéder six mois après la fin de l'année de la cessation des hostilités.

La Direction des poudres, de concert avec la Direction des contributions indirectes, géra ce service (voir plus loin).

§ 4. — LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME PROVISOIRE DE L'ALCOOL D'INDUSTRIE JUSQU'A LA FIN DE LA GUERRE

A. — Réquisition. — Attribution d'office

La Direction des poudres obéissait aux ordres du ministre de la Guerre.

Par sa circulaire aux généraux commandant de région en date du 1^{er} novembre 1916, il stipula que la quantité totale d'alcool réquisitionné (bon goût et mauvais goût) provenant de la distillation des betteraves, des mélasses, des grains ou des sucres serait de 95 0/0 de la totalité des produits finis extraits du rectificateur (bon goût, mauvais goût, petites eaux), la

quantité bon goût devant être au moins 87 o/o des produits finis.

La quantité réquisitionnée tomba à 92 o/o puis revint à 95 o/o (circulaire du 26 mars 1917).

Pour l'alcool provenant de la distillation et de la rectification des stocks d'absinthes, dont la vente se trouvait interdite du fait de la loi du 16 mars 1915, la quantité minimum était 80 o/o d'alcool pur bon goût et 4 o/o d'alcool pur mauvais goût.

B. — Les rétrocessions au commerce et à l'industrie

L'alcool d'industrie bon goût réservé en totalité à l'Etat, n'était pas exclusivement réquisitionné. Celui-ci avait pour mission de retrancher la solde disponible aux industriels et aux pharmaciens. Il intervenait comme régulateur de répartition contre la spéculation.

Le système des rétrocessions comportait trois opérations principales, savoir :

- 1° La détermination des quantités disponibles ;
- 2° La fixation du prix de cession ;
- 3° Le paiement par l'industriel cessionnaire du prix de l'alcool rétrocédé ;
- 4° Les formalités et conditions à remplir pour être admis au privilège des rétrocessions, car les quantités disponibles étaient fort limitées.

PREMIÈRE OPÉRATION. — *La détermination des qualités disponibles.* — Celles-ci varièrent suivant les exigences du Service des Poudres.

En octobre 1915, l'administration avait prescrit à ses Directeurs départementaux d'aviser les fabricants de vernis, de produits chimiques et de fleurs artificielles que l'alcool nécessaire leur serait intégralement fourni.

Les dénaturateurs, limités aux excédents, durent s'adresser à l'étranger.

Les industries privilégiées auxquelles les rétrocessions ne suffisaient pas en firent autant.

Mais l'Etat mit un frein aux importations. Par l'arrêté du 5 mars 1918, pris à la suite d'un accord interministériel (armement et commerce. *J. off.* 8 mars 1918) les importations d'alcool pour les emplois privilégiés furent soumis à la délivrance d'une autorisation préalable.

Ces autorisations furent systématiquement refusées.

L'Etat fit alors de nouvelles rétrocessions pour pouvoir lui-même aux besoins de deux sortes d'industries.

1° Celles qui exportent l'alcool après manutention et mélange ;

2° Celles qui l'utilisent pour la fabrication des produits pharmaceutiques et chimiques et des vinaigres.

Les quantités employées en 1917 devaient servir de base aux demandes des pétitionnaires.

Les rétrocessions ne furent désormais accordées que sur quelques distilleries situées en Seine et Seine-et-Oise (Pantin. Maison-Alfort).

L'armistice changea les choses. Le 20 novembre 1918 le Service des Poudres notifia aux industries privilégiées que l'alcool leur serait livré suivant leurs besoins, besoins qu'elles étaient libres d'évaluer.

En janvier 1919, les dénaturateurs qui avaient été omis furent informés que l'alcool nécessaire à leur commerce leur serait fourni.

Le Service des Poudres ne traita pas toujours directement avec les industriels qui avaient besoin d'alcool. Dès 1916, des intermédiaires furent admis au bénéfice des cessions, avec mission de grouper les commandes. Ils furent maintenus par la suite mais leur bénéfice fut limité.

Les quantités d'alcool cédé par la Direction des Poudres en application de la loi du 30 juin 1916 furent les suivantes :

Campagne 1915-1916.....	107 025 hl.
Campagne 1916-1917.....	67.620 —
Campagne 1917-1918.....	78.468 —
Total.....	253.113 hl.

(*Off.*, rapport Sarraut, doc. ann. n° 328 de 1921. Sénat p. 55.)

2^e OPÉRATION : *Fixation des prix*. — L'Etat était souverain, mais le Service des Poudres ne chercha pas à réaliser de bénéfices.

3^e OPÉRATION : *Paie ment du prix*. — Primitivement les cessionnaires payaient entre les mains des distillateurs le montant des quantités obtenues.

Par la note du 16 avril 1918 le service des poudres signifia que ce règlement se ferait de la façon suivante :

Les quantités seraient facturées par le laboratoire central des Poudres et payées avant la livraison. Cependant le recouvrement des frais incombait aux distillateurs.

Les cessions aux pharmaciens et aux services médicaux se régleraient comme par le passé entre les mains des distillateurs.

§ 5. — INSUFFISANCE DE L'ALCOOL D'INDUSTRIE APPEL A L'ALCOOL NATUREL

L'alcool d'industrie ne suffit pas au cours de la guerre aux besoins croissants du Service des Poudres. Celui-ci dut s'adresser aux alcools naturels.

Le 12 octobre 1917, le ministre de l'armement et des fabrications de guerre réquisitionna à partir du 1^{er} novembre 1917, l'alcool de bouche dans les proportions suivantes — pour les stocks supérieurs à 40 hl. :

70 o/o s'il s'agissait d'alcool de cidre, poiré, marcs, lies, fruits frais et genièvres.

500/0 s'il s'agissait d'alcools de vin, marcs et lies de vin.

Les proportions furent d'ailleurs unifiées à 50 0/0 le 24 octobre 1917, en même temps que la Direction générale des Poudres invita les distillateurs à profiter de l'abondante récolte de pommes et de poires.

Les Armagnac et les Cognac ne furent pas compris dans ces réquisitions.

CONCLUSION

L'alcool d'industrie, auquel son bas prix avait donné avant la guerre la victoire sur l'alcool naturel se trouva par suite des réquisitions, exclu du marché de la consommation de bouche.

Comme cet essai fut très avantageux pour les alcools naturels, une loi le consacra sous la forme d'un régime provisoire.

Cette monopolisation de la vente de l'alcool d'industrie fut d'ailleurs complétée en 1917 par la réquisition des distilleries. Mais cette tentative d'un monopole de fabrication disparut avec la guerre.

L'alcool naturel avait donc réussi à reprendre le dessus, et grâce à la majorité des représentants des départements producteurs, il ne cessera dans la suite de défendre les avantages par le système des prorogations.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME DES ALCOOLS DÉNATURÉS DU 30 JUIN 1916 (LOI DU 29 JUILLET 1916) AU 16 JANVIER 1919

§ 1. — CAUSES DE LA LOI DU 29 JUILLET 1916

En raison des difficultés de se procurer du méthylène et des hauts prix atteints par ce produit, l'Etat avait tenté de le fournir gratuitement moyennant l'abandon de l'allocation de 9 francs.

A titre de corollaire et en raison de la réquisition des alcools d'industrie, la taxe compensatrice, dite taxe de fabrication, cessa en fait d'être perçue.

Or, en juin 1916, la situation était renversée, l'alcool dénaturé se vendait 220 francs l'hectolitre, c'est-à-dire plus cher que le méthylène, l'Etat le cédait à 120 francs l'hectolitre. Il n'y avait donc aucune raison de maintenir la fourniture gratuite ou de payer l'allocation de 9 francs, allocation impossible à faire supporter aux alcools d'industrie.

C'est pourquoi la loi du 29 juillet 1916 fut votée. Comme elle représentait une économie, elle ne fut pas modifiée et devint le régime provisoire des alcools dénaturés.

§ 2. — LOI DU 29 JUILLET 1916. TEXTE (*J. off.*, 30 juillet 1916, p. 6748.)

Son article unique s'énonce ainsi :

« Le ministre des Finances est autorisé à suspendre jusqu'à

la fin des hostilités les effets de l'article 59 de la loi du 25 février 1901, modifié ou complété par les articles 15 et 16 de la loi du 30 mars 1902, l'article unique de la loi du 28 mars 1911 et l'article 2 de la loi du 30 juillet 1915. »

En somme, d'après la note du 3 avril 1916 de l'Administration des contributions indirectes qui commente ce texte, ceci revient à dire que :

1° La mesure prise était provisoire, et valable seulement pendant la durée des hostilités. En fait elle fut prorogée par la loi du 20 octobre 1919 ;

2° La prime de 9 francs ne devait plus être payée aux dénaturateurs.

3° La taxe de fabrication, dite taxe compensatrice, devait cesser d'être perçue ;

4° L'administration ne fournissait plus de méthylène aux dénaturateurs qui devaient s'adresser au commerce ;

5° La formule du dénaturant était modifiée pour économiser le méthylène.

§ 3. — NOUVELLES FORMULES DE DÉNATURANT A TITRE PROVISOIRE

(Note du 3 août 1916 :)

A. — Causes

Pour restreindre l'emploi du méthylène cher et rare, la note du 3 août 1916 apporta des modifications dans la composition des dénaturants.

B. — Modifications de la proportion du méthylène dans la formule générale

1° Pour les alcools mauvais goût indigènes, c'est-à-dire pour les alcools que leur odeur et leur saveur rendent déjà impropres à la consommation de bouche : l'administration

adepta : 5 o/o méthylène à 15 o/o d'acétone + benzine ou résine ;

2° Pour les autres alcools de toute origine 10 o/o méthylène à 25 o/o d'acétone + benzine ou résine ;

3° Pour les trois-six mauvais goût utilisés dans les hôpitaux, 50 centilitres de benzine, 50 centilitres de bleu de méthylène.

C. — Changement du dénaturant
Remplacement de l'alcool méthylique
par l'alcool butylique

(Lettre du 5 sept. 1918)

L'alcool méthylique et l'acétone sont des « témoins » difficiles à éliminer. L'article 5 de la loi du 16 décembre 1897 avait interdit le mélange de l'alcool méthylique à l'alcool éthylique dans les boissons, afin que sa trace dans un spiritueux décelât la fraude.

L'alcool butylique peut rendre les mêmes services.

C'est pourquoi afin d'économiser le méthylène l'Administration des contributions indirectes avisa ses services par une lettre du 5 septembre 1918 que le ministre des Finances autorisait à titre provisoire et sous certaines conditions le changement du dénaturant, à raison de 35 litres d'alcool butylique pour 65 litres d'alcool éthylique.

Les alcools éthyliques susceptibles de bénéficier de cette modification devaient être de mauvais goût et indigènes et titrer au moins 90 degrés Gay-Lussac et la note du 3 août 1916 avait déjà réduit à 50 o/o la dose de méthylène pour les dénaturer.

L'alcool butylé ainsi obtenu servait au chauffage et à l'éclairage.

L'alcool butylique était fourni par le Service des Poudres aux soumissionnaires les plus offrants.

**D. — Modification de la formule du dénaturant
pour les fabricants de vernis**

Par sa note du 29 septembre 1917, l'administration autorisa les fabricants de vernis, travaillant pour la Défense nationale à n'user que de :

5 o/o de méthylène ;

4 o/o de gomme laque.

La note du 12 novembre 1917 les autorisa à dénaturer l'alcool avec 3 o/o d'essence de térébenthine, mais à condition de transformer sur place l'alcool en produits achevés par addition de gommes ou de résine.

§ 4. — CESSATION DES HOSTILITÉS

**A. — Retour à la formule ancienne
du dénaturant général**

(Note du 16 janvier 1919.)

L'armistice avait laissé les magasins de l'Etat (l'aéronautique principalement) pourvus de grosses quantités de méthylène dont il n'avait plus l'emploi et qu'il était prêt à livrer au commerce. D'autre part, la fabrication et la vente de ce produit étaient redevenues libres.

L'administration dans sa note du 16 janvier 1919 rappela le caractère provisoire des tolérances accordées et ordonna le retour au régime ancien à partir du 1^{er} mars 1919 (anciennes formules, les seules jugées suffisantes).

Les dénaturateurs se trouvèrent soumis au régime de la loi du 29 juillet 1916. Ils durent acheter l'alcool et le méthylène sans recevoir d'allocation. La taxe de statistique leur incombait toujours.

**B. — Prorogation du régime provisoire
des alcools dénaturés**

(Loi du 10 octobre 1919.)

Comme le régime définitif de l'alcool n'était pas encore établi, la loi du 20 octobre 1919 (*J. off.*, 21 oct. 1919) proroga les effets de la loi du 29 juillet 1916 (v. plus loin titre III).

§ 5. — CONCLUSION DU CHAPITRE

Les alcools dénaturés furent soumis à un régime provisoire par la loi du 29 juillet 1916, presque au même moment où le régime provisoire des alcools d'industrie et naturels était fixé (loi du 30 juin 1916).

Cette simultanéité est l'un des indices de l'évolution totale du régime général de l'alcool.

CHAPITRE V

MESURES FISCALES

Avant la guerre, le régime de l'alcool avait été fiscal. Dès 1915 il se modifia nettement par suite des nécessités de la Défense nationale et de la diminution de la consommation de bouche, due aux mesures de restriction et de prohibition édictées dans un but d'hygiène.

Pour compenser la perte subie par le Trésor, le législateur augmenta le droit de consommation, et établit de nouvelles taxes. Mais comme l'avait prévu M. Ribot la consommation diminua encore par suite du renchérissement. Ce phénomène se répéta d'ailleurs plus net à chaque élévation du taux.

Il y a lieu d'étudier :

1° L'unification du droit de consommation par suite de la suppression des droits d'entrée et d'octroi. La création d'un fonds commun au profit des communes ;

2° Les modifications à l'assiette de l'impôt ;

3° Les taxes nouvelles et les majorations des précédents impôts.

§ 1. — L'UNIFICATION DU DROIT DE CONSOMMATION PAR SUITE DE LA SUPPRESSION DES DROITS D'ENTRÉE ET D'OCTROI. LA CRÉATION D'UN FONDS COMMUN AU PROFIT DES COMMUNES.

(Loi du 30 juin 1919 et 22 février 1918.)

A. — Fusion du droit de consommation et du droit d'entrée

Celle-ci fut réalisée par l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, qui porta à 400 francs le droit de consommation et supprima les droits d'entrée.

A la Chambre personne ne protesta. M. Magnaudé demanda même qu'on le porte à 700 francs.

Cette réforme était nécessaire, car les droits d'entrée étaient une atteinte au principe de l'égalité devant l'impôt. Les consommateurs domiciliés dans les localités d'une population agglomérée de moins de 4.000 habitants ne le payaient pas. Elle a son origine, comme la suivante dans le projet de M. Ribot (*J. off.* Doc. parl. Ch. ann. 1241, p. 213).

B. — Fusion du droit de consommation et des droits d'octroi. Création d'un fonds commun

a) ORIGINE

Cette réforme fut l'œuvre de la loi du 22 février 1918 (*J. off.*, 23 et 24 février). Elle se trouvait déjà en germe dans le projet de loi sur le régime des alcools déposé à la Chambre le 26 août 1915, mais la partie relative à la création d'un fonds commun au profit des communes avait été disjointe.

Cependant comme le gouvernement était préoccupé de la

situation financière des communes du fait de la guerre et des conséquences des modifications de l'impôt direct, remplacé par l'impôt cédulaire et la péréquation de l'impôt foncier, il déposa le 23 février 1917 un projet de loi sur la création du fonds commun. Après deux rapports de M. Tournan (18 juillet et 7 déc. 1917) de M. Marin (budget) (27 sept.) et de M. Milliès-Lacroix (sénat du 31 janvier 1918) le projet fut adopté le 22 février 1918.

b) BUT DE LA LOI

Le législateur, M. Marin poursuivait trois buts : 1^o réduire la consommation de l'alcool ; 2^o amorcer la suppression générale des octrois ; 3^o créer des ressources nouvelles.

C'est pourquoi le droit de consommation fut augmenté, les droits d'octroi furent supprimés sur les alcools et boissons dites hygiéniques, et remplacés par une élévation des impôts indirects qui les frappaient.

c) CRÉATION DU FONDS COMMUN DE RÉPARTITION AU PROFIT DES COMMUNES

Comme les communes ne pouvaient être privées des revenus qu'elles tiraient de ces droits d'octroi, l'article 3 de la loi stipula que « sur le produit total du droit de consommation sur l'alcool, un tiers serait réparti entre les communes au prorata de leur population totale ».

Toutefois comme il fallait que celles-ci fussent assurées d'un revenu minimum, l'article 4 ajouta :

« Dans les produits des droits sur la consommation de l'alcool, la fabrication de la bière, la circulation des vins, cidres, poirés et hydromels, les parts d'une commune ayant des recettes d'octroi ne pourront être inférieures aux revenus que cette commune a tirés en 1913 des droits (d'octroi) supprimés par l'article 1^{er} ».

Le mode de répartition fut indiqué par les deuxième et troisième paragraphes du même article qui s'énoncent ainsi :

« L'Etat remettra chaque mois à toute commune ayant des « recettes d'octroi, une somme représentant un douzième « des revenus procurés en 1913 à cette commune par les dits « droits. »

« A l'expiration de l'année, il sera procédé entre toutes les « communes, à une répartition des droits qui auront été « perçus pour elles par l'Etat sur la consommation de « l'alcool, la fabrication de la bière, la circulation des vins, « etc., etc., sans réduction, en aucun cas, des sommes déjà « attribuées par des prélèvements mensuels aux communes « ayant des recettes d'octroi ».

La direction générale des contributions indirectes avait par avance et sous réserve du vote de la loi donné toutes instructions à ses services par la circulaire du 8 février 1918 (*V. Guide des négociants en vins*, n° du 5 mars 1918).

d) CARACTÈRE TEMPORAIRE DE LA LOI

L'article premier commence ainsi.

« Jusqu'au 31 décembre 1918 sont supprimées... »

Le législateur ne voulait pas engager l'avenir à une époque où l'on croyait au vote prochain du régime définitif de l'alcool.

En fait la loi du 22 février 1918 fut prorogée comme nous le verrons au titre suivant.

e) MODIFICATION ULTÉRIEURE

L'article 25 de la loi du 28 décembre 1922 (*off.* 29 déc.) édicta une révision des contingents à la suite du recensement de 1921.

N. B. — La loi du 22 février 1918 fut prorogée jusqu'au 25 juin 1925 par l'article 19 de la loi du 31 décembre 1920.

§ 2. — MODIFICATION DE L'ASSIETTE DE L'IMPOT

Une des caractéristiques de cette période est le resserrement de toutes les mesures concernant l'alcool et leur aggravation en vue d'empêcher la fraude et d'acheminer les intéressés vers un statut nouveau et définitif.

Avant 1914, il y avait bien un contrôle à la production sauf pour les bouilleurs de cru mais l'imposition ne frappait qu'à la consommation.

Or, dès le 30 juin 1916, l'assiette changea.

A. — Régime de la production

En vertu de la loi du 30 juin 1916 la situation des producteurs fut modifiée. Notamment en ce qui concerne les bouilleurs de cru.

Ceux-ci, comme il a été dit précédemment (même livre, chap. II) furent assujettis au contrôle à la production. La distillation à domicile effectuée sous le contrôle de la régie fut interdite. Mais afin de ne déranger les employés chargés de la surveillance que pour des quantités appréciables, la loi obligea les bouilleurs qui voulaient distiller à domicile à payer les droits sur 200 litres d'alcool pur.

Cette quantité servit de critérium.

Les petits bouilleurs qui distillaient moins de 200 litres étaient obligés de passer par l'atelier public, c'est-à-dire de n'opérer que sous le contrôle de la Régie. Ceux qui préféraient se grouper en associations coopératives étaient libres de le faire, mais la coopérative devait distiller au moins 200 litres d'alcool pur par an ou payer les droits sur la différence. C'était donc une prime à l'atelier public c'est-à-dire à l'organe officiel de distillation.

Ainsi par suite de la loi de 1916, toutes les quantités d'alcool produites régulièrement furent connues.

B. — Régime de la circulation et de la consommation.

Paie ment du droit de consommation à la production et au départ.

Deux modifications importantes furent apportées pendant les périodes étudiées au présent titre, dans le paiement de droit de consommation.

a) PAIEMENT DU DROIT DE CONSOMMATION A LA PRODUCTION

Il est facultatif, mais pour encourager le bouilleur à l'acquitter, la loi du 30 juin 1916 lui accorda une remise de 10 o/o.

b) PAIEMENT DU DROIT DE CONSOMMATION AU DÉPART

La loi du 22 février 1918 stipula dans son article premier :

« Jusqu'au 31 décembre 1918... le droit de consommation
« est liquidé au moment de l'expédition à la consommation
« ou de la constatation des manquants.

« En ce qui concerne les expéditions des entrepositaires le
« compte est arrêté par dizaine et le paiement effectué dans
« le délai d'un mois à partir de l'arrêté sans que le crédit
« puisse porter sur une quantité supérieure au quart des
« restes en magasin, caution spéciale est fournie pour ce cré-
« dit. Les droits sur les manquants sont payés dès la consta-
« tation. »

Cette réforme est la conséquence de la suppression des droits d'octroi sur l'alcool. En effet avant cette réforme, les alcools voyageaient soit au moyen de congés si les droits avaient été payés au départ (ou d'acquits acquittés, moyen employé par les commerçants pressés de récupérer sur leur acheteur les droits payés), soit au moyen d'acquits à caution si le paiement des droits devait être effectué à l'arrivée de la marchandise, à l'octroi, ou dans les communes sans octroi à

la recette buraliste. Par suite de la suppression des octrois on ne pouvait obliger les destinataires à se rendre à la recette buraliste. D'autre part pour la facilité du contrôle et de la perception, le paiement au départ présentait de réels avantages. C'est pourquoi ce mode fut imposé.

Il comporta toutefois deux exceptions.

D'abord les expéditions à l'étranger ou à des industriels et commerçants jouissant du crédit des droits, furent dispensées du paiement au départ.

Ensuite, pour ne pas imposer aux négociants en gros une avance de fonds qui pourrait les gêner, le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi leur accorda un crédit d'un mois pour une quantité qui ne pourrait être supérieure au quart des restes en magasin, moyennant une caution spéciale et distincte de celle exigée pour garantie des droits sur les manquants éventuels et les acquits à caution non rentrés.

c) PAIEMENT DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES MANQUANTS DÈS LEUR CONSTATATION

Enfin le régime de l'entrepôt fut modifié par la même loi (22 février 1918).

Les comptes d'expéditions devaient être arrêtés par dizaine.

Le droit de consommation sur les manquants devint exigible dès leur constatation.

§ 3. — AGGRAVATION DES CHARGES FISCALES SUR L'ALCOOL

A. — Augmentation du taux de l'impôt de consommation

Avant la guerre, il était de 220 francs par hectolitre d'alcool pur (loi du 29 décembre 1900).

La loi du 30 juin 1916 le porta à 400 francs. Par suite

toutes les quantités d'alcool en cours de circulation au 1^{er} juillet 1916 ou reconnues existantes à cette date chez les entrepositaires devinrent imposables au nouveau tarif. Toutefois les quantités restant chez les débitants et ayant déjà acquitté l'impôt d'après l'ancien régime n'eurent pas à supporter le complément de tarif.

Les manquants chez les entrepositaires firent l'objet d'une répartition proportionnelle.

M. Ribot dans l'exposé des motifs de son projet de loi de 1915 (*Off. Doc. parl. Ch. ann.* 1241, p. 213) demandait l'élévation du taux de l'impôt de consommation pour lutter contre l'alcoolisme, c'était à son avis le seul remède efficace.

La loi du 22 février 1918 qui supprima les droits d'octroi le porta à 600 francs.

La loi du 25 juin 1920, étudiée au titre suivant et qui supprima la surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur sur les vermouths, vins de liqueurs l'éleva à 1000 francs (taux encore en vigueur en 1923).

N. B. — Les lois du 30 juin 1916 et du 22 février 1918 établissaient des mesures provisoires. La loi du 25 juin 1920 fixa un taux définitif.

B. — Nouvelle taxe sur l'alcool et les spiritueux

La taxe de luxe

La loi de budget (crédits provisoires) du 31 décembre 1917 (*Off.* 1^{er} jan. 1918) établit le principe de la taxe dans les articles 27 et 28, qui s'énoncent ainsi :

Art. 27. — Trois mois après la promulgation de la présente loi une taxe de 10 o/o sera instituée sur le paiement des marchandises, denrées, fournitures, objets quelconques, offerts au détail ou la consommation sous quelque forme et dans quelque condition que ce soit, par un commerçant ou par un non commerçant, si ces marchandises, den-

rées, fournitures ou objets sont classés comme étant de luxe.

La désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 o/o sera faite par une loi après avis d'une commission constituée par décret.

Toutes les dispositions des trois derniers paragraphes de l'article 23

(« Est soumis à la taxe le paiement des marchandises importées, lorsque ces marchandises sont destinées aux consommateurs. »

« En sont exempts les paiements des livraisons à l'étranger de marchandises fabriquées ou produites en France. »)

et celles des articles 24, 25, 26 de la présente loi sont applicables à la taxe de 10 o/o prévue au présent article.

Toutefois, la perception de la taxe sera toujours constatée par l'apposition de timbres mobiles sur l'écrit libératoire délivré par le commerçant.

Art. 28. — Les dépenses afférentes au logement ou à la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires quelconques seront passibles d'une taxe de 10 o/o lorsqu'elles seront effectuées dans un établissement qui, en raison de la catégorie de sa clientèle, de son mode d'exploitation, de l'élévation de ses prix de base et de son importance sur la place, peut être considéré comme établissement de luxe.

(suit ensuite la méthode de classement des établissements.)

Il est à noter que l'impôt est à la charge de l'acheteur, mais recouvrable sur le vendeur qui le fera payer à l'acheteur.

La loi du 22 mars 1918. (J. off., du 24 mars 1918) portant désignation des marchandises, denrées, fournitures, ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 o/o établie par l'article 27 de la loi 31 décembre 1917, classa ces marchandises en deux tableaux.

Dans le tableau A furent rangés les objets soumis à la taxe en raison de leur nature, quelque soit leur prix.

Les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, et vins de liqueur figurent sous le n° 9 de la liste et les articles de parfumerie à (exclusion des savons et dentifrices) sous le n° 18.

Dans le tableau B furent classés les objets soumis à la taxe lorsque le prix de vente excède le prix indiqué au dit tableau.

Au n° 52 de la liste apparaissent les articles de parfumeries autres que ceux visés au tableau A, savoir le dentifrice et l'alcool de toilette coûtant plus de 15 francs.

Au n° 75 se trouvent les vins vendus en bouteille plus de 5 francs et en fûts, plus de 3 francs par litre.

Diverses boissons alcooliques n'y furent pas soumises, n'ayant pas été citées, tels que les alcoolats utilisés en pharmacie, en parfumerie et en pâtisserie.

L'article 24 de la loi des finances du 29 juin 1918 (*J. off.* du 30 juin 1918) porta à 20 o/o la taxe sur les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueur.

Comme ces produits sont en général vendus au petit verre et que le recouvrement de la taxe devient alors difficile, le même article décida qu'elle serait perçue sur les ventes faites, soit au débitant, soit directement aux consommateurs par les producteurs ou négociants en gros.

Il précisa en outre que *le prix servant de base au calcul de la taxe s'entendait droit de consommation compris*, par conséquent la taxe frappe de 20 o/o la valeur du produit, et sur le montant de l'impôt de consommation elle se comporte à raison de 20 o/o de ce montant comme *un impôt de superposition*.

L'article 19 de la loi du 31 décembre 1918 (*J. off.*, 1^{er} janvier 1919) précisa que les dispositions prévues pour le recouvrement de la taxe par l'article 24 de la loi du 29 juin 1918 seraient applicables aux vins figurant sous le n° 75 du tableau B.

Enfin la loi de finances du 25 juin 1920, articles 73 à 76,

porta le taux de la taxe à 25 o/o pour les eaux-de vie, liqueurs, vins de liqueurs et apéritifs, et à 15 o/o pour les vins classés comme étant de luxe.

Aux termes de l'article 59 de la dite loi les marchandises, payant la taxe de luxe, ne furent pas assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Les boissons importés en vue de la consommation furent soumises à la taxe de luxe en vertu de l'article 23 de la loi du 31 décembre 1917.

En furent exemptées, en vertu du même article, les paiements de livraisons à l'étranger de boissons alcooliques fabriquées ou produites en France.

N. B. — M. Ribot dans son projet de la loi de 1915 (*Off. Doc. parl. Ch. des dép. ann. 1241, p. 213*), avait préconisé de porter à 100 francs la surtaxe établie par hectolitre d'alcool pur sur les spiritueux par la loi du 30 janvier 1907 dans un but d'hygiène et dans le but fiscal d'atteindre une denrée de luxe.

§ 5. — SUPPRESSION DE L'IMPOT DE LA LICENCE A L'ÉGARD DES BOUILLEURS DE CRU MODIFICATION A L'ÉGARD DES DÉBITANTS

A. — La suppression de la licence à l'égard des bouilleurs de cru et des associations coopératives, résulte de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916.

Il y a lieu de noter que cet avantage est accordé aux alcools de bouilleurs de cru et non pas aux alcools naturels (voir même titre, chap. II, § 1^{er}).

B. — La suppression de l'impôt de la licence à l'égard des débitants résulte de l'article 37 de la loi du 29 juin 1918 (*J. off.*, 30 juin 1918). Aux termes de celui-ci les débitants d'eaux-de-vie, liqueurs ou imitation, vermouths et autres boissons spiritueuses de toute nature ne furent plus astreints au paiement des licences établies par la loi du 29 décembre 1900 (voir livre II, chap. II, § 4).

Le montant trimestriel des licences des débitants ci-dessus désignés fut fixé conformément au tarif ci après :

Commune de	1.000 habitants et au-dessous.....	12 fr. 50
—	1.001 — à 10.000	25 fr.
—	10.001 — à 50.000	37 fr. 50
—	de plus de 50.000 habitants.....	62 fr. 50

Il y a lieu de noter que cette diminution du taux maximum de la licence a été consentie alors que la taxe de luxe frappait les boissons alcooliques et les établissements classés de luxe.

CONCLUSION

L'ensemble des réformes apportées au cours de la période qui va de 1916 à 1920 marque une tendance à l'unification des impositions.

La suppression des droits d'entrée et d'octroi en est la manifestation.

Mais ce qui apparaît surtout de l'étude des mesures fiscales, c'est assurément leur aggravation, aggravation équitable en ce qui concerne les eaux-de-vie, liqueurs et parfums, mais injuste à l'égard des alcools de pharmacie, eaux dentifrices et de toilette.

CHAPITRE VI

MESURES ANTIALCOOLIQUES DU 30 JUIN 1916, A LA CESSATION DES HOSTILITÉS

A. — Position de la question

Tandis que des divergences d'opinions sur l'établissement d'un régime des alcools avaient retardé le vote du statut qui devint l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, l'unité des convictions en vue de la restriction de la consommation de bouche avait conduit le gouvernement à agir immédiatement. C'est pourquoi la régularisation des mesures illégales prises dans le pays avait eu lieu dès 1915. Les deux décrets de 1915, rendus en vue de couvrir les arrêtés préfectoraux et de les unifier avaient été ratifiés par les lois du 16 mars 1915 sur les absinthes et du 9 novembre 1915 sur l'ouverture de nouveaux débits de boisson.

Au 30 juin 1916 la restriction de la consommation de bouche était déjà faite.

Toutefois et bien que ce fut qu'un effet accidentel, la loi du 30 juin 1916 eut une répercussion considérable au point de vue de l'hygiène sociale.

B. — Répercussion de la loi du 30 juin 1916 au point de vue de l'hygiène sociale

L'élévation du taux de l'impôt de consommation de 220 à 400 francs majorait considérablement les alcools de bouche

déjà fort chers, et ce d'autant plus que les importations d'alcools et liqueurs étrangers étaient interdits depuis le décret du 11 mai 1916 (voir ci-dessus livre III, titre I^{er}, chap. II, § B. importations) sauf pour le compte de l'Etat et des industries privilégiées.

D'autre part, l'interdiction de livrer à la consommation de bouche d'autres alcools que les alcools dits naturels, excluait par le fait même la possibilité de fabriquer des liqueurs à bas prix et ne laissait à la consommation que des alcools réputés moins nocifs.

Enfin et surtout la suppression du privilège des bouilleurs de cru permettait de limiter la consommation familiale et de rendre beaucoup plus difficile la vente d'alcools exonérés.

En somme et c'est là un point important, la loi du 30 juin 1916 apparaît la première étape de la lutte entreprise très habilement par le législateur qui, plutôt que d'attaquer la question de face, la résout lentement mais inévitablement par l'élévation du prix du « petit verre ».

C. — Lois de prohibition dans des cas particuliers

Cependant en raison de la nécessité de lutter par tous moyens contre l'alcoolisme, le législateur par la loi du 19 février 1917 (*J. off.*, 22 fév. 1917) sanctionna les arrêtés pris par les Généraux, en vue de restreindre et d'interdire la vente et la consommation de l'alcool dans la zone des armées (voir titre I, chap. III, § 3, C.).

Une nouvelle prohibition fut directement édictée par la loi du 6 mars 1918 (*J. off.*, du 8 mars 1917) relative aux mesures à prendre pour protéger contre l'alcoolisme les ouvriers et employés dans les établissements soumis au Code de travail.

Aux termes de celle-ci, il fut interdit à toute personne d'introduire et à tout chef ou contremaître de laisser introduire ou distribuer des boissons alcooliques autres que le

vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel non additionnés d'alcool).

D. — Répression de l'ivresse publique

Comme ces prohibitions ne visaient que des lieux déterminés, le législateur voulut atteindre la population dans son ensemble. C'est la raison de la *loi du 1^{er} octobre 1917* (*J. off.*, 3 oct. 1917).

E. — Les lois des 6 mars et 1^{er} octobre 1917 contre l'alcoolisme

La loi du 6 mars 1917 interdit la vente de l'alcool dans les établissements soumis au Code du travail.

La loi du 10 octobre 1917, destinée à remplacer celle du 28 janvier 1873 sur l'ivresse publique, prévoit des peines diverses.

L'article 4 punit de 1 à 5 francs et trois jours de prison les cafetiers ayant servi des spiritueux à des mineurs de moins de 18 ans (en cas de récidive : six jours à un mois de prison et 300 francs d'amende avec fermeture de l'établissement pour un mois au maximum).

L'article 6 interdit la vente à crédit des spiritueux même à emporter (l'action en paiement est nulle).

CONCLUSION : LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION DE BOUCHE

Les lois directes contre l'alcoolisme visant, soit la répression de l'alcoolisme, soit l'ouverture de nouveaux débits et les lois fiscales qui aggravèrent les charges pesant sur les bois-sons amenèrent une forte décroissance de la consommation d'alcool (voir le tableau extrait de *la Revue vinicole*, titre III).

CHAPITRE VII

MESURES TEMPORAIRES AYANT ENTRAVÉ LA LIBERTÉ DU COMMERCE ET DE LA FABRICATION DE L'ALCOOL, DU 30 JAN- VIER 1916 A FIN 1920.

Ces mesures sont de deux sortes :

§ 1^{er}. — Les mesures intérieures qui édictèrent des restrictions et des prohibitions suivant les nécessités.

§ 2. — Les mesures douanières réglementant les importations et les exportations suivant les besoins et les cours des changes.

Elles sont indépendantes du statut de l'alcool, instauré à la faveur de la guerre et appelé régime provisoire.

Elles sont nommées ici, temporaires, pour éviter toute confusion.

Leur étude n'a pas seulement un intérêt historique, mais encore et surtout un intérêt d'expérience.

Le législateur et le gouvernement se sont crus, devant l'importance des événements, contraints d'entraver temporairement la liberté individuelle dans l'intérêt général.

Notamment en ce qui concerne l'examen des mesures intérieures, il est intéressant de remarquer comment l'alcool de vin représenté par la majorité s'est défendu en laissant ou même en faisant interdire la distillation de certains fruits. Ces constatations sont d'autant plus remarquables à notre époque où les divers partis politiques tendent à lutter contre l'individualisme de 1789 pour instaurer des disciplines socialistes ayant l'égalité à leur base.

§ 1^{er}. — MESURES INTÉRIEURES

A. — Causes

L'alcool devenait un produit de plus en plus recherché. Les besoins de la Défense nationale absorbaient même des quantités supplémentaires achetées aux bouilleurs. Les industriels auxquels les rétrocessions ne suffisaient pas en faisaient autant, les fabricants de spiritueux n'arrivaient pas à satisfaire leur clientèle, malgré les hauts prix de ceux-ci.

Tout contribuait donc à inciter les distillateurs à acheter les matières susceptibles de donner de l'alcool.

Or certaines de celles-ci étaient indispensables à l'alimentation du pays.

B. — Loi de base

(L. du 10 février 1918, *Off.* 12 fév.)

La prolongation de l'état de guerre et les contestations auxquels donnèrent lieu certains décrets obligèrent le législateur à intervenir afin de donner au pouvoir exécutif des droits précis de réglementation.

Pour remédier aux abus des distillateurs et généralement de tous ceux qui dans un but quelconque achetaient des denrées alimentaires, le Parlement vota la loi du 10 février 1918. Elle établissait des sanctions aux décrets et arrêtés rendus par le Ravitaillement national.

Aux termes de l'article 1^{er} pendant la durée de la guerre et les six mois qui devaient suivre la cessation des hostilités, des décrets pouvaient réglementer ou suspendre, en vue d'assurer le ravitaillement national, la production, la fabrication et la vente des denrées servant à la consommation de l'homme et des animaux.

Cette loi fut en outre la base du décret du 13 août 1919 qui prorogea le régime provisoire. Elle a donc une importance capitale dans la présente étude.

C. — Les mesures diverses

Celles-ci se subdivisent en deux groupes, celles prises en raison du ravitaillement et celles prises pour lutter contre un retour à l'alcoolisme, c'est-à-dire pour empêcher les alcools de fruits coloniaux de venir concurrencer les alcools dits naturels sur le marché de bouche, et entraîner avec la baisse des prix une extension de la consommation.

a) LES MESURES PRISES EN VUE D'ASSURER LE RAVITAILLEMENT visent l'interdiction de la distillation du froment et de l'avoine.

La première fit l'objet de la loi du 8 avril 1917 (*J. off.*, du 11 avril 1917) relative à l'addition de succédanés à la farine de froment. Aux termes de l'article 3, § 3 des peines (de 16 à 2.000 francs d'amende et ou de six jours à deux mois d'emprisonnement) seraient applicables à ceux qui auraient employé pour la distillerie, du froment en grains, propre à la mouture, qu'il soit pur ou mélangé à d'autres céréales.

La seconde fut édictée dans le décret du 12 février 1918 (*J. off.* du 14 février 1918, p. 1582), rendu en application et en vertu de la loi de base du 10 février 1918. L'article 15 du chapitre IV s'exprime ainsi : « Outre l'interdiction prononcée par l'article 3 de la loi du 8 avril 1917 d'employer le froment pour la distillerie, il est interdit d'utiliser pour la fabrication de l'alcool les céréales servant à la fabrication du pain et l'avoine. »

Le décret du 2 avril 1918 (*J. off.* du 4 avril 1918) compléta le décret du 12 février 1918 et y ajouta (chap. IV, art. 16) les matières amylacées et la fécule (qui entraient alors dans la fabrication du pain) les sucres, les cassonnades, les glucoses, le miel et les sucres de fruits.

En vue de suppléer à l'insuffisance des stocks d'avoine par la fabrication de produits mélassés pour les chevaux de l'armée, le même article 16 interdit également la distillation des mélasses.

Toutefois des dérogations furent apportées à cette inter-

diction, car les besoins du service des poudres obligèrent leur transformation en alcool.

Mais comme en 1920 la fabrication des poudres avait cessé et que celle des produits mélassés ne pouvait absorber les quantités à provenir de la campagne sucrière — sur la proposition de M. Noulens ministre du ravitaillement, le décret du 6 janvier 1920 (*J. off.*, 12 janvier, p. 556), abrogea en ce qui concernait les mélasses, les dispositions du décret du 2 avril 1918 tendant à interdire leur distillation. Il y avait en effet intérêt à débarrasser les sucreries et les raffineries des excédents de mélasse par leur envoi à l'alambic.

Ces mesures avaient un intérêt national car il fallait éviter d'accroître les importations et de demander à l'étranger les produits de première nécessité.

D'autres dispositions furent prises afin de laisser aux habitants des régions cidricoles la possibilité d'avoir à un prix abordable leur boisson que les distillateurs achetaient très cher. Toutefois en raison des intérêts particuliers touchés par ces décrets et des circonstances économiques, elles furent tantôt rapportées, tantôt aggravées.

Elles sont les suivantes (toutes postérieures à la loi du 10 février 1918 qui leur servit de base).

Le décret du 2 juillet 1918 (J. off. 4 juillet 1918, p. 5799), rendu sur le rapport de M. Boret ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, du ministre des Finances et du ministre de l'Armement et des fabrications de guerre, interdit la distillation des cidres, des poirés et des lies pendant la période s'étendant du 15 juillet 1918 au 15 septembre 1918.

Etait exceptée de cette prohibition la distillation de ces mêmes produits faite en vertu de contrats passés avec le ministère de l'Armement et de fabrication de guerre pour les quantités déterminées par ce contrat et à défaut de précision à ce sujet, celles qui seraient fixées d'accord entre les ministres du Ravitaillement et de l'Armement.

Cette prohibition, fort bien accueillie par les consomma-

teurs, n'empêcha pas la hausse du cidre dont les distillateurs achetaient de grosses quantités pour les livrer à la distillation lorsque la période d'interdiction aurait pris fin.

M. Boret le comprit et résuma ces raisons dans un rapport qui demandait la prorogation du délai d'interdiction de distiller. *Le décret du 10 septembre 1918 (J. Off., 12 déc. 1918, p. 7998)* rendu sur le vu de ce rapport prolongea la période de prohibition du 15 septembre 1918 au 15 décembre 1918.

Mais au cours de ce trimestre, se produisit un événement inattendu, qui bouleversera toutes les prévisions des commerçants et des spéculateurs, l'armistice fut signé le 11 novembre 1918. Le Service des Poudres n'avait plus besoin d'alcool.

Comme les raisons qui avaient motivé les deux premiers décrets subsistaient par suite des besoins de l'industrie, il y avait lieu de maintenir l'interdiction pour une assez longue durée. Et comme d'autre part les marchés que certains distillateurs avaient avec l'Etat, arrivaient à expiration, et ne devaient plus être renouvelés, il fallait l'étendre à tous les distillateurs.

C'est pourquoi le gouvernement rendit le décret du 8 décembre 1918 (*J. Off. 12 déc. 1918*).

Aux termes de l'article 1^{er} : pendant la période s'étendant du 15 décembre 1918 au 1^{er} octobre 1919, il fut interdit d'une manière absolue de distiller les cidres et les poirés.

Les mauvais cidres, pouvaient aller à la vinaigrerie. Il n'y avait donc pas lieu d'en autoriser la distillation, tolérance qui aurait amené des fraudes.

Toutefois pour éviter aux récoltants de jeter leurs lies sans profit, ils furent autorisés à les envoyer à l'alambic.

Mais pour éviter la fraude, qui aurait consisté à faire passer pour lies des quantités mal pressées, ils durent déclarer le volume des lies, le volume des cidres obtenus et le nombre de personnes nourries sur leur exploitation. La quantité des lies dont la distillation était permise ne pourrait être supérieure à 10 o/o des quantités de cidre ou de poiré déclarées,

augmentées d'un hectolitre par personne nourrie sur l'exploitation et par mois.

Sur le rapport de M. Boret, ministre de l'agriculture et du ravitaillement, le décret du 25 février 1919 (*J. Off.* 27 février, p. 2242) abrogea le décret du 8 décembre 1918. La distillation des cidres et poirés devint libre.

M. Boret prétendait dans son rapport que les raisons qui avaient motivé l'interdiction depuis le 15 juillet 1918 avaient cessé. D'après lui, les prix auxquels pouvaient être vendus les cidres en nature, comparés à ceux de l'alcool à provenir de leur distillation étaient tels qu'il n'y avait pas à craindre leur envoi à l'alambic. D'autre part la cession par l'Etat de 200.000 hectolitres d'alcool industriel à la consommation de bouche aurait tendance à faire fléchir les cours. Enfin l'amélioration des transports, permettait d'amener les eaux-de-vie de vins du midi, moins chères que les eaux-de-vie de cidres.

Les prévisions de M. Boret ne se réalisèrent pas. Les cours des alcools montèrent rapidement et d'importantes quantités furent distillées. C'est pourquoi M. Noulens qui lui succéda comme ministre de l'agriculture et du ravitaillement proposa d'interdire à nouveau la distillation. Pour empêcher la fraude qui consisterait à laisser les cidres s'avaler, la distillation des lies devait être seule autorisée et sous certaines conditions.

Le décret du 10 septembre 1919 (*J. Off.* du 12 sept., p. 9983) fut rendu sur ces bases. La distillation des pommes, des poires à cidre, des cidres et des poirés, alors même que ces produits seraient impropres à la consommation fut interdite à dater du 20 septembre 1919.

La distillation des lies fut autorisée sur les bases du décret du 8 décembre 1918 (déclarations, lies : 10 o/o des quantités de cidre plus un hectolitre par mois et par personne).

Le bouilleur dut soumettre ses chais au contrôle des agents des contributions indirectes.

Les débitants ne furent tenus qu'à déclarer le volume de

lies en leur possession. Leur vente et leur consommation familiale devaient être déterminées en totalisant les quantités de cidre ou de poiré introduites dans leur établissement en vertu de congé ou de déclaration de fabrication entre le 20 septembre 1919 et le jour de déclaration de distillation ou d'expédition des lies à la distillation.

Mais ce décret rendu un peu hâtivement causait un préjudice aux bouilleurs de cru distillant leurs cidres, poirés et lies. C'est pourquoi le décret du 26 septembre 1919 (*J. Off.* 27 septembre, p. 10597) modifia les dispositions du décret du 10 septembre 1919 à cet égard.

L'interdiction de distiller ne fut pas applicable aux bouilleurs de cru qui justifieraient avoir distillé ou fait distiller partie de leur récolte depuis le 1^{er} janvier 1910. Le maximum de distillation ainsi obtenu ne pourrait dépasser par récoltant 600 litres d'alcool par campagne. Il furent dispensés des déclarations prévues au décret du 10 septembre 1919. Les autres producteurs restèrent soumis au décret du 10 septembre. Le décret du 29 décembre 1919 autorisa la distillation sans réserve des poirés et admit une plus forte proportion de lies.

La liberté de distillation fut rendue par le décret du 16 janvier 1920 (*J. off.*, du 17 janvier, p. 918) qui abrogea les décrets des 10 et 21 septembre 1919 et du 29 décembre 1919. Il fut rendu sur les rapports de M. Noulens et de M. Klotz, ministre des finances. L'abondance de la récolte dans certaines régions et la pénurie dans d'autres, déclarait ce rapport, provoquaient, en raison des difficultés de transport de grandes inégalités de prix. A certains endroits les fruits pourrissaient faute de logement.

Ainsi donc par la réglementation de la liberté de distiller, le gouvernement maintint à des prix abordables les cidres et les poirés que les distillateurs et les spéculateurs attirés par les hauts prix de l'alcool (900 à 1 000 fr. l'hectolitre) voulaient acheter à des cours très élevés.

Ces mesures marquent un essai de réglementation de la

production des alcools naturels. Il mérite d'être étudié, au moment où se pose encore le problème général de l'alcool.

b) En plus des MESURES PRISES en vue du ravitaillement, d'autres furent appliquées qui eurent pour but d'EMPÊCHER LES ALCOOLS DE FRUITS COLONIAUX, les dattes, les figues et les caroubes, DE VENIR CONCURRENCER LES ALCOOLS DITS NATURELS, sur le marché de bouche et entraîner avec la baisse des prix une extension de la consommation.

Les raisons qui poussaient à la distillation de ces fruits étaient les mêmes que celles qui déterminaient les bouilleurs de cidre et de poiré.

Les alcools, provenant de fruit frais, étaient naturels, et par conséquent comestibles.

C'est pourquoi le décret du 2 avril 1918 (*J. off.*, du 4 avril 1918) qui complétait le décret du 12 février 1918 interdisait la distillation des « figues, dattes et des caraubes ainsi que des fruits secs de toute nature ».

Mais à la suite des sollicitations des détenteurs de ces fruits, l'interdiction fut levée par le décret du 27 mars 1919 (*J. off.*, 30 mars 1919, p. 3280) leur conservation devenait difficile.

Les hygiénistes et les bouilleurs de cru, en fait seuls gros producteurs d'alcool de bouche, alliés pour le même but, mais guidés par des motifs différents, protestèrent et obtinrent le rétablissement de l'interdiction de distiller les fruits secs. Ce fut l'objet du décret du 4 avril 1919 (*J. off.*, 5 avril, p. 3564). Des dérogations pourraient être accordées pour les fruits avariés. L'Etat reprenait les alcools de fruits secs, produits avant ce décret.

Le décret du 13 août 1919 (*J. off.*, 15 août 1919) qui prorogea le régime provisoire stipula dans son article 4 que les alcools coloniaux autres que les rhums et les tafias et les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits frais de figues, dattes et caroubes seraient réservés à l'Etat. Ces dispositions furent prorogées successivement par le décret du 16 avril 1920 (*J. off.*, du 18 avril 1919, p. 6108) par

la loi du 31 juillet 1920, article 33 (*J. off.*, du 1^{er} août) par la loi de finances du 31 décembre 1920, article 13 (*J. off.*, du 1^{er} janvier 1921) par la loi du 16 juillet 1921, article 18 (*J. off.*, des 17 et 27 juillet 1921) par la loi du 30 juin 1922, article 15 (*J. off.*, du 1^{er} juillet) qui prorogea les dispositions précédentes jusqu'au 30 septembre 1924.

Ainsi le sort de la distillation de ces fruits a été lié au sort du régime provisoire, régulièrement prorogé. Les bouilleurs de cru et les hygiénistes ont donc eu satisfaction, contre les producteurs algériens.

§ 2. — LES MESURES DOUANIÈRES RÉGLÈMENTENT LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS

A. — EXPORTATION

La nécessité de conserver tout l'alcool produit pour la fabrication des poudres amena une réglementation sévère de l'exportation. Son principe fut l'interdiction à l'égard des alcools bruts et des alcools d'industrie. Les alcools naturels purent à certaines périodes être exportés à condition d'entrer dans la composition de vins de liqueur.

Le décret du 14 octobre 1914 (*J. off.*, du 15 oct.) prohiba la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôts, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, l'alcool méthylique et l'alcool éthylique, et divers produits à base d'alcool (l'acide acétique, le chloroforme, l'éther sulfurique, l'iode). Des autorisations pourraient être accordées sous les conditions qui seraient déterminées par le ministre de la Guerre et des Finances.

Le décret du 21 décembre 1914 (*J. off.*, du 22 décembre) y ajouta l'alcool amylique et la levure ainsi que beaucoup d'autres produits, sauf autorisation du ministre des Finances.

Ces décrets furent ratifiés par la loi du 16 avril 1915 (*J. off.* 18 avril).

Quand la guerre fut finie, le gouvernement maintint la prohibition à l'égard des alcools d'industrie afin de favoriser le carburant national.

Le décret du 17 avril 1920 (*J. off.* du 21 avril) rendu sur le rapport de M. François Marsal, ministre des Finances et des autres ministres, interdit la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des alcools d'industrie, autres que les eaux-de-vie, sauf autorisation du ministre des Finances.

Le décret du 12 août 1920 (*J. off.* 19 août) prohiba la sortie de l'alcool méthylique brut (méthylène) de l'alcool méthylique rectifié et de l'acétone.

B. — IMPORTATION

La réquisition de l'alcool indigène entraîna une augmentation des importations. Les consommateurs d'alcool de bouche, les vinaigriers, les fabricants de vins de liqueur et les dénaturateurs s'adressèrent à l'étranger. Mais la baisse du franc, consécutive à une trop forte proportion d'importation, pouvait avoir une répercussion fâcheuse sur les prix de nos marchés de munitions et d'équipements à l'étranger.

La loi de base du 6 mai 1916 (*J. off.* du 11 mai p. 4093) fut votée pour ces raisons. Elle autorisa le gouvernement pendant la durée des hostilités à prohiber ou à augmenter les droits de douane par l'entrée des marchandises étrangères décret, rendu au Conseil des ministres, ces décrets devaient être soumis à la ratification des chambres dans les deux mois qui suivraient leur promulgation.

Le décret du 11 mai 1916 (*J. off.* 14 mai p. 4216) prohiba l'importation en France et en Algérie sous un régime douanier quelconque des alcools (eaux-de-vie, esprits de toute sorte) et des liqueurs d'origine et de provenance étrangère. L'interdiction ne s'appliquait pas aux alcools achetés précédem-

ment ni aux importations effectuées pour le compte de l'Etat (cette mesure était le complément de la réquisition) ni aux fabricants de vins de liqueurs, de vinaigres, de produits chimiques ou pharmaceutiques, de vernis ou de parfumerie ou par leur syndicat à charge d'être dirigés sur l'établissement destinataire sous la garantie d'un acquit à caution et sous réserve de justification de l'emploi.

Dans la discussion de la loi du 6 mai, le ministre du Commerce avait promis de ne pas appliquer la prohibition aux alcools achetés avant le 6 avril 1916. Mais il ignorait que leur montant atteignait 700.000 hectolitres. Or, comme le décret du 11 mai 1916 les avait exemptés, tous les avantages de la loi étaient compromis.

C'est pourquoi le décret du 24 juin 1916 (*J. off.* 26 juin p. 5566) remplaça la prohibition par une surélévation des droits de douane.

Les fabricants de vins de liqueur bénéficiaient du tarif minimum à charge de réexporter des quantités égales dans les trois mois.

Le décret du 11 juillet 1916 (*J. off.*, 12 juillet, p. 6166) fit disparaître pour ceux-ci l'obligation de réexporter et admit au tarif réduit l'alcool allant à la dénaturation et l'alcool allant aux industries privilégiées.

Les tarifs étaient les suivants :

	Tarif général	Tarif minimum
Eaux-de-vie par hectolitre pur.....	450	300
Bouteille par hectolitre liquide.....	450	300
Liqueur par hectolitre liquide.....	530	340
Alcool pour tous autres usages que ceux privilégiés dénaturés et pour compte de l'Etat.....	450	300
Alcools visés au décret du 11 mai 1916.	80	70

Mais le décret du 22 décembre 1916 (*J. off.* 23 déc. p. 1108) fit revivre la prohibition d'importation du décret du 11 mai

1916. La prohibition ne s'appliquait pas aux alcools importés pour compte de l'Etat, ni aux chargements expédiés à une date antérieure au décret, ni aux alcools importés pour les industriels privilégiés et pour les industries l'employant pour la fabrication de produits à réexporter.

Ce décret fut ratifié par la loi du 9 juillet 1917 (*J. off.* 11 juillet) qui admit parmi les bénéficiaires de l'autorisation d'importer les dénaturateurs (article 3) qui purent faire entrer l'alcool aux conditions et aux droits fixés par le décret du 11 juillet 1916.

Comme les mesures encore en vigueur résultant des décrets du 11 mai 1916, 24 juin 1916 et 11 juillet 1916 n'avaient pas été ratifiées, la loi du 12 juillet 1916 (*J. off.* 14 juillet) les convertit en lois, à l'exception des dispositions abrogées.

L'arrêté du 5 mars 1918 (*J. off.* du 8 mars) subordonna à la délivrance de l'autorisation préalable les importations d'alcool pour les emplois privilégiés.

Les raisons qui motivèrent, en faveur de certaines catégories d'industriels, des exceptions aux règles générales sont très compréhensibles :

1° Les fabricants de produits chimiques et pharmaceutiques et de vernis travaillaient pour la Défense nationale.

2° Les vinaigriers travaillent surtout l'alcool.

3° Les parfumeurs donnent une grande plus value à une matière première d'un prix peu élevé par rapport aux prix de vente.

4° La fabrication de vins de liqueur ne pourrait être interrompue sans amener des difficultés avec l'Espagne et l'Italie.

5° Les dénaturateurs ne bénéficiaient que des 5 à 7 o/o d'alcool laissés disponibles par la réquisition.

En somme et indépendamment des considérations financières, il faut voir accessoirement dans ces mesures une défense des alcools naturels contre les alcools étrangers et une défense contre l'entrée d'alcool à bas prix qui aurait compromis l'œuvre anti-alcoolique de la guerre.

TITRE III

L'ÉVOLUTION DU RÉGIME DE L'ALCOOL DEPUIS LA CESSATION DES HOSTILITÉS A 1923

Le système des prorogations

CHAPITRE PREMIER

APERÇU D'ENSEMBLE

Les deux caractéristiques de cette période sont *d'une part* la défense des alcools naturels contre les alcools d'industrie au moyen du maintien du régime provisoire et du carburant national; et contre les alcools coloniaux par le système du contingentement et des surtaxes — *d'autre part* le jeu des prorogations successives dans l'attente du statut définitif de l'alcool.

La loi du 23 octobre 1919 qui fixa la date de la cessation des hostilités au jour de sa promulgation, c'est-à-dire le 24 octobre, mettait un terme aux divers régimes de guerre ou du moins faisait courir leur délai d'expiration.

Or tous ceux qui avaient quelque intérêt dans la question de l'alcool voulaient éviter le retour à l'état normal, c'est-à-dire au régime d'avant la guerre (la question du privilège des bouilleurs de cru mise à part).

Les producteurs d'alcool naturel, maîtres d'ancien régime de la consommation de bouche, ne désiraient nullement voir l'Etat rendre la liberté aux alcools d'industrie et jeter sur le marché le stock qu'avait laissé la fin de la guerre. C'eût été la débâcle et aussi le retour à l'alcoolisme combattu depuis 1915. Ceux-ci se retrouvèrent donc d'accord avec les hygiénistes et purent revendiquer le maintien du régime provisoire, au nom de la santé publique.

Les distillateurs, fabricants d'alcools industriels, préféraient également que l'Etat ne liquide pas brusquement le stock d'alcool d'industrie qui s'accumulait depuis l'armistice.

L'exemple des rhums qui de 1.000 francs l'hectolitre tombèrent à 350 francs l'hecto. montra aux intéressés le danger d'encombrer le marché.

D'autre part les producteurs d'alcool industriel avaient trouvé certains avantages au système de l'achat par l'Etat (le Service des Poudres). Celui-ci payait bien et achetait toute la production.

Or l'Etat c'est le Parlement dans la manifestation de ses volontés, c'est aussi le contribuable anonyme, que l'on peut surcharger par des lois contre lesquelles il reste directement impuissant.

Pour le maintien du régime provisoire, une entente était à établir entre les alcools naturels et les alcools d'industrie, avec le concours de l'Etat.

La seule difficulté était de trouver aux alcools d'industrie, un débouché susceptible de les absorber comme l'avait fait précédemment le Service des poudres, ce fut l'alcool carburant, on l'appela national, parce qu'il était en partie fait avec de l'alcool français et surtout pour le prestige de la dénomination qui ralliait les protectionnistes et le public.

Il fallait des raisons également nationales pour servir d'enseignement aux défenseurs de ce système, ce fut la lutte contre l'essence (étrangère) et surtout contre l'alcoolisme.

Les membres de la Ligue antialcoolique ne pouvaient évidemment que se réjouir d'un tel état d'esprit et accep-

tèrent volontiers de servir de drapeau pourvu que la réforme aboutisse à une diminution de la consommation et à l'éviction des alcools d'industrie, fantaisie et bon marché du marché de bouche. Pour leur donner satisfaction et aussi pour défendre les alcools de bouilleur de cru, diverses réformes concernant les similaires d'absinthe, les liqueurs artificielles et les appellations d'origine furent votées, mais quand il s'agit de régler la question des bouilleurs de cru, les représentants des producteurs d'alcool de vigne, de fruits à cidre et de prunes cerises et prunelles, se dressèrent alors contre les hygiénistes et obtinrent le rétablissement du privilège (loi du 28 février 1923).

Telles sont les premières caractéristiques de cette période.

Les secondes sont : 1° le jeu des prorogations du régime provisoire dans l'attente du statut définitif ; 2° les tentatives faites à chaque prorogation pour le rapprocher des buts précédemment exposés et, 3° l'impossibilité d'arriver à stabiliser un régime définitif, unique et homogène.

CHAPITRE II

LA TRANSFORMATION DU RÉGIME PROVI- SOIRE DE GUERRE DES ALCOOLS NATU- RELS ET D'INDUSTRIE EN UN RÉGIME PROVISOIRE DE PAIX.

(Par suite de la cessation des hostilités)

(13 août 1919 — 31 juillet 1920

31 juillet 1920 à 28 février 1923)

Quand on regarde les dates entre lesquelles cette évolution s'est opérée, on est frappé de sa lenteur. Il a en effet fallu plus d'une année pour harmoniser le régime provisoire transformé par suite de la cessation des hostilités (31 déc. 1920).

Les causes économiques qui guidaient le gouvernement et le législateur, mettaient en jeu toute la question de l'alcool, car on ne peut résoudre un point sans toucher à l'ensemble. C'est pourquoi l'entente sur le maintien du régime provisoire modifié ne se fit que tardivement et finalement au profit des bouilleurs de cru.

Nous étudierons donc :

1° Les causes économiques du maintien du régime provisoire ;

2° Les diverses prorogations qui aboutirent à la création d'un régime uniforme (31 juillet 1920).

3° La rupture de l'équilibre par le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru (30 juin 1922).

§ 1^{er}. — CAUSES ÉCONOMIQUES

Elles ont été exposées au chapitre précédent et peuvent se résumer ainsi :

A la fin de la guerre, le Service des Poudres détenait un million cinquante mille hectolitres d'alcool (d'après M. Sarraut. Rapport de 1921, n° 358). S'il les jetait sur le marché, c'était la fin du monopole de fait, concédé aux alcools naturels pour l'approvisionnement du marché de bouche, et c'était l'écroulement des hauts cours atteints par ceux-ci.

D'autre part, la loi du 6 mai 1916 qui avait autorisé le gouvernement pendant la durée des hostilités à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane par décret, prenait fin.

Par conséquent la cessation des hostilités allait amener la faillite des producteurs d'alcools naturels si le gouvernement ne prorogeait pas le régime provisoire.

Cette solution aboutissait en définitive au monopole de vente des alcools d'industrie et pouvait coûter cher aux contribuables. C'est pourquoi, le Parlement, et plus spécialement le Sénat se rendit parfaitement compte du danger d'une solution hâtive et partielle.

D'autre part le ministre de la Guerre désirait se débarrasser du SERVICE DES ALCOOLS et des stocks dont il n'avait plus besoin, mais ne voulait pas servir de comptoir national de l'alcool industriel.

Comme l'accord fut impossible sur l'établissement d'un statut définitif, et que l'Etat ne voulait pas liquider, on eut recours au régime des prorogations, d'abord à court terme, puis, quand on se rendit compte que la question était très difficile à résoudre, elles furent organisées à plus longues échéances.

§ 2. — LES DIVERSES PROROGATIONS
QUI ABOUTIRENT A LA CRÉATION D'UN RÉGIME
UNIFORME

A. — Le décret du 15 août 1919

1° SES CAUSES. — L'ÉCHEC DU PREMIER PROJET DE LOI SUR
L'OFFICE DE L'ALCOOL

Elles sont, en partie, exposées dans le rapport adressé par M. Klotz, ministre des Finances, au président de la République en vue de lui présenter le décret à la signature.

« Dans sa séance, du 9 août 1919, écrit-il, la Chambre a
« décidé que le projet de loi relatif à l'institution d'un nou-
« veau régime temporaire de l'alcool serait inscrit à l'ordre
« du jour de la séance du mercredi 27 août après les deux
« projets déjà inscrits à l'ordre du jour de cette séance.

« Cependant des mesures immédiates s'imposent si l'on ne
« veut créer une situation absolument préjudiciable au ravi-
« taillement national, et notamment, il est nécessaire que
« l'Etat puisse payer la valeur de l'alcool dont la production
« lui est réservée (jusqu'à l'expiration de la loi de 1916) et en
« réaliser la vente. »

En somme l'obligation pour l'Etat d'acheter les alcools bon goût, l'a enfermé dans un cercle vicieux, car s'il avait eu l'intention de rendre la liberté au commerce de l'alcool d'industrie il aurait dû vendre son stock à perte. Or n'étant pas commerçant il se refuse toujours à passer officiellement une opération par perte.

Le ministre précisa en outre :

« C'est pour parer à des besoins urgents que sur l'invita-
« tion de la Chambre des députés, le Gouvernement a pro-
« mis de réglementer par voie de décret, en attendant le vote
« de la loi, tout ce qui a trait à l'alcool industriel, en repre-
« nant sous cette forme les dispositions sur lesquelles les

« deux assemblées sont tombées d'accord (*Off.*, 15 août). »

Si l'on se reporte aux comptes rendus de l'*Officiel* qui précéderent la date du décret, on voit qu'un article sur le maintien du régime de l'alcool industriel et son adaptation au temps de paix, avait été inséré sous le numéro 6 dans le *projet* de loi portant ouverture au titre du *budget* ordinaire des services civils 1919 de crédits provisoires applicables au premier trimestre 1919 (*Off.* Chambre, 24 déc. 1918).

Aux termes de cet article 6 :

1° L'Etat se réservait la production des alcools industriels et l'importation des alcools rectifiés jusqu'au 1^{er} octobre 1920.

Les alcools mauvais goût étaient compris dans cette mainmise pour éviter qu'ils soient laissés à la spéculation.

2° Un office de l'alcool était chargé de toutes les opérations (achat et vente) se rapportant à ces alcools réservés.

3° Pour protéger les alcools naturels, les alcools d'industrie ne pourraient être cédés par l'office à la consommation de bouche, sauf pour la fabrication.

a) Des vins de liqueur à moins de 350 francs l'hectolitre.

b) Des liqueurs à moins de 600 francs.

c) Sans que la quantité ainsi rétrocédée puisse dépasser 200.000 hectolitres en 1919 et 150.000 hectolitres en 1920.

4° Les genièvres et les rhums coloniaux, non compris dans la définition des alcools naturels, jouiraient d'un régime spécial, distinct de ceux ci. Leur consommation serait libre, mais frappée de surtaxes compensatrices pour éviter :

a) Le gaspillage des céréales nécessaires au ravitaillement.

b) La trop grande distillation de la canne à sucre au détriment de la fabrication du sucre.

La Commission du Budget disjoignit la partie de l'art. 6 ayant trait à l'organisation de l'office.

La Chambre, après une déclaration de M. Tournau qui déclara que cet office était seulement l'organisation d'un état de fait et non une innovation, adopta l'article.

Mais le Sénat, beaucoup plus modéré, décida sur l'avis de la Commission des Finances la disjonction de l'article pour étude (*Off.*, Sénat, 31 décembre 1918, 2^e séance).

Or la Commission des Finances estima que le projet engageait trop l'avenir et prépara un projet de loi en dix articles qui fut soumis au Sénat et adopté.

Envoyé devant la Chambre le 7 février 1919 et soumis à la Commission de législation fiscale, il donna lieu à un intéressant rapport de M. Tournan n° 5738, Chambre session 1919. Celui-ci fit remarquer l'urgence à déterminer un nouveau régime provisoire pour permettre la fixation des prix des alcools avant l'ensemencement des betteraves.

La Commission du budget demanda à la Chambre :

Ou bien de proroger le régime passé, après l'avoir adapté aux circonstances ;

Ou bien instaurer le régime définitif et général de l'alcool.

En outre la Commission des Finances ne voulait pas suivre les suggestions de M. Tournan (10 juin 1919, v. *Off.*, Chambre n° 6282) et malgré l'urgence se refusait à séparer la question des bouilleurs de cru, ainsi qu'on en peut juger par la déclaration de M. Milliès-Lacroix rapporteur et celle du ministre au Sénat.

M. Milliès-Lacroix dit au Sénat le 9 août 1919 (*Off.*, p. 1305, Sénat).

« Corrélativement au maintien du monopole de l'Etat sur « l'alcool industriel, s'impose dans un intérêt budgétaire, la « prorogation pour la même durée des dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, qui ont pour objet de suspendre le privilège des bouilleurs de cru.

« La Chambre n'en a pas moins persisté à rejeter l'article « que vous aviez voté dans cet objet.

« Votre Commission des Finances, a l'honneur de vous « proposer de rétablir cet article qu'elle estime indispensable » (*Assentiment*).

A la même séance (Sénat, 9 août 1919, p. 1315), le ministre répondit :

« Il existe un régime provisoire de l'alcool qui expire le 31 décembre de cette année, parce que la loi a décidé que ce régime provisoire prendrait fin au 31 décembre de l'année de la cessation des hostilités ».

« Alors vous dites puisque cette loi de 1916 fixait aussi le régime des bouilleurs de cru, il faut légiférer aujourd'hui en même temps pour le régime des bouilleurs de cru et pour celui de l'alcool d'industrie.

« Mais, Monsieur le Rapporteur général, vous oubliez que pour l'alcool le gouvernement avait un droit qui ne résultait pas du tout de la loi du 30 juin 1916. C'est le droit de réquisition, régi par la loi de 1877. Ce droit disparaît avec la cessation des hostilités.

« Alors se produit dans notre législation un trou formidable qui, si des dispositions nouvelles n'étaient pas adoptées, permettrait à un certain nombre de nos concitoyens de réaliser des bénéfices excessifs sur les alcools de mauvais goût. »

Il y avait alors entre la Chambre et le Sénat un échange de rapports et de projets. Malgré son insistance, M. Tournan (rapport n° 6693) ne put décider la Chambre à suivre le Sénat. Sur l'intervention de M. P. Laffont la Chambre ajourna le débat à quinzaine et pria le gouvernement d'agir par voie de décret.

Telle fut l'origine du décret du 13 août 1919, en définitive on peut la résumer :

a) La nécessité de fixer le régime et les prix d'achat des alcools avant l'ensemencement des betteraves ;

b) L'incompatibilité des vues du Sénat qui, d'une part ne voulut pas engager l'avenir trop rapidement et d'autre part se refusa à séparer la question des bouilleurs de cru du régime de l'alcool d'industrie.

C'est en raison de cette incompatibilité que le statut définitif ne sera pas réalisé pendant les années qui suivront.

Mais à chaque prorogation, les alcools naturels et spécialement les bouilleurs de cru chercheront à se donner le plus

d'avantages possibles, par l'éviction des alcools d'industrie et des alcools coloniaux (caroubes, dattes, figues, à l'état de fruits frais) et le contingentement des rhums et tafias coloniaux, jusqu'au vote de la loi du 28 février 1923 qui leur rendra le privilège et donnera comme compensation aux distillateurs l'espoir de voir la vente du carburant national (2^e loi du 28 février 1923 —, finances).

2° — LE TEXTE DU DÉCRET DU 13 AOÛT 1919 (*off.*, 15 août)

a) *Loi de base.* — « Le Gouvernement, dit le ministre des Finances dans son rapport, puise le droit d'agir de la sorte en s'appuyant sur les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 20 février 1918 aux termes duquel pendant la durée de la guerre et pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités, des décrets pourront réglementer ou suspendre en vue d'assurer le ravitaillement national, la production, la fabrication, la circulation, la vente, la mise en vente, la détention ou la consommation des denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux. »

Aux termes de l'article 1^{er}, — la production des alcools d'industrie, bon goût et mauvais goût (ceux-ci jusque-là avaient été libres) demeure réservée à l'Etat. Les genièvres, sous certaines conditions, sont traités comme les alcools naturels.

Les alcools naturels comprennent toujours les alcools de fruits *frais*. (la liste de ceux-ci sera donnée par le décret du 19 août 1921. V. chap. VIII, § 1, 2^e, D.) distillés à l'intérieur.

Ces précisions ont pour but l'éviction des alcools de fruits *secs* et des alcools provenant de la distillation des fruits coloniaux (*frais*) et visés à l'article 4. (C'est la continuation du régime des décrets temporaires étudiés au titre II, chap. VII, § 1 de ce livre III.)

D'après l'article 4, sont réservés à l'Etat :

1° L'importation des alcools coloniaux autres que les rhums et tafias.

2° Les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits *frais* des figues, dattes et caroubes.

L'article 2 — charge désormais du service des alcools, le ministre des Finances dans les termes suivants : « Pendant la période déterminée à l'article précédent, le ministre des Finances fera procéder à l'achat et à la vente des alcools réservés à l'Etat et toutes les opérations s'y rapportant. »

Article 3. — Les prix d'achat et les prix de cession seront déterminés par des arrêtés du ministre des Finances.

Ces dispositions ont été précisées par l'arrêté interministériel du 18 octobre 1919 (*J. off.*, 19 oct.) que M. Sarraut appelle l'acte de naissance du service des alcools en sa forme actuelle (p. 51).

Aux termes de son article unique la Direction des Poudres fut chargée d'assurer de concert avec la Direction générale des Contributions indirectes l'exécution du décret du 13 août 1919. Elle devait procéder à l'achat et à la vente des alcools dont l'importation et la production était réservées à l'Etat aux prix et conditions fixées par le ministre des Finances.

Enfin le dernier paragraphe de l'article 2 stipula que les opérations, en recettes et en dépenses en résultant seraient inscrites à un chapitre spécial du compte des avances à régu-

Texte du décret du 13 août 1919

Fixant le régime provisoire de l'alcool (J. off. 15 août)

Vu l'article 4 de la loi du 30 juin 1916.

Vu la loi du 10 février 1918.

Sur le rapport du ministre des Finances :

Décète :

Article premier. — Jusqu'à ce que soit intervenue la loi établissant un régime provisoire ou définitif de l'alcool ou au plus tard jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la cessation des hostilités, demeure réservée à l'Etat la production à l'intérieur des alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais, et que les genièvres définis par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902 et produits sous réserve des dispositions légales ou réglementaires concernant l'emploi des céréales.

Art. 2. — Pendant la période déterminée à l'article précédent, le

lariser, compte qui serait soumis à l'approbation des Chambres dans le mois qui suivrait la clôture des opérations.

3° CONCLUSION SUR LE DÉCRET DU 13 AOÛT 1919

Le régime provisoire des alcools d'industrie tel qu'il avait été établi par la loi du 30 juin 1916 (art. 4) fut prorogé avec des modifications.

Celles-ci sont d'une part l'attribution à l'Etat des alcools de mauvais goût, non visés par la loi du 30 juin 1916, des alcools provenant de la distillation à l'état de fruits frais des dattes, caroubes et figues, qui depuis la loi du 10 février 1918 avaient fait l'objet de diverses réglementations et des alcools coloniaux autres que les rhums et tafias, et d'autre part l'attribution au ministre des Finances de la Direction du service des alcools, avec obligation pour celui-ci de présenter des comptes aux Chambres.

Mais la question des bouilleurs de cru était laissée en suspens.

Ainsi donc la prorogation ainsi faite était incomplète et appelait avant le 31 décembre 1919, délai prévu par la loi du 30 juin 1916 une prorogation générale.

Toutefois le décret du 13 août 1919 répondit au but pour lequel il avait été rendu.

ministre des Finances fera procéder à l'achat et à la vente des alcools réservés à l'Etat et à toutes les opérations s'y rapportant.

Les opérations en recettes et en dépenses en résultant seront inscrites à un chapitre spécial du compte des avances à régulariser. Le compte spécial sera soumis à l'approbation des Chambres dans le mois qui suivra la clôture des opérations.

Art. 3. — Les prix d'achat et les prix de cession des alcools seront déterminés par des arrêtés du ministre des Finances.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à l'Algérie. En outre sont réservés à l'Etat :

A l'importation les alcools coloniaux autres que les rhums et les tafias.

2° Les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits frais des dattes, figues, caroubes.

Il permit au ministre des Finances de rendre un arrêté fixant les prix d'achat de l'alcool avant l'ensemencement, le 23 août 1919 (*Off.* du 24 août).

Pour permettre la transition, l'article 1^{er} de cet arrêté stipula :

« Jusqu'au 30 septembre 1919, inclusivement les conditions « d'achat des alcools dont la production est réservée à l'Etat « seront les mêmes que celles en vigueur avant le 1^{er} juillet « 1919 par application des ordres de réquisition émanant de « la Direction des poudres, ou des contrats passés avec cette « même direction par les distillateurs. »

Suivent ensuite des prix différentiels qui seront étudiés plus loin.

B. — La Loi de finances du 29 décembre 1919

(art. 22, *J. off.*, 30 déc.)

1^o *Causes*. — Le décret du 13 août 1919 n'avait prorogé que certaines dispositions de la loi de 1916, mais avait complètement laissé de côté ce qui avait trait aux bouilleurs de cru.

Or l'article de la loi du 30 juin 1916 avait édicté des mesures purement suspensives, dont l'application devait prendre à la fin de l'année de la cessation des hostilités, soit donc au 31 décembre 1919. Par conséquent si une loi n'avait pas été votée — le privilège de 1906, interrompu du 30 juin 1916 au 31 décembre 1919, allait être rétabli.

La discussion fut confuse (Chambre, 27 décembre) et ranima les controverses habituelles quand le Parlement aborde ces questions. M. Ernest Lafont, député de Saint-Etienne, demanda même la suppression du privilège, mais son amendement fut repoussé. Les représentants des bouilleurs de cru ne se sentant pas assez forts pour obtenir le retour au régime de 1906, obtinrent toutefois une extension de l'allocation en franchise aux mobilisés. La brèche s'élargissait.

2° *Le texte de l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919* (J. off., 30 décembre) portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919. — Il s'énonce ainsi :

« Demeurent applicables jusqu'au 30 septembre 1920 les « dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 sur le régime des alcools » (c'est-à-dire jusqu'aux vendanges).

« Le bénéfice de l'allocation en franchise est étendu aux « exploitants qui auront été sous les drapeaux entre le 1^{er} août 1914 et le 31 décembre 1919 pour toutes les exploitations « qu'ils posséderont à un titre quelconque avant 1^{er} janvier 1920. »

Cette disposition fut complétée par l'article 87 de la loi de finances du 25 juin 1920 qui étendit le bénéfice de l'allocation aux veuves de guerre non remariées des dits exploitants et accorda aux propriétaires mobilisés visés dans la disposition précédente et qui avaient payé les droits depuis le 30 septembre 1919 sur les dix litres en franchise, le remboursement de ceux-ci.

C. — Echéances du décret du 13 août 1919 (24 avril 1919)
Echéances de l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919
(30 septembre 1920). — **Chevauchement de termes.**

Le décret du 13 août 1919 cessait d'être en vigueur six mois après la cessation des hostilités. Celle-ci ayant été fixée au 24 octobre par suite de la promulgation de la loi du 23 octobre 1919, le décret n'était plus applicable après le 24 avril 1920.

Or le décret du 13 août 1919 n'avait pas seulement prorogé le régime provisoire de l'alcool industriel, il l'avait modifié (voir ci-dessus). Ces modifications devaient devenir caduques à défaut d'une prorogation du décret du 13 août, indépendante de la prorogation générale de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916.

D'autre part la prorogation pure et simple de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 avec extension aux mobilisés de l'allocation en franchise arrivait à terme le 30 septembre 1920.

L'article 22 de la loi du 22 décembre 1919 était aussi suspensif. Par conséquent à défaut de prorogation le privilège des bouilleurs de cru serait rétabli (loi de 1916) et les alcools réservés se vendraient librement sur le marché de bouche. Le ministre des Finances n'aurait plus ses attributions spéciales en matière d'alcool.

D. — Décret du 16 avril 1920
prorogeant les dispositions du décret du 13 août 1919
(*J. off.* 18 avril, p. 6108)

1° *Loi de base.* — Le gouvernement puisait le droit d'agir dans la loi qui avait servi de base au décret du 13 août 1919 c'est-à dire dans la loi du 10 février 1918 et dans la loi du 23 octobre 1919 qui avait prorogé jusqu'au 15 août 1920 l'application de la loi du 10 février 1918.

2° *Le texte de l'article unique.* — « Sont prorogées jusqu'au 15 août 1920 les dispositions du décret du 13 août 1919 sur le régime de l'alcool. »

E. — La loi du 31 juillet 1920 article 33 (*J. off.* 1^{er} août)
établissant un régime provisoire unique, destiné à
mettre fin au chevauchement d'échéances.

Prorogation jusqu'au 31 décembre 1920.

1° *Causes.* — L'échéance de la prorogation du décret du 13 août 1919 tombait le 15 août 1920, et celle de l'article 22 de la loi du 28 décembre 1919, le 30 septembre 1920. C'était l'occasion de fondre en un seul régime provisoire les deux dispositions.

2° *Texte de l'article 33 de la loi du 31 juillet 1920, portant fixation du budget général de l'exercice 1920* (*J. off.* 1^{er} août 1920).

Loi du 31 juillet 1920 portant fixation du budget général de l'exercice 1920, D. 386 (*J. off.* 1^{er} août 1920).

Article 33. — Jusqu'au 31 décembre 1920 inclus demeure

réservée à l'Etat la production des alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais.

Resteront en vigueur jusqu'à la même date les dispositions de l'article 16 du décret du 2 avril 1918 modifiées par les décrets des 13 décembre 1919 et 6 janvier 1920.

Les dispositions des 2 paragraphes précédents sont applicables en Algérie.

En outre sont réservés à l'Etat les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état de fruits frais des figues, des dattes et des caroubes.

Resteront également en vigueur jusqu'au 31 décembre 1920 les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 prorogées et complétées par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919 qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Des arrêtés du ministre des Finances régleront les conditions d'exécution du présent article. »

3^e Conclusion sur l'article 33 de la loi du 31 juillet 1920. — Ainsi donc les chevauchements précédents cessent.

La limitation du privilège des bouilleurs de cru est liée au monopole de vente de l'alcool industriel et à son éviction du marché de bouche jusqu'au 31 décembre 1920.

Toutes les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, et des lois de prorogation sont prorogées, en même temps que les mesures prises par le décret du 13 août 1919.

La question de l'alcool produit en Algérie à l'état de *fruits frais* des figues, dattes et caroubes, est réglée par la mainmise de l'Etat qui le traite comme alcool industriel.

La distillation à l'état de fruits secs des dattes, figues et caroubes et tous *fruits secs* en France, fut encore interdite par l'effet de la prorogation du décret du 2 avril 1920 pour la période allant jusqu'au 31 décembre 1920.

La distillation des matières amylacées, des céréales (servant à la fabrication du pain) des sucres et cassonnades (décret du 2 avril 1918), fut également prohibée.

(La distillation des mélasses avait été autorisée par décret du 6 janvier 1920).

Enfin le ministre des Finances reçut à nouveau la mission de régler les conditions d'application de ce régime.

F. — Prorogations du régime unique de la loi du 31 juillet 1920, depuis le 30 décembre 1920 au 30 juin 1922.

a) *L'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 (J. off., 1^{er} janvier 1921) (budget, crédits provisoires) a prorogé jusqu'au 30 septembre 1921 le régime provisoire unique établi par la loi du 31 juillet 1920 et qui expirait le 31 décembre 1920 (ou jusqu'à ce que soit intervenue la loi établissant le régime définitif de l'alcool).*

Diverses dispositions visèrent les genièvres dont la fabrication allait redevenir normale par suite de la mainlevée de la prohibition de distiller les grains. Elles furent modifiées par la loi du 30 avril 1921, étudiée au chapitre suivant.

Le bénéfice de l'allocation en franchise fut étendu aux exploitants des régions envahies et aux veuves non remariées des exploitants sus-visés.

Les alcools provenant de la distillation des caroubes, dattes, figues (à l'Etat de fruits frais) furent exclusivement réservés à l'Etat, bien que provenant de fruits frais.

Les alcools provenant de la distillation des mêmes fruits à l'état sec étaient cotés comme alcool d'industrie, aucun alcool naturel ne provenant de la mise en œuvre de fruits secs.

En somme l'alcool naturel voulant rester maître du marché de bouche fit considérer comme alcool d'industrie les alcools de dattes, caroubes et figues même fraîches et obtint le contingentement des genièvres établi, d'après la moyenne des quantités produites annuellement par chaque établissement de 1910 à 1913, et une surtaxe compensatrice pour que le consommateur les paie cher.

Ces mesures de défense n'apparaissent d'ailleurs que comme l'un des éléments de la politique de l'alcool naturel contre ses concurrents, alcools étrangers, alcools coloniaux et rhums (indépendamment de l'alcool d'industrie).

Comme le projet de M. Sarraut (annexe au procès-verbal de la séance du 19 mai 1921, *Off.*, Sénat, n° 358) ne fut pas adopté et qu'aucune loi n'établît le régime définitif de l'alcool, au 30 septembre 1921, il fallut une nouvelle prorogation. Ce fut l'objet de l'article 18 de la loi de finances du 16 juillet 1921, car c'est toujours dans les lois de finances que se sont réglées les prorogations.

b) *L'article 18 de la loi du 16 juillet 1921, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920 au titre des budgets ordinaires ou extraordinaires (J. off., 17 juillet et erratum 27 juillet)*, prorogea purement et simplement jusqu'au 30 juin 1922 les dispositions précédentes. Il ne fût plus question d'une loi sur le régime général.

C'est pourquoi une nouvelle prorogation dut être envisagée, ce fut le but de l'article 15 de la loi de finances du 30 décembre 1922.

G. — Rupture de l'équilibre du régime provisoire par les bouilleurs de cru désireux de reprendre leur privilège.

a) PRÉPARATION DE LA RUPTURE PAR LA LOI DE PROROGATION DU 30 JUIN 1922 (prolongée par la loi du 30 décembre 1922, art. 8, *J. off.*, 1^{er} janvier). — Bien que ce point devrait plutôt être traité au chapitre des bouilleurs de cru, il sera néanmoins étudié ici parce qu'il pourra mieux révéler la tendance de l'évolution actuelle du régime, tendance qui peut se résumer ainsi :

Dissociation de la question de l'alcool industriel et de la question de l'alcool naturel. Plus de contre-partie.

Maintien du régime provisoire de l'alcool industriel nettement séparé de l'alcool naturel pour un temps très long.

Maintien du régime provisoire de l'alcool naturel pour une plus courte période à la fin de laquelle la séparation se fera par le rétablissement du privilège en même temps que l'alcool d'industrie sera toujours attribué à l'Etat.

C'est ce plan que commença à réaliser l'article 15 de la loi du 30 juin 1922 (loi de budget) (*J. off.*, 1^{er} juillet) qui s'énonce ainsi :

LOI DU 30 JUIN 1922. — Art. 15. — *Est prorogé jusqu'au 30 septembre 1924 le régime provisoire des alcools tel qu'il a été fixé par les dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920, modifiées par l'article 12 de la loi des finances du 30 avril 1921, à l'exception toutefois du paragraphe 7 du dit article 13, relatif aux bouilleurs de cru qui est prorogé seulement jusqu'au 30 décembre 1922.*

L'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur est accordée à tous les exploitants de terrains plantés en vigne ou en arbres fruitiers distillant ou faisant distiller les produits de leur récolte, tels que ceux-ci sont définis par la loi du 31 mars 1903 et ayant été mobilisés entre le 1^{er} août 1914 et le 31 décembre 1919.

En somme l'article 15 établit une différence nette de traitement entre les alcools naturel et industriel.

Le régime provisoire de l'alcool industriel fut prorogé pour deux années soit jusqu'au 30 septembre 1924 (la précédente prorogation expirait le 30 septembre 1922), tandis que celui des alcools naturels le fut seulement jusqu'à la fin de l'année, donc pour six mois soit jusqu'au 31 décembre 1922.

La restriction du régime provisoire de bouilleurs de cru jusqu'au 31 décembre 1922 fut votée au Sénat à la suite d'un amendement de M. Jeanneney, afin de rendre nécessaire avant la fin de l'année le vote d'une loi sur le régime définitif de bouilleurs de cru.

En outre cette loi étendit l'allocation en franchise de 10 litres, aux mobilisés mais dans des termes peu clairs.

D'abord à défaut de précision le mot mobilisé est très vaste. Ensuite la référence à la loi de 1903 s'explique mal. La plus récente définition des bouilleurs de cru fut donnée par la loi du 27 février 1906 (V. livre I et II).

Ainsi donc le régime de l'alcool industriel fut réglé pour une période allant au 30 septembre 1924 tandis que le régime des bouilleurs de cru expirait le 21 décembre 1922. Il dut toutefois être prorogé jusqu'au 28 février 1923 par *l'article 8 de la loi de budget (crédits provisoires) du 31 décembre 1922*. (*J. off.* 1^{er} janvier 1923) pour permettre au Parlement de voter le projet de loi déposé par M. de Lasteyrie, ministre des finances, le 20 novembre 1922 (2^e séance. *J. off.* Doc. annexes. 5100) et sur lequel M. Taurines avait fait un premier rapport le 13 décembre 1922 (2^e séance, Doc. annexes 5246) qui fut suivi et complété par un second du 31 janvier 1923 (Doc. annexes 5511).

b) RÉTABLISSEMENT DU PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU PAR LA LOI DU 28 FÉVRIER 1923 (*J. off.* 1^{er} mars). — La loi du 28 février 1923, applicable à partir du 1^{er} août 1923 (elle prorogea le régime précédent jusqu'au 31 juillet 1923) autorisa tous les bouilleurs à distiller chez eux. En outre elle accorda l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur à tous les bouilleurs de cru.

Le privilège ainsi rétabli n'était donc pas aussi complet que celui de 1906, car les quantités produites étaient passibles de l'impôt à l'exception des 10 litres laissés pour la consommation familiale.

En somme les bouilleurs de cru sont assurés du maintien du régime des alcools d'industrie jusqu'au 30 septembre 1924 et ont repris une grande partie de leur privilège.

Donc en dehors de la loi sur les bouilleurs de cru, les autres parties du régime provisoire ne sont pas consolidées (alcool industriel, alcool dénaturé, octroi etc.).

CONCLUSION DU CHAPITRE

La lenteur avec laquelle le régime provisoire des alcools naturels et d'industrie s'est stabilisé en un seul statut vient de la lutte entre les partisans et les adversaires du privilège des bouilleurs de cru qui met aux prises les petits distillateurs agricoles, les bouilleurs de cru et les impartiaux, et du conflit entre les producteurs d'alcool naturel et d'alcool d'industrie.

Mais les bouilleurs de cru bénéficiant de l'avantage du nombre arrachèrent peu à peu des concessions nouvelles qui tendent au rétablissement intégral du privilège et ne permettent pas aux alcools concurrents de venir sur le marché de bouche et cela au nom de la santé publique.

CHAPITRE III

LE STATUT DES ALCOOKS NATURELS SOUS LE RÉGIME DES PROROGATIONS JUS- QU' AUX DERNIÈRES RÉGLEMENTATIONS DE 1923.

§ 1. — PRINCIPE ET DIRECTIVE

Par suite de la réquisition des alcools d'industrie, les alcools naturels avaient des cours très élevés, passant de 110 à 170 francs avant la guerre à 1.000 et 1.200 francs l'hl.

En outre, par suite des difficultés de transport et de leur prix, les producteurs avaient plus d'intérêt à envoyer leur vin et leur cidre à la distillation qu'à le vendre comme boisson.

C'est pourquoi furent rendus les différents décrets sur la distillation des cidres et des poirés. (Voir ci-dessus).

Les producteurs d'alcool naturel demandaient le maintien du régime provisoire pour les raisons exposées aux chapitres I et II du présent titre. Mais parmi ceux-ci les bouilleurs de cru étaient les plus nombreux et les plus largement représentés à la chambre. C'est pourquoi ils cherchèrent à se donner le plus d'avantages.

§ 2. — LES BOUILLEURS DE CRU

Leur but était :

A) Le maintien de la mainmise par l'Etat sur tous les alcools industriels, y compris les alcools mauvais goût laissés libres

par la loi du 30 juin 1916, et les alcools provenant de la distillation des fruits secs.

B) La défense contre les alcools naturels susceptibles de leur faire une concurrence.

1° Contre les genièvres.

2° Contre les alcools étrangers.

3° Contre les alcools coloniaux.

a) dattes, caroubes, figues fraîches en Algérie;

b) rhums et talias.

C) Le rétablissement du privilège, au moyen de brèches successives, chaque fois qu'il serait question du régime de l'alcool.

A. — Eviction du marché de la consommation de bouche de tous les alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, mares, lies et fruits frais, opérée à l'intérieur et matamisée par l'Etat sur ceux-là avec la certitude qu'ils ne seront pas cédés pour la consommation.

Les bouilleurs de cru arrivèrent à ce résultat par les prorogations successives du régime de la loi du 30 juin 1916.

Toutefois celle-ci n'avait visé que les alcools bon goût.

Le décret de 13 août 1919 comprit « tous les alcools autres que ceux provenant de la distillation des fruits frais... et les alcools de dattes, figues, caroubes fraîches. »

Quant aux alcools produits par la distillation des fruits secs, ils se trouvaient, indépendamment de la prohibition qui les frappa à titre temporaire, obligatoirement réservés à l'Etat, qui achetait tous les alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins... et des fruits frais. Ainsi se trouvait écartée la concurrence des alcools fabriqués en France avec dattes, des caroubes et des figues sèches.

**B. — Défense contre les alcools
naturels susceptibles de leur faire concurrence**

1° CONTRE LES GENIÈVRES

La loi du 31 mars 1903 (art. 23) avait admis parmi les alcools naturels les genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées à l'article 15, § 2, de la loi du 30 mars 1902 et les rhums et tafias des colonies françaises. Or les genièvres qui sont en définitive un alcool de grains et qui devraient être classés parmi les alcools d'industrie pouvaient faire une sérieuse concurrence aux alcools de vin, non pas tant pour la consommation directe, que pour la composition des liqueurs.

L'article 4 de la loi du 30 juin 1916, le décret du 13 août 1919 et leurs prorogations avaient compté parmi les alcools naturels les genièvres fabriqués dans les conditions légales.

Cette situation n'était pas gênante puisque la distillation des céréales propres à la fabrication du pain avait été interdite. En somme le législateur n'avait pas voulu exclure officiellement les genièvres de la catégorie des alcools comestibles, mais il y était parvenu par l'interdiction de distiller la matière première, interdiction motivée par des raisons de ravitaillement national.

Les quantités fabriquées ou importées qui, en 1913, avaient été de 11.992 hectolitres d'alcool pur et de 12.868 hectolitres en 1914, tombèrent en 1917 à 7.572 hectolitres, en 1918 à 34 hectolitres et en 1919 à 686 hectolitres d'alcool pur (*V. Bulletin de statistique et de législation comparée* de novembre 1920).

Quand à la fin de l'année 1920, Cette prohibition fut levée, le législateur inséra dans l'article 13 de la loi de finances du 31 décembre 1920 (*Off.*, 1^{er} janv., prorogation) deux dispositions établissant l'une le contingentement, l'autre une surtaxe compensatrice de façon à maintenir la production à des

quantités déterminées et la parité entre les cours des genièvres et les cours des alcools de vin.

Le contingentement fut basé sur la moyenne des quantités produites annuellement de 1910 à 1913. Ce contingentement impliquait le monopole de la fabrication au profit des distilleries qui faisaient du genièvre à cette époque, puisqu'il fallait justifier les quantités alors produites. Avant la guerre il y avait environ 18 usines fabriquant ensemble 20.000 hectolitres de genièvre (alcool pur) soit environ 41.000 hectolitres en volume à 49° Gay Lussac.

La surtaxe perçue au profit du Trésor sur l'alcool contenu à la sortie des établissements de production, était égale à la différence entre le prix d'achat par l'Etat des alcools de grains et le prix de vente moyen des alcools de vins, marchandise n'ae prise chez le distillateur, ce dernier prix étant déterminé chaque trimestre d'après les cours cotés sur les places de Montpellier, Beziers, Nimes et Narbonne.

Cette surtaxe devait faire partie des prix soumis à la taxe de 25 o/o prévue par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920.

Le ministre des Finances chargé de l'exécution de ces dispositions, prit deux arrêtés, l'un du 21 février 1921, l'autre du 27 avril 1921 pour fixer les prix de vente moyens des alcools de vins (805 francs et 450 francs l'hecto nu à 100°) et le prix d'achat par l'Etat des alcools provenant de la mise en œuvre des grains dans les fabriques de levure (380 fr. et 340 fr. l'hectolitre à 100°) soit une surtaxe de $805 - 380 = 425$ francs pour le premier trimestre 1921 et une surtaxe de $450 - 340 = 110$ francs pour le deuxième trimestre 1921.

Mais M. Crespel fit remarquer à la tribune de la chambre (12 avril 1921) que l'esprit de la loi avait été faussé par le calcul sur le prix d'achat par l'Etat de l'alcool dans les fabriques de levure, alcool acheté à bas prix à une industrie pour laquelle il n'est qu'un sous-produit.

En effet par suite de cette erreur dans la base du calcul

« il en est résulté que la surtaxe imposée au genièvre a été
« bien plus élevée que le Parlement ne l'avait prévu ; elle
« est devenue prohibitive. »

C'est pourquoi M. Crespel déposa un amendement qui fut
défendu par M. Barthe et renvoyé pour examen à la Com-
mission des spiritueux.

Inséré dans le projet de loi portant fixation du budget
général de 1921, il devint l'article 12 de la dite loi (du 30 avril
1921. *J. Off.*, 1^{er} mai, errata : 3, 5, 13 et 21 mai 1923).

Ils s'énonce ainsi :

« Les deuxième et troisième paragraphes de l'article 13 de
la loi du 31 décembre 1920 sont remplacés par les disposi-
tions ci-après :

« Au cas où le prix de vente moyen des genièvres fabri-
qués dans les conditions spécifiées au paragraphe précédent
serait inférieur au prix de vente moyen des alcools de vin,
ces genièvres seraient frappés à la sortie des établissements
de production sur l'alcool y contenu d'une surtaxe égale à
la différence entre les deux prix de vente.

« Les prix de vente moyens rapportés à l'hectolitre
d'alcool pur, marchandise nue prise chez le distillateur,
seront déterminés chaque trimestre, pour les genièvres,
d'après les indications fournies par la Chambre de com-
merce de Lille, et pour les alcools de vin, d'après les cours
publiés par chacune des Chambres de commerce de Mont-
pellier, Béziers, Nîmes et Narbonne.

« La surtaxe précitée sera perçue au profit du Trésor et
fera partie du prix soumis à la taxe prévue par l'article 73
de la loi du 25 juin 1920. »

Ainsi les indications de Chambre de commerce de Lille
serviraient de base au calcul et allaient éviter les écarts qui
s'étaient produits auparavant, et que l'achat à très bas prix
des alcools de grains dès 1922 aurait rendu énorme (90 à
100 fr. l'hectolitre à 100° v. pl. loin).

Par le jeu du contingentement et de la surtaxe, les bouil-
leur de cru étaient assurés de la limitation de la production

des genièvres et du maintien de leur prix à un cours voisin de celui des alcools de vin. Donc leur vente au consommateur était restreinte et déterminée, et leur vente au liquoriste rendue à peu près impossible.

2° DÉFENSE CONTRE LES ALCOOLS ÉTRANGERS ET COLONIAUX

(SAUF LES RHUMS ET TAFIAS COLONIAUX)

LOI DU 25 JUIN 1920 ART. 89, 73, 63

Diverses lois avaient réservé à l'Etat la production des alcools d'industrie et avaient compris dans cette monopolisation les alcools de fruits coloniaux même frais.

La question des alcools étrangers n'avait pas été réglée d'une façon stable. Les décrets rendus en vertu de la loi du 9 mai 1916 (voir livre III, titre II, chap. II, § 2 importations) avaient tantôt prohibé l'importation des alcools : eaux-de-vie et liqueurs étrangères, tantôt permise contre paiement de droits de douane élevés.

Avec le retour à l'état de paix, il fallait un régime stable, pour les alcools d'industries étrangers et pour les alcools naturels importés.

Les bouilleurs de cru, représentant la grosse majorité des alcools naturels, demandèrent des moyens de défense et trouvèrent une alliance du côté des hygiénistes et des protectionnistes qui ne pouvaient voir que des inconvénients à la trop facile importation des produits étrangers (change), — et formaient une majorité que la baisse du franc et des considérations nationalistes augmentèrent.

La loi du 25 juin 1920 leur donna satisfaction.

a) *Contre les alcools d'industrie (art. 89).* — L'article 89 de la loi du 25 juin 1920 stipule dans son paragraphe 3 :

« Est réservée à l'Etat l'importation des alcools d'origine
« ou de provenance étrangère ou coloniale. »

Par conséquent les régimes établis par la loi du 30 juin 1916 et les lois de prorogation n'étaient pas mis en échec du côté extérieur.

b) *Contre les alcools consommables en l'état.* — L'article 89 continue (§ 4) :

« Dans le cas où par dérogation à cette disposition, la prohibition d'importation serait levée, les vins de liqueur, les eaux-de-vie, rhums, liqueurs, vins, whiskies et autres préparations alcooliques consommables en l'état seront assujettis au paiement d'une surtaxe sur l'alcool contenu égal à la différence entre le prix d'achat et les prix de cession par l'Etat des alcools cédés pour la conservation des fruits frais et sucs de fruits en vigueur au moment du dédouanement » (L'Etat fut autorisé à céder des quantités déterminées d'alcool d'industrie pour la conservation des fruits frais article 89 § 1 voir chapitre III même titre).

« Les rhums des colonies françaises seront exempts de cette surtaxe s'ils proviennent de la mise en œuvre des matières premières (cannes ou mélasses) récoltées ou fabriquées dans ces colonies. Un décret déterminera les conditions d'application de la présente disposition » (la question des rhums coloniaux est traitée au § 3).

« La surtaxe précitée fera partie du prix soumis à la taxe de 25 o/o prévue à l'article 73 » (fin de l'art. 89).

Elle constitue donc un impôt de superposition destiné à grever les alcools importés de droits très élevés.

Les modalités de paiement de la surtaxe de 25 o/o ont été réglées par l'arrêté du 1^{er} juillet 1920 (*off.* 2 juillet).

Le taux actuel de cette surtaxe est de	500 francs
Prix de vente des alcools, conserv. fruits :	
Arrêté du 23 avril 1923.	580 francs
Prix d'achat des alcools de grains 95°	
Arrêté du 24 octobre 1924	80 francs
Différence : surtaxe.	500 francs

Il y a lieu d'ajouter les droits de douane qui seraient de 450 francs par hectolitre d'alcool pur.

De la sorte, dès que la prohibition serait levée, les alcools

étrangers, consommables en l'état, seraient forcément vendus à un prix très élevé par suite du jeu de la surtaxe. Et le bénéfice réalisé par cette hausse obligatoire, appartiendrait à l'Etat, à moins que les importateurs habiles ne vendent à un prix voisin de taux de la surtaxe pour encaisser le montant de la somme perçue par l'Etat au titre de surtaxe. Cette situation devait d'ailleurs encourager l'importation des alcools et liqueurs de première qualité, car les eaux de vie de deuxième choix n'auraient pu trouver d'acquéreur en raison de leur prix obligatoirement élevé.

Indépendamment de cette surtaxe l'article 73 de la loi du 25 juin 1920 assujettit les alcools étrangers au paiement de la taxe de luxe établie par les lois de finances des 31 déc. 1917, 29 juin 1918 et 31 décembre 1918, et qui frappait d'un droit proportionnel le produit vendu, non seulement en tant que produit de luxe, mais aussi et en plus (dans le cas de consommation dans un établissement classé de luxe) en tant que consommé dans cet établissement.

Son taux d'abord fixé à 10 o/o par la loi du 31 décembre 1917, fut porté à 20 o/o par la loi du 29 juin 1918 puis à 25 o/o par la loi du 25 juin 1920 pour les alcools et eaux de vie et apéritifs (+) plus dix pour cent sans décimes pour la taxe perçue en cas de consommation dans un établissement dit de première catégorie (art. 63 § 2 de la loi) (plus un décime au profit des Départements et Communes).

A titre exceptionnel les commerçants payant la taxe de 25 o/o ne furent pas obligés de faire entrer dans le calcul du chiffre d'affaire les ventes ayant occasionné cette taxe.

En somme les alcools étrangers ont été assujettis au même régime fiscal que les alcools indigènes. Cette mesure parfaitement équitable évitait de donner aux whiskies, gins etc... un avantage sur les produits français.

Ainsi donc les alcools naturels ont eu ainsi la certitude (car les dispositions de la loi du 25 juin 1920 concernant l'alcool et les boissons assimilées ne sont pas prises à titre

provisoire) que les alcools importés ne pourront leur faire concurrence à raison de bas prix.

Au point de vue antialcoolique cette solution a été des plus heureuses, car elle limite la consommation par l'élévation du prix et n'a permis en fait l'entrée qu'à des eaux de vie et liqueurs de premier choix.

N.-B. — Le système de la surtaxe variable suivant les prix d'achat et de vente a été exposé par M. Tournan dans son deuxième projet (art. 9) (*off. de b. parl. ch.* 1917, p. 797).

c) *Contre l'alcool contenu dans les vins de liqueur, mistelles et vermouths importés* décret du 13 juillet 1922). — Le décret du 13 juillet 1922 (*Off.* 14 juillet) précisa les dispositions du paragraphe 4 de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 dans les termes suivants:

« La surtaxe de compensation exigible sur l'alcool contenu
« dans les vins de liqueur, vermouths et mistelles indépen-
« damment des taxes intérieures et des droits prévus au
« n° 171 bis du tarif douanier modifié par le décret du 11 juil-
« let 1922, est perçue sur l'alcool total acquis et en puissance,
« contenu dans le produit sous déduction de douze degrés. »

Donc au delà de 12 degrés, maximum du degré alcoolique prévu pour les vins, la surtaxe joue et s'ajoute au droit de consommation, et forme, avec les frais permettant l'établissement du prix de vente, la base de la taxe de 25 o/o (luxé).

3° DÉFENSE CONTRE LES ALCOOLS COLONIAUX

Loi du 25 juin, article 9

L'article 89 de la loi du 25 juin 1920 n'a fait aucune différence entre les alcools d'origine ou de provenance étrangère ou coloniale.

Seuls les rhums des colonies françaises seraient exemptés de la surtaxe établie pour les alcools étrangers s'ils provenaient de la mise en œuvre des matières premières (canne ou mélasse) récoltées ou fabriquées dans nos colonies.

Le décret du 13 août 1919 avait le premier établi cette séparation. Son article 4 énumérait trois sortes d'alcools coloniaux :

1° Ceux provenant de la distillation en Algérie des dattes, figues, caroubes fraîches ;

2° Les alcools coloniaux en général.

Ces deux catégories étaient réservées à l'Etat.

3° Les rhums et tafias coloniaux, ceux-ci pouvaient aller à la consommation de bouche.

Donc, sauf les rhums et tafias coloniaux et sous certaines réserves à leur égard, les alcools coloniaux ont tous été réservés à l'Etat.

Le régime des rhums sera étudié au deuxième paragraphe de ce chapitre réservé aux alcools naturels, après l'étude des bouilleurs de cru.

C. — Le rétablissement du privilège au moyen de brèches successives

1° BRÈCHES A CHAQUE PROROGATION

L'allocation de 10 litres d'alcool pur en franchise

La suspension du privilège accordé en 1906, du fait de la *loi du 30 juin 1916* (*Off. 1^{er} juil.*) n'avait pas été radicale. Les bouilleurs de cru, privés du droit de distiller chez eux (à moins de produire 2 hectolitres d'alcool pur par an ou de les prendre en charge) et de l'avantage de ne pas payer les droits sur les quantités fabriquées et conservées chez eux, avaient obtenu une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an en faveur de tout exploitant de terrains, plantés en vignes ou en arbres fruitiers —, pouvant justifier qu'il avait distillé ou fait distiller partie de ces récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916.

Le décret du 13 août 1919 ne parla pas des bouilleurs de cru et prorogea uniquement le régime de l'alcool d'industrie.

Le décret du 10 septembre 1919 qui interdit en fait aux bouilleurs (de cru) de cidre et de poirés, le droit de bouillir fut abrogé par le décret du 26 septembre 1919 (Voir même livre III, titre II, chap. VII, § 1^{er}, mesures intérieures).

La loi du 29 décembre 1919 (off., 30 déc.) étendit le bénéfice de l'allocation de 10 litres en franchise à tous les exploitants mobilisés, ayant eu une exploitation avant le 1^{er} janvier 1920.

Le décret du 16 avril 1920 (*Off.*, 18 avril) ne permit aux bouilleurs aucune réclamation et ne s'occupa pas directement de leur situation.

La loi du 31 juillet 1920 (art. 33, *Off.*, 1^{er} août) maintint seulement les précédentes dispositions.

Mais dans *la loi du 25 juin 1920* (art. 87, *Off.*, 26 juin) ils obtinrent :

1^o L'addition à l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919 de cette disposition : « le bénéfice s'appliquera depuis l'origine de la campagne 1919-1920 ;

2^o La restitution des droits perçus depuis le 30 septembre 1919 sur les 10 litres en franchise (donc rétroactivité) ;

3^o L'extension de l'allocation de 10 litres d'alcool pur en franchise aux veuves non remariées des cultivateurs mobilisés postérieurement au 2 août 1914 et qui sont morts pendant la guerre.

L'article 13 de *la loi du 31 décembre 1920* (*Off.*, 1^{er} janv.) accorda le bénéfice de cette allocation aux exploitants des communes envahies par l'ennemi ou évacuées pendant la guerre pour les exploitations qu'ils possédaient à un titre quelconque avant le 1^{er} janvier 1920.

Le même bénéfice appartient aux veuves non remariées des exploitants susvisés, morts pendant la guerre.

La loi du 16 juillet 1921 (art. 18, *Off.*, 17 juil.) se borna à proroger le régime antérieur.

Par contre, *la loi du 30 juin 1922* qui marque le commencement et la préparation de la rupture de l'équilibre du régime provisoire des alcools naturels et d'industrie étendit

le bénéfice de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an à tous les bouilleurs de cru ayant été mobilisés (voir le texte chapitre II du présent titre).

L'article 15 qui prorogeait jusqu'au 30 décembre 1924 le régime de l'alcool d'industrie restreignit la prorogation du régime des bouilleurs de cru au 31 décembre 1922. M. Jeaneney, auteur de l'amendement qui aboutit à cette rupture, voulait ainsi imposer le vote d'une loi réglementant définitivement le droit des bouilleurs (*J. off.*, 1^{re} séance du 30 juin 1922, p. 1008).

Cette loi intervint le 28 février 1923 et rendit aux bouilleurs un des plus importants des privilèges : celui de pouvoir distiller chez eux et accorda l'allocation à tous les exploitants.

Toutefois une prorogation du terme prévu par la loi du 30 juin 1922 dut intervenir. Ce fut l'objet de l'article 8 de la loi de finances du 31 décembre 1922 (*J. off.*, 1^{er} janvier) qui prolongea le délai jusqu'au 28 février 1923.

Les bouilleurs de cru avaient ainsi étendu peu à peu la franchise concédée en la faisant accorder à un nombre toujours plus grand de bouilleurs qui (naturellement) cherchèrent le rétablissement du privilège.

2° LA LOI DU 28 FÉVRIER 1923, « RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE AUX BOUILLEURS DE CRU » (*J. off.*, 1^{er} MARS) ET LEUR ACCORDANT UNE GROSSE PARTIE DU PRIVILÈGE.

A. — *Objet de la loi*

La loi du 30 juin 1916 et les lois qui prorogèrent l'article 4 avaient entre autres buts la centralisation des alcools naturels en vue de leur contrôle à la production. Des concessions avaient été faites pour étendre l'allocation de 10 litres à d'autres récoltants, mais le principe de l'interdiction de dis-

tiller à domicile à moins de produire 200 litres d'alcool pur par an, était resté intact.

La réussite des tentatives faites en vue de l'extension du nombre des bénéficiaires de l'allocation, décidèrent les bouilleurs de cru à demander la suppression pure et simple de la prohibition de distiller à domicile.

(Les rapports et renvois à l'*Officiel* ont été cités dans le paragraphe 2 du chapitre II de ce titre).

B. — Principe du nouveau régime

Il repose sur une distinction entre :

1° Les bouilleurs distillant des vins, cidres, poirés, mares, lies et fruits frais, c'est-à-dire les fabricants d'alcools naturels visés dans la loi du 30 juin 1916 et les lois qui l'ont prorogée.

2° Les bouilleurs de cru, tels qu'ils ont été définis par la loi du 31 mars 1903, c'est-à-dire ceux qui distillent leurs vins, cidres, poirés, mares, lies, prunes, cerises et prunelles.

Partant de cette distinction la loi accorda :

1° Aux bouilleurs de la première et de la deuxième catégorie le droit de distiller à leur domicile sous certaines conditions étudiées plus loin, mais sans limitation de quantité. Par conséquent la distinction faite par la loi du 30 juin 1916 entre les petits bouilleurs et les gros bouilleurs, c'est-à-dire ceux distillant plus de 200 litres d'alcool par an, est supprimée.

La loi a autorisé la distillation à l'atelier public ou à la coopérative de distillation.

2° Aux bouilleurs de la deuxième catégorie seulement l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an pour la consommation familiale, sans restriction de qualités attachées à la personne.

C. — Conséquences de principe

PREMIÈRE CONSÉQUENCE. — *Extension de la dénomination des bouilleurs de cru sans concession de tous les avan-*

tages. — La loi est dénommée : « loi relative à la modification de la réglementation applicable aux bouilleurs de cru ».

Or l'article 2 s'énonce ainsi : « A partir du 1^{er} août 1923, les distillations de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais seront opérées : 1^o en atelier public conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2^o par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 ; 3^o à domicile. »

Par conséquent les distillateurs de fruits frais sont bouilleurs de cru. Comme tels ils peuvent distiller à domicile ; mais ils n'ont pas tous les avantages afférents à cette qualité.

En effet l'article 3 n'accorde l'allocation en franchise qu'aux propriétaires, fermiers, métayers et vignerons, distillant ou faisant distiller tout ou partie de leur récolte « tels que ceux-ci sont définis (dit le texte) par la loi du 31 mars 1903, y compris les débitants ».

Donc les bouilleurs de la première catégorie bien qu'ils aient été visés dans une loi relative à la réglementation des bouilleurs de cru, sont traités différemment de ceux qui autrefois furent visés dans la loi de 1903 et jouirent en 1906 du privilège total.

Cette contradiction souleva d'ailleurs les protestations légitimes en droit, des députés d'Alsace-Lorraine qui demandèrent que l'on ajoute aux bouilleurs de cru (2^e catégorie jouissant de l'allocation) les récoltants distillant leurs myrtilles, framboises, sureaux, etc...

M. Bérenger rapporteur, au Sénat (rapport du 22 fév. 1923. Doc. ann. 101), précisa qu'en fait l'extension de l'allocation aurait de graves inconvénients. Le texte du projet avait admis en plus des fruits énumérés dans la loi de 1903, la mûre sauvage, la framboise, la myrtille, et autres fruits. Le rapporteur fit remarquer que l'on pourrait alors voir apparaître n'importe quelle matière première — ce qui favoriserait la consommation de l'alcool — et ce qui fausserait l'esprit de

la loi, car les fruits sauvages risquent d'être récoltés en dehors de la propriété du bouilleur et même jusque sur des terrains appartenant à l'Etat (*Off.*, 1^{er} mars 1923, Sénat, p. 403).

EN FAIT : Dans sa circulaire du 18 août 1923, article 11, le ministre des Finances déclara que seuls les bouilleurs de cru de la deuxième catégorie seraient traités comme tels, et que les autres seraient soumis au règlement B. Toutefois la réglementation adoucie de 1903 peut être appliquée aux récoltants mettant en œuvre des fruits frais (art. 12).

DEUXIÈME CONSÉQUENCE. — *Six modes de distillation :*

A domicile par le récoltant avec son alambic, ou un alambic loué ;

A domicile avec l'alambic d'un loueur ambulant ;

Au domicile d'un autre bouilleur ;

A l'atelier public, par le récoltant ;

A l'atelier public par un bouilleur de profession ou un loueur ambulant ;

A la société coopérative (D'après la circulaire du 14 août art. 7 et 40. *Off.* 18 août).

Les bouilleurs peuvent donc recourir aux modes précédents qui sont maintenus.

La nouveauté consiste dans le rétablissement de l'autorisation de distiller à domicile. Il n'y a pour le bouilleur des deux catégories « aucune obligation de trouver des camarades qui travaillent avec lui ».

Mais rien ne s'oppose à ce qu'il groupe d'autres bouilleurs et qu'ils constituent une sorte « d'atelier public individuel » pour reprendre le terme de M. Félix, Député (v. *Off.* du 16 fév. Chambre, séance du 15, p. 661). Leur nombre n'est pas fixé, ils peuvent donc être quelques-uns. Ils peuvent employer l'appareil d'un bouilleur ambulant, si leur désir est tel.

Les coopératives et les ateliers publics fonctionnant dans les conditions de l'article 12 de la loi du 22 avril 1905, sont encore placés sous le régime de la circulaire 1053 du 1^{er} juillet 1916.

Le dernier paragraphe de l'article 2 édicte ainsi la nécessité d'ouvrir un atelier public par agglomération :

« Il sera ouvert, dit le texte, au moins un atelier public, « par commune ou hameau, sur la demande des conseillers « municipaux ou des syndicats agricoles et de bouilleurs. »

L'article 26 de la circulaire n° 62 de la Direction générale des Contributions indirectes donna aux « bruleries coopératives ou syndicales » le droit de faire leurs distillations « en dehors des périodes de distillation et sans limitation de durée ».

Le but paraît être un encouragement à ces groupements qui permettent un meilleur contrôle à la production et ne représente aucun frais à l'inverse de l'atelier public.

D. — L'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur et par an ; pour la consommation familiale

1° *Les bénéficiaires.* — Ce sont les bouilleurs de cru de la deuxième catégorie, c'est-à-dire ceux qui furent définis par la loi du 31 mars 1903 (distillant leurs vins, cidres, poirés, mares, lies, prunes, cerises et prunelles).

La loi (article 3) précise : « Le tarif de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur est accordé à tous les propriétaires, fermiers, métayers, vignerons distillant ou faisant distiller tout ou partie des produits de leur récolte, ainsi que les débitants de boissons hygiéniques. »

Cas du métayer. — L'article 3 continue : « En cas de, « métayage la franchise de 10 litres d'alcool pur appartient « au métayer qui aura la faculté d'en rétrocéder une partie à « son propriétaire, conformément aux usages ruraux en « vigueur dans la région, sous réserve que la totalité des « quantités dont celui-ci bénéficiera en franchise et provenant « soit d'un faire-valoir personnel, soit de domaines exploités à colonies partiaires, ne dépassera jamais 10 litres. »

Cette disposition a mis fin à la répartition faite d'office par l'administration, qui, à défaut de texte attribuait cinq litres au métayer, cinq litres au propriétaire.

Cas du débitant de boissons hygiéniques. — L'article 10 de la loi du 29 décembre 1900 avait refusé l'allocation à tous les bouilleurs de cru exerçant le métier de débitant, à moins que leur débit ne fût situé en dehors du canton, de récolte et du canton limitrophe.

M. Borduge, commissaire du Gouvernement fit remarquer à la Chambre, le 15 janvier 1923, à la suite d'une question de M. Emile Vincent, que la distinction entre débitants d'alcool et débitants de boissons hygiéniques permettait de donner l'allocation à ceux-ci. « Si on trouve de l'alcool dans un débit de boissons hygiéniques, ajouta-t-il, on pourra verbaliser et ce débit pourra être fermé par mesure de police » (*Off.*, 16 février 1923, Chambre, séance du 15, p. 668).

La circulaire du 14 août 1923 (art. 130 à 133) précisa que seuls les débitants de boissons hygiéniques et les marchands en gros sans magasin auraient droit à l'allocation et à la remise de 10 o/o de droit.

Caractère de l'allocation. — Bien qu'elle soit dite allocation familiale, elle repose donc sur l'exploitation, c'est-à-dire sur la terre mais non plus sur une catégorie de récoltants.

Elle est allouée en raison de la terre à la famille possédant la ou les terres mais sans qu'elle soit augmentée par suite de l'extension de la famille. M. Léger demanda vainement à la Chambre par voie d'amendement qu'elle soit augmentée de cinq litres par enfants âgés de plus de 18 ans.

E. — Conditions du transport en franchise au domicile du bouilleur qui n'a pas distillé chez lui, des quantités correspondant à l'allocation de 10 litres d'alcool pur.

Les bouilleurs de cru avaient demandé à la Chambre le transport en franchise les dites quantités quelque soit la distance à parcourir. Cette proposition avait été insérée comme article 4 dans le projet de loi qui aboutit à la loi du 28 février 1923. La Chambre la vota par erreur.

M. Borduge fit remarquer que son adoption changerait complètement la nature de la franchise. Car au lieu de la restreindre au personnel travaillant la terre, elle serait ainsi acquise sur tout le territoire *Off.*, 16 fév. Ch., séance 15 fév., p. 671). La Chambre vota un texte assez peu clair grâce auquel les bouilleurs auraient pu expédier en franchise tous leurs alcools à n'importe quelle distance. Sur l'insistance du commissaire du Gouvernement, M. Borduge, le texte fut rejeté, mais M. Borduge dut préciser les conditions du transport en franchise (28 février 1923).

« Nous sommes disposés, a-t-il dit, à accepter la suggestion de M. le président de la Commission des boissons, et à autoriser le bouilleur à transporter son alcool en franchise dans le rayon du canton et des cantons limitrophes (En ce sens, circul. du 14 août 1923, art. 103 à 111).

F) *Régime fiscal des bouilleurs de cru*
(1^{er} et 2^e catégorie) visés dans la loi du 28 février 1923

a) *Principes applicables à tous les bouilleurs de cru.* — L'article 2, § 3, *in fine*, déclare :

« Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence. »

Le même article § 2 stipule :

« Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt (de consommation) sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires » et sous réserve de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

« Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 o/o. » Cette remise n'est pas tant une faveur pour le bon contribuable qui pour tenir compte au bouilleur qui paie avant la consommation et la circulation, des déperditions naturelles ultérieures. Elle n'est pas accordée au débitant de boissons alcoolisées et aux entrepositaires récoltants (art. 130 à 133 de la circulaire du 14 août 1923).

Les récoltants qui préféreront ne pas payer immédiatement les droits demanderont l'ouverture d'un compte et bénéficieront de la déduction de 7 o/o accordée aux alcools en fûts, et de 3 o/o aux alcools en bouteilles. Les droits sont en tous cas payables lorsque des manquants sont constatés au récolement à la fin de la campagne, et lorsque les alcools sont expédiés.

Donc le principe du paiement du droit de consommation au départ n'est pas changé.

b) *Application-Surveillance du domicile*. — La distillation à domicile permet la fraude. Le ministre des Finances fit remarquer au Sénat (18 fév. *off.* 1^{er} mars p. 671) que pour la surveillance de 1.900.000 petits bouilleurs, il disposait seulement de 4.000 agents.

La base du principe du contrôle du bouilleur distillant à domicile a été exposée au Sénat (même référence p. 409) : « Quand la distillation se fait dans un local séparé du domicile par la voie publique, les agents du fisc n'auront aucun droit de pénétrer chez le bouilleur. »

Mais ils peuvent pendant la fabrication et l'inventaire entrer dans les locaux où s'opère la distillation et où sont emmagasinés des matières premières ou des spiritueux.

Donc la distinction servant de base à la visite domiciliaire sera le fait que la distillation a lieu ou non dans des locaux attenants à l'habitation.

Le texte de la loi est moins précis. Il est ainsi conçu :

« Les bouilleurs de cru ne produisant pas plus de 50 litres d'alcool pur au cours de la campagne et qui distilleront dans un local n'ayant aucune communication intérieure avec les locaux d'habitation seront dispensés de la déclaration des stocks existant dans ces derniers locaux. Dans ce cas, le contrôle ne pourra s'exercer que dans le local où s'effectuera la distillation. »

Mais comme le paragraphe suivant déclare : « En ce qui concerne les bouilleurs de cru distillant dans les locaux en communication intérieure avec l'habitation, le contrôle ne peut s'effectuer en dehors des distillations qu'au moment

« de l'inventaire et du récolement, » la distinction est uniquement établie entre bouilleurs distillant dans un local attenant ou non attenant à l'habitation.

α) Si donc le bouilleur distille dans un local sans communication intérieure, et comme le principe de l'inviolabilité du domicile doit être respecté, le contrôle de la Régie ne peut s'effectuer que dans le local utilisé pour la distillation.

Le Ministre des Finances déclara à M. Boivin-Champeaux (Chambre 15 févr. *J. off.* p. 663) que si le local ne communique pas avec la maison d'habitation et est fermé par une porte calenassée la régie n'ira pas chez le bouilleur. Quant à la distillation dans la cour de la ferme, « ce sont des questions d'application » car, aux termes du Code civil, la cour fait partie de l'habitation.

β) Si le bouilleur distille dans un local ayant une communication intérieure avec l'habitation « il est évident que
« les agents de la Régie seront obligés de venir à la fin de la
« distillation, et, pour procéder à l'inventaire, de contrôler
« la quantité d'alcool qui a été produite... si l'agent juge
« que la qualité représentée est inférieure à celle qui doit
« normalement résulter de la distillation, il faut qu'il ait le
« droit de rechercher si le bouilleur n'a pas dissimulé... le
« produit des premières chauffe... Les agents peuvent donc
« dans ce cas, pénétrer chez le bouilleur, sans ordonnance
« du président du tribunal. »

Déclaration de M. Borduge à la Chambre (*Off.*, Chambre, doc. parl., p. 663) et aller jusque dans les dépendances et les greniers.

c) *Inventaire. Récolement.* — L'inventaire a lieu après la distillation.

Le récolement a lieu à la fin de la campagne, et en tous cas avant la première distillation de la campagne suivante (août).

Le récolement suppose que le bouilleur s'est fait ouvrir un compte. Il a pour but la fixation du stock détenu par le bouilleur avant la nouvelle période de distillation et

l'établissement des manquants, immédiatement passibles du droit de consommation y afférents (en vertu de la loi du 22 février 1918, voir titre précédent, chap. V, § 2, B prorogée jusqu'au 25 juin 1925 par la loi du 31 décembre 1920 (crédits provisoires, article 19, *Off.*, 1^{er} janvier 1921).

(V. à ce sujet circ. du 14 août 1923, art. 74 et 75).

d) *Limitation du droit de distiller tant à domicile qu'en atelier public.* — Les paragraphes 8 et suivants de l'article 2 de la loi du 25 février 1920 posent le principe suivant :

« Les distillations dans les ateliers publics, ainsi que chez
« les bouilleurs ne pourront être effectuées que pendant les
« périodes fixées par le juge de paix du canton de chaque
« circonscription d'exercice, sur proposition des maires inté-
« ressés et des syndicats agricoles et de bouilleurs, après
« avis du chef local des contributions indirectes.

« Les distillations à domicile ne pourront s'effectuer que
« pendant les périodes où fonctionnent les ateliers publics
« de la commune.

« Cette fixation devra être faite de façon à ce que, dans
« une même circonscription d'exercice, les opérations de dis-
« tillation n'aient lieu à la fois que dans deux communes
« limitrophes ou dans un plus grand nombre de communes
« limitrophes, lorsque l'ensemble de leur population ne
« dépassera pas 2.000 habitants. »

Le ministre des Finances a précisé au Sénat en réponse à
à M. Mulac et à M. Boivin Champeaux que :

1^o Cette limitation n'est pas applicable aux bouilleurs de
profession régis par le règlement B ;

2^o Comme les bouilleurs de cru, précédemment classés
gros bouilleurs en raison d'une production supérieure à
200 litres d'alcool pur par an, ne sont plus spécialement visés
dans la loi et comme il y a lieu de craindre que le temps fixé
pour la distillation dans une commune soit trop court pour
eux (graves conséquences : pourriture des marcs, arrêt de
l'alambic, etc.), un régime différent leur serait établi par

le juge de paix. « Pour les distillations supérieures à 200 litres d'alcool pur, nous sommes disposés, a dit le ministre, à faire un régime particulier ; quant aux autres, elles tomberont dans le droit commun qui est fixé par le texte de la loi »... « il ne faut pas oublier en effet qu'il y a 1.900.000 de ces petits bouilleurs distillant moins de 200 litres et que nous disposons tout juste 4.000 agents. « Nous sommes donc obligés de grouper les foyers de distillation, sinon le contrôle serait complètement illusoire » (Doc. parl. Sénat, séance 28 fév., *J. off.*, 1^{er} mars, p. 410).

Toutefois la Direction générale des Contributions indirectes estimant qu'il y avait avantage *en fait* à revenir à la distinction établie entre les bouilleurs produisant plus ou moins de 200 litres répondit aux intéressés que « les bouilleurs de cru qui déclareraient produire plus de 200 litres d'alcool pur par campagne seraient admis à distiller à leur domicile à toute époque de l'année, comme sous le régime de la loi du 30 juin 1916 (note de la Direction générale des Contr. indir., n° 5700 du 4 août 1923 parue dans *Le Guide des négociants en vins* du 5 sept. 1923, p. 135) (1).

Le même avantage fut reconnu aux brûleries syndicales et coopératives par la circulaire n° 62, art. 26 du 20 avril 1923 et par la circulaire du 14 août 1923, art. 28 (*Off.*, 18 août).

(Voir pour tous les paragraphes les articles 17 à 28 de cette circulaire imprimée séparément et en vente à l'*Off.*).

e) *Modification du régime précédent en ce qui concerne :*
1° le transport à l'atelier public des matières à distiller ;
2° les stocks.

Il n'y a pas de modification au régime précédent étudié au titre II, de ce livre III, chap. II, § c) sauf sur deux points :

1° Le petit bouilleur qui n'a ni cheval ni voiture et qui transporte à l'atelier public dans une hotte ou une brouette par trajets successifs les matières destinées à la distillation

1. La circ. du 14 août 1923 est moins formelle.

et en rapporte de la même façon les produits de la distillation pourra le faire avec un seul titre de mouvement. Ceci résulte des travaux préparatoires (V. *J. off.* Chambre, 15 fév., p. 671, cir. du 14 août 1923, art. 70 à 73).

2° Le régime de la déclaration et de l'imposition des stocks pour les bouilleurs qui ne paieront pas l'impôt immédiatement a pour base une distinction reposant sur la quantité produite en plus ou en moins de 50 litres d'alcool pur et suivant que le bouilleur ait ou non distillé chez lui dans un local attenant à l'habitation.

Si le bouilleur de cru produit moins de 50 litres et s'il n'a pas distillé dans un local ayant une communication intérieure avec l'habitation, il n'est tenu à aucune déclaration de son stock (dispensé d'impôt).

Si le bouilleur de cru produit moins de 50 litres, et s'il a distillé dans un local attenant à l'habitation, il est dispensé de payer l'impôt sur son stock mais il doit le déclarer.

Si le bouilleur de cru produit plus de 50 litres dans un local attenant ou non à l'habitation, il est tenu de déclarer son stock, si insignifiant soit-il devenu, et devra payer lors du récolement les droits sur les stocks existant à cette époque.

En somme si un bouilleur a produit 49 litres d'alcool pur par campagne, il n'est tenu à aucune déclaration et à aucune imposition lors du récolement (sauf celle sur les manquants). Si un bouilleur a produit 51 litres, il est tenu de déclarer son stock lors du récolement, même s'il lui reste 2 litres d'alcool pur, et de payer les droits sur ces 2 litres.

(Ceci résulte de la circ. du 14 août 1923, *Off.*, 18 août et de l'annexe 2 art. 12 à 17).

f) *Mise au point.* — Il a été entendu lors de la discussion à la Chambre (*J. off.*, p. 671, Ch., 15 fév.) que la Régie indiquerait sur les quittances les éléments permettant au bouilleur de vérifier l'exactitude du calcul qui conduit au total réclamé et qu'en cas de perte des quittances l'administration rechercherait sur la simple affirmation du bouilleur les souches correspondantes, et ne ferait pas payer une deuxième fois

les droits effectivement acquittés (promesse faite à M. Loucheur par M. Borduge et circ. 14 août 1923, art. 32).

g) *Point de départ de la nouvelle réglementation*

L'article 2 fixe au 1^{er} août 1923, c'est-à-dire l'ouverture de la campagne la date d'entrée en vigueur.

Pour établir la liaison, l'article 1^{er} prorogea jusqu'au 31 juillet 1923 les dispositions de la loi du 30 juin 1922 (art. 2) que la loi du 31 décembre 1922 avait seulement rendues applicables jusqu'au 28 février 1923.

Les raisons du rejet de la mise en vigueur semblent avoir eu trois causes plus ou moins nettes.

1° Un régime aussi nouveau et délicat en raison de la distillation à domicile ne pouvait pas s'improviser. Le législateur avait attendu l'expiration du délai qu'il s'était imparti.

2° L'immédiate entrée en vigueur du régime aurait amené des fraudes ; il était donc préférable de différer jusqu'à l'époque des distillations.

3° Les bouilleurs de cru ou leurs adversaires pourraient en eux-mêmes garder l'espérance d'une amélioration ou d'une reprise de la dite loi que les uns trouvaient insuffisante et les autres exorbitante.

Deux circulaires réglèrent les modalités d'application de cette loi, l'une du 20 avril 1923 (*Bull. des contrib. indir.*, 15 juillet 1923 (l'autre du 14 août 1923, *J. off.*), 18 août).

h) *Sanctions*

L'article 5 prévoit pour les contraventions les peines édictées par les articles 26 de la loi du 31 mars 1903 et 19 de la loi du 31 janvier 1907.

Elles consistent en une amende de 500 à 5.000 francs, la confiscation des appareils et boissons saisies et remboursement des droits fraudés, plus (L. 31. 1.07) le quintuple droit sur les alcools fabriqués, recelés, enlevés ou transportés en fraude.

L'article 16 de la circulaire de la Direction générale des Contributions indirectes, n° 62 du 20 avril 1923 « soumit au régime des bouilleurs de profession les récoltants privés du privilège pour la campagne en cours et la campagne suivante par jugement ou transaction pour avoir enlevé ou laissé enlever de chez eux des spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable » (art. 10 de la loi du 29 déc. 1900).

La circulaire du 14 août 1923 (art. 122 à 124) précisa que la perte du privilège ne pourrait résulter que d'un jugement définitif ou d'une transaction.

i) *Esprit de l'application (tolérance)*

La circulaire du 14 août 1923 le résume ainsi :

« Pour répondre « aux intentions manifestes du législateur » l'administration recommande expressément et cela dans l'intérêt même du Trésor, de ne pas soumettre les bouilleurs à des formalités gênantes et sans utilité démontrée pour la sauvegarde de l'impôt (1). »

C'est pourquoi lors de la discussion à la Chambre, le ministre a plusieurs fois promis que la Régie serait bienveillante, notamment en ce qui concerne la fixation des jours de distillation, et au cas où des bouilleurs n'auraient pas terminé leur travail pendant ce délai et ne voudraient point voir leurs marcs et lies pourrir dans l'attente du nouveau à obtenir après distillation de toute la circonscription, ou encore en cas de visite à domicile, ou de perte des quittances.

j) *Conclusion du § 2*

Les bouilleurs de cru et plus spécialement les petits bouilleurs de cru distillant moins de 50 litres d'alcool pur ont obtenu l'avantage de distiller à domicile, d'être exempts de

1. *Le guide des négociants en vins et spiritueux*, 5 sept. 1923, p. 134 et art. 75 de la circ. du 14 août 1923.

formalités gênantes et de jouir d'une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur, alors que la mainmise par l'Etat sur les alcools d'industrie leur permet de vendre l'hecto nu à 100° environ 1.000 francs (à Cette le 12 déc. 3 × 6 de vin du midi 62° : 700 francs ; *idem* à Montpellier, à Nîmes. A Strasbourg, alcool extra neutre, 95-96° : 1050) et que le droit de consommation est de 1.000 francs.

K) Application à l'Alsace-Lorraine

Le régime fiscal n'étant pas le même que le nôtre, au moment de son retour en France, en vertu du traité de Versailles, un régime spécial fut institué par ces départements par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1919 (*Off.*, 23 janv., p. 886), il leur appliquait le régime de la réquisition des alcools d'industrie (art. 12) et le régime général des alcools naturels.

La consommation familiale en franchise n'était que de 5 litres d'alcool pur par famille.

Lors du vote de l'article 15 de la loi de budget du 30 juin 1922 (v. Prorogations), M. de Lasteyrie ministre des Finances, promit au Sénat (*Off.* 1^{re} séance du 30 juin 1908 et 1910) de chercher à adapter le régime des alcools en Alsace-Lorraine au régime général, et d'autoriser la distillation à domicile à titre exceptionnel, par suite de la dispersion des habitations, des difficultés de communication en pays de montagnes mais à condition que les bouilleurs déclarent les matières en leur possession et procèdent aux opérations de distillation aux jours et heures fixés par le service après avis des municipalités.

L'article 4 de la loi du 28 février 1923 déclara : « Un décret spécial fixera les conditions dans lesquelles la présente loi sera appliquée en Alsace-Lorraine. »

Le ministre déclara à la Chambre le 28 février (*Off.*, p. 893. Déb. parl. Ch.) que les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle bénéficieraient de tous les avan-

tages dont ils jouissent actuellement et dont ils bénéficiaient de par la législation allemande.

La franchise n'ayant jamais été accordée pour la distillation des myrtilles ou des framboises, et que l'allocation familiale en franchise n'existait pas sous le régime allemand « on pourra continuer » à les distiller... « mais on devra acquitter les droits sur les produits de cette distillation. »

§ 3. — LES RHUMS ET LES TAFIAS COLONIAUX

A. — Origine de la réglementation

La rectification des rhums

« L'article 4 de la loi du 30 juin 1916 qui est la base du régime provisoire n'a réglementé que la production indigène, a écrit M. de Lasteyrie, à M. Barthe. C'est ainsi que sous l'empire de cette disposition les alcools étrangers pouvaient entrer en France pour tous usages (décrets des 24 juin et 11 juillet 1916), mais ils acquittaient un droit de douane élevé (450 fr. ou 300 fr.) lorsqu'ils n'étaient pas destinés à des industries privilégiées. C'est seulement le décret du 22 décembre 1916 qui a édicté la prohibition d'importation de ces alcools, sauf pour les emplois privilégiés, le texte ne visait pas les rhums et tafias coloniaux qui continuaient à être importés librement et pouvaient aller à la consommation de bouche, soit en nature, soit après rectification.

Le décret du 13 août 1919 (*Off.*, 15 août) a maintenu la même distinction, l'article 1^{er} réglementant la production à l'intérieur, l'article 4 l'importation. Les rhums et tafias coloniaux restaient toujours admis librement pour tous emplois.

La loi du 31 décembre 1920, article 33 et celle du 31 décembre 1920, article 13, qui fixa le régime provisoire (prorogé depuis que cette lettre a été écrite par M. de Lasteyrie, 1922) n'ont également visé que la production indigène. Quant à l'importation elle est réglementée par l'article 89 de la loi

du 25 juin 1920. Or, les termes du dit article ne permettent pas de déduire que les rhums et tafias coloniaux admis librement en France doivent obligatoirement être consommés en nature. Au cours de la discussion de cet article (La Chambre des députés, 1^{re} séance du 21 avril 1920, *J. off.* du 22, p. 1195), un de nos prédécesseurs a d'ailleurs déclaré qu'il n'y avait rien de changé au régime des rhums des colonies. » Lettre de M. de Lasteyrie, ministre des Finances, à M. Barthe, député et président du groupe viticole et de la Commission des boissons, parue dans la feuille hebdomadaire *l'Action vinicole* du jeudi 17 août 1922 (Direction Narbonne, 36, rue du Pont).

Le ministre des Finances conclut :

« En résumé, on peut dire que dans les limites restreintes où l'importation aura lieu à l'avenir, la rectification des rhums ne doit avoir pour conséquence que d'empêcher une hausse des alcools naturels sans provoquer une baisse sensible des cours. »

Dans le commentaire qui suit cette lettre donnée *in extenso*, le rédacteur a répondu notamment :

« Contrairement aux affirmations de l'Administration des finances, nous disons : Qu'en l'état actuel (1922) des textes législatifs le produit de la rectification des rhums et tafias n'est plus un alcool libre, mais bien un alcool de canne ou de mélasse de canne, donc un alcool qui n'a aucun droit aux prérogatives de la bouche. »

Ces deux opinions, l'une du gouvernement, très juste, et l'autre du rédacteur d'un des organes de la viticulture, fort partial et très attaché à son point de vue particulier, montrent exactement la cause du régime actuel des rhums (le régime du contingent).

Les alcools naturels craignaient en effet trois concurrences :

1^o Celle des rhums et tafias coloniaux, consommables en l'état ;

2^o Celle des rhums et tafias venant des colonies, mais faits

avec des produits plus ou moins purs et d'origine étrangère (de pays voisins des colonies);

3° Celle des rhums et tafias envoyés en France pour être rectifiés et vendus concurremment avec l'alcool naturel sur le marché de bouche, pour la fabrication des liqueurs.

B. — Principe de la réglementation

Le législateur ne pouvait pas prohiber l'entrée en France des rhums et tafias coloniaux, sans léser d'une façon maladroite les intérêts et les droits des coloniaux, droits si méconnus par la métropole que cette attitude n'encourage guère la colonisation.

Les principes qui paraissent l'avoir guidé semblent les suivants :

1° Empêcher la fabrication des rhums et tafias venant des colonies françaises avec des matières étrangères, par conséquent contrôler le cru et exiger des comptes de distillation ;

2° Limiter l'importation par une taxe d'entrée prohibitive dont seront seules exemptées les quantités formant l'objet du contingent annuel ;

3° Limiter si possible ce contingent d'une façon définitive pour juguler l'industrie rhumière et permettre aux alcools français de bouche de s'installer sans difficulté sur le marché métropolitain de bouche ;

4° Obtenir une mesure directe ou indirecte rendant impossible ou trop onéreuse la rectification des rhums, notamment exiger que les rhums admis à l'importation titrent moins de 54-60°.

Il y a lieu en effet de signaler que les rhums rectifiés aux colonies ne peuvent pas être importés par des particuliers, ils rentrent dans la catégorie des alcools réservés à l'Etat, ne figurant plus du fait de leur rectification dans les alcools dits naturels ; mais ils peuvent être rectifiés après leur importation. Entrés comme rhums ou tafias, ils sont libres sur le marché des alcools naturels et peuvent servir à tous les

mélanges licites, comme alcool neutre. C'est évidemment une concurrence pour les troix-six et les alcools de vins et de cidre rectifiés.

Le rédacteur du commentaire estimait que l'administration donnait une interprétation erronée lorsqu'elle considérait que les « rhums » pouvaient être importés librement et livrés ensuite à la consommation de bouche, rectifiés. Cette thèse lui semblait en opposition avec l'article 6 du décret du 3 septembre 1907

« La dénomination de rhum ou tafia (dit le paragraphe 8 de l'article 6) est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation soit du jus de canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne. » C'est la définition légale des rhums et tafias.

et de l'article 6 du décret du 19 août 1921.

Cet article reprit la définition de l'article 6 du décret du 3 septembre 1907 et y ajouta : « Non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leur caractère spécifique. »

C'est pourquoi il réclamait une meilleure interprétation (à son sens) des textes, plutôt que le contingentement des importations de rhum.

« Accepter, écrit-il, que le Parlement, par une nouvelle disposition législative contingente l'importation des rhums, ferait admettre que le produit rectifié du rhum est un alcool libre pouvant jouir des prérogatives de la bouche, ce que nous avons toujours contesté. »

En somme c'est bien la défense des alcools naturels qui s'exerce, comme elle s'est manifestée contre les alcools d'industrie et les genièvres.

C. — Motifs. Compensation

Le contingentement des rhums ou plus exactement la limitation de la production rhumière touchait à la question

du sucre. Les jus de canne distillés représentaient autant de sucre non extrait.

Comme les défenseurs des alcools naturels préféraient ne pas se réclamer trop souvent de la lutte antialcoolique, ils trouvèrent dans le problème du sucre un motif nouveau et vrai.

Ils furent appuyés par les producteurs d'alcool de betterave qui avaient tout intérêt à ce que les colonies ne produisent pas trop d'alcool, puisque celui-ci devait être réservé à l'Etat et acheté à bon prix.

En outre, ils invoquèrent, à l'appui d'une limitation de la fabrication des alcools coloniaux l'hygiène des nègres.

Pour compenser le tort ainsi fait aux fabricants de rhums et de tafias, des mesures furent votées pour supprimer la concurrence des « rhums fantaisie » en somme pour donner à l'appellation de rhum sa valeur et leur assurer la vente du contingent par la suppression des similaires ou des mélanges travaillés ou coupés.

Par conséquent le but proposé servait également les intérêts antialcoolisateurs, par la suppression des boissons nocives, à raison de leur mauvaise qualité.

Il servirait éventuellement les cultivateurs de betterave à alcool qui ont intérêt à laisser le consommateur de sucre acheter aux colonies les quantités de sucre qu'ils ne produisent pas.

D. — L'évolution du régime des rhums. Historique

Omis dans la loi du 30 juin 1916 et régis seulement par les mesures douanières (décrets de prohibition d'importation, de surtaxes douanières, etc...), les rhums et tafias des colonies françaises furent, aux termes de l'article 4 du décret du 13 août 1919, les seuls alcools coloniaux admis à la consommation de bouche et soustraits à la mainmise de l'Etat. C'était en somme l'éviction des alcools coloniaux, sauf la liberté d'importer toutes quantités de rhums et tafias.

1^o DÉCRET DU 19 OCTOBRE 1919

Pour assurer le développement de la production maxima du sucre indispensable au ravitaillement national, déclara M. Klotz, ministre des Finances, dans son rapport au Président de la République, le décret du 19 octobre 1919 limita l'importation sans surtaxe aux rhums provenant de cannes récoltées dans les colonies françaises et jusqu'à concurrence des quantités ci-après désignées :

a) Tafias produits avec les mélasses résiduelles de la fabrication du sucre jusqu'à concurrence de 2 hectolitres d'alcool pur par tonne de sucre produit ;

b) Rhums de vesou produit par la distillation directe de la canne elle-même dans la limite du chiffre moyen de la production annuelle de la colonie de 1913 à 1918.

Les rhums et tafias (art. 2), importés en France en excédent furent soumis aux surtaxes frappant les alcools étrangers.

Ce décret, basé sur l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 et la loi du 10 février 1918 (V. texte livre III, titre II, chapitre VII, § 1, B.), ne pouvait être applicable que pendant les six mois qui suivraient la cessation des hostilités (art. 1^{er}).

Arrêté du 19 octobre 1919. — L'arrêté du 19 octobre 1919 régla les modalités d'application du décret (arrêté des ministres des Finances et des Colonies).

Le gouverneur, après avis des Chambres syndicales, fixerait le crédit global de rhum vesou pour la colonie et le contingent pour chaque distillerie, d'après le chiffre moyen de la production annuelle de 1913 à 1918 (art. 1).

« Pendant la période transitoire du décret » et en attendant la loi sur le régime provisoire ou définitif de l'alcool, il ne serait plus accordé de licences pour l'ouverture de nouvelles distilleries agricoles, à moins que les cannes à traiter proviennent de cultures nouvelles (art. 2).

« Les fabriques de sucre ne pourraient effectuer la sortie

que de sucre achevé ou de mélasses épuisées, à l'exclusion des sirops dont la distillation est interdite (art. 3).

« Le contingent particulier à une distillerie de rhum de vesou attribuée à une distillerie agricole, pourrait être transféré à un autre établissement de même nature se livrant à la distillation.

Les mélasses résiduelles épuisées provenant de la fabrication du sucre pourraient être vendues à des distilleries industrielles ou à d'autres fabriques de sucre : le crédit correspondant aux quantités ainsi vendues pour la fabrication du tafia serait transféré à l'établissement acheteur.

Ces transferts de crédit ne pourraient s'effectuer que sous le contrôle de l'Administration locale (art. 4).

Des cessions de crédit pourraient être effectuées de colonie française à colonie française sous forme de mélasses à l'exclusion de cannes et de sirops, sous le contrôle des administrations intéressées des deux colonies (art. 5).

Les quantités importées devraient être accompagnées d'un certificat de l'autorité coloniale indiquant si elles sont exemptes ou passibles de la surtaxe, pour n'avoir été produites dans les conditions et les limites de l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 1919.

Décret du 19 avril 1920. — Il prorogea jusqu'au 15 août 1920 les effets du décret du 19 octobre 1919 qui expirait le 24 avril 1920, M. A. Sarraut et M. A. Klotz, dans leur rapport, invoquèrent comme base la loi du 23 octobre 1919 maintint en vigueur diverses dispositions législatives concernant le ravitaillement, et parmi celles-ci la loi du 10 février 1918.

Ces décrets furent abrogés par le décret du 2 août 1920 (*Off.* 7 août).

2^o LOI DU 25 JUIN 1920, ARTICLE 89 (*Off.* 26 juin)

L'article 89 (V. titre III, chap. III, § II, 2^o) frappa les alcools étrangers d'une surtaxe sur l'alcool contenu égale à la différence entre le prix d'achat et le prix de cession des

alcools cédés pour la conservation des fruits frais et sucres des fruits en vigueur au moment du dédouanement.

Cette surtaxe variable devait faire partie du prix soumis à la taxe de luxe de 25 o/o (art. 89 et 73) (1).

Les rhums provenant des colonies françaises en seraient exempts, s'ils provenaient de cannes ou mélasses récoltées dans les colonies suivant les modalités déterminées par un décret ultérieur.

Ce fut l'objet du décret du 5 septembre 1920.

Décret du 5 septembre 1920 (J. off., 14 sept., p. 13158)
« réglementant les conditions d'application de l'article 89
« de la loi du 25 juin 1920 sur l'importation des rhums colo-
« niaux en France. »

Il établit le contrôle du cru afin d'empêcher l'importation des rhums fantaisie ou des rhums provenant de la mise en œuvre de matières premières étrangères et prépara le contingentement par l'ouverture du compte des distillateurs.

A cet effet chaque distillateur de rhums ou tafias de cru dut déclarer au Service des Contributions indirectes, avant toute opération, la quantité des matières premières et certifier leur origine coloniale, qu'elles proviennent soit de cannes récoltées soit de mélasses fabriquées dans une colonie française et au fur et à mesure de sa fabrication —, les quantités de ces matières premières employées et les quantités de rhums ou tafias obtenues.

Le Service des Contributions indirectes dut enregistrer ces déclarations sur un registre spécial et ouvrir un compte individuel pour chacun de ces distillateurs.

1. Il y a lieu de noter qu'en vertu de l'article 75 de la dite loi, la taxe de 25 o/o frappa les rhums et tafias, et fut perçue à la recette buraliste en même temps que celle du droit de consommation ou de circulation lors de la déclaration effectuée par l'importateur pour la délivrance du titre de mouvement. Cette déclaration faite par écrit devait mentionner la valeur de la marchandise sur le marché intérieur. La taxe était perçue d'après cette valeur, droits de douane et de consommation compris. Ils furent donc imposés plus lourdement que les alcools naturels du fait de la superposition du droit de douane à la taxe de 25 o/o.

Seules, les quantités de rhum ou tafias ainsi produites purent bénéficier pour l'exportation sur la France de la délivrance d'un certificat établi sur papier blanc (1) par le Service des Contributions indirectes visé par le gouverneur et attestant que ces rhums et tafias provenaient du cru de la colonie. Ce certificat était nécessaire pour l'admission à l'importation (art. 2-3-4 du décret).

3° LOI DU 20 DÉCEMBRE 1922 (*J. off.*, 21 déc.)

L'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Est ratifié et converti en loi le décret du 8 juillet 1919 prohibant dans toutes les colonies, sauf l'Inde, et dans les pays de protectorat autres que le Maroc et la Tunisie l'importation des sucres, des mélasses, des sirops de batterie et des alcools étrangers. »

Cette loi qui fut adoptée sans discussion le 21 novembre 1922 (*Off.* du 22, p. 1370. *Déb. parl.* a pour origine le projet de loi de M. Millerand, ministre des Affaires étrangères, déposé le 2 juin 1920 (*Doc. ann.*, 970).

D'après le rapport de M. Néron (25 juin 1920, *Doc. ann.*, 1160) et celui de M. Auber (20 oct. 1922. *Doc. ann. Sénat*, 612) le décret du 29 décembre 1917 avait interdit cette importation à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion. La Guyane n'avait pas été comprise dans la prohibition, parce que la culture de la canne y était peu développée et les exportations de rhums à peu près nulles.

« Mais, écrit M. Auber dans son rapport, à la faveur de cette exception, la Guyane a étendu l'importation des sucres et mélasses qu'elle tire des colonies étrangères voisines, et ses exportations en rhum se sont considérablement développées, notamment à destination de la métropole. Par une

1. Ces acquits blancs, constituant un certificat d'origine, étaient déjà en usage depuis l'article 23 de la loi du 31 mars 1903. Ils indiquaient la substance avec laquelle les rhums et tafias des colonies françaises étaient fabriqués.

voie détournée pouvaient donc être ainsi introduits en France des alcools étrangers dont l'importation directe était prohibée. »

L'Inde fut exceptée, car il y existe un monopole de l'alcool au profit de la colonie.

4^e LOI DU 31 DÉCEMBRE 1922, ARTICLE 9 (*Off.*, 1^{er} janvier 1923)
(Budget, crédits provisoires) : Statut des rhums

Cette loi est l'aboutissement des tentatives précédentes et constitue le statut du régime des rhums et tafias coloniaux. Le contingentement est établi, et comme contre-partie au profit des distillateurs de rhum, les rhums fantaisie ou coupés sont interdits.

L'article 9 est tellement clair qu'il se passe de commentaire :

« A partir du 1^{er} janvier 1923 seuls pourront être importés en France, en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 (v. texte au § 2, B. 2) et jusqu'à une concurrence d'une quantité annuelle de 160.000 hectolitres, les rhums et tafias originaires des colonies françaises, présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1921 et ne titrant pas plus de 65°.

« Un décret déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède et celles de la répartition entre les colonies.

« Les rhums et tafias coloniaux tels qu'ils sont définis ci-dessus, admis en excédent des quantités indiquées seront assujettis à la surtaxe qui frappe les spiritueux étrangers. Cette surtaxe fera partie du prix soumis à la taxe de 25 o/o établie par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920. »

La deuxième partie de l'article a trait à l'interdiction « de désigner, d'exposer, de vendre, d'importer ou d'exporter sous le nom de rhum ou de tafia, avec ou sans qualificatif ou sous une dénomination contenant les mots rhums et tafias ».

ou leurs dérivés, tout alcool ne provenant pas exclusivement de la distillation soit du jus de canne, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

« Seront punis de peines portées à l'article 13 de la loi de 1905 (amende de 16 à 50 francs, ou de 50 à 500 francs en cas de récidive dans l'année de la condamnation, ou de 500 à 1.000 francs avec emprisonnement de six à quinze jours en cas de nouvelle infraction dans l'année qui suivra la deuxième condamnation) ceux qui fabriqueront, mettront en vente ou vendront sous le nom de rhums ou tafias des produits autres que ceux qui, aux termes du présent article, ont seuls droit à cette dénomination.

« Seront punis des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui fabriqueront... vendront des produits, destinés à donner à des spiritueux les caractères organoleptiques ou les caractères chimiques d'un rhum ou d'un tafia (emprisonnement de trois mois à un an et amende de 100 à 5.000 francs ou l'une des deux peines seulement).

« Sont et demeurent expressément abrogées par la présente loi les clauses prévues à l'article 7 du décret du 3 septembre 1907 concernant les rhums et tafias « de fantaisie ». »
(Fin du texte de l'art. 9.)

Donc :

1^o Le contingent annuel a été fixé à 160.000 hectolitres d'alcool pur. Cette précision (alcool pur) a été donnée par le décret du 20 février 1923;

2^o Les rhums et tafias devront provenir exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre, non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leur caractère spécifique (art. 6 du décret du 19 août 1921).

Comme la loi du 20 décembre 1922 a prohibé l'importation de ces matières dans les colonies, les rhums et tafias ne peuvent plus provenir que de la mise en œuvre de matières premières des colonies françaises.

3° Ils ne devront pas titrer plus de 65°, afin de rendre la rectification trop onéreuse et d'empêcher les rhums rectifiés dans la métropole de concurrencer les eaux-de-vie naturelles, tant que celles-ci ne dépasseront pas 600 francs (l'hl. pur pris chez le distillateur).

M. de Lasteyrie dans la lettre citée au début de ce paragraphe 3 avait fait le calcul suivant (17 août 1922).

Prix du rhum 54°, à l'usine Antilles : 1 litre = 1 fr. 20 à 1 fr. 40.

+ frais de logement (0 fr. 30 le litre).

+ droit de sortie (0 fr. 40 à 0 fr. 75 le litre).

+ prime d'assurance

+ couverture pour déperdition : { mémoire : total = 2 fr. 50

+ transport. { par litre à 54°.

d'où :

Prix moyen de l'hectolitre logé 54° Caf. ports français : 270 à 310 francs.

D'après ces données, si l'on tient compte des frais de transport à la distillerie, des frais de rectification et de la perte résultant de cette opération évalués à 40 francs au minimum pour 2 hectolitre à 54° Gay Lussac, l'hectolitre d'alcool pur (à 100°) reviendrait dans ces conditions à $270 \times 2 + 40 = 580$ francs.

desquels il conviendrait toutefois de déduire la valeur des fûts.

Oren août 1922 les alcools de vins côtaient 580 à 600 francs l'hectolitre d'alcool pur, pris chez le distillateur (eau-de-vie de cidre et de marc ne dépassant pas 530 à 560 francs).

« Le bénéfice du rectificateur de rhum n'est donc pas exagéré et toute surproduction d'alcool naturel entraînant une baisse des cours rendrait sans profit la rectification des rhums normaux au degré de consommation courante.

Si la rectification portait sur des rhums à haut degré (70-80°) le prix du revient de l'alcool rectifié serait sensible-

ment abaissé du fait de la plus grande richesse alcoolique du rhum à rectifier (transports et perte de rectification).

Par conséquent la limitation à 60° par la loi du 31 décembre 1922 a rendu onéreuse la rectification des rhums ; à moins que l'alcool trois six n'atteigne un cours tel qu'il y ait intérêt à rectifier le rhum importé et à paralyser sa hausse.

Les alcools naturels indigènes ont donc obtenu en partie satisfaction mais pas complètement, car la maîtrise du marché de bouche peut leur échapper par suite de cette soupape, qui jouera dès que les cours de l'alcool métropolitain dépassera le prix de revient moyen de l'alcool de rhum rectifié. Et ce sera justice tant pour le distillateur colonial que pour le consommateur.

4° Les rhums « fantaisie » ou travaillés sont prohibés. Ainsi, se trouve interdite la possibilité de maquiller et de travailler les rhums, importés sains, dans les ports français. Il était anormal d'interdire aux coloniaux d'envoyer dans la métropole des rhums travaillés ou contrefaits et de le permettre en France. Cette fraude était injuste et illicite.

L'interdiction d'importer des rhums rectifiés vient du fait que le rhum rectifié est un alcool neutre, et que par conséquent il peut provenir d'autres produits que ceux exigés par les lois sur les rhums.

La réduction des rhums et tafia au degré de consommation courante au moyen d'une addition d'eau a été admise sous le régime du décret du 5 septembre 1907 (arrêt de la Cour de cassation du 3 déc. 1914 aff. Mossé). Cette pratique a été reconnue légale par le décret du 19 août 1921 (art. 8).

« N'est pas considérée comme frauduleuse la réduction des spiritueux visés au présent décret au degré de consommation. » Elle est licite jusqu'à la réduction à 35° sans étiquette, au-dessous de 35°, l'indication du degré doit être portée en chiffres d'au moins 5 millimètres de haut.

N. B. — De l'examen des travaux préparatoires (*Off.* 28 déc. déb. parl., p. 4603), il résulte qu'en 1921, il avait

été importé en France par les colonies 147.984 hectolitres de bon rhum, et que pour les onze premiers mois de 1922 l'importation avait atteint 360.000 hectolitres d'alcool pur, soit donc près de 700.000 hectolitres d'alcool à 54° pour une consommation de 767.443 hectolitres d'alcool pur en 1921 et 928.628 hectolitres d'alcool pur en 1922 (ces derniers chiffres sont pris dans la *Revue vinicole* du 20 déc. 1923. Les premiers ont été donnés par M. Barthe à la Chambre des Députés).

M. Barthe demanda la réduction à 145.000 hectolitres contingent annuel.

La Commission des finances proposa 170.000 hectolitres.

M. Flandin accepta au maximum 150.000 hectolitres.

Le Ministre des Finances finit, sur l'insistance de M. Boissieu, par accepter le chiffre de 160.000 hectolitres d'alcool pur soit 300.000 hectolitres environ de rhum à 54°. L'accord se fit sur ce chiffre.

(D'intéressants renseignements sont donnés sur ces points par M. Maxime Toubau, chef de service au Ministère de l'Agriculture dans « *Les lois nouvelles* » du 15 mars 1923, 1^{re} partie, p. 97, rue Bleue, n° 9 « *La législation sur les rhums et les tafias* »).

5° MISE AU POINT DU STATUT DES RHUMS

a) *Décret du 20 février 1923 (Off., 21 fév., p. 1729)*
« réglementant les conditions d'application de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922. »

Aux termes de l'article 2 le contingent fut ainsi réparti entre nos colonies :

Pour la Martinique.: 80.000 hectolitres à 100° (pour une production en hl. vol. en 1913, de 237. 195 hl. ; en 1917, de 319.898 hl. ; en 1918, de 171.191 hl.).

Pour la Guadeloupe : 60.000 hectolitres à 100° (pour une prod. en hl. vol. en 1913, de 111.781 hl. ; en 1917, de 158.800 hl. ; en 1918, de 85.000 hl.).

Pour la Réunion : 18.000 hectolitres à 100° (pour une

prod. en hl. vol. en 1913, de 44.788 hl.; en 1917, de 62.000 hl.; en 1918, de 58.000.).

Soit au total pour ces trois colonies une part de contingent de 158.000 hectolitres à 100° sur les 160.000 hectolitres (les 2.000 autres hl. étant répartis entre les autres colonies, dont 140. hl. pour la Guyane (V. le décret). Pour une production totale en 1913, de 393.264 hl. vol., en 1917, de 540.698 hl. vol., et en 1918, de 314.191 hl. vol.

(Chiffres donnés par M. Sarraut dans le rapport n° 358 de 1921, p. 121).

Ces indications peuvent être utilement complétées par les chiffres fournis par le Service des douanes des colonies à l'Agence générale des colonies à Paris et rapportés par la *Journée industrielle*, Paris, n°s des 28 et (errat.) 31 décembre 1923.

En 1922, la Martinique importa 223.691 hectolitres à 100°; la Guadeloupe 125.528 hectolitres à 100°; la Réunion 26.294 hl. à 100°, soit avec les autres colonies 380.500 hl. à 100° (c'est le 31 déc. 1922 donc sur le vu de ces chiffres que le contingentement fut voté. Les importations n'avaient précédemment jamais atteint ce chiffre; en 1919 : 219.255 hl. à 100°, en 1913 : 114 hl. à 100°).

b) *Rhum et sucre. Répartition à l'intérieur de la colonie.* — Le décret du 20 février 1923 organisa également la répartition à l'intérieur sur la base de la production de 1913 à 1919 inclus, entre le groupement des usines à sucre et celui des distilleries agricoles, qui eut la priorité.

Pour les usines à sucre, la production actuelle du sucre servit de base afin d'encourager les sucreries au détriment des simples distilleries. Les transferts de contingents particuliers furent autorisés.

Les quantités réexportées de France, ensuite d'entrepôt ou de transit, les manquants (coulages, etc.) reconnus à l'arrivée devaient être déduits du contingent. Les quantités non exportées des colonies au 31 décembre seraient reportées sur l'année suivante.

c) *Loi du 28 février 1923* (1) (*Budget crédits provisoires*), art. 20, *Off.*, 1^{er} mars 1923. « Les rhums et tafias embarqués « des colonies françaises à destination de la métropole antérieurement au 1^{er} janvier 1923 ou se trouvant dans les entrepôts français à cette date ne seront pas compris dans le « contingentement fixé par l'article 9 du 31 décembre 1922. »

A la Chambre (*Off.* 27. 1. 23, p. 425) le 26 janvier, le ministre des Finances demanda l'adoption de cette mesure transitoire en faveur des importateurs qui n'avaient pas pu être prévenus à temps du vote de la loi. Celle-ci, votée trop rapidement, révéla des difficultés d'application. En effet, le mot, rhum importé, signifiait-il « rhum flottant » ou « rhum en entrepôt (avant le vote de la loi). « Si leur « quantité, environ 50 à 60.000 hectolitres à 100° était comprise dans le contingentement, celui-ci serait, en fait, réduit « à 100 ou 110.000 hectolitres au lieu de 160.000 ».

d) *Décret du 13 avril 1923* (*Off.*, 17 avr., p. 3833) « réglementant les conditions d'application de l'article 9 de la loi « du 31 décembre 1922 sur l'importation des rhums coloniaux. »

Il compléta et modifia le décret du 20 février 1923 dans un sens plus rigoureux.

Les distilleries industrielles qui avaient fabriqué de 1919 à 1922 inclus, furent comprises dans la répartition du contingent et admises au prorata de leur production.

Le transfert autorisé par l'article 4 du décret du 20 février 1923 ne pourrait être effectué qu'après autorisation du gouvernement, et en cas d'impossibilité de fabrication par force majeure dûment constatée.

Les quantités de ces parts non utilisés à l'exportation par suite d'une production inférieure au montant attribué, seraient reportées au crédit du groupement pour l'année

1. Il y a deux lois du 28 février 1923, l'une sur les bouilleurs de cru, l'autre, loi du Budget, qui traite des rhums des al. dénaturés et du régime des importations de pétrole (carburant national).

suivante et réparties entre toutes les distilleries du groupement dans les conditions prévues.

Par conséquent, le contingent est limité, le transfert n'est autorisé qu'en cas de force majeure, le report des quantités inutilisées au profit du Groupement évite la spéculation par le report sur soi-même des quantités fabriquées pour les années mauvaises et stimule le groupe. (Pour la répartition entre les usines voir Arrêté du 6 juillet et 16 août 1923 et leur analyse dans *La journée Industrielle* » du 28 déc. 1923).

6° AUGMENTATION DU CONTINGENT. LOI DE BUDGET
DU 27 DÉCEMBRE 1923, ART. 23 (*Off.*, 28 déc.)

L'article 23 porta le contingent de 160.000 hectolitres à 185.000 hectolitres d'alcool pur à partir du 1^{er} janvier 1924. Cette augmentation de 25.000 hectolitres à 100° fut votée à la suite de la demande formée par les coloniaux en vue du retour à la liberté complète ou du moins de l'élévation du contingent à 250.000 hectolitres. Mais M. Barthe, président de la Commission des boissons, s'y opposa ne consentant à cette demande que moyennant l'abandon du droit de faire rectifier les rhums dans la métropole. Les coloniaux refusèrent l'obligation de livrer leur rhums à la consommation en nature seulement.

Les coloniaux invoquaient d'abord l'insuffisance du contingent qui paralysait le développement et la création des distilleries agricoles et industrielles, ensuite le préjudice causé par l'empêchement de recueillir les bénéfices de la publicité faite depuis quarante ans par les petits récoltants, enfin l'inutilisation de fortes quantités de mélasse dans certaines colonies.

E. — Conclusions

a) *Rhum et sucre.* — Les défenseurs des alcools naturels ont trouvé pour base au contingentement la question du sucre.

Dans son rapport n° 358 de 1921, p. 121, M. Sarraut donne des chiffres qui font ressortir à côté de la production rhumière une diminution de la production sucrière.

A la Martinique la production sucrière en tonnes fut de 39.000 en 1912, de 40.000 en 1913, de 39.000 en 1914, de 24.223 en 1917, de 22.682 en 1918.

A la Guadeloupe, elle fut de 39.702 en 1912, de 27.736 en 1913, de 40.935 en 1914, de 32.904 en 1917, de 28.920 en 1918.

A la Réunion elle fut de 35.782 en 1914, de 53.446 en 1917, et de 48.000 en 1918.

Le contingentement a eu pour effet de la faire remonter.

Mais, une injustice a été commise vis-à-vis de la Martinique notamment, car la répartition devrait tenir compte entre les colonies des différences de rendement des cannes en saccharose cristallisable (6,50 à 7 o/o à la Martinique, 7,50 o/o à la Guadeloupe, 8,75 à 9 o/o à la Réunion).

Donc la proportion de rhums à provenir d'une usine à sucre de la Martinique paraît devoir être plus élevée que celle à compter pour une sucrerie de la Réunion.

b) *L'effet du contingentement. Le superbénéfice.* — Les hauts prix des alcools naturels et la perte du sens de la valeur de l'argent chez le consommateur ont permis aux fabricants compris dans le contingent de faire un superbénéfice qui fut de 80 millions de francs sous le régime de 160.000 hectolitres et sera sans doute de 95.500.000 francs par suite de l'augmentation du contingent à 185.000 hectolitres.

En effet la surtaxe variable établie sur les rhums et tafias non compris dans le contingent est actuellement de 500 francs par hectolitre d'alcool pur.

Prix de vente de l'alcool pour la conservation des fruits (Arrêté du 23 avril 1923.....	580 fr.
Prix d'achat de l'alcool de grains (Arrêté du 24 octobre 1923.....	80 fr.
Différence par hectolitre à 100°.....	500 fr.

Or la hausse des prix des alcools naturels a permis que les rhums exclus du contingent puissent se vendre de 775 à 850 francs environ l'hectolitre à 54°. Surtaxe comprise et calculée sur 100° (Paris, 17 déc. 1923, *Guide des négociants en vins*).

Les rhums compris dans le contingent ont devant la demande atteint immédiatement les mêmes cours.

Comme les rhums exclus du contingent rapportent déjà un bénéfice à ce prix, les rhums faisant partie du contingent ont fait superbénéfice de 500 francs par hectolitre d'alcool pur, soit :

$$160.000 \times (580-80) = 80 \text{ millions de francs.}$$

$$185.000 \times 500 = 95.500.000 \text{ francs.}$$

§ 4. — L'ALCOOL PROVENANT DE LA DISTILLATION DE L'HYDROMEL EST-IL NATUREL ?

M. Delahaye avait demandé au Sénat et M. de Monicault à la Chambre, lors de la discussion de la loi du 28 février 1923, l'addition du mot « hydromel » à la liste comprenant « lies, mares, fruits frais ».

Le ministre des Finances, M. de Lasteyrie, répondit à M. Delahaye : « Le privilège des bouilleurs de cru ne s'est « appliqué jusqu'à ce jour qu'aux fruits de la terre. C'est une « boisson obtenue par la fermentation du miel, c'est-à-dire « non pas un produit d'origine végétale, mais un produit « d'origine animale. Aux termes de la législation en vigueur « il n'est donc pas possible de faire bénéficier l'alcool prove-
« nant de la distillation de l'hydromel du régime des alcools « naturels » (*Off. Sénat*, 28 fév., p. 408).

A M. de Monicault, il apporta comme autre argument : « Il n'est pas indiqué dans la loi de 1903 comme ayant droit à l'acquit blanc (*Off. Chambre*, 15 févr., p. 666).

Il promit toutefois de se montrer bienveillant lors du vote du statut définitif de l'alcool !

Mais les producteurs d'alcool naturel n'ont aucune raison de le favoriser !

CHAPITRE IV

LE RÉGIME DES ALCOOLS D'INDUSTRIÉ

§ 1. — ORIGINE. CAUSES

D'après M. Maurice Sarraut, sénateur, le Service des Poudres, au lendemain de l'armistice, était détenteur de un million cinquante mille hectolitres (v. rapport 1921, Sénat n° 358. Ann. à séance du 19 mai 1921.)

« Devait-il les jeter sur le marché, écrit-il, au risque de « faire s'effondrer les cours de l'alcool naturel. Devait-on « d'autre part rouvrir la porte à l'alcool d'importation au « risque de faire s'effondrer notre change.

« Allait-on enfin livrer cet alcool à la consommation de « bouche et renoncer ainsi à la saine politique antialcoolique « dont le Parlement, et c'est son grand honneur, ne s'est pas « départi au cours des années de guerre.

Ainsi donc le principe et ses causes et raisons restent les mêmes.

Les producteurs d'alcool naturels, parmi lesquels les bouilleurs de cru sont les plus nombreux, demandent le maintien de la formule :

L'alcool naturel = seul alcool de bouche ;

L'alcool industriel = réservé à l'État pour l'usage industriel seulement.

Les raisons données sont d'une part l'intérêt des alcools naturels (et celle-ci est le plus sincère aveu du but poursuivi) d'autre part des considérations de change et d'hygiène.

Mais la fin de la guerre a profondément modifié le système

par l'arrêt de la fabrication des poudres, qui utilisait de quantités si importantes avec les autres services de la Défense Nationale que l'Etat dut, plusieurs fois, recourir aux alcools naturels, comme il a été exposé précédemment.

(La consommation moyenne était de 1200 tonnes par jour) (*Le Temps*, 25 mai 1923).

§ 2. — LE PRINCIPE DU RÉGIME

Le régime tendra donc :

1° A laisser à l'Etat le stock d'alcool se trouvant dans les bacs et réservoirs à l'armistice.

2° A obliger l'Etat à acheter aux distillateurs de betteraves tout leur alcool afin de leur permettre de vivre.

3° A empêcher l'Etat de rétrocéder l'alcool d'industrie à la consommation de bouche.

4° A laisser l'Etat constituer un service des alcools qui sera un essai de monopole définitif de l'alcool d'industrie seulement.

5° A favoriser les emplois industriels de l'alcool pour permettre à l'Etat d'écouler l'alcool ainsi acheté et créer un mouvement d'opinion favorable à l'institution d'un office national de l'alcool industriel pour l'industrie.

§ 3. — RÉALISATION DU PRINCIPE

Organisation du service des alcools (*régime provisoire*)

A. — Bases

Elles ont été longuement étudiées au chapitre II du présent titre III (livre III) et peuvent se résumer ainsi :

Par le décret du 13 août 1919 (*Off.* 15 août dont le texte a été donné au même chapitre II (§ II, A, 2°), les alcools d'industrie bon goût et mauvais goût, les alcools importés (sauf les rhums de nos colonies) les alcools provenant de la dis-

tillation à l'état de fruits frais des dattes, figues et caroubes, et enfin tous les autres alcools ne provenant pas de la distillation des autres fruits frais, des vins, cidres, poirés, mares et lies (tous les alcools naturels) demeurent réservés à l'Etat.

Par conséquent l'alcool synthétique et tous les alcools nouveaux seront réservés à l'Etat, ce qui signifie qu'ils ne pourront pas aller à la consommation de bouche, mais non point qu'ils seront obligatoirement achetés par l'Etat à un prix normal.

Un service spécial devait donc être constitué en vue de ces achats. Mais comme la Direction des Poudres (le ministère de la guerre) ne voulait pas se charger de la vente des alcools ainsi achetés et la liquidation du stock, le décret en donna la charge au Ministre des Finances (art. 2.)

Celui-ci dut donc à partir du décret du 13 août 1919 acheter et revendre l'alcool d'industrie et écouler le stock existant, sans pouvoir consentir des rétrocessions à la consommation de bouche (sauf le mutage des vins, la conservation des fruits et les vinaigres).

L'article 3 précisa qu'il fixerait par arrêté le prix d'achat et de vente sans autre indication. Cette disposition fut confirmée dans la loi du 25 juin 1920 (*off.*, 26 juin, art. 89, § 2).

Enfin le dernier paragraphe de l'article 2 stipule que les opérations en recettes et en dépenses, résultant de son fonctionnement seront inscrites à un compte spécial du compte des avances à régulariser, compte spécial qui sera soumis à l'approbation des Chambres dans le mois qui suivra la clôture des opérations, c'est-à-dire lorsque le régime du décret ou de ses prorogations aura pris fin, soit pour revenir à la liberté d'avant-guerre, soit pour faire place à un régime provisoire nouveau ou au régime définitif.

Le fonctionnement d'un tel Service nécessitait une autonomie relative; l'existence d'un compte spécial l'impliquait.

D'après M. Sarraut, la Direction générale des Contributions indirectes tenta de constituer un petit ministère chargé de tout le Service des alcools. Mais la Direction des Poudres

et le ministre des Finances ne consentirent pas. Après diverses démarches, un accord intervint entre le ministre de la Reconstitution industrielle, M. Loucheur, et le ministre des Finances, M. Klotz, pour donner au Service des alcools d'industrie une forme nouvelle et presque autonome. Ce fut le but de l'arrêté interministériel du 18 octobre 1919 (*J. off.* 19 oct.) dont l'article unique s'énonce : « La Direction des « Poudres est chargée d'assurer de concert avec la Direction « générale des Contributions indirectes l'exécution du décret « du 13 août 1919. Elle procède à l'achat et à la vente des alcools « dont la production et l'importation sont réservées à l'Etat « aux prix et conditions fixés par le ministre des finances. »

M. Sarraut appelle cet article unique l'acte de naissance du Service des alcools.

Ce régime provisoire avait été prévu pour une période d'un an à dix-huit mois au maximum. Mais les difficultés d'arriver à l'établissement du statut définitif amenèrent sa prorogation. En fait, le Service des alcools se sépara du Service des Poudres, installé rue de Courcelles et se fixa boulevard Saint-Germain. Le personnel très spécialisé resta le même, toujours sous la direction de M. Morel auquel M. Sarraut rend hommage dans son rapport de 1921.

L'article 2 de l'arrêté du 19 octobre 1923 fixant le prix d'achat de l'alcool de betterave est ainsi conçu :

« La Direction des poudres (service des alcools) fixera
« les conditions de recette et réglera les conditions de paie-
« ment, d'emménagement et d'enlèvement des alcools et
« généralement toutes les questions de détail soulevées par
« l'application du présent arrêté. »

Ce texte est fort intéressant parce qu'il montre l'évolution vers l'autonomie du service organisé en 1919. Il prépare la création d'un Office des alcools.

B. — Prorogation du régime provisoire

Prorogées jusqu'au 15 août 1920, pour la première fois, ces mesures furent visées dans diverses lois de prorogation

dont la dernière est du 30 juin 1922. L'article 33 fixe le 30 septembre 1924 pour terme (V. chap. II de ce titre, § 2).

Si donc avant cette date, aucune loi n'intervient, le retour à l'état de liberté d'avant la guerre aura lieu de plein droit car les mesures actuelles ont un caractère provisoire et suspensif.

§ 4. — FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES ALCOOLS

A. — Les achats d'alcool

1° HISTORIQUE

Dans le régime antérieur au décret du 13 août 1919 les alcools étaient réquisitionnés. En vertu du décret ils durent être achetés.

Le premier arrêté, pris par le ministre des Finances en exécution de l'article 3 et relatif à l'achat et à la vente des alcools, date du 23 août 1919 (*J. off.* 28 août. — L'article 1^{er} fixa un régime de transition devant durer jusqu'au 30 septembre 1919. Les conditions d'achat restèrent les mêmes que celles en vigueur au 1^{er} juillet 1919 qu'elles aient été fixées, par les ordres de réquisition ou par les contrats passés avec la Direction des Poudres.

2° LE RÉGIME ACTUEL

a) Bases

Quatre sortes de substances peuvent donner de l'alcool éthylique, soit rectifié soit à l'état de flegmes. — Les arrêtés du ministre des Finances les ont groupées ainsi :

La betterave de distillerie.

Les mélasses.

Les grains sains utilisés pour la fabrication de la levure.

Les matières premières autres que les produits ci-dessus désignés.

L'Etat est acheteur de toutes les sortes d'alcool, mais il est libre de fixer les prix. De la sorte, il peut faire jouer l'offre et la demande et ne pas s'encombrer de stocks trop importants. La baisse des prix d'achat entraînerait inévitablement un ralentissement dans la fabrication, et reste en tous cas une menace pour ceux qui seraient tentés d'ouvrir de nouvelles distilleries.

En définitive il est le maître du marché.

Toutefois pour éviter des injustices cette fixation ne peut être déterminée pour l'alcool de betterave qu'après l'avis d'une commission, nommée par arrêté au mois de mars.

D'autre part en raison de la diversité des intérêts qui s'attachent aux matières premières, qui, les unes proviennent d'un travail direct, comme la betterave et les autres sont seulement un résidu, comme la mélasse (ou encore l'alcool provenant de la mise en œuvre des grains pour la fabrication de la levure, simple sous-produit) l'Etat peut fixer des prix différentiels, variant suivant l'origine.

Enfin la fixation des prix d'achat et de vente pour une campagne (une année) évite la spéculation et le retour des incidents d'avant la guerre.

b) Alcools provenant de la distillation de la betterave

Le ministre des Finances ne peut fixer le prix qu'après avoir consulté la commission nommée, chaque année au mois de mars par un arrêté ainsi libellé : « Arrêté instituant une « commission chargée de donner son avis sur la fixation du « prix d'achat par l'Etat de l'alcool provenant de la distillation de la betterave à récolter pendant la campagne (à « venir) ». On en trouve la trace dans le bulletin législatif Dalloz, à la rubrique « Offices » (Signalons pour mémoire l'arrêté du 16 mars 1920, *J. off.* 17 mars pour la campagne 1920-1921, l'arrêté du 12 mars 1921, *J. off.* 13 mars 1921 pour la campagne 1921-1922), l'arrêté du 15 février 1922 (*J. off.* 17 février) pour la campagne 1922-1923.

Les prix sont ensuite fixés par un autre arrêté qui figure au *Bulletin législatif Dalloz* à la rubrique : « Contributions indirectes ou alcools ».

Divers éléments entrent dans cette fixation, éléments de prix de revient et considérations économiques.

L'arrêté du 15 octobre 1919, fixa pour la campagne 1920, le prix de l'alcool provenant de la distillation de la betterave :

1° Flegmes titrant 90° Gay-Lussac à la température de 15° à 130 fr. 70 l'hectolitre d'alcool pur.

2° Flegmes titrant au minimum 90° Gay-Lussac (+ 15°) à 130 fr. 70 l'hectolitre d'alcool pur.

3° Les alcools rectifiés bon goût à 134 fr. 40 l'hectolitre pur.

Ces prix furent établis au prix de charbon de 73 francs la tonne, et susceptibles de varier suivant le cours du combustible (on compte 130 kilos de charbon pour 1 hl. de flegmes et 150 kilos pour 1 hectolitre d'alcool rectifié). « En outre une prime de 3 fr. 10 par hectolitre pour les flegmes et de 4 fr. 05 par hecto pour les alcools rectifiés, devait alimenter une caisse de compensation dont le montant en fin de campagne serait réparti entre les distillateurs dont la production aurait eu des résultats déficitaires comparativement à la production moyenne des campagnes 1910-1913 (Sarraut, *loc. cit.*).

Le sucre et l'alcool. — Relation du prix de vente du sucre et du prix d'achat de l'alcool de betterave. — Les besoins des poudreries avaient cessé avec la guerre, d'autre part pour la campagne 1920-1921 l'industrie sucrière avait recouvré son entière liberté.

Or les importations de sucre pesaient lourdement sur le marché, et l'alcool de betterave avait tendance à monter, alors que l'utilisation industrielle pouvait absorber l'alcool de mélasse, ou d'autres alcools.

Il y avait donc lieu de donner un avantage à la culture de la betterave à sucre. L'arrêté du 12 avril 1920. (*J. off.* 13 avril) fixa dans ce but le prix de l'alcool de betterave à un prix

susceptible de varier suivant le cours du sucre blanc n° 3, déterminé par la moyenne des cours pratiqués à la Bourse de Paris en Novembre et Décembre 1920 (voir à ce sujet article de M. Hitier professeur à la Faculté de Droit de Paris dans *l'Expansion économique* de janvier 1920).

Pour les cours du sucre à 250 francs le quintal, l'hectolitre d'alcool pur mesuré à 15° centigrades serait acheté 286 francs. — L'hectolitre de flegmes 90° Gay-Lussac serait acheté 265 fr. 30 l'hectolitre à 100° Gay-Lussac. — Des coefficients de hausse avaient été prévus pour chaque élévation du cours du sucre. — Une majoration supplémentaire de 4 francs par hectolitre pur fut allouée aux flegmes titrant au moins 90° Gay-Lussac à la température de + 15° produits par les distillateurs agricoles, afin de les encourager.

Comme le Ministre des Finances n'avait pas prévu la baisse du sucre au-dessous de 250 francs et comme ce phénomène arriva (M. Sarraut indique le cours de 215 fr. 55 en novembre et de 189, 88 en décembre) un nouvel arrêté dut interpréter celui du 12 avril 1920, il fut pris le 14 février 1921 (*Off.* 15 fév.)

On ne pouvait baisser les prix prévus pour le sucre à 250 francs, minimum donné le 12 avril 1921, puisque l'un des avantages du système actuel réside dans la stabilité des prix minima. L'arrêté du 14 février 1921 confirma et fixa définitivement les prix de 286 francs par l'alcool rectifié et de 265 fr. 30 pour les flegmes.

Mais le résultat obtenu était le contraire de celui qui avait été désiré. L'alcool de betterave se vendait donc proportionnellement beaucoup plus cher que le sucre.

Aussi pour la campagne 1921-1922 la Commission chargée de donner son avis sur le prix à fixer demanda dans ses conclusions : 1° que le prix de l'alcool soit en parité avec celui du sucre, et inférieur à lui ; 2° qu'il varie suivant ses hausses ou ses baisses et qu'à titre d'encouragement pour les distillateurs agricoles une prime fixe (invariable quelques soient les cours) de 2 fr. 75 par hectolitre de flegmes à haut degré leur soit allouée.

Pour la campagne 1922-1923 l'arrêté du 8 mai 1922 (*Off. 9 mai*) établit encore un prix d'achat de l'alcool d'après le cours du sucre.

La hausse de cette denrée obligea le Ministre des Finances à fixer d'une façon définitive par son arrêté du 13 avril 1923 (*J. off. 14 avril*) à 203 fr. 48, l'hectolitre pur d'alcool rectifié et à 190 fr. 54 l'hectolitre pur de flegmes titrant moins de 90°. Une majoration de 2 fr. 20 fut prévue pour les flegmes titrant plus de 90°.

Enfin l'arrêté précise que les prix d'achat ainsi déterminés, seront augmentés du montant de la taxe sur le chiffre d'affaires qui aura été acquittée par les distillateurs.

Pour la campagne 1923-1924 le sucre avait subi une hausse telle que l'alcool aurait dû être acheté 280 francs environ si le ministre des Finances avait suivi le principe de la parité avec le sucre appliqué dans les précédents arrêtés.

Or l'achat à un prix supérieur à 250 francs de l'alcool de betterave aurait compromis l'équilibre des prix différentiels de revente, équilibre qui permet de céder l'alcool carburant à un prix nettement inférieur au prix d'achat (il est en effet revendu 120 francs) (*Voir le journal le Temps des 27, 30 sept. et 24 oct. 1923*) et aurait encouragé la concurrence que les distillateurs et les fabricants de sucre se font pour l'achat de la betterave, et qui a pour effet son renchérissement.

C'est pourquoi malgré les démarches et les pressions faites par les distillateurs, le ministre des Finances fixa par l'arrêté du 19 octobre 1923 pour la campagne 1923-1924 un prix forfaitaire, net, de :

1° 250 francs l'hectolitre pur (+ 15°) pour les alcools rectifiés ;

2° 236 fr. 17 l'hectolitre pur (+ 15°) pour les flegmes titrant moins de 90° Gay Lussac.

Pour encourager la fabrication des flegmes à haut degré, une majoration de 4 francs par hectolitre pur + 15° centigrades a été prévue par les flegmes titrant au moment de

l'expédition au moins 90°, avec une prime supplémentaire de vingt centimes par degré excédant 90° et par hectolitre pur.

Les paiements seront faits à raison de 160 francs l'hectolitre pur au fur et à mesure de la production de 50 francs par hectolitre pur à fin janvier 1924, le solde payable fin avril 1924.

L'article 2 de cet arrêté reconnaît « à la Direction des Poudres (service des alcools) » le droit de fixer les conditions de recette, de paiement, d'enlèvement, d'emmagasinement et de régler toutes les questions de détail soulevées par l'application du dit arrêté (V. précédemment, même chapitre).

c) Alcools provenant de la mise en œuvre des mélasses

Leur prix d'achat est inférieur au prix d'achat de l'alcool de betterave. Les mélasses sont, en effet, le sous-produit du travail de la betterave pour la fabrication du sucre.

Le décret du 6 janvier 1920 (*Off.*, 12 janv., p. 556) abrogea les dispositions contenues dans l'article 16 du décret du 2 avril 1918, modifiant l'article 15 du 12 février 1918 et interdisant l'utilisation des mélasses pour la fabrication de l'alcool. Leur exportation fut interdite par l'arrêté du 14 mars 1923 (*Off.*, 15 mars) sauf autorisation spéciale.

L'alcool de mélasse est assurément l'un de ceux qui méritent le plus d'encouragement car il utilise un résidu qui peut ensuite servir à l'alimentation des animaux (la drèche). Les agriculteurs et les distillateurs ont protesté contre ces prix dérisoires et prohibitifs fixés arbitrairement et sans Commission consultative.

d) Alcools provenant de la mise en œuvre des grains sains dans les usines productrices de levure pour la panification.

Deux périodes constituant deux phases du régime des prix d'achat de ces alcools doivent être étudiées, l'une se termine à 1920, année où l'autre commence.

Avant 1921, la levure pour la panification était seulement obtenue en France par la mise en œuvre de grains sains. Cent kilos de ceux-ci donnent 10 à 16 kilos de levure et 30 litres d'alcool environ. Cette levure revient à un prix très élevé. Aussi pour permettre aux fabricants de lutter contre la concurrence étrangère, le ministre des Finances acheta leur alcool très cher (à un prix moindre de l'alcool de betterave et en parité avec lui).

Mais depuis 1921 la presque totalité des usines françaises ont adopté le système utilisé à l'étranger qui permet d'obtenir une levure plus économique par la mélasse, produit bon marché. Pour 100 kilos de mélasse, mis en œuvre au lieu de 100 kilos de grains, on obtient 30 à 45 kilos de levure et 5 à 10 litres d'alcool, donc plus de levure et moins d'alcool.

Dans ces conditions, le ministre des Finances estima qu'il n'avait plus à protéger l'industrie de la levure des grains, et fixa à moitié prix, le prix d'achat (3^e trimestre 1920 : 180. Aujourd'hui en moyenne 90 fr.).

Les prix des alcools de mélasses et de grains furent les mêmes à la suite de la demande de distillateurs de mélasses, qui réclamaient la parité avec les alcools de grains. Le prix moyen commun aux deux alcools fut fixé à 75 fr. en moyenne à partir du 1^{er} janvier 1923, et 90 francs en moyenne, en fin 1923.

Les prix des alcools de mélasses et de grains sont fixés tous les trimestres par arrêtés du ministre des Finances (sans Commission consultative).

Les flegmes et alcools rectifiés titrant de hauts degrés bénéficient généralement d'une prime.

L'arrêté du 24 octobre 1923 est ainsi conçu :

LE MINISTRE DES FINANCES

Vu l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 ;

Vu l'article 15 de la loi du 30 juin 1922 ;

Arrête :

Article premier. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix d'achat par l'Etat de l'alcool éthylique provenant de la mise en œuvre des mélasses indigènes et des grains :

PÉRIODE DE LA PRODUCTION	FLEGMES ET ALCOOKS MAUVAIS GOUT		ALCOOKS RECTIFIÉS (BON GOUT)	
	Titrant moins de 90° G. L.	Titrant au minimum 90°	Titrant au minimum 95°	Titrant au minimum 99°6
Du 1 ^{er} au 31 octobre 1924 { Alcools de mélasses	55 fr.	65 fr.	75 fr.	108 fr.
{ Alcools de grains..	60 fr.	70 fr.	80 fr.	108 fr.
Du 1 ^{er} novembre 1923 au 29 févr. 1924 {	55 fr.	75 fr.	85 fr.	108 fr.
A partir du 1 ^{er} mars 1924 {	60 fr.	80 fr.	90 fr.	108 fr.

Ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 degrés centigrades. Ils laissent à la charge du distillateur le paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Art. 2. — Les prix fixés par l'article 2 de l'arrêté du 21 novembre 1921 continueront à être appliqués aux alcools provenant de la mise en œuvre des matières premières autres que les betteraves, les mélasses indigènes et les grains.

Art. 3. — La Direction des poudres (Service des alcools), fixera les conditions de recette et réglera les conditions de paiement, d'emmagasinement et d'enlèvement des alcools et, généralement, toutes les questions de détail soulevées par l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 octobre 1923.

CH. DE LASTEYRIE

*Protestation des producteurs d'alcools de mélasse
et d'alcool de grains*

a) *Les producteurs d'alcool de mélasse.* — La compression de son prix d'achat par le Service des alcools provoqua une baisse considérable de la matière première, c'est-à-dire de la mélasse vendue par la sucrerie à la distillerie.

Les distillateurs belges profitant du bas prix de celles-ci en auraient acheté d'importantes quantités, si bien que le cours des mélasses aurait remonté et que les distilleries françaises se seraient trouvées dans l'impossibilité d'acheter à ces prix (1).

Les distillateurs de mélasses protestent contre la fixation arbitraire des prix, sans même que le prix de revient de leur alcool soit pris en considération.

b) *Les producteurs d'alcool de grains.* — L'abaissement du prix d'achat de cet alcool n'a pas pu avoir la même répercussion sur le marché de la matière première, car il est mondial. Mais déjà à 160 francs, les distillateurs faisaient un minime bénéfice que le prix de 70 francs fixé depuis le 1^{er} janvier 1923 a remplacé par une perte.

Une résolution des Chambres de commerce de Lille, Roubaix, Abbeville a exposé les conséquences de ces prix d'achat dans les termes suivants :

« Les usines de levure qui n'ont pas été détruites par l'invasion ont continué, même pour certaines au prix de grands périls, de fonctionner pendant toute la guerre, assurant aux armées comme à la population civile la levure nécessaire à la panification. Elles ont vécu en pleine guerre, et voilà qu'aujourd'hui elles sont menacées de mort en pleine paix.

Or, par le fait même que le législateur de 1916 a donné au

1. Cette information est extraite du *Temps* du 23 avril 1923.

L'exportation des mélasses autorisée par l'arrêté du 11 mars 1922 a été interdite par l'arrêté du 14 mars 1923 (*Off.*, 15 mars) qui abrogea les dispositions du premier.

gouvernement le droit régalien de s'attribuer l'alcool produit par l'industrie nationale, il lui a imposé implicitement le devoir corrélatif de lui attribuer un prix d'achat permettant à l'industriel qui le fabrique de vivre.

Agir autrement serait exproprier sans indemniser, c'est-à-dire commettre une véritable spoliation qui détruirait une industrie nationale.

Le prix de 70 francs condamnera le fabricant infailliblement et fatalement à la fermeture de son usine, et cela au détriment des capitaux engagés dans les usines de levure et qui seront perdus ; au détriment des industries qui gravitent autour des distilleries de grains ; au détriment du personnel ouvrier y attaché ; au détriment de la bonne panification du pain français ; au détriment de la culture indigène, par la suppression d'un notable débouché pour les grains qu'elle produit et par la disparition d'une matière éminemment propre à la nourriture et à l'engraissement économiques du bétail » (Il s'agit de la drèche de grains).

Les distillateurs de grains demandent la fixation des prix sur la base du prix de revient + un bénéfice.

La Compagnie des levures, alcools et drêchures de grains ayant son siège à Amiens, a fermé son usine plutôt que de faire de la levure de mélasse qu'elle juge de mauvaise qualité.

Elle a d'ailleurs intenté une action en dommages-intérêts contre l'Etat. L'affaire est pendante devant le Conseil d'Etat. La base est un recours pour excès de pouvoir formé contre l'arrêté de fixation à bas prix.

(Ces arguments ont été exposés dans *le Temps* du 29 avril 1923. « La vie économique et sociale. Les abus du monopole. » La résolution ci-dessus citée est extraite de l'article.

e) Alcools provenant des matières premières autres que la betterave, les mélasses et les grains mis en œuvre dans les usines de levure.

Ils sont classés en flegmes titrant moins de 90° Gay Lussac,

en flegmes titrant au minimum 90° Gay-Lussac (à + 15°) et en alcools rectifiés bon goût.

Leur prix varie suivant la hausse ou la baisse du charbon et des matières premières, et est environ légèrement supérieur à la moitié de celui de l'alcool de betterave.

Le nombre des autres matières premières susceptibles de donner de l'alcool est indéfini, mais jusqu'ici leur mise en œuvre n'a pas encore fait l'objet d'application industrielle.

L'alcool éthylique de bois obtenu par le traitement de la sciure par l'acide chlorhydrique à chaud, généralement connu sous le nom de procédé Prodor serait sur le point de devenir industriel. Les quantités ainsi produites rentre- raient dans cette catégorie. L'alcool synthétique aurait le même sort (V. livre I, chap. I^{er}, § 1).

L'Etat peut par la fixation d'un prix dérisoire se dispenser de les acheter.

Mais actuellement ses besoins en alcools à bas prix (110 fr. maximum) dépassent ses disponibilités du fait de la loi du 28 février 1923 obligeant les importateurs d'essence à prendre par 100 litres d'essence importée, 10 litres d'alcool dénaturé (V. chap. VI).

f) Liberté totale de l'alcool méthylique

L'alcool méthylique provenant de la distillation sèche du bois (V. livre I^{er}, chap. II, § 2, n'est pas réservé à l'Etat. La fabrication et la vente en sont libres. Le Service des alcools acheta à certaines époques les quantités de méthylène dont il avait besoin pour dénaturer ses alcools mais au titre de client à fournisseur et non pas en vertu d'un décret ou d'une disposition légale.

g) Attribution à l'Etat des alcools importés

Le décret du 13 août 1919 les avait déjà réservés. L'article 89 de la loi du 25 juin 1920 portant création de ressources nouvelles (*J. off.*, 26 juin) édicte :

« Est réservée à l'Etat l'importation des alcools d'origine ou de provenance étrangère ou coloniale », sauf les rhums et tafias coloniaux.

Toutefois les alcools consommables en l'Etat purent être importés moyennant le paiement d'une surtaxe (V. chap. III).

**h) Conclusion sur l'achat des alcools d'industrie
avantage donné à l'alcool de betterave**

Il est payé le plus cher et du fait de la fixation de bas prix pour les alcools de mélasse et les alcools de grains, il ne risque pas de subir leur concurrence. Le régime actuel est spécialement défavorable aux alcools de grains. Leur prix d'achat par l'Etat à 80 francs et 108 francs ne peut permettre l'importation des riz et des maïs. En effet, si l'on compte le maïs à 80 francs les 100 kilos, comme il faut 300 kilos de maïs par hectolitre d'alcool pur, le prix de revient de l'hectolitre est donc de 240 francs, sans le charbon.

B. — Stockage des alcools achetés

« L'alcool ainsi acheté (écrit M. Sarraut dans le rapport « précédant le projet de loi étudié plus loin) est stocké chez « les distillateurs eux-mêmes et n'en est évacué que pour « faire place aux nouvelles quantités produites. Il est alors « ou envoyé directement à la clientèle privilégiée qui a fait « ses demandes d'achat au Service, ou bien et plus généralement envoyé sur des entrepôts où il sera vendu » (*loc. cit.* p., 58).

Ces entrepôts contiennent en totalité, d'après M. Sarraut, 470.000 hectolitres, alors que le stock en 1921 était de 650.000 hectolitres et qu'en février 1923 il atteignit le chiffre maximum de 1.250.000 hectolitres pour tomber après les ventes et avant l'arrivée des alcools de la nouvelle campagne, à 700.000 hectolitres (en fin octobre 1923). A fin décembre 1923 il était environ de 900.000 hectolitres.

Ce chiffre représente à peu près la quantité qui constitue le stock permanent.

Par conséquent, le Service des alcools est obligé de louer des entrepôts ou de laisser l'alcool dans les bacs des distillateurs. Ce logement occasionne des frais de location, qui en 1920, d'après M. Sarraut (p. 58), s'élevèrent à 1.375.656 fr. 91, et des frais de gestion qui atteignent 40.287 fr. 42.

C'est en raison de leur augmentation correspondant à l'accroissement du stock, faute d'écoulement suffisant, que fut votée la loi du 28 février 1923, obligeant les importateurs de pétrole et d'essence à acheter 10 litres d'alcool pour 100 litres importés.

C. — Les ventes d'alcool aux industries privilégiées

Avant le décret du 13 août 1919 le Service des Poudres absorbait la presque totalité des alcools, et rétrocédait le solde aux industries admises au bénéfice des cessions, à des prix qui ne cessèrent de monter (jusqu'au 1^{er} janvier 1917, 150 fr. l'hecto à 100°, au 1^{er} oct. 1917, 180 fr. l'hecto à 100°, au 1^{er} mai 1918, 240 francs, au 23 août 1919, date du premier arrêté pris pour fixer le prix de vente conformément au décret du 13 août 350 francs).

L'arrêté du 23 août 1919 (*Off.* 24 août mentionné au paragraphe 4, A, 1^o de ce chapitre) fixa les prix de vente à 350 fr. l'hectolitre à 100° marchandise nue prise dans les bacs des distillateurs, à 200 francs s'il servait à la fabrication d'eau-de-vie à exporter, à 155 francs s'il était exporté en nature et plus bas encore s'il servait à la fabrication de produits pour l'extérieur et l'intérieur.

M. Sarraut a donné dans son rapport de 1921, n° 358, un tableau des prix de cession appliqués de 1919 à 1921 (v. p. 67).

2) L'arrêté du 17 novembre 1923 « fixant le prix de vente « par l'Etat des alcools aux industries admises au bénéfice « des cessions (*J. off.* 18 nov.) » est ainsi conçu :

« Le ministre des Finances, vu l'article 89 de la loi du 25 juin 1920, vu l'article 15 de la loi du 30 juin 1922, arrête :

« Le prix de vente des alcools aux industries déjà admises au bénéfice des cessions est fixé.

« 1° A 550 francs l'hectolitre à 100° Gay Lussac marchandise nue prise chez le distillateur lorsque l'alcool sert au vinage ou au mutage des vins en vue de la préparation des vins de liqueur, vermouths, mistelles et autres produits assimilés pour la consommation intérieure.

« 2° A 450 francs l'hectolitre à 100° lorsque l'alcool est utilisé pour la fabrication des vinaigres pour la consommation intérieure.

« 3° A 300 francs l'hectolitre lorsque l'alcool est utilisé à la fabrication des produits de parfumerie, des produits chimiques ou pharmaceutiques etc., pour l'intérieur.

« 4° A 240 francs l'hectolitre lorsqu'il est destiné à être exporté en nature ou lorsqu'il sert à préparer pour l'exportation des spiritueux simples ou composés des produits chimiques, pharmaceutiques et des vinaigres.

« 5° A 210 francs l'hectolitre lorsqu'il est employé à fabriquer des produits pour l'extérieur ou l'intérieur, dans tous les cas où étant exonéré du droit de consommation, il n'est soumis qu'au paiement de la taxe de statistique.

« 6° Le prix de cession des alcools mauvais goût et des flegmes destinés à la dénaturation en vue de la préparation d'alcools de chauffage ne titrant pas plus de 90°5 Gay Lussac est fixé à 170 fr. l'hectolitre à 100°, marchandise nue prise dans les bacs des distillateurs.

« La majoration que sont autorisés à faire subir les distillateurs et autres intermédiaires aux prix indiqués ci-dessus pour toutes les livraisons effectuées directement aux industriels privilégiés, ne doit pas dépasser 2,5 o/o non compris les frais de logement, manutention et camionnage, la taxe sur le chiffre d'affaires et les prix de double rectification lorsqu'il y est procédé sur la demande du cessionnaire.

« Les alcools livrés dans les distilleries du département de la Seine ou dans les dépôts constitués par le Service des Poudres subissent, en outre, une majoration variable avec l'emplacement de chaque entrepôt dans la limite de 20 francs par hectolitre d'alcool pur. »

6) Au texte de cet arrêté, il y a lieu d'ajouter d'abord celui de l'article 8 du décret du 30 mai 1923 (*J. off.* 1^{er} juin)

fixant les modalités d'application, l'article 6 de la loi du 28 février 1923, qui obligea les importateurs d'essence à acheter par 100 litres d'essence importés 10 litres d'alcool, en vue de la préparation du carburant national.

Les prix pour ceux-ci ont été fixés pour la période du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924 ainsi qu'il suit :

Alcool titrant au minimum 99°4 G. L. à 15° C. = 120 fr.

Alcool titrant au minimum 94° G. L. à 15° C. = 110 fr.

Flegmes titrant au minimum 90° G. L. à 15° C. = 105 fr.

Ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool compté à 100° Gay Lussac à la température de 15° dénaturé en wagons réservoirs rendus franco établissement.

7) Il y a lieu d'ajouter encore le texte de l'arrêté du 23 avril 1923 portant fixation du prix de cession de l'alcool vendu pour la conservation des fruits (*J. off.*, 24 avril), l'Etat a été autorisé par l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 (*Off.*, 26 juin) à rétrocéder au maximum, 40.000 hectolitres par an, pour la conservation des fruits frais et suc de fruits. Le ministre des Finances l'a fixé à 580 francs l'hectolitre à 100° Gay Lussac, marchandise nue prise dans les bacs des distillateurs.

La cession des alcools d'industrie pour la conservation des fruits frais et le mutage des vins est la seule exception au principe de l'attribution exclusive du marché intérieur de bouche aux alcools naturels. Elle est une des bases du système des prix différentiels (comme nous le montrons plus loin) et l'un des éléments permettant d'établir la surtaxe variable, instituée par la loi du 25 juin 1920 sur les alcools étrangers ou coloniaux ou sur les rhums expédiés en plus du contingent. — (L'autre élément est le prix d'achat des alcools de grains.)

Le texte de ces arrêtés et du décret laissent ressortir trois points :

1° Les prix sont essentiellement différentiels ;

2° Les prix sont stabilisés ;

3° Les industries qui peuvent acheter sont dites « privilégiées ».

a) *Remarques sur ces points.* — 1° Les prix sont essentiellement différentiels. Dans l'arrêté du 23 août 1919, le principe était déjà posé. Devant les résultats obtenus, le ministre des Finances établit une liste très précise.

Les bases de la classification sont les suivantes.

Les alcools qui sont rétrocedés à la consommation intérieure de bouche (conservation des fruits frais) paient le plus cher (arr. du 23 av. 1923) 580 francs.

Les alcools qui sont livrés aux fabricants de vins, de liqueurs, les suivent de près (arr. du 27 oct. 1923) à 550 francs.

Les alcools envoyés aux vinaigrieres sont encore cédés à un prix nettement supérieur au prix d'achat des alcools de betterave les plus chers (450 francs).

Les alcools utilisés sans dénaturation suffisante (parfumerie, etc.) sont également cédés avec majoration à 300 francs par hectolitre à 100 degrés.

Il en est de même des alcools servant à fabriquer les spiritueux destinés à l'exportation (240 fr. l'hectol.).

Les alcools cédés « pour la fabrication des produits » et ne payant pas le droit de consommation sont vendus à la limite à 210 francs l'hectolitre à 100 degrés.

Les alcools vendus aux dénaturateurs à 170 francs l'hectolitre à 100° Gay Lussac peuvent produire un bénéfice car ce sont les flegmes et les alcools mauvais goût dont le coût est moins cher.

Sur les alcools cédés au prix du décret du 30 mai 1923 aux importateurs d'essence, en vue de la fabrication du carburant national, l'Etat subit une perte importante puisque leur prix à 99°4 est de 120 francs et à 90 degrés de 105 francs.

On comprend alors la raison principale et le mécanisme des prix différentiels. Comme le service des alcools ne recherche pas un bénéfice net, le bénéfice brut réalisé sur la vente des alcools non dénaturés et éventuellement sur les alcools dénaturés de chauffage ou d'éclairage, permet au Service d'abaisser considérablement le prix de cession de l'alcool

carburant et de le vendre avec une perte de 80 à 100 francs par hectolitre à 100 degrés.

Grâce à ce système, l'alcool carburant peut soutenir la concurrence de l'essence, et même grâce aux taxes sur l'essence et détaxe sur l'alcool-essence (carburant national) être vendu au dessous du cours de celle-ci.

Le lancement du carburant national est d'autant plus important pour les partisans du système actuel qu'il est le plus important débouché, permettant l'écoulement de l'alcool acheté.

2° Les prix sont essentiellement stables.

Ils sont fixés par le Ministre des Finances et soustraits à la spéculation.

Le bénéfice des intermédiaires, camionneurs, entrepositaires, manutentionnaires, est limité d'une façon très étroite qui leur ôte la possibilité de tenter un accaparement ou une spéculation (voir arrêté du 27 octobre 1923 avant-dernier paragraphe).

La taxe sur le chiffre d'affaires doit s'ajouter au prix indiqué (*ibid*).

Le droit de consommation porté à 1000 francs par l'article 87 de la loi du 25 juin 1920 est payé lorsque l'alcool sort du magasin de l'entrepositaire, jouissant du crédit des droits, pour aller à la consommation chez le détaillant. Ainsi le parfumeur jouissant du régime de l'entrepôt ne paie cet impôt qu'à la livraison des parfums au commerce de détail, sur l'alcool pur contenu ou à la constatation des manquants.

Jusqu'au paiement du droit, les alcools non dénaturés voyagent sous le lien de l'acquit à caution. Ce point sera traité plus à fond au chapitre « Régime fiscal » mais pour la clarté de ce paragraphe, nous le signalons ici.

3° Les industries qui peuvent acheter sont dites « privilégiées ».

Le décret du 30 mai 1923, l'arrêté des 23 avril 1923 et 17 novembre 1923 en donnent la liste.

Pour être admis au bénéfice des cessions l'acheteur doit

présenter un certificat de la Régie attestant qu'il a souscrit à l'engagement de n'utiliser les alcools que pour l'emploi privilégié sous peine d'une amende de 1.200 francs par hectolitre en cas d'infraction (circulaire de 1918). Certains industriels devaient en outre être munis de bons (1921 v. rapport Sarraut p. 55. Sénat 358).

4° La marchandise est livrée aux cessionnaires, nue, prise dans les bacs de distillateurs, sauf pour les importateurs d'essence à laquelle elle est livrée en wagons réservoirs.

Ceci appelle l'étude du mécanisme des ventes.

b) *Mécanisme des ventes des alcools et plus spécialement des alcools bon goût.* — Le cessionnaire peut acheter directement au service des alcools qui lui envoie un bon à délivrer après réception du montant du prix, généralement envoyé sous la forme d'un chèque sur le Trésor public. Ce bon porte le lieu où l'alcool doit être pris. Le service commence par livrer les alcools en stock chez les distillateurs pour dégager les bacs.

Le cessionnaire peut préférer s'approvisionner à une distillerie déterminée dont il apprécie davantage les procédés de rectification. Il en fait la demande, envoie le montant du prix et reçoit un bon sur cette distillerie. (Les frais de double et triple rectification sont à la charge du cessionnaire et payés directement en dehors du service des alcools).

Le service actuel des alcools n'est pas un organisme d'Etat lent et routinier. M. J. Morel, son directeur, a su, tout en conservant le caractère administratif lui donner l'allure commerciale qui lui permet de vivre sans perte. Telle est du moins l'opinion des milieux autorisés.

c) *Mécanisme de la vente des alcools à dénaturer pour le chauffage et l'éclairage et certains usages industriels.* — Les alcools sont envoyés aux dénaturateurs après achat direct au service.

Le service des alcools ne livre que les flegmes et les alcools mauvais goût, mais non le méthylène dont la vente est libre.

d) *Mécanisme de la vente de l'alcool pour le carburant*

national. — Ce point sera étudié plus loin. Il y a toutefois lieu de retenir ici qu'en raison des hauts prix du méthylène qui grèveraient trop lourdement le carburant national, l'alcool, livré aux importateurs d'essence conformément à la loi du 28 février 1923 et du décret du 30 mai 1923, est dénaturé au moyen d'une formule nouvelle et beaucoup plus économique.

Par une décision du ministre des Finances d'octobre 1923 prise après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, la formule du dénaturant est la suivante :

Infectant : un pour mille d'huile de créosote (1 0/00.)

Témoin : deux pour dix mille de borate d'éthyle (0,05 0/00).

La dénaturation se fait en versant ce dénaturant dans le wagon-réservoir et en agitant le mélange. L'opération est effectuée par le Service des alcools sous le contrôle de la Régie avant l'expédition.

Le dernier paragraphe de l'article 8 du 30 mai 1923 (*Off.* 1^{er} juin) précise d'ailleurs que les prix de l'alcool livré aux importateurs d'essence s'entendent à l'hectolitre d'alcool compté à 100° Gay-Lussac à la température de + 15° C. dénaturé en wagons-réservoirs rendu franco établissement (le dénaturant étant à la charge de l'Etat).

D. — Les bilans et les chiffres

Le problème de l'insuffisance d'alcool à bas prix

Les comptes du Service des alcools sont des comptes de trésorerie et seront soumis à l'approbation des Chambres quand il sera cédé à un organisme nouveau. Telle est la réponse du Service des alcools. Toutefois, nous croyons savoir qu'au 31 décembre 1923 il n'y aurait pas eu de perte.

Dans le rapport n° 358 (Sénat 1921 doc. annexe à la séance du 19 mai 1921) M. Sarraut donne (page 53) divers éléments qui ne permettent pas, à notre sens, une conclusion utile, mais qu'il y a toutefois lieu de retenir.

Au 31 mars 1921 l'excédent de dépenses était de 83 millions 377.920 fr. 04.

Du 1^{er} juillet 1919 au 31 mars 1921, les frais généraux d'administration s'étaient élevés à 172.559 fr. 47 ce qui est peu.

Du 1^{er} juillet 1919 au 31 mars 1921 les frais généraux d'exploitation s'étaient élevés à 1.808.517 fr. 80 (dont au 31 décembre 1920 pour la location d'entrepôts 598.617 fr. 09, pour les assurances 367.816 fr. 15 et pour la location des bacs et feintes d'évaporation 581.624 fr. 83.

A la même date (31 mars 1921) le stock d'alcool était de 645 378 hectolitres pur 58, soit un déficit en fond et un excédent en quantités. M. Sarraut, comptant ce stock au prix moyen de 250 francs, arrive à une valeur de :

$$\begin{array}{r} 645.379 \times 250 = 161.344.750 \text{ francs} \\ \text{Soit en soustrayant} \quad 83.377.920 \quad - \\ \text{un crédit de :} \quad \hline 77.966.830 \text{ francs} \end{array}$$

Si ces chiffres sont exacts et ne contiennent aucune omission notamment en ce qui concerne les emprunts au Trésor et leur amortissement ou aucune erreur dans le calcul de la valeur du stock, l'office aurait été à cette époque en pleine prospérité.

Dans son nouveau rapport n° 808, Sénat, Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 12 décembre 1923, page 12, M. Maurice Sarraut écrit ces lignes :

« L'office a fonctionné durant ces sept dernières années sans entraîner la moindre perte pour l'Etat. La dernière situation financière arrêtée à la date du 30 septembre 1923 laisse apparaître sur un prix moyen de liquidation très bas par rapport à celui que valent actuellement les stocks un bénéfice qui atteindrait 40 millions, toutes les avances de l'Etat étant complètement remboursées. »

Ce renseignement ne concorde pas avec les nôtres mais faute de voir les livres et de trouver des chiffres précis dans ce rapport, il nous est impossible de discuter cette affirmation.

Personnellement nous avons cherché à l'aide de divers éléments mis à notre disposition, la possibilité de reconsti-

tuer à défaut de bilans, impossibles à connaître, un état approximatif de la situation à fin 1923. Dans ce but, nous nous sommes servis des quantités livrées en 1922 d'après les renseignements de la *Revue vinicole* (n° 15 du 12 avril 1923) les indications fournies par M. Jacquet dans son rapport et de diverses documentations mises à notre disposition.

Pour la campagne 1922-1923 les quantités livrées se sont élevées :

1° Pour la conservation des fruits à 5.000 hect. pur, soit à un prix de cession de 580 francs un bénéfice brut.....	2.900.000 fr.
2° Pour le mutage des vins à 110.000 hect. pur soit à 450 francs.....	49.500.000 fr.
3° Pour la vinaigrerie à 50.000 hect. pur, soit à 450 francs.....	22.500.000 fr.
4° Pour la parfumerie et pour la pharmacie à 90.000 hect. pur soit à 250 francs.....	22.500.000 fr.
5° Pour l'exportation à 125.000 hectol. pur, soit à 200 francs.....	25.000.000 fr.
6° Pour la dénaturation, chauffage, éclairage vernis à 430.000 hect. soit à 145 francs.....	62.500.000 fr.
7° Pour le carburant à 130.000 hect. purs, soit à 145 francs.....	14.500.000 fr.
Soit au total 940.000 hect. purs et un bénéfice brut de.....	<u>199.200.000 fr.</u>

Les quantités achetées se sont élevées :

1° Pour l'alcool de betterave à 750.000 hectol. purs à 200 francs.....	150.000.000 fr.
2° Pour l'alcool de mélasses et de grains à 200.000 hect. purs à 75 francs.....	<u>15.000.000 fr.</u>
Soit au total 950.000 hect. purs pour.....	165.000.000 fr.

Par conséquent et très approximativement).

La quantité non vendue serait de hectolitres purs

$$950.000.940.000 = 10.000 \text{ hectolitres.}$$

Le bénéfice brut serait de :

$$\text{francs } 199.200.000 \text{ francs} - 165.000.000 = 34.200.000 \text{ francs.}$$

D'après des renseignements sans garantie, les remboursements au Trésor seraient tels que le bénéfice net serait de 30.000 francs par an, ce qui serait peu pour la constitution du fonds de réserve indispensable. M. Sarraut l'a prévu (art. 2 rapport 808 de 1923).

Dans le tableau donné ci-dessus, le carburant national ne figure pas. La loi du 28 février 1923 (*Off.*, 1^{er} mars) art. 6 n'était pas encore applicable. Elle n'entra en vigueur que le 1^{er} octobre 1923, date à laquelle est arrêté le compte des opérations 1922-1923.

Depuis octobre 1923 le service ferait en moyenne aux pétroliers une fourniture de 25.000 hectolitres par mois soit 300.000 hectolitres par an, soit 1/3 environ du montant prévu par l'article 6 de la loi du 28 février 1923 (800.000 hl. d'alcool pur).

Depuis la même date il a dû recevoir le produit de la surtaxe de 5 francs par hectolitre d'essence et de pétrole et de benzol importés soit une vingtaine de millions.

(En 1922, il avait été importé 8 millions d'hectolitres d'essence et 4 millions d'hectolitres d'huiles minérales, soit 12 millions d'hectolitres à 5 francs = 60.000.000 de francs).

Enfin, dernière observation, si les chiffres donnés en tableau 1922-1923 à la rubrique quantités s'équilibrent, il faut remarquer que le service a livré seulement 130.000 hectolitres pour le carburant alcool essence soit à peu près 15 o/o de la production. D'autre part il avait acheté 200.000 hectolitres au prix de 75 francs (grains et mélasses) donc au dessous du prix de cession des 130.000 hectolitres cédé pour le carburant.

N. B. — Le service des alcools ne vend jamais tout son stock.

Les maximum et minimum de la campagne 1922-1923 ont été les suivants :

1.250.000 hectolitres en fin février 1923

700.000 hectolitres en fin octobre 1923

A fin décembre 1923, il y avait 900.000 hectolitres (d'alcool pur), soit à 170 francs prix moyen de réalisation brusque et totale : 53.000.000 francs, (prix inférieur aux prix d'achat).

L'état des stocks est donné régulièrement tous les mois dans le Journal Officiel à la rubrique : Partie non officielle. Ministère des finances, Alcools.

A la table des [matières annuelles, il figure au mot alcool.

§ 5. — LE PROBLÈME DE LA QUANTITÉ OU LES DANGERS DE LA POLITIQUE DU CARBURANT NATIONAL

A. — Origine. L'article 6 de la loi de budget du 28 février 1923 (*Off.* 1^{er} mars 1923)

La possibilité quasi-certaine de revoir la production d'alcool de betteraves et de mélasses d'avant la guerre (2 millions d'hectolitres environ) fit craindre à l'Etat de ne pas trouver l'écoulement de ce surcroît de production par la vente aux industries privilégiées : parfumerie, pharmacie, vinaigre, alcool dénaturé pour fabrication des celluloïds, vernis, éther, et pour le chauffage et l'éclairage.

D'autre part, le désir (v. projet Sarraut 1923) de donner aux alcools naturels le droit exclusif d'alimenter les industries de conserves de fruits et de vins de liqueur amènerait une inutilisation de 115 à 120.000 hectolitres (d'alcool pur).

Dans ces conditions, et pour éviter une accumulation d'alcool dont le stockage est coûteux (évaporation, perte, location des bacs), l'Etat obligea les importateurs d'huiles et essences de pétrole ou de houille à acquérir de l'alcool éthylique, à raison d'un pourcentage minimum de 10 0/0 basé sur les quantités dédouanées (par mois.) (Loi de budget du 28 février 1923, art. 6 étudiée au chap. VI).

En somme pour s'assurer un débouché certain, l'Etat

astreignit une catégorie de citoyens à lui acheter les quantités qu'il lui plairait et lança le carburant national (voir plus loin chap. VI).

Or l'Etat n'a pas la possibilité de fournir aux importateurs le pourcentage minimum imposé par la loi du 28 février 1923 et le décret du 30 mai 1923.

B. — Impossibilité de fournir le pourcentage minimum même en retirant à l'office les cessions de l'alcool de bouche.

En effet il a été importé pour la campagne 1922-1923 environ 8 millions d'hectolitres d'essence (suivant les probabilités, la consommation-importation d'essence atteindrait pour 1923-1924 9 millions d'hectolitres. En raison de l'incertitude de ce chiffre, nous discuterons sur 8 millions d'hectolitres d'essence. Cette quantité constituant d'ailleurs un minimum).

Par conséquent, le pourcentage légal est de 800.000 hectolitres d'alcool (soit avec 50 o/o d'essence : 1.600.000 hectolitres de carburant, soit $1/5$ de la consommation d'essence, proportion trop faible pour être prise en considération).

Or du tableau de la campagne 1922-1923 il ressort que la production a été de 950.000 hectolitres d'alcool (ou de un million d'hectolitres si l'on prend les chiffres de M. Jacques 650.000 hectolitres de betteraves plus 350.000 hectolitres de mélasses grains), et que 130.000 hectolitres seulement ont pu aller au carburant alcool essence ! Il manque donc $800.000 - 130.000 = 670.000$ hectolitres.

Si détruisant l'équilibre des tarifs différentiels, le législateur réservait à l'alcool naturel l'avantage exclusif de fournir les 115.000 hectolitres livrés à la consommation de bouche, le disponible pour le carburant national serait de :

$$130.000 + 115.000 = 245.000 \text{ hectolitres}$$

Soit encore un manque de :

$$800.000 - 245.000 = 555.000 \text{ hectolitres}$$

Danger et inconvénients de retirer à l'office la fourniture des alcools pour la conservation des fruits et le mutage des vins. — Cette récupération de 116.000 hectolitres précédemment cédés par le service à des prix très au-dessus des prix d'achat lui ferait subir une perte de :

Manque à gagner à raison des différences entre le prix d'achat à 200 fr. de l'alcool de betterave et le prix de cession à 580 et à 450 francs sur les quantités figurant au tableau 1922-1923 ;	
1 ^{re} Source : 52.400.000 (cession), 23.20.000 (achat), bénéfice net :	29.200.000 fr.
Perte sèche par suite de la vente de l'alcool pour carburant à 120 francs l'hectolitre soit avec une perte moyenne de 60 francs par hectolitre (en comptant le cours moyen d'achat : 200 francs betteraves, 70 francs mélasses grains) =	
60 + 116.000 =	6.960.000 fr.
Total.	36.160.000 fr.

Le retrait de cette seule quantité de 116.000 hectolitres détruirait donc l'équilibre des tarifs différentiels et serait difficilement comblée par le produit de surtaxe (la surtaxe de 5 francs par hl. d'essence importée rapporterait 60 millions de francs et est destinée dans l'esprit du législateur à permettre la vente à 120 fr. de plus d'un million d'hl. d'alcool carburant, voir plus loin chap. VI).

Il n'y a donc pas, à notre sens, possibilité de la distraire sans compromettre l'équilibre du service à moins de majorer encore le prix des autres cessions.

Par conséquent la seule quantité disponible pour le carburant est de 130.000 hectolitres, sauf augmentation de la production.

C. — Problème de la création des sources nouvelles d'alcool ou d'intensification des anciennes

Il y a donc lieu d'envisager une fabrication plus considérable, afin de permettre au service de livrer d'abord les cessionnaires qui paient cher, ensuite les pétroliers.

En fait, on compte pour la campagne 1923-1924 sur une quantité disponible d'alcool carburant de 300.000 hectolitres.

Mais comme l'importation de l'essence atteindra sans doute neuf millions d'hectolitres, le service ne pourra fournir que 33 o/o des 10 o/o, soit 3 o/o des quantités d'essence importées.

1° QUELLES SOURCES D'ALCOOL ÉTHYLIQUE PEUVENT ALORS
ÊTRE INTENSIFIÉES OU ORGANISÉES OU CRÉÉES

Les partisans du carburant national désireux d'ouvrir aux betteraviers et aux distillateurs industriels un vaste avenir, par la vente des 4 à 5 millions d'hectolitres d'alcool nécessaires pour le mélange à 4 à 5 millions d'hectolitres d'essence, en vue des 8 à 9 millions d'hectolitres de carburant consommés (1) (voir projets Sarraut n° 358 de 1921-808 de 1923) proposent :

- 1° L'alcool colonial ;
- 2° L'alcool synthétique (source à bon marché) ;
- 3° L'alcool éthylique de bois (procédé Prodor) ;
- 4° L'alcool de grains importés (projet Sarraut 1923) ;
- 5° L'intensification de la culture de la betterave .

2° LES ALCOOLS-COLONIAL-SYNTHÉTIQUE-ÉTHYLIQUE DE BOIS
ONT PEU DE CHANCES
DE SE DÉVELOPPER AVEC LE RÉGIME ACTUEL

En effet leur achat par l'Etat n'est pas obligatoire et ne doit pas l'être davantage dans le projet de M. Sarraut. Les alcools autres que les alcools de betteraves, mélasses, grains même importés et seulement pour la fabrication de la levure ne seront achetés que dans les conditions suivantes : « Lors-

1. Il y a lieu de noter que le carburant national pour être vraiment national et nous délivrer de l'importation de l'essence devrait être vendu en quantités suffisantes pour remplacer les 8 à 9 millions d'hectolitres de carburant-essence consommés.

qu'il est reconnu que la production des alcools, betteraves, mélasses, grains susvisés sera insuffisante, l'Office peut acquérir des alcools à provenir de toute autre source » (Projet de M. Sarraut 1923 art. 6).

Donc, l'Office est juge de l'insuffisance et n'est pas obligé de les acheter, tandis qu'il acquiert obligatoirement les alcools de betteraves, mélasses, et grains. Le Service actuel suit la même règle.

Par conséquent ces sources d'alcool, notamment des alcools éthyliques de bois et synthétique, ne se développeront sans doute pas tant que leurs fabricants ne seront pas assurés ou de pouvoir vendre librement leur production à l'intérieur (le marché extérieur étant sujet à des prohibitions) ou de la voir acheter obligatoirement par l'Office ou le Service.

Danger du contingent. — L'achat de quantités suivant un contingent, pareil à celui pratiqué pour les genièvres, aboutirait à donner un monopole de fait à un ou plusieurs industriels déterminés qui, privés du stimulant de la concurrence, ne rechercheraient pas les méthodes des plus perfectionnées.

3^e RAISONS SPÉCIALES DU FAIBLE DÉVELOPPEMENT

a) *De l'alcool colonial.* — Il est produit trop loin. M. Sarraut parle dans son deuxième rapport 358 de 1921, p. 154, des distilleries de Cochinchine et du Tonkin qui pendant la guerre fournirent 160.000 hectolitres d'alcool pur au Service des Poudres, dont 125.000 hectolitres pour 1919 seulement et sans compter les autres sources d'alcool colonial.

Or, le prix de revient en France serait élevé à cause du transport, des pertes par évaporation au cours du transport (marchandises) etc. En outre, en cas de guerre et de difficultés maritimes, cette source pourrait manquer de même si les coloniaux trouvaient un débouché plus avantageux que l'Office. Enfin l'extension des alcools coloniaux présente

de gros dangers au point de vue de l'hygiène dans les colonies. Les défenseurs de l'alcool naturel l'ont reconnu quand ils ont établi le régime des rhums. Prétexte ou raison, il faut être logique.

b) *De l'alcool synthétique.* — Une usine en Suisse produit, paraît-il, de l'alcool synthétique. Il ne peut être complètement rectifié et sent toujours l'éther. Par conséquent, il ne peut être utilisé qu'après dénaturation. Cette source est donc limitée de ce fait.

En outre la synthèse de l'alcool paraît moins intéressante que la synthèse de la benzine par l'acétylène chauffé (procédé Berthelot). En effet la benzine est immédiatement combustible dans les moteurs et impropre à la consommation de bouche. Théorique encore, ce procédé a autant de chances que les autres de devenir industriel. Comme l'alcool synthétique, il nécessite l'emploi d'électricité (carbure de calcium). Or, nos chutes d'eau sont encore loin d'être aménagées et seront peut-être plutôt utilisées à la production d'énergie électrique directement distribuée au consommateur.

c) *De l'alcool éthylique de bois.* — Le procédé Allègre-Prodor n'est pas encore industriel. En outre, sa réalisation industrielle sera gênée par la difficulté de mettre en œuvre de grosses quantités de bois, dont cette nouvelle utilisation amènera le renchérissement (son utilisation pour le gaz pauvre a déjà amené une hausse sensible).

Enfin nos forêts sont vastes, mais un déboisement intensif risquera d'amener la dévastation de celles-ci et les accidents consécutifs (avalanches, torrents dans les pays de montagnes, diminution de la régularité du débit des chutes d'eau). Actuellement déjà, on déboise énormément (Pyrénées).

4° L'ALCOOL DE GRAINS EST TROP CHER. LES GRAINS IMPORTÉS PÈSENT SUR LE CHANGE

2° Les grains importés, disent les partisans du carburant national, permettraient de produire une partie du complément. Or :

1° L'importation des grains nous rend tributaire de l'étranger.

2° Le prix de revient des alcools de grains est fort cher :

Pour produire 1 hectolitre d'alcool pur, il faut 300 kilos de maïs ou de riz et 150 kilos de charbon.

A 80 francs les 100 kilos de maïs ou de riz, l'hectolitre d'alcool sans le charbon revient déjà à $300 \times 0,80 = 240$ francs. Avec le charbon à 140 francs la tonne sur wagon départ, dans un port français, le prix de revient est majoré de 22 francs, soit au total : 262 francs pour un hectolitre d'alcool pur sans bénéfice.

Or l'Etat a refusé de payer l'hectolitre d'alcool de betterave plus de 250 francs l'hectolitre pour la campagne 1923-1924, déclarant qu'un prix supérieur détruirait l'équilibre des péréquations. Par conséquent l'alcool de grains, importé ou non, est sans intérêt. La France possède des sources d'alcool trop chères dans la betterave, il est inutile d'en ajouter une autre.

En outre si l'Etat achetait l'alcool de grains importé à 262 francs, il devrait acheter au même prix les alcools provenant de la mise en œuvre des grains sains pour la fabrication de la levure.

Or l'achat de cet alcool à un prix supérieur à celui des mélasses (80 à 108 fr.) détruirait encore plus profondément le système du tarif différentiel qui permet la vente de l'alcool carburant à un prix qualitativement inférieur à celui de l'essence.

Dans son projet, M. Sarraut ne propose l'achat obligatoire des alcools de grains importés que s'ils ont servi à fabriquer

de la levure. Mais le prix d'achat est toujours laissé à l'arbitraire du Service ou de l'Office.

5° INUTILITÉ DE L'INTENSIFICATION DE LA DISTILLATION DE LA BETTERAVE, QUANT A LA FOURNITURE DE L'ALCOOL NÉCESSAIRE.

Reste donc l'intensification de la production betteravière, très touchée par la guerre qui se déroula sur les terres autrefois couvertes de betteraves. La production d'alcool de mélasses et de betteraves était avant la guerre d'environ 2 millions d'hectolitres (de 1.519.424 en 1911, de 2.085.876 en 1912, de 2.166.330 en 1913, de 882.873 en 1914, de 1.114.192 en 1915, de 433.385 en 1916, de 380.177 en 1919, de 950.000 en 1922-1923).

Elle peut évidemment revenir à ce chiffre, mais alors se pose un autre problème : le prix.

Enfin, même si par suite d'une intensification de la production de la betterave, on parvenait à obtenir au lieu de 2 millions d'hectolitres, 2 millions 500.000, nous sommes encore loin des quantités nécessaires :

Un million d'hectolitres environ pour les usages divers.

Quatre à six millions d'hectolitres pour le mélange à une essence de houille ou de pétrole (afin d'obtenir de 8 à 10 millions de carburant consommés annuellement en France, par les moteurs à essence).

Huit cent mille tonnes de sucre (Voir au chap. VI *le Carburant national et la betterave à sucre*).

N. B. — La culture de la betterave constitue un enrichissement du sol et mérite d'être encouragée, mais pour elle-même et non pour le carburant national, qui doit n'être qu'un moyen, un exutoire.

6° DANGERS DE L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION DES
ALCOOLS D'INDUSTRIE ET DU SYSTÈME DU CARBURANT NA-
TIONAL.

a) *Défaut d'emploi. — Evolution de la traction automobile.* — Enfin si le moteur d'automobile évoluait vers une autre conception, l'électricité par exemple, ou la vapeur au moyen d'un combustible fluide ou des huiles lourdes ou du gaz pauvre, ou de tout autre mode, changeant complètement les données du moteur à alcool-essence, que ferait-on de l'alcool surproduit. Comment empêcherait-on les fabricants devenus nombreux de demander le retour à la consommation de bouche. C'est une question de majorité au sein du Parlement.

La possibilité d'une transformation du moteur d'automobile est d'autant plus probable que :

α) Le prix de l'essence ou du mélange alcool-essence est cher ;

β) Ce prix ira en augmentant à raison de la diminution du produit (la tension des changes mise à part).

D'après les géologues, il ne reste plus pour quatre-vingt ans de pétrole sur notre planète. M. Jacquet dans son rapport « L'alcool comme carburant », présenté au Congrès international de Copenhague (Ligue antialcoolique) déclare :

« Si la consommation moyenne du monde se maintenait à son niveau actuel, ce qui est peu vraisemblable (actuellement 80 millions de tonnes de pétrole sont consommés par an, dont 5 à 6 millions de tonnes d'essence. En France, on comptait au 1^{er} janvier 1922, 236.000 voitures absorbant environ 7 à 8 millions d'hectolitres d'essence par an (1), si d'autre part tous les gisements du monde étaient entièrement exploités, et c'est assez improbable, certains d'entre

1. En 1912, 6.612.589 hectolitres d'essence ont été importés ; en 1916, les importations passèrent à 4.689.476 hectolitres, en 1918 à 6.684.371 hectolitres, en 1920 à 6.540.109 hectolitres (Rapport Sarrault, 1921, p. 198).

eux étant peu accessibles dans 80 ans au plus, tout le pétrole du monde serait épuisé. » Aux Etats-Unis notamment, le Service géologique a fait en 1922 la déclaration suivante : « 40 0/0 de nos réserves totales sont absorbées et si la consommation actuelle se maintient au taux actuel, dans seize ans, toutes les richesses du pays en pétrole seront épuisées. »

Sans doute il est permis de supposer que d'ici là on pourra découvrir d'autres gisements très importants, mais nous sommes en pleine hypothèse, tandis qu'on peut envisager comme une certitude, une énorme progression de la consommation.

Donc, tout bien considéré, il est fort rationnel de conclure que dans un peu plus d'une génération, peut-être même avant, le pétrole fera défaut. Et dans tous les cas, comme il est monopolisé par deux grands trusts, la Standard Oil Cy (américaine) et la Royal Dutch Schell (anglo-hollandaise) qui sont maîtres du marché, le prix ira en augmentant au fur et à mesure de la raréfaction et atteindra très vite un taux très élevé (Rapport Jacquet, *loc. cit.*).

γ) Le remplacement de l'essence de pétrole défaillante par le benzol serait trop coûteux. L'Allemagne en a montré l'exemple par son carburant national, la tétraline, extraite de la naphthaline (essence de houille).

M. Jacquet continue :

« Mais même dans les grands pays charbonniers, ces produits ne pourraient être fabriqués en quantité suffisante ; et d'ailleurs outre que ces pays sont rares, le carburant ainsi obtenu ne pourra être que de prix très élevé ; sa matière première, le charbon ne semblant, pas appelée à revenir au cours d'avant-guerre. Et puis la houille, elle-même, n'est pas inépuisable. Dans tous les cas, où les autres pays prendront-ils leur carburant ? » (Jacquet, *loc. cit.*)

Le débenzolage du gaz d'éclairage proposé par M. Engerand (*Off.*, Chambre, session 1920, n° 520, doc. ann. à S. du 11 mars 1920) et par le Gouvernement le 22 juillet 1920 (*id.*, n° 1550) (voir le rapport de M. Charlot, n° 2250, Chambre,

session 1921, 4 mars 1921) est suggéré comme un moyen accessoire par M. Sarraut (rapport 1921, n° 358, Sénat, p. 210).

Or ce débenzolage présente de nombreux inconvénients pour le consommateur, notamment la diminution des pouvoirs calorifique et éclairant du gaz d'éclairage.

(Un mètre cube de gaz contient en moyenne 10 à 40 grammes de benzol. Par gramme de benzol extrait, le pouvoir calorifique du gaz est réduit de 8 calories par mètre cube).

En outre, la production de benzol serait insuffisante. M. Sarraut le reconnaît lui-même et l'évalue à 25.000 tonnes.

Donc de ce qu'il précède, il résulte que l'essence de houille ou de pétrole coûtera fort cher. Comme elle entre pour 50 à 65 o/o dans les mélanges alcool-essence, le carburant dit national suivra l'ascension des prix et sera abandonné des consommateurs à la recherche d'une traction plus économique.

Par conséquent comme le besoin crée l'organe, et par suite du jeu de la concurrence, il faut s'attendre à voir une évolution complète du moteur léger.

b) *Danger alcoolique.* — Quand elle aura eu lieu, l'alcool-carburant n'aura plus grande valeur. Faute d'utilisation industrielle suffisante, il sera sans doute livré à la consommation de bouche, d'autant plus probablement que les jeunes générations, élevées sans alcool, n'en auront pas vu les ravages. Et l'histoire recommencera.

c) *Danger économique par l'exportation et la réimportation.* — Un autre inconvénient du système actuel et d'un système permettant de plus grandes disponibilités d'alcool serait la réimportation sous forme de produits manufacturés (vins de liqueur, vinaigres, parfumerie, etc...), d'alcools vendus pour l'exportation (à un prix de beaucoup moindre).

CONCLUSION

Par conséquent de quelque côté que l'on se tourne, et indépendamment même de la question de la vente à perte de

l'alcool carburant (1), la production d'alcool risque d'être insuffisante pour les besoins de la consommation des moteurs (cinq à six millions d'hectolitres par an) en supposant l'usage généralisé du carburant national, et ne doit même pas être intensifié pour arriver à ce chiffre, sous peine de voir se produire les phénomènes précédemment étudiés.

1. *N. B.* — Les quantités livrées au carburant national et le calcul des prix sont étudiés au chapitre VI. Les conséquences de la politique du carburant national vis-à-vis du sucre sont étudiés au même chapitre IV : Le carburant national.

CHAPITRE V

LE RÉGIME DES ALCOOLS DÉNATURÉS CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE, ETC.

L'arrêté du 28 mai 1923 (*Off.*, 29 mai) et l'arrêté du 17 novembre 1923 (*Off.*, 18) fixant les prix de vente de l'alcool aux industries admises au bénéfice des cessions, mentionnèrent les alcools mauvais goût et flegmes destinés à la dénaturalisation, sans comprendre les alcools destinés à la fabrication du carburant national. Les prix de ceux-ci furent donnés à part et pour un an, dans le décret du 30 mai 1923 (*J. off.*, 1^{er} juin).

Nous basant sur cette séparation des alcools dénaturés, nous étudierons au chapitre suivant les alcools destinés à être mélangés à l'essence ou au benzol.

Prorogation du régime antérieur (Loi du 20 oct. 1919)

L'article unique de la loi du 20 octobre 1919 prorogea jusqu'à la mise en vigueur de la loi sur le régime de l'alcool les effets de l'article unique de la loi du 29 juillet 1916 (*Off.*, 21 oct.).

A cette époque, le Gouvernement espérait que le projet de loi sur le régime général de l'alcool adopté par la Chambre le 6 août 1919 serait voté par le Sénat. Aux termes de ce projet, l'Administration du monopole était chargée de la dénaturalisation et de la vente de l'alcool dénaturé (*Off. Déb. parl. Ch. des dép. rapport de M. Lafont ann. 7075 du 9 oct. 1919 et Sénat rapport de M. Milliès Lacroix ann. 668 du 17 oct.*).

Cette prorogation eut pour effet le maintien de la suppression de l'allocation de 9 francs par hectolitre d'alcool pur mis en œuvre, accordée aux dénaturateurs pour les indemniser de la cherté du méthylène dont le prix était alors de beaucoup supérieur à celui de l'alcool (art. 59 de la loi du 25 février 1901 modifié par l'article 16 de la loi du 30 mars 1902).

Comme l'Etat avait d'abord pris en main la fourniture du dénaturant, au début de la guerre, puis comme le prix de celui-ci fut inférieur au prix de vente de l'alcool dénaturé, situation inverse de 1901, l'allocation avait été supprimée d'accord avec les dénaturateurs. Cette suppression fut sanctionnée par la loi du 29 juillet 1916.

En octobre 1919, après la signature du traité de paix et en vertu du décret du 13 août 1919 la situation resta sans changement. L'Etat, détenteur de la totalité de l'alcool industriel et de la majeure partie du méthylène, stocké pour les besoins de l'aéronautique, pouvait fixer ses prix pour établir la parité.

D'autre part le retour au régime de 1901 était impossible, en raison de l'éviction à peu près complète des alcools d'industrie du marché de bouche. La taxe compensatrice aurait dû atteindre un taux excessif. Cette hausse aurait d'ailleurs d'autant plus choqué les assujettis à la taxe que la différence des cours entre la méthylène et l'alcool éthylique n'existait plus.

Depuis lors par le système des rétrocessions qui permet au Ministre des Finances de vendre l'alcool aux dénaturateurs au prix qu'il lui plaît, ceux-ci sont assurés qu'il maintiendra toujours un prix de cession de l'alcool assez bas pour encourager la consommation des alcools dénaturés.

Afin d'encourager l'utilisation de l'alcool dénaturé, le Gouvernement et le législateur prirent diverses mesures destinées à assurer au méthylène un prix assez bas (interdiction d'exportation par décret du 12 août 1920, *Off.*, 19 août) et par une diminution des formalités précédemment exigées (loi du 28 février 1923).

En fait la presque totalité du méthylène régie vient de l'étranger et nous est vendu à 850 francs l'hectolitre (chiffre donné par M. Sarraut dans son rapport de 1923, n° 808).

Atténuation du Régime de surveillance Le Régime actuel

L'article 6 (§ 7) de la loi de budget du 28 février 1923 (*Off.*, 1^{er} mars) modifia, sur certains points, le régime des alcools dénaturés :

1^o Les commerçants vendant en gros ou en détail des alcools de chauffage, d'éclairage et d'éclaircissage sont désormais dispensés de l'autorisation préalable exigée par l'article 4 de la loi du 16 décembre 1897. — Dorénavant ces négociants seront seulement tenus de faire une déclaration de profession qui sera reçue au registre n° 16 et dont l'ampliation sera remise aux intéressés ;

2^o Les mêmes commerçants ne seront plus tenus de tenir le registre des réceptions et des livraisons, visé dans l'article 35 du 1^{er} juillet 1898 et d'exécuter les prescriptions de la circulaire 331 du 14 avril 1889 relatives aux ampliations d'autorisation et aux bulletins de livraison à établir dans tous les cas pour les expéditeurs ;

3^o Les dénaturateurs et les industriels qui font usage d'alcool dénaturé sont seuls astreints à l'autorisation préalable exigée par l'article 4 de la loi du 16 décembre 1899. Cette autorisation est révocable par décision du ministre des Finances en cas d'abus. — Ils sont en outre obligés de tenir le registre de fabrication, qui comporte le relevé de toutes les opérations, les réceptions et les livraisons. Ce registre est à la disposition du service des Contributions indirectes. — Leurs livres de commerce peuvent être examinés par les employés supérieurs de cette administration.

Dans les industries où, au cours des manipulations, l'alcool disparaît ou se transforme (éthers à haut degré, chloroforme) les intéressés peuvent être affranchis du registre

de fabrication s'ils prennent l'engagement de supporter les frais d'une surveillance permanente pendant la durée de leur fabrication.

4° A l'exception des alcools méthylés, les alcools dénaturés, libérés de la taxe de statistique de 0 fr 25 et les produits achevés, préparés avec des alcools libérés, circulent librement (éther, chloroforme, vernis, etc...) La mesure ne s'applique pas aux produits contenant encore de l'alcool, tels que les éthers à bas degré... le collodion, etc). — Le compte des alcools dénaturés ne sera plus suivi par le service que pour les alcools méthylés seulement.

Reste en vigueur le droit pour les agents de prélever chez tout commerçant les échantillons qu'il désire, et l'obligation pour les industriels qui ne sont pas dénaturateurs de tenir compte des alcools méthylés, reçus du dehors (voir lettre autogr., n° 669 du 1^{er} mars 1923, dans le *Guide des négociants en vins* du 25 avril 1923, p. 61),

La formule du dénaturant modifiée à titre temporaire pendant la guerre (v. même livre, titre II, chap. IV, § III) a été reprise malgré le prix relativement élevé du méthylène.

Le dénaturant à base d'huile de créosote 1 0/00 (un pour mille), infectant, et de borate d'éthyle, 0,05 0/00 témoin (1) est excellent et beaucoup moins cher. L'Etat l'utilise pour l'alcool qu'il doit livrer dénaturé aux importateurs d'essence (1^{er} octobre 1923). Mais pour ne pas mécontenter les fabricants de méthylène auquel le changement de dénaturant causerait un gros préjudice et qui doivent continuer leur fabrication pour le cas d'une guerre, l'Etat conserve la formule pour les autres que lui (actuellement du moins).

1. Cette formule est due aux travaux de MM. Bordas et Ronplain et fit l'objet d'une note à l'Académie des Sciences de M. Daniel Berthelot le 24 mars 1923.

Son adoption générale diminuerait ou même supprimerait nos importations de méthylène, (avantage pour le change).

Donc l'Etat a cherché à faciliter la consommation industrielle de l'alcool dénaturé. Cette clientèle est intéressante pour son office, mais comme elle ne suffit pas à absorber les stocks, il a favorisé le lancement du carburant national, qui est un alcool, dénaturé à meilleur marché.

CHAPITRE VI

LE CARBURANT NATIONAL

§ 1. — DEFINITION

M. Sarraut dans son deuxième rapport (*Off. sénat doc. ann.*, n° 358, séance, 19 mai 1921) en donne la définition et les caractéristiques suivantes :

« Le carburant national est le carburant qui sera composé
« d'éléments produits autant que possible avec les ressources
« de notre sol et de notre sous-sol et dont le prix de revient
« sera inférieur ou au moins égal à celui des essences étran-
« gères ».

Il doit, ajoute l'auteur du projet 1921, se composer d'éléments facilement solubles les uns dans les autres et non susceptibles de se dissocier, et avoir comme principal ingrédient l'alcool. Le dénaturant doit entrer dans sa composition non pas seulement pour le rendre impropre à la revivification, mais encore pour améliorer les qualités motrices du mélange, sans grever son prix de revient.

Il doit enfin pouvoir être utilisé sans modification profonde des moteurs actuels et vendu en grosses et petites quantités comme l'essence (il y a lieu d'ajouter) et à un prix stable et inférieur à l'essence.

§ 2. — HISTORIQUE

M. Leprêtre, dénaturateur, inventa un mélange qu'il vendit sous le nom d'électrine Leprêtre et composé de 50 o/o

de benzol et 50 o/o d'essence. Cette formule qui semble remonter à 1898 fut adoptée du 1^{er} juin 1916 au 1^{er} novembre 1907 par la Compagnie générale des omnibus.

En 1907 se place la Commission extraparlamentaire Ribot. De l'audition des spécialistes, il résulte que le mélange présentait de grands avantages et des inconvénients. — La question fut abandonnée à cause de l'instabilité et de la hausse du prix de l'alcool.

Par suite de la réquisition des alcools d'industrie et du maintien du régime provisoire, le service des alcools dut acheter de grosses quantités et les stocker dans des bacs loués très chers. Pour lui permettre de les écouler, le législateur avantagea le mélange alcool-essence ou tout autre carburant similaire, puis obligea les importateurs d'essence à acheter les quantités que le public ne voulait pas, enfin donna la définition du carburant national (voir § 4).

Le mot carburant national entra pour la première fois dans un texte légal, par l'arrêté du 31 mai 1923 (*Off.*, 1^{er} juin). — M. Maurice Sarraut en est l'un des promoteurs.

« Le carburant national doit être une fin et non un moyen » a-t-il écrit dans le rapport n° 358 (Sénat, 1921, p. 12). Il le recommande non seulement pour assurer un débouché à l'alcool d'industrie, mais comme susceptible de nous libérer des importations d'hydrocarbures étrangers et de nous donner une sécurité de plus pour la défense nationale.

§ 3. — COMPOSITION PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES

A. — Formules

On distingue les mélanges ternaires et les mélanges binaires.

1^o Dans les mélanges binaires rentrent deux éléments. On cite :

Le carburant Leprêtre 50 o/o essence + 50 o/o alcool.

Le carburant Wood éther + alcool (nathalite).

2° Dans les mélanges ternaires rentrent trois éléments. On cite :

a) La formule Latombe-Mauclère :

65 o/o alcool ;

10 o/o éther sulfurique ;

25 o/o hydrocarbure (essence ou benzol).

b) La formule la plus efficace pour le benzol :

50 o/o alcool ou 1/3 ;

25 o/o essence ou 1/3 ;

25 o/o benzol ou 1/3.

B. — Propriétés obligatoires

L'arrêté du 31 mai 1923 (*Off.*, 1^{er} juin, p. 5219) les énumère ainsi afin de définir et de préciser ce qu'est « le carburant national ».

Article premier. — « L'alcool destiné à la force motrice « doit après dénaturation spéciale être mélangé à des hydrocarbures dans une proportion volumétrique qui ne soit pas « inférieure à 30 volumes d'hydrocarbures pour 100 volumes « d'alcool éthylique, ce dernier étant évalué à 100° Gay-Lussac à + 15° centigrades » (texte copié).

Art. 2. — Les mélanges ainsi obtenus doivent avoir les mêmes qualités que les hydrocarbures étrangers quant à la volatilité. L'alcool doit être bien déshydraté (c'est-à-dire voisin de 100° Gay-Lussac). Le mélange doit être limpide et ne contenir aucune impureté, susceptible d'attaquer les moteurs usuels soit à froid, soit à chaud (extrait du texte).

Art. 3. — Les indications de l'article 2 doivent être reproduites sur tous les récipients... Seuls les produits répondant aux conditions fixées à l'article 2 pourront être mis en vente ou vendus au public sous la dénomination de carburant national (texte copié).

Donc il doit avoir la même volatilité que l'essence et ne pas rouiller les moteurs, par conséquent être anhydre.

L'alcool absolu à 100° Gay-Lussac est sorti du domaine du laboratoire, ainsi qu'il résulte des indications de production concernant les usines suivantes (décembre 1923).

Courrières donne par jour..	300	hectolitres	d'alcool absolu
Saint-Ouen l'Aumône.....	300	—	—
Springer. Maison Alfort....	250	—	—
Melle.....	300	—	—
Forges d'Aunis.....	180	—	—

L'alcool est déshydraté par la méthode dite azéotropique, au moyen du benzène. Ce corps fait varier les densités d'évaporation. Ce procédé est très bon mais coûteux. M. Mariller, ingénieur, a mis au point deux traitements, l'un par la glycérine, l'autre par des sels déshydratants (ces deux substances sont avides d'eau).

C. — Le dénaturant

Pour ne pas grever trop lourdement le prix de revient, les alcools envoyés aux importateurs de pétrole, acheteurs obligatoires de carburant national sont dénaturés par les soins de l'Etat, dans les wagons réservoirs avec la formule suivante :

1 pour 1.000 d'huile de créosote (infectant).

2 pour 10.000 de borate d'éthyle (témoin). (Décision du ministre des Finances, d'octobre 1923.) (V. chap. IV de ce titre, § 4, c. 3°, mécanisme de la vente des alcools pour le carburant national.)

§ 4. — AVANTAGES DIRECTS DONNÉS AU CARBURANT NATIONAL

Avant la loi de 1920, les alcools dénaturés étaient vendus moins cher que les autres, mais un régime exceptionnel n'avait pas encore été réservé à l'alcool carburant.

A. — Exemption de la taxe de 20 francs.

Loi du 25 juin 1920

L'article 4 de la loi du 25 juin 1920 (*Off.* 26 juin) établit un droit intérieur de 20 francs par hectolitre sur les huiles minérales raffinées ou lampantes et les essences de pétrole destinées à être consommées en France. L'impôt est exigible à l'importation pour les produits importés, et à la sortie des raffineries et autres établissements de production pour les quantités obtenues à l'intérieur.

L'article 5 de la même loi établit le même droit intérieur de 20 francs par hectolitre sur les benzols, benzines (produits par la distillation de la houille dans les cornues) toluènes, essence de houille pure ou en mélange.

Dans chacun de ces articles il est prévu que ces « produits « imposables mélangés à l'alcool dans les proportions déterminées par arrêté du Ministre des Finances et aux conditions fixées par ces arrêtés seront exonérés des droits « établis » (par chacun de ces articles).

L'arrêté du 4 juin 1921 (par conséquent antérieur à la décision du Ministre des Finances, prise en octobre 1923, pour modifier la formule du dénaturant pour l'alcool carburant) indique les proportions admises : 50 o/o essence + 50 o/o alcool ou $\frac{2}{3}$ benzol + $\frac{1}{3}$ alcool.

L'alcool devait alors être dénaturé réglementairement et les mélanges faits en présence des agents des douanes ou des contributions indirectes. Les produits libérés n'eurent droit à aucun remboursement.

B. — Obligation pour les importateurs d'essence de pétrole et d'essence de houille (benzol, benzine), d'acquiesrir une quantité d'alcool éthylique à 100°, correspondant à un pourcentage minimum de 10 o/o en volume de la quantité d'essence importée (1. du 28 fév. 1923).

a) *Obligation d'acquiesrir 10 o/o.* — Aux termes de l'ar-

ticle 6 de la loi de budget (crédits provisoires) du 28 février 1923:

« Six mois après la promulgation de la présente loi, les
« importateurs d'essence, de pétrole et autres, pures ou en
« mélange destinés à être consommés en France, seront
« tenus pour obtenir des licences d'importation, d'acquérir
« de l'Etat chaque mois, une quantité d'alcool éthylique,
« comptée en volumes à 15° centigrades et à 100 degrés
« Gay Lussac correspondant à un pourcentage minimum de
« 10 o/o en volume de la quantité d'essence par eux dédoua-
« née dans le mois précédent. La même obligation s'appli-
« quera aux importateurs de benzols, benzines, toluènes,
« essences de houille pures ou en mélange. Seront cependant
« exempts de l'obligation, les produits employés à la fabri-
« cation des matières colorantes et produits chimiques. »

Par conséquent, les importateurs d'essence sont astreints à acheter cette quantité mensuellement et à raison de leur dédouanement. Le service des alcools s'assure donc un débouché important, puisque dans l'année précédente, il a été importé 8 millions d'hectolitres d'essences de pétrole et de houille, soit donc 7 à 800.000 hectolitres d'alcool que les importateurs devront acquérir.

Discrimination entre les benzols assujettis et les benzols exempts (matière colorante). — Les benzols exemptés sont ceux utilisés à la fabrication des produits chimiques et des matières colorantes. Lors du débat à la Chambre 2^e séance, 26 janvier, *Off.* 27, p. 415), le commissaire du Gouvernement refusa d'admettre parmi les essences exemptées, l'essence employée comme dissolvant (notamment du caoutchouc), à raison des difficultés de contrôle. Mais au Sénat (*Off.* 1^{er} mars, p. 423) M. Pineau, directeur aux essences, fit remarquer qu'il ressortait d'un nouvel examen que le service des douanes admettait la possibilité de discriminer les benzols employés pour moteurs et usages de combustible, des benzols utilisés à des fabrications industrielles.

« Cette discrimination a lieu, en effet, par l'application du

tarif douanier institué par la loi du 7 novembre 1919, laquelle applique aux seuls benzols employés pour les moteurs et usages de combustible, un droit de 2 fr. 50 aux 100 kilos dont sont exempts les benzols employés aux fabrications industrielles. » Ceux-ci doivent dès la déclaration être placés sous le lien d'acquets à caution.

b) *Obligation de réserver cet alcool acquis exclusivement à la force motrice.* — Ceci résulte formellement du paragraphe 3, mais le consommateur peut frauder et l'employer comme moyen de chauffage ou d'éclairage.

c) *Obligation d'adopter la formule imposée par le ministre des Finances le cas échéant.* — « Des arrêtés rendus par le mêmes ministres (commerce et finance) pourront fixer la composition des mélanges... leur prix de vente.

d) *Obligation de vendre le carburant à un prix inférieur à l'essence sous peine de taxation, et le cas échéant obligation de vendre au prix imposé.* — «... Leur prix de vente (continue le paragraphe cité au § c. le cinquième paragraphe de l'article 16) en gros ou éventuellement l'écart de ce prix avec le prix de vente en gros de l'essence, ainsi que.

e) *Obligation de se soumettre aux conditions imposées.* — «... ainsi que les conditions auxquelles ils devront être livrés au public (voir ci-dessus décret du 30 mai 1923).

f) *Sanction.* — « Au cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, (§ 6 de l'art. 6) le ministre du commerce sera autorisé à suspendre ou à retirer les licences d'importation.

Cette loi fut suivie du décret du 30 mai 1923 (*Off.* 1^{er} juin) dont une partie fixe :

- 1^o Le point de départ du régime au 1^{er} octobre 1923 ;
- 2^o Les propriétés imposées au mélange en vertu de la loi ;
- 3^o Le taux du pourcentage pour la période annuelle du 1^{er} octobre 1923 au 1^{er} octobre 1924 : 10 0/0, soit le minimum prévu par la loi ;
- 4^o Divers points de la loi (notamment les essences et huiles exemptées).

5° Les prix de cession par le service des alcools pour un an du 1^{er} octobre 1923.

C. — Fixation de bas prix de cession de l'alcool et stabilisation pour un an

L'article 8 du décret du 30 mai 1923 dont s'agit, fixe pour la période du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924, le prix de cession de l'alcool. Ceux-ci sont extrêmement bas.

Alcool	99°4	G.-L. à + 15° C	= 120 fr.
—	94°	G.-L. à —	= 110 fr.
Flegmes	90°	G.-L. à —	= 105 fr.

Ces prix sont exceptionnellement avantageux quand on les compare au prix d'achat de l'alcool de betterave (250 fr.) et de l'alcool de grains et de mélasses (pour 99°6 bon gout rectifié : 108 francs pour 95 degrés de 60 à 90 francs dernier prix).

La production d'alcool de mélasses et de grains n'aurait pas atteint pour la campagne 1922-1923, le chiffre de 350.000 hectolitres (d'après le rapport présenté au Congrès international de Copenhague par M. Louis Jacquet). C'est pourquoi l'Etat préféra livrer aux industries qui achètent l'alcool cher plutôt qu'aux importateurs qui reçurent environ 33 o/o des 10 o/o imposés (voir sur ce paragraphe, Chap. IV du présent titre § IV).

D. — Dénaturation par l'Etat

Le troisième paragraphe de l'article 7 du décret du 30 mai 1923 est ainsi conçu.

« Les substances dénaturantes sont fournies par l'Etat. »
Mais cet avantage est illusoire, puisque l'Etat vend le prix qu'il veut. Néanmoins cette disposition amena l'adoption d'une formule moins coûteuse et plus pratique que le méthylène.

E. — L'appellation d'origine

L'arrêté du 31 mai 1923 (*off*, 1^{er} juin) l'a désigné « carburant national » en précisant ses propriétés de façon à protéger l'appellation, assurément heureuse.

§ 5. — LES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LE CARBURANT NATIONAL

A. — Fourniture des 10 0/0 d'alcool aux importateurs

Nous avons examiné à la fin du chapitre IV l'impossibilité d'avoir pratiquement et théoriquement l'alcool nécessaire pour remplacer l'essence — et les conséquences fâcheuses que pourrait avoir une politique d'intensification des sources d'alcool, ou de création de sources nouvelles à gros rendement.

Ici nous étudierons seulement le problème de la fourniture en fait (c'est-à-dire en application de la loi du 28 février 1923).

1^o Sa production actuelle étant nettement insuffisante pour permettre le remplacement des huit millions d'hectolitres d'essence par huit millions de carburant national (soit environ quatre millions d'alcool éthylique à 100°) le décret du 28 mai 1923 a fixé pour cette campagne (1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924) le minimum prévu par la loi, c'est-à-dire 10 0/0. Or comme il est importé une moyenne de 750.000 hectolitres d'essence par mois (environ 9 millions hect. pour cette année suivant les probabilités) l'Etat devrait fournir 75.000 hectolitres par mois. Donc la production actuelle qui varie de 950.000 à 1.000.000 d'h. l. par an, est insuffisante.

2^o Dans ces conditions, l'Etat a employé la formule la plus simple. Ne pouvant descendre au-dessous du taux de 10 0/0, il se base sur le fait que le texte de la loi ne l'oblige pas à livrer ce pourcentage pour ne faire acheter aux importateurs

que 25.000 hectolitres d'alcool par mois, soit 33 o/o des 10 o/o, soit 3 o/o des quantités d'essences dédouanées.

Le texte de la loi est en effet ainsi conçu : « les importateurs... seront tenus d'acquérir, de l'Etat, chaque mois... etc. (voir le texte ci-dessus). — Il astreint donc ceux-ci à prendre livraison, mais ne leur donne aucun droit. La mise en demeure d'exécuter l'obligation appartient à l'Etat seul.

L'article 6 du décret du 28 mai 1923, rendu en conformité de cette thèse, est ainsi conçu pour la renforcer : « Le pourcentage d'alcool obligatoire à acquérir est fixé... »

En vertu de la loi et du décret, le Ministre des Finances, par un arrêté d'octobre 1923 article 7, dispense les importateurs des reprises d'alcool afférentes aux commandes (10 o/o) qui n'auraient pas été livrées dans le délai de deux mois.

Deux buts semblent avoir guidé le ministre, — d'abord rassurer les importateurs en ne leur laissant pas la crainte de se voir, un jour, obligés de prendre plus ou moins rapidement les quantités non livrées (70 o/o) et reportées de mois en mois,

ensuite sonder son droit et laisser croire qu'il est maître des quantités à livrer.

Les importateurs, qui jusqu'ici ne réalisaient pas de bénéfice sur le carburant national ne s'en plainquirent pas.

Mais les Syndicats de distillateurs, poussés par l'intérêt de voir s'intensifier la production d'alcool et augmenter le achats, et estimant que la légalité de cet arrêté était entachée d'excès de pouvoir se sont pourvus en Conseil d'Etat. Il n'a pas encore statué.

A notre sens, le Ministre était dans la limite de ses pouvoirs, car la LA LOI lui avait reconnu le droit de bénéficier d'une clause potestative, et de rester le seul maître de la fourniture dont l'achat — mais non la cession — est obligatoire.

B. — Son prix de vente au consommateur

Il doit être inférieur à celui de l'essence, non seulement à volume égal, mais à rendement égal. Le consommateur peut

être attiré par le meilleur marché de la quantité, mais après essai, il ne continuera à l'utiliser qu'autant qu'il y trouvera un bénéfice. Sinon, il restera fidèle à l'essence, qui a pour elle la force de l'habitude, la propagande des grands trusts pétroliers et l'avantage de se trouver partout.

Il doit en second lieu être stable.

1° PRIX INFÉRIEUR A CELUI DE L'ESSENCE

a) *Prix de l'alcool*. — Le système de péréquation permettant la vente à 120 francs de l'alcool à 99° Gay-Lussac pour le carburant national, alors que l'alcool de betterave a été acheté 250 francs et l'alcool de grains 90 à 108 francs a été exposé au chapitre IV, nous n'y reviendrons pas. Il y a lieu seulement de retenir que d'après les renseignements recueillis de source purement officieuse et d'après le journal *Le Temps* (27 et 30 sept. 1923) le service des alcools opérerait cette cession à 120 francs sans perte, grâce au système d'ailleurs arbitraire du tarif différentiel des cessions, et de la surtaxe compensatrice (étudiée plus loin). Bornons ici à n'étudier que l'effet du tarif différentiel.

Donc à 120 francs, prix fixé pour la période allant du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924 (décret du 30 mai 1923, *Off.* 1^{er} juin) l'Etat ne perd pas. Mais il ne livre que 33 o/o du pourcentage prévu par la loi du 28 février 1923 et le décret du 30 mai 1923, pourcentage de 10 o/o d'essence importée soit donc, au lieu de fournir 800.000 hectolitres une fourniture effective de 250.000 à 300.000 hectolitres environ. •

Par conséquent, s'il livrait les 800.000 hectolitres (1) constituant les 10 o/o, il serait en déficit, faute de trouver la compensation par les cessions à hauts prix.

1. L'an dernier il a été importé 8 millions d'hectolitres d'essence. Pour cette année on s'attend à une majoration sensible. Nous supposons ici que cette fourniture ne dépasserait pas celle de l'an passé, soit 8 millions d'hectolitres d'essence, soit donc 7 à 800.000 hectolitres d'alcool. Nous serons ainsi au-dessous de la vérité,

Comme les industries privilégiées utilisant l'alcool bon goût et le payant fort au-dessus des prix d'achat par l'Etat sont intégralement livrés, on peut déduire qu'à moins d'un nouveau procédé permettant la fabrication de l'alcool moyennant un prix de revient inférieur à 100 francs, une augmentation des quantités d'alcool vendues à 120 francs au delà des 250.000 à 300.000 hectolitres (33 o/o des 10 o/o imposés par la loi, représenterait pour l'Etat c'est-à-dire pour le contribuable) une perte égale à la différence entre le prix de 120 francs et le prix d'achat des alcools ainsi revendus.

Si l'alcool de betterave = 200 perte $200 - 120 = 80$ francs ;

Si l'alcool de betterave = 250 perte = $250 - 120 = 130$ fr.

Si l'alcool de grains = 108 pas de perte.

Mais 108 francs est un prix de famine pour les distillateurs de grains et de mélasses. Le Service des alcools n'aura plus pour vendeur s'il maintient ce prix, que : 1° les distillateurs de mélasses (celles-ci sont un résidu) à moins qu'il ne trouve de cette substance une utilisation plus rémunératrice et 2° les fabricants de levure, pour lesquels l'alcool est un sous-produit.

b) *La surtaxe compensatrice de 5 francs par hectolitre de pétrole* — La baisse du prix de l'alcool n'est pas uniquement compensée par le jeu du tarif différentiel. La surtaxe de 5 francs par hectolitre d'essence et d'huile minérale importée vient ajouter son produit au bénéfice brut permettant la cession à perte de l'alcool carburant.

Cette surtaxe a été établie par la loi du 9 juillet 1921 à titre temporaire sur les importations d'essence (7 à 8 millions d'hectolitres par an), et sur les huiles minérales (4 millions d'hectolitres par an, au total 12 millions environ d'hectolitres). L'article 7 de la loi du 28 février 1923 (*Off. 1^{er} mars*) décida qu'elle continuerait à être perçue sans indication de durée et « son produit sera affecté, dit le texte, à un abaissement correspondant du prix de cession de l'alcool destiné à la force motrice, et imputé au compte du Service des alcools ». Comme son taux a été réduit à 5 francs par le décret du 23 septembre

1922 et que les quantités d'essence et d'huiles minérales importées représentent 12 millions environ, le produit est donc approximativement de 60 millions de francs par an.

Dans ces conditions et si la surtaxe est maintenue le Service des alcools peut perdre soixante millions de francs par la vente à 120 francs de l'alcool carburant. Si l'on admet que cette cession à 120 francs représente une perte de $250 - 120 = 130$ francs, on obtient par la division suivante la quantité que le Service des alcools peut céder :

$$\frac{60.000.000}{130} = 460.000 \text{ hectolitres à } 99^4$$

sans même faire jouer le système du tarif différentiel.

Donc, grâce à cette surtaxe, sauf imprévu et si elle n'est pas supprimée à la requête des pétroliers ou des usagers de l'essence, l'Etat peut vendre sans perte plus de la moitié des quantités correspondant au pourcentage. Mais pour les vendre, il faut les avoir. Ceci est le problème de la fourniture, et les payer bon marché, ceci est le problème du prix.

Si nous avons étudié au paragraphe A l'impossibilité pour l'Etat de vendre, dans des conditions qui ne soient pas trop onéreuses, la totalité du pourcentage (10 o/o minimum) sans faire entrer le produit de la surtaxe, autrement dit, si nous avons nettement discriminé les effets de la surtaxe c'est pour les deux raisons suivantes :

D'abord elle peut être supprimée, car pour une fourniture réduite d'alcool carburant elle produira un excès de bénéfice.

Ensuite et surtout si le carburant national alimente tous nos moteurs (il faut envisager l'achat d'alcools coloniaux ou d'alcools éthyliques de bois vendus à perte, l'extension de la production et de la consommation-moteur) la taxe diminuera en raison de la diminution de la consommation d'essence, remplacée par le carburant national.

Autrement dit : le produit de la surtaxe compensatrice est en raison inverse des quantités d'alcool-essence consommées en remplacement de l'essence importée.

Il peut même devenir nul si l'importation de l'essence vient à cesser.

c) *Élévation du prix de l'essence.* — L'hectolitre d'essence revient dans nos ports à 80 francs, tout au plus (la livre sterling cotant 85 francs).

Pour l'empêcher de concurrencer le carburant national . vendu 120 francs (et pour des raisons fiscales) l'essence importée est frappée de taxes qui la majorent au point que son prix de vente en gros, y compris le bénéfice des importateurs est de 140 francs.

Ces taxes sont les suivantes :

1 ^o La surtaxe de.....	5 francs	compensatrice étudiée ci-dessus.
2 ^o La taxe de.....	20 francs	dite de droit intérieur, établie par l'article 104 de la loi du 25 juin 1920 et dont sont exempts les essences devant être mélangés à l'alcool.
3 ^o Le droit de douane de	10 francs	
4 ^o La taxe sur le chiffre d'affaires, environ.....	5 francs	
Au total.....	40 francs	

Soit le prix de revient de l'essence sans les frais de manutention, transport, etc. : $80 + 40 = 120$ francs

Donc le prix de l'essence sera supérieur à celui du carburant national. Les usagers protestent d'ailleurs contre un système qu'ils jugent arbitraire et qui leur fait payer le bénéfice que l'on veut assurer aux promoteurs du carburant national.

d) *Abaissement des droits sur l'essence entrant dans la composition du carburant national.* — Si l'essence était vendue aux fabricants de carburant national (en fait aux importateurs de benzol et d'essence) 80 francs l'hectolitre plus 40 francs de droit, ceux-ci achetant l'alcool 120 francs, ne pourraient vendre le mélange moins de 130 francs. — C'est

pourquoi les articles 104 et 105 de la loi du 25 juin 1920 (*Off.*, 1^{er} juin) précisent que les essences et benzols impossibles mélangés à l'alcool dans des proportions déterminées par arrêté du ministre des Finances, seront exonérés du droit intérieur de 20 francs par hectolitre perçu sur ces produits à l'importation ou à la sortie de la raffinerie.

Le prix de l'essence pour le mélange à l'alcool est donc ramené à 100 francs maximum (80 francs était un prix maximum en fin 1923). — Comme les prix de cession de l'alcool varient de 110 à 120 francs l'hectolitre, l'importateur ne subit pas une perte importante en le vendant 110 à 120 frs, frais de manutention compris.

M. Jacquet dans son rapport présenté au Congrès international de Copenhague (Ligue anti alcoolique) l'évalue à 12 fr. 50 par hectolitre. Il conclut sur ce point dans les termes suivants :

« Le cas des gros pétroliers me semble moins intéressant... si j'en crois des chiffres très précis donnés par un article récent d'une Revue automobile, hostile d'ailleurs au carburant national, leurs bénéfices nets, sur une importation globale de huit millions d'hectolitres de pétrole et essence, ne seraient pas inférieurs à 200 millions de francs, par an. »

Le consommateur et le contribuable méritent évidemment plus d'intérêt, mais est-il logique de frapper leur bénéfice d'une sorte de charge commerciale consistant au lancement de produits dits nationaux et dont la vente profite surtout aux bouilleurs; alors que des lois fiscales sont faites pour atteindre les revenus? et que l'emploi des plus amples ressources fiscales pourrait permettre l'amélioration du franc?

Le problème dépasse les limites de ce travail, nous l'indiquons donc sans insister.

2° STABILITÉ DU PRIX

L'Etat cède l'alcool à des prix de gros que le décret du 30 mai 1923 (art. 7) a établi pour un an, du 1^{er} octobre 1923 au

30 septembre 1924, c'est-à-dire pour la campagne de distillation. Le consommateur doit bénéficier de cette stabilité.

Voir sur ces points les articles parus dans *le Temps* des 23, 27, 30 septembre 1923, 24 et 28 octobre 1923, et dans *l'Etoile Bleue* (Ligue anti alcoolique) du 11 novembre 1923 (Dr Roubinovitch).

C. — Sa valeur intrinsèque

M. Jacquet, dans son remarquable ouvrage paru chez Masson et Cie en 1912 et dans son rapport cité plus haut, conclut à un rendement meilleur que pour l'essence, ou du moins égal, à condition toutefois de pousser la compression jusqu'à 5 ou 6 kilos par centimètre carré, au lieu de 4, et d'avoir un carburateur parfaitement approprié.

Il conclut d'ailleurs ainsi : « A mon avis, on s'est un peu hâté dans la promulgation de la loi du carburant national qui n'est d'ailleurs qu'à demi national (50 o/o d'essence étrangère) il eut été préférable, je crois, de mettre d'abord au concours un moteur spécial qu'on eut expérimenté ensuite dans des essais de durée. »

M. Jacquet est ingénieur des Arts et Manufactures et jouit d'une autorité légitime dans la question de l'alcool.

Il a toujours été cité par les partisans du carburant national, mais son avis ne lui est pas favorable dans l'état actuel. Néanmoins il estime que l'expérience doit être continuée.

La ligue anti alcoolique, les revues de viticulture, en somme tous les intéressés à l'éviction des alcools d'industrie du marché de bouche défendent le carburant national. Ils ont peut-être été trop vite pour l'imposer, et trop lents pour le mettre au point.

De l'autre côté, la *Revue Automobile* présente des conclusions défavorables basées sur des expériences dont les comptes rendus sont schématisés en tableaux précis (*Revue Automobile* du 25 septembre 1923 et numéro suivant). L'article est signé de M. H. Petit qui donne communication des

travaux de M. Périquier parus dans le *Bulletin de la Société des ingénieurs civils*. C'est sous la direction de M. Périquier qu'ont été faits à la Compagnie des Transports en commun de la Région parisienne les essais qui ont porté sur plusieurs millions de kilomètres-voitures. M. Patart a fait paraître des articles en réponse et un remarquable rapport qui est très favorable au carburant national. Néanmoins la question est discutée.

Sans entrer dans des détails techniques, que l'on peut se procurer à la *Revue automobile*, à la Société des Ingénieurs civils, rue Blanche ; à la Société d'encouragement, place Saint-Germain-des-Près ; à la Société Lille et Bounière ; à la Société Lambert-Rivière (rue de la Pépinière), chez les fabricants d'alcool deshydraté ou d'appareils rectificateurs (MM. Granger et Mariller). Nous croyons toutefois pouvoir apporter les conclusions suivantes :

1° L'alcool convenablement mélangé à l'essence et *anhydre* (en vue de la stabilité du mélange et de la rouille) a un rendement dynamique moindre à parties égales. Donc son prix de vente doit être d'au moins 12 à 15 o/o, au-dessous du prix de l'essence, puisqu'il faut environ 12 à 15 o/o de plus en volume pour obtenir la même puissance ;

2° Les moteurs actuels faits pour l'essence ont besoin de transformation et d'un carburateur spécial (meilleur rendement ;

3° Les soupapes et les cylindres se rouillent. La rouille des soupapes les oblige à les rôder, ce qui provoque une usure rapide ;

4° Au contact de l'eau, ce qui peut arriver, car l'essence en contient parfois, le mélange peut devenir instable ;

5° Par temps froid la première mise en route est très pénible ;

6° Il est un dissolvant très actif des vernis de carrosserie ce qui présente de gros inconvénients pour les voitures ayant leur réservoir en avant.

Malgré ces défauts, les véhicules dits poids lourds l'emploient volontiers, et trouvent même des avantages.

N. B. — Les expériences faites sur les voitures des grandes administrations n'ont pas suffisamment tenu compte de la rouille et du mauvais graissage résultant de l'emploi de l'alcool dans les moteurs à essence. D'ailleurs, dans ces administrations, les voitures sont vérifiées chaque jour et même pour certaines, à chaque trajet (T. C. R. P.). Dès qu'un accident ou une crainte d'accident au moteur semble vouloir se produire, elles sont envoyées à la révision.

Or il faut tenir compte que :

1^o Les propriétaires conduisant eux-mêmes sont souvent de très mauvais mécaniciens, en outre il tiennent compte du changement d'une soupape, alors que dans la grande administration, le remplacement de cette pièce passe parmi les frais généraux de réparation et révision du matériel ;

2^o Les chauffeurs de voitures de maîtres ou de camions ignorent souvent la manière d'entretenir leur moteur. Avec l'essence un moteur peut marcher des mois sans être vérifié, pourvu que l'huile, l'eau et l'essence lui soient fournis en quantité suffisante. Avec l'alcool, il faut beaucoup de soin, pour éviter de « gripper » ; il faut rôder les soupapes dès que la rouille commence à les ronger. Au dernier salon de l'automobile, les ingénieurs qui se trouvaient dans les stands déconseillaient l'usage de l'alcool pour le moteur tourisme.

D. — La valeur économique

Le problème du carburant national touche à trois questions qui mettent en jeu sa valeur économique :

- 1^o La question du sucre de betterave ;
- 2^o La question des grains ;
- 3^o La question du rendement fiscal ;
- 4^o La question du change.

1° LE CARBURANT NATIONAL ET LA BETTERAVE A SUCRE

La question de l'alcool et du sucre a déjà été traitée au chapitre IV, § 4, A, 2°, 6.

Pour lui permettre l'équilibre de ses prix différentiels d'achat et de cession, le ministre des Finances, rompant avec le système de la parité avec le cours du sucre (286 fr.), par l'arrêté du 19 octobre 1923, fixa pour la campagne 1923-1924 un prix forfaitaire, net, de 250 francs l'hectolitre d'alcool de betterave, rectifié (à 100° G. L.).

Ce prix laisserait au distillateur agricole travaillant lui-même ses betteraves un bénéfice net de 50 francs par hectolitre d'alcool pur environ (chiffre sans garantie). Il est donc largement suffisant.

La conséquence de cette fixation à 250 francs, soit à environ 30 à 36 francs au-dessous du cours du sucre, incitera sans doute les betteraviers à vendre aux sucreries et celles-ci à intensifier leur production.

La France ne produit pas tout le sucre qu'elle consomme. Elle doit importer. Déjà avant la guerre, sauf en 1912-1913 et 1913-1914, les importations dépassaient les exportations ; ainsi qu'il résulte des chiffres suivants en tonnes :

Ainsi pour 1911-1912, 220 sucreries produisirent 465.395 t. dont 144.033 furent exportés, contre une importation de 187.366 tonnes, et pour une consommation de 641.784 tonnes.

Pour 1918-1919, 51 sucreries produisirent 110.096 tonnes pour une consommation de 412.492 tonnes, il fallut importer 372.731 tonnes (export. 61.178 t.).

Pour 1919-1920, 60 sucreries produisirent 155.102 tonnes, pour une consommation de 823.660 tonnes, 754.239 tonnes durent être importés (export. 90.929 tonnes).

(Voir les chiffres du rapport de M. Sarraut de 1921, n° 358).

Actuellement et suivant les probabilités, si l'on se base sur la précédente campagne, la production sera d'environ 400.000 tonnes pour une consommation voisine de 800.000 tonnes.

Il faudra importer environ 400.000 tonnes de sucre (chiffre de l'an passé).

Dans ces conditions l'envoi de la betterave à la sucrerie doit être encouragé (nous étudierons au paragraphe 3, le^s conséquences de la politique du carburant national sur le change).

Les installateurs de distillerie, qui sont aujourd'hui, et pour cause, parmi les plus ardents défenseurs de l'alcool absolu, et du carburant national (La deshydratation de l'alcool nécessite des appareils spéciaux, tous brevetés) soutiennent qu'avant la guerre, alors que la betterave à sucre fournissait à peu près les quantités consommées, les betteraves envoyées aux distilleries donnaient, avec l'alcool de mélasse, les deux millions d'hectolitres nécessaires pour fournir les industries privilégiées et les 10 o/o imposés aux importateurs. — Ils ajoutent que bientôt la sucrerie donnera les 800.000 tonnes de sucre nécessaires à la consommation du pays et qu'en conséquence il faudra un débouché à la surproduction de betteraves, cultivées pour l'amélioration des terres et la nourriture du bétail. — Ils terminent en disant qu'une surproduction de sucre serait néfaste, car le prix de notre main-d'œuvre en rendrait l'exportation très difficile.

Or : 1^o nous n'avons pas encore par nos sucreries les 800 000 tonnes de sucre nécessaires à la consommation, et tout est question d'opportunité. Le carburant national serait-il né avant le terme nécessaire et de ce fait serait-il condamné à ne pas vivre ? Pour le moment la production du sucre doit seule être intensifiée. Il sera toujours temps de chercher aux betteraves, produites en excédent, un exutoire autre que l'alcool de bouche.

2^o Les sucreries donnent la mélasse. Leur intensification ou l'augmentation de leur nombre donnera donc un accroissement de cette substance, qui peut aller à la distillerie ou à l'alimentation du bétail ;

3^o Avant la guerre l'alcool de betterave ne produisait que les deux tiers de l'alcool : mélasses betteraves.

En 1910 la production fut de 1.182.389 hectolitres d'alcool de betterave pour 505.428 hectolitres d'alcool de mélasse (La production totale des alcools d'industrie fut de 2.391.219 hectolitres. En 1913 la production fut de 1.559.649 hectolitres d'alcool de betterave pour 606.690 hectolitres d'alcool de mélasses. La production totale des alcools d'industrie fut de 2.597.531 hect.). Voir rapport Sarraut n° 358 de 1921.

Par conséquent, comme il faut envisager la disparition de l'alcool de mélasse par suite du bas prix d'achat de cet alcool (80 francs l'hect. voir au chap. IV), et l'emploi des mélasses à la fabrication d'aliments mélassés pour les bestiaux ou à d'autres usages plus rémunérateurs que la distillation, il y a lieu de compter qu'au cas où la production de betterave atteindrait les chiffres d'avant-guerre, la fabrication de l'alcool (de betterave seul) serait de 1600.000 hectolitres environ, quantité insuffisante pour les besoins des cessions (en comptant que le pourcentage minimum de 10 0/0 ne serait pas augmenté pour les importateurs d'essence).

4° Le pourcentage imposé par l'article 6 de la loi du 28 février 1923 aux pétroliers est de 10 0/0 minimum. Il est donc destiné à être augmenté.

En effet ce pourcentage équivaut exactement au dixième de la consommation, ce qui est trop faible pour permettre la généralisation du carburant national.

Or non seulement la production actuelle ne permettra pas d'espérer la possibilité de fournir ce pourcentage entièrement, mais encore, elle est telle qu'en fait, et pour les trois premiers mois de la mise en vigueur de la loi (octobre, nov. et déc. 1924) il n'a été fourni aux pétroliers que 3 0/0.

5° L'alcool de betterave est le plus cher des alcools industriels (les alcools de grains mis à part).

L'achat de trop grandes quantités d'alcool de betterave au cours actuel, (voir les tarifs différentiels chap. IV) détruirait le système des tarifs différentiels et aurait bientôt absorbé le produit de la surtaxe de 5 francs sur les importations d'huiles de pétrole et des essences.

Mais, disent les cultivateurs de betterave, la culture de celle-ci enrichit le sol, et permet d'obtenir des exploitations agricoles un fort rendement. La sucrerie ne peut tout absorber. Dans ces conditions la betterave doit être envoyée à la distillerie.

Il semble qu'à cet argument, il y a seulement lieu de répondre que le jour où la production d'alcool de betterave aura dépassé les besoins des industries privilégiées, et que l'Etat pourra craindre une accumulation de stock, il sera temps de chercher un exutoire, soit vers un carburant-du type carburant national, soit vers un autre emploi, et d'établir des surtaxes compensatrices. Cette question ne se poserait d'ailleurs plus au cas de retour à la liberté avec de forts droits — solution qui nous semble la meilleure.

Mais en tous cas, considérer le carburant national comme une vaste entreprise à combinaisons multiples au lieu d'y voir un exutoire de l'alcool de betterave, paraît très dangereux.

Il y a d'ailleurs lieu de noter que le service des alcools semble actuellement enclin à suivre cette politique en n'achetant que des alcools de betterave, à haut prix et des alcools de mélasses et de grains à très bas prix, sans chercher les offres d'autres sources d'alcool.

M. Sarraut l'a bien senti dans son projet, puisque l'office n'achète obligatoirement que les alcools de betterave, de mélasses et de grains ayant servi à la fabrication de la levure. Il suit donc là une politique nettement agricole et spécialement favorable au distillateur agricole.

Mais on s'étonne que 1° dans les motifs de ces projets, exposés notamment dans le volumineux et très intéressant rapport de 1921, n° 358, il préconise l'institution et le lancement du carburant national comme un carburant destiné à la consommation générale, et comme devant être une fin et non un moyen. (Rapport 1921, p. 12). et que, 2° dans ses projets d'office il propose l'établissement d'un organisme dont l'importance et le nombre d'administrateurs et d'employés peu-

vent seulement s'expliquer par une vaste conception du carburant national.

2^e LE CARBURANT NATIONAL ET LA DISTILLATION DES GRAINS

Ce point à été étudié au point de vue de l'alcool au chapitre IV.

Il y a lieu de faire remarquer ici que l'extension de la consommation de l'alcool risque d'entraîner la distillation des grains.

M. Sarraut dans son dernier projet de 1923, interdit la distillation des substances panifiables, sauf certaines réserves.

En admettant que la distillation des grains indigènes soit interdite, la distillerie s'adressera aux grains étrangers, dont l'importation pèsera sur notre change plus que l'achat de l'essence.

3^e LE CARBURANT NATIONAL ET LE RENDEMENT FISCAL

Les partisans du carburant national invoquent comme arguments sérieux la nécessité de nous libérer de la dépendance dans laquelle nous placent nos besoins d'essence vis-à-vis de certaines grosses firmes étrangères et la nécessité d'améliorer notre change en brûlant le carburant national au lieu de l'essence importée.

Nous étudierons le premier argument plus loin. — Quant au second il semble inexact, parce que l'on envisage qu'un aspect de la question : l'essence.

Or il y a lieu de poser les points suivants :

1^o L'importation de l'essence avec les taxes, droits, etc..., qui la grèvent est une source de revenus plus importants que la dépréciation due à l'importation ;

2^o Le carburant national fait bénéficier l'essence qui lui est destinée d'avantages fiscaux, dont elle ne jouirait pas si

elle n'avait pas ce but. Donc le carburant national est une source de « manque à gagner » fiscal ;

3° L'achat de l'alcool de betterave pour le carburant national entraîne du fait de la culture de la betterave de distillerie, la nécessité d'importer le sucre qui avec un régime normal de l'alcool, serait fabriqué avec des betteraves à sucre, cultivées là où aujourd'hui est ensemencée la betterave à alcool, ou bien envoyées aux sucreries au lieu d'aller aux distilleries ;

4° Si l'on rendait aux alcools d'industrie bon goût la liberté d'alimenter le marché de bouche, l'Etat pourrait lever un impôt très rémunérateur en doublant le droit de consommation ou même en le triplant, de telle sorte que les prix des alcools de bouche resteraient les mêmes.

En fait :

1° Il a été importé en 1922 d'après les journaux quotidiens et le rapport de M. Jacquet 8 millions d'hectolitres d'essence et 4 millions d'autres produits, imposables aux termes de l'article 104 et de l'article 105 de la loi du 25 juin 1920 (huiles minérales, toluènes, etc...).

Ces 12 millions d'hectolitres, quantité qui paraît avoir toutes les chances d'augmenter en raison d'un nombre croissant des automobiles et des auto motrices à essence, sont susceptibles de rapporter au Trésor (en conservant ces chiffres qui sont un minimum) :

1° Droit de douane de 10 francs.....	120.000.000
2° Surtaxe de 5 francs.....	60.000.000
3° Droit intérieur de 20 francs.....	240.000.000
4° Chiffre d'affaires de 5 francs.....	40.000.000
Total.....	340.000.000

Dans l'état actuel de la législation (loi du 25 juin 1920 art. 104 et 105, loi du 28 fév. 1923) le produit de la surtaxe de 5 francs est versé au Service des alcools à titre de compensation pour la perte subie par la cession à bas prix d'alcools achetés à hauts prix, et le droit intérieur de 20 francs n'est pas

payé par les quantités d'essence destinées à être mélangées à l'alcool dans des proportions déterminées. — Les chiffres ainsi donnés sont donc approximatifs, mais en raison de l'accroissement des importations d'essence, ils peuvent être considérés comme formant un total minimum.

2° Les avantages donnés aux essences destinées à être mélangées à l'alcool, sont : la dispense de la taxe de 20 francs (droit intérieur) et la dispense pour les mélanges alcool-essence des droits d'octroi sur les essences. Il y a là une perte pour les villes.

Si par hypothèse le Service des alcools pouvait satisfaire à l'esprit de la loi et livrait les 800.000 hectolitres formant le pourcentage de 10 o/o, les 800.000 hectolitres d'essence nécessaires pour opérer le mélange (1) (qui atteindrait 1 million 600.000 hectolitres), bénéficieraient d'un régime spécial de franchise.

Or la consommation de cette quantité de carburant national amènerait une diminution à peu près égale de la même quantité d'essence passible des droits et taxes.

Donc cette consommation de 1.600.000 hectolitres de carburant national représenterait pour l'Etat une perte de :

1° De 8.000.000 de francs à raison des droits de douanes (10 francs par hl. sur 800.000 hl. d'essence importée au lieu de l'alcool mêlé au carburant — 800.000 hl. essence pour 1/2 mélange — ont en tous cas payé le droit).

2° De 32.000.000 de francs à raison de droit intérieur (20 francs par hl. sur 1.600.000 hl., la totalité). Le mélange en est entièrement dispensé.

3° De 60.000.000 de francs à raison de la surtaxe compensatrice (5 francs par hl. sur 1.200.000 hl. Cette surtaxe est reversée au Service des alcools, donc perdue pour le fisc).

Soit au total une perte de 104.000.000 de francs, si le Service des alcools livrait 800.000 hl. d'alcool aux importateurs (L. 28 fév. 1923).

1. Le mélange à 50 o/o essence et 50 o/o alcool et qui exigerait 800.000 hl. au moins est celui qui utilise le plus d'alcool.

A cette perte de 104 millions de francs pour le Trésor, perte résultant de l'affranchissement des 200.000 hectolitres d'alcools à livrer pour être mélangés à raison de 50 o/o à l'essence, il y a lieu d'ajouter la perte subie par les villes. L'essence paie à Paris par exemple 10 francs, soit sur 400.000 hectolitres de carburant national 4 millions de francs

(N.-B.— Paris consommant 1/4 de l'essence consommerait 1/4 du carburant national, soit pour 800.000 hectolitres d'alcool + 800.000 hectolitres d'essence = 1.600.000 hectolitres de carburant dont le quart est de 400.000 hectolitres).

4° LE CARBURANT NATIONAL ET LA PERTE AU CHANGE A RAISON DU SUCRE NON PRODUIT

Indépendamment de la perte fiscale, perte qui a une répercussion indirecte sur le change, le carburant national pèse directement sur le change, à raison notamment du sucre non produit.

Un hectolitre d'alcool pur de betterave correspond à cent soixante-six kilos de sucre non produit.

Des travaux de Pasteur, il résulte que le rendement scientifique de 100 kilos de saccharose est de 51 kg. 10 d'alcool, soit de 64 lit. 34 d'alcool à 100 degrés + d'autres corps. Les betteraves ont un rendement moyen de 15 o/o. On arrive au-dessous de 166 kilos de sucre, mais dans la pratique il se vérifie couramment.

D'autre part pour faire 1 hectolitre d'alcool pur il faut 150 kilos de charbon. Enfin pour opérer le mélange alcool-essence, il faut environ 50 o/o d'essence. Pour 100 litres d'alcool, supposons 90 litres d'essence. Nous trouvons :

1 hl. alcool : 166 kg. saccharose.

Comme la France manque de sucre, elle l'importe à
220 francs les 100 kilos. C. A. F. 365 fr. 20
Pour opérer la distillation il faut 150 kg. de charbon

qui devront être importés, ou qui prendront la part d'autres foyers qui importeront le charbon. (le résultat est le même), environ.....	22
Pour opérer le mélange il faut 90 litres d'essence. Elle revient à 80 francs l'hl. dans un port soit,.....	72
Soit au total.....	459 fr. 20

D'autre part un hectolitre de carburant national correspond à la valeur motrice de 85 litres d'essence. — A 80 francs l'hectolitre d'essence (sans droit) rendu, dans un port français, 85 litres représentent 68 francs.

Par conséquent pour ne pas grever notre change de 68 fr. d'essence, nous importons : 1° pour 365 fr. 20 de sucre ; 2° pour 22 francs de charbon ; 3° pour 72 francs d'essence.

Il y a donc un intérêt primordial à encourager la sucrerie jusqu'à ce que la production sucrière arrive à satisfaire la consommation.

IL EN SERAIT DE MÊME POUR L'ALCOOL DE GRAINS

Si l'Etat achetait l'alcool de grains à un prix aussi rémunérateur pour les distillateurs que l'alcool de betterave, les distillateurs de grains seraient obligés de les acheter au dehors, puisque la France n'en fournit pas assez pour elle. Le prix d'achat par l'Etat devrait être de 270 francs l'hectolitre à 100.

Or, pour produire un hectolitre d'alcool pur de grains, il faut 300 kilos de maïs ou de riz. — A 80 francs les 100 kilos de maïs, l'hectolitre d'alcool pur coûterait 240 francs, sans compter le charbon, 150 kilogs environ, soit à 140 francs la tonne sur wagon départ dans un port français, 22 francs environ.

Donc pour ne pas importer 68 francs à 80 francs d'essence on importerait afin de fabriquer du carburant national avec de l'alcool de grains, pour 240 francs + 22 francs = 262 fr.

N. B. — Les prix de l'essence, du sucre et du charbon sont ceux de fin 1923.

**E. — Le carburant alcool-essence au point de vue
de la défense nationale**

Au cas d'une nouvelle agression et de difficultés dans le ravitaillement d'essence, la France aurait le carburant national, disent ses partisans.

Or le carburant national étant un mélange alcool + essence ne présenterait qu'un faible intérêt en semblable occurrence. En effet :

1° Il faudrait s'approvisionner d'essence pour opérer le mélange.

2° Le Service des Poudres serait sans doute fort peu disposé à retrocéder l'alcool qu'il n'aurait déjà pas en quantités suffisantes.

3° Si le nord de la France était de nouveau envahi, les champs de betteraves et les distilleries seraient occupées. Nous mettons les choses au pis, mais un argument doit toujours être poussé jusqu'à l'extrémité de ses conséquences, et examiné sous tous les aspects.

A notre sens il y a deux autres objections à faire à l'argument des partisans du carburant national en plus des trois précédents.

1° L'ÉVICTION DE L'ALCOOL DE SYNTHÈSE. — 1° Si ses partisans se préoccupent si attentivement du point de vue de la sécurité nationale, pourquoi n'encouragent-ils pas l'alcool et toutes les sources d'alcool à bon marché, qui concurrenceraient la betterave, beaucoup trop chère, pourquoi M. Sarraut dans son rapport (*Off.*, n° 358, doc. ann., Sénat, 1921, p. 154) envisage-t-il avec crainte la venue de l'alcool synthétique trop bon marché et trop abondant. Pourquoi en réservant à l'office le droit d'acquérir tout l'alcool industriel, lui donnê-t-il le pouvoir de prévenir les dangers des crises économiques.

Il écrit d'ailleurs : « nous prenons d'ailleurs la précaution « utile de disposer dans notre texte que l'alcool synthétique

« ne pourra être acheté que par voie de contingentement et « seulement si cet achat est nécessité par les besoins de « l'office. » — Ceci revient à dire qu'en raison de l'accord entre le nord betteravier et le midi viticulteur, l'alcool synthétique sera tellement bien contingenté que sa production s'organisera hors de nos frontières, et sera nulle à l'intérieur. Ce sera la répétition du phénomène qui s'est passé avec les alcools de grains, avec cette différence que ceux-ci étaient chers et qu'en les achetant très bon marché, le Service des alcools a voulu modérer ses chances de perte.

Donc les partisans du carburant ne peuvent à notre sens se réclamer de l'intérêt éventuel de la Défense nationale.

2° Au point de vue purement national POURQUOI NE SE JOIGNENT-ILS PAS AUX INVENTEURS QUI RECHERCHENT UN NOUVEAU MOTEUR peut-être à alcool, peut-être électrique ou à acétylène, ou à la benzine synthétique produite par l'acétylène chauffé. L'acétylène notamment peut être produit à très bon marché, puisque la fabrication du carbure de calcium demande des fours électriques, que nos richesses en houille blanche permettent de faire fonctionner. Ce carburant serait vraiment national, car il nous dispenserait d'avoir recours aux pétroles étrangers.

M. Vienne, le chimiste, considère que la synthèse de la benzine (Berthelot) est industriellement possible. Mais une telle fabrication heurterait de trop gros intérêts privés !

Quand Berthelot eut trouvé la synthèse de la benzine, l'acétylène s'obtenait très difficilement. Aujourd'hui, par le carbure de calcium, on peut en obtenir des quantités indéfinies.

F. — Le carburant national et l'hygiène publique

Ce point sera étudié au chapitre VIII mesures anti alcooliques. Toutefois pour terminer l'étude du carburant national il y a lieu de mentionner l'échec de la politique anti alcoolique, au nom de laquelle fut lancé le carburant natio-

nal. — La consommation de bouche alimentée seulement par l'alcool naturel (souvent mal rectifié dans les spiritueux) arrive aujourd'hui à ce qu'elle fut en 1913-1914.

CONCLUSION

Aucune conclusion précise ne peut être donnée en l'absence de résultats définitifs. Toutefois les essais actuels méritent-ils d'être poursuivis. Le carburant national présente-t-il un intérêt national ? Assurément non ! répond la majorité des techniciens et des hommes qui refusent d'entrer dans la question de la vigne et de la betterave.

En effet, car nous nous rangeons volontiers à leur avis, il ne faut pas perdre de vue que le besoin crée l'organe et que la hausse du prix de l'essence et du prix du carburant national ont incité les inventeurs à rechercher un moteur susceptible d'utiliser un autre carburant ou même construit sur d'autres bases.

Dans *le Temps* du 29 septembre 1923, M. Jean Le Meur, rendant compte des essais faits à Essonnes, en présence de MM. Artus et Delieuvin, les deux commissaires généraux, conclue aux prix prohibitifs de l'essence, à 1 fr. 60 le litre, et même du carburant à base d'alcool (1 fr. 20 : trop cher) et semble fonder de grands espoirs pour les tracteurs (agricoles) sur le gaz pauvre spécialement étudié à la Semaine d'Essonnes. Certains évaluent son prix de revient à 0 fr. 15 par cheval-vapeur et par heure. Mais comme il faut du bois pour produire le gaz pauvre, le prix de celui-ci a monté en proportion de la demande.

La maison Peugeot aurait mis au point un moteur d'automobile à huile lourde. Certains préconisent la synthèse de l'essence. Récemment, à Bellevue, des essais ont porté sur le camion électrique. — En somme tout lutte pour remplacer l'essence importée qui coûte trop cher, et la grande majorité refuse le carburant national qui nécessite une mise au point des voitures et ne jouit pas de la faveur des cons-

tracteurs d'automobiles. (Il suffit de questionner les employés des stands du Salon de l'automobile.)

Dans ces conditions que fera l'Etat si, après avoir dépensé de grosses sommes à la mise au point du carburant national, et de son office de l'alcool, il présente un produit dont personne ne voudra parce que d'autres moteurs, ou d'autres carburants meilleur marché auront été mis au point. Si ces derniers sont produits en France, pourra-t-il les juguler au nom du carburant national, ce serait assurément mal comprendre l'intérêt général du pays !

Que fera-t-il alors des stocks d'alcool d'industrie qui iront sans cesse croissants, soit que de nouvelles sources d'alcool à bon marché soient mises au point, soit que les distilleries de betteraves et de grains retrouvent leur prospérité d'avant-guerre. Que dira t-il aux producteurs d'alcool qu'il aura poussés à la surproduction par la certitude d'un bénéfice assuré. Que fera-t-il, alors qu'en 1919, ne sachant comment liquider son stock, il a eu recours au régime actuel, arbitraire et compliqué. Ce régime est d'ailleurs dangereux, car s'il se traduit par une perte, le contribuable qui a déjà supporté les frais de mise en route sera obligé de la payer.

Même M. Jacquet estime que le contribuable court des risques et fera les premiers frais d'exploitation de l'office, certainement beaucoup plus importants que ceux du service actuel (voir chap. IV de ce titre) qui est modestement installé et emploie un personnel réduit : « Il en résultera une perte et et par suite une charge nouvelle pour les contribuables ; mais de là à crier au désastre .. il y a loin, et n'est-ce pas une compensation largement supérieure à la perte dont il s'agit qu'une notable diminution du fléau de l'alcoolisme » (M. Jacquet).

Or, même de ce côté, le carburant national pas plus que le régime des alcools d'industrie n'ont réussi. D'après les chiffres donnés par la *Revue vinicole* du 20 décembre 1923, la consommation de 1914 fut de 1.413.000 hectolitres d'alcool pur, en 1917 elle tomba par l'effet de la loi du 30 juin

1916 à 584.700 hectolitres, mais en 1922, elle est revenue à 928.626 hectolitres et l'augmentation s'est fait sentir. En novembre 1923, elle atteignit 91.771 hectolitres, contre 106.000 en novembre 1914.

Par conséquent le besoin d'alcools naturels, seuls réservés à la consommation de bouche, ont amené les cultivateurs et viticulteurs à distiller tous les fruits et à produire presque autant d'alcool de bouche qu'avant la guerre. Donc le but n'est pas atteint.

Le seul résultat obtenu est la victoire des alcools naturels sur les alcools d'industrie. L'alliance s'est faite, au-dessus du contribuable entre le Nord et le Midi. Le Midi et tous les alcools naturels, pour avoir le monopole de bouche ont fait acheter à hauts cours l'alcool de betterave et trouvé le carburant national pour l'écouler. Les intérêts des usagers de l'essence furent sacrifiés, au nom de la lutte antialcoolique. On voulait une expérience, elle se fait.

Parmi les intérêts lésés nous trouvons :

- 1° Le contribuable ;
- 2° Les usagers de l'essence ;
- 3° Les distillateurs de grains ;
- 4° Les distillateurs de betterave, auxquels l'Etat a dû acheter l'alcool à 250 francs au lieu de 280 francs pour ne pas subir une grosse perte.

C'est pourquoi les humoristes n'ont pas manqué de trouver les mots qui font rire, car le Français préfère rire que pleurer, et ne prend au sérieux que les accidents accomplis.

La Vie automobile (25 septembre 1923, art. de M. Petit), contient ces phrases : « Rendons hommage tout d'abord à « celui qui a trouvé le nom de carburant national. Celui-là « seul a fait plus pour l'adoption du mélange alcool-essence, « que les autres protagonistes réunis. Plus que jamais le « pavillon a couvert la marchandise : ne faudrait-il vraiment « pas être mauvais patriote pour ne pas adopter d'enthousiasme le carburant dit national... »

Un journal satirique a trouvé le mot de carburant électoral qui connut son heure de succès.

En définitive la question est de savoir s'il y a intérêt à favoriser l'agriculture sous toutes ses formes au détriment des autres ressources du pays, et si pour écouler une production éventuelle de 1 à 2 millions d'hl. d'alcool d'industrie, dont 800.000 hl. sont déjà absorbés par diverses industries, il est nécessaire : 1^o d'établir une sorte de monopole des carburants et 2^o de lancer le pays dans la fabrication de 4 à 5 millions d'alcool pour les mélanger à l'essence ou au benzol.

CHAPITRE VII

LE RÉGIME FISCAL DES ALCOOLS D'OCTOBRE 1919 A FIN 1923

Les tendances

Les grandes modifications avaient été apportées au cours de la période précédente de 1916 à 1919.

Le droit de consommation et le droit d'entrée avaient été unifiés (30 juin 1916) : les droits d'octroi sur l'alcool avaient été supprimés. Leur produit avait été remplacé par les versements faits par l'Etat sur l'impôt de consommation (majoré) au fonds commun de répartition (loi du 22 février 1918). L'imposition à la production et le paiement du droit de consommation au départ ou dès la constatation des manquants avaient été votés (loi du 22 fév. 1918). Des mesures aggravant le régime fiscal par l'augmentation du taux de l'impôt de consommation et l'institution de la taxe de luxe avaient été prises. Il ne restait qu'à les appliquer, et si possible à les alourdir, car les besoins de l'Etat à la signature de la paix se manifestèrent plus grands que pendant la guerre.

D'autre part le régime fiscal peut être une arme, c'est pourquoi le législateur s'en servit contre les alcools susceptibles de concurrencer les alcools de bouilleurs de crus, et contre l'alcoolisme, et contre l'essence pour permettre au carburant national de vivre.

Les mesures prises de 1919 à 1923 peuvent donc être ainsi classées ;

- 1° Mesures de prorogation des dispositions temporaires;
- 2° Mesures de protection en faveur des alcools de bouilleurs de cru ;
- 3° Mesures de protection du carburant national, dégrèvement en sa faveur, aggravation des droits sur l'essence :
- 4° Aggravation des charges fiscales ;
- 5° Mesures contre l'alcoolisme ;
- 6° Amélioration et simplification du régime de la fabrication des alcools de grains.

Le paragraphe 7 étudiera au point de vue fiscal les conséquences du privilège des bouilleurs de cru.

§ 1. — MESURES DE PROROGATION DES DISPOSITIONS TEMPORAIRES

A. — Unification du droit de consommation et des droits d'entrée par la suppression de celui-ci

L'article de la loi du 30 juin 1916 avait édicté des mesures purement suspensives, dont l'application devait prendre fin à la fin de l'année de la cessation des hostilités, soit le 31 décembre 1919.

La prorogation de cette unification, omise dans le décret du 13 août 1919, eut lieu par suite du vote de l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919 qui déclara applicables jusqu'au 30 septembre 1920 les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916. Cette mesure fiscale, qui figurait au début du dit article 4 subit le sort de celui-ci et fut prorogée par les lois du 31 juillet 1920, 31 décembre 1920, 16 juillet 1921 et du 30 juin 1922 (art. 15) qui fixa l'échéance du régime provisoire des alcools au 30 septembre 1924 (à l'exception du régime des bouilleurs de cru. Voir titre III, de ce livre chap. II).

Donc, si au 30 septembre 1924, aucune loi nouvelle n'intervenait, le régime antérieur au 30 juin 1916, c'est-à-dire le régime d'avant la guerre, redeviendrait applicable.

B. — Institution du fonds commun de répartition

La loi du 22 février 1918 était applicable jusqu'au 30 décembre 1918.

Les dispositions relatives à l'institution du fonds commun et à la suppression des octrois sur l'alcool et les boissons hygiéniques furent prorogées jusqu'au 25 juin 1925 par l'article 19 de la loi de budget, crédits provisoires du 31 décembre 1920 (*Off.*, 1^{er} janv. 1921). Elles furent modifiées par la loi du 28 décembre 1922 (Budget) (*J. off.*, 29 déc.) dont l'article 25 est ainsi conçu :

« L'article 3 de la loi du 22 février 1918 est ainsi modifié :

« Les contingents ainsi formés en ce qui concerne les (boissons « hygiéniques) seront revisées en tenant compte des accroissements ou diminution de population constatées par le recensement de 1921, la consommation par tête d'habitant dégagée « en 1913 étant appliquée à la nouvelle population totale de « chaque commune. — Toutefois les communes directement « atteintes par les événements de la guerre conserveront le bénéfice des dispositions prévues en leur faveur par l'article 8 de « la loi du 31 mars 1922. »

C. — Suppression des octrois sur l'alcool et les boissons hygiéniques

Cette mesure établie par la loi du 22 février 1918 subit la prorogation de la loi du 31 décembre 1920 et est applicable jusqu'au 25 juin 1925.

§ 2. — MESURES DE PROTECTION EN FAVEUR DES ALCOOLS DE BOUILLEURS DE CRU

1^{er} Contre les geniévres

Cette question a été étudiée au titre III de ce livre III, § 2, B, 1^o.

2° Contre les alcools étrangers et coloniaux

Cette question a été étudiée au même chapitre, § 2, B, 2°.

3° Contre les rhums et tafias coloniaux produits au delà du contingent annuel de 185.000 hectolitres 100°

Cette question a été étudiée au même chapitre, § 3.

La base de ces mesures est une surtaxe variable compensatrice, par l'effet de laquelle le produit frappé atteint immédiatement un prix de revient égal aux alcools les plus chers.

§ 3. — MESURES DE PROTECTION EN FAVEUR DU CARBURANT NATIONAL

Ces mesures ont été étudiées au chapitre VI de ce titre, § 4, A, B, 1° *a, b, c, d.*

Leur base fut établie par la loi de finances du 25 juin 1920. Les articles 104 et 105 établirent sur l'essence et les huiles de pétrole et sur les benzols et autres essences de houille un droit intérieur de 20 francs par hectolitre dont fut exemptée l'essence, mélangée à l'alcool dans certaines proportions.

L'article 7 de la loi du 28 février 1923 (*Off. 1^{er} mars* (budget) fixa à 5 francs la surtaxe d'importation sur les essences et attribua son produit à titre de compensation au service des alcools pour lui permettre de céder l'alcool à un prix inférieur au prix d'achat.

§ 4. — AGGRAVATION DES CHARGES FISCALES

1° Augmentation du taux de l'impôt de consommation sur l'alcool et les liquides assimilés

Suppression de la surtaxe de 50 francs sur les spiritueux (loi de 1907).

L'article 87 de la loi des finances du 25 juin 1920 (*Off.*, 26 juin) le porta à 1.000 francs par hectolitre d'alcool pur, dont 750 francs pour le Trésor et 250 francs pour le fonds commun de répartition au profit des communes.

La surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur établi sur les spiritueux par la loi du 30 janvier 1907 fut supprimée (art. 87) (v. liv. II, chap. II, § 3; A.).

2° Augmentation de la taxe de luxe sur les alcools

Loi du 25 juin 1920 (*Off.* 26 juin).

a) *Augmentation du taux.* — L'article 73 de la loi du 25 juin 1920 la porta à 25 o/o en ce qui concerne les eaux-de-vie, apéritifs, liqueurs et vins de liqueur, et à 15 o/o en ce qui concerne les vins dits de luxe.

La taxe de 15 o/o sur les vins de luxe (ne pas confondre avec les vins de liqueurs) fut supprimée quelque soit leur prix par l'article de la loi de budget du 28 février 1923.

b) *Raison.* — Elle est facile à constater et à percevoir.

c) *Exemption des cadeaux à l'intérieur.* — A l'intérieur, elle n'est perçue que sur les ventes, donc les cadeaux en sont exempts. En effet le contrôle est facile.

d) *Perception sur toutes les importations.* — Mais comme le contrôle est impossible en cas d'importation, la taxe de luxe de 25 o/o frappe indistinctement les spiritueux et vins de liqueurs importés. L'article 75 le précise. La perception en est opérée à la recette ruraliste en même temps que celle du droit de consommation, lors de la déclaration effectuée par l'importateur pour le titre de mouvement, et d'après la valeur de la marchandise sur le marché intérieur (art. 75). La taxe de luxe ne frappe que les importations à destination de particuliers ou de débiteurs, mais non les importations à destination de marchands en gros. L'importateur n'a, en ce cas, qu'à payer la taxe de 1,10 o/o perçue par la Régie (arrêté du 1^{er} juillet 1923, art. 10, *Off.*, 2 juillet).

e) *Constataion, Perception.* — Ces opérations sont con-

fiées à l'administration des contributions indirectes (art 74 de la loi du 25 juin) qu'il s'agisse de vente à l'intérieur ou d'importation.

La perception est effectuée soit au comptant au moment de la déclaration d'enlèvement faite à la recette buraliste pour la délivrance de l'expédition sur déclaration par l'expéditeur de la valeur des boissons imposées, soit mensuellement si le commerçant est autorisé à être en compte avec le Trésor et a fourni caution et rempli diverses obligations (livres) article 74.

f) *Contravention. Sanction.* — Les contraventions aux articles 74 (taxe sur la vente des alcools et boissons alcoolisés à l'intérieur) et 75 (sur les importations) sont constatées par les employés des Contributions indirectes ou des douanes. Elles sont punies d'une amende de 50 à 500 francs, du quintuple des droits fraudés, ainsi que la confiscation des droits saisis (art. 76 de la loi).

g) *Les vermouths et les vins de liqueur sont soumis désormais au régime de l'alcool* (art. 87, § 4). Par conséquent ils sont passibles de l'impôt de consommation et de la taxe de 25 o/o.

h) *Inventaire des stocks.* — Pour faire payer les droits nouveaux sur ceux-ci l'article 88 de la loi obligea les commerçants ou dépositaires d'alcool, de vins, cidre, poirés, hydromel à faire, dans les cinq jours de la promulgation de la loi au bureau de la régie des contributions indirectes, la déclaration des quantités en leur possession. Ces quantités devraient être reprises par voie d'inventaire et passibles des taxes complémentaires.

Un amendement a d'ailleurs été présenté par M. Chapsal au Sénat qui l'avait adopté malgré le ministre des Finances par 151 voix contre 111. M. Chapsal sénateur de la Charente-Inférieure protesta contre le système de superposition à l'impôt de consommation et d'addition au prix base-de-vente, des frais de transport portés séparément sur facture et payés par le destinataire.

Le ministre fit observer : 1° que le système de superposition et d'addition des frais rapportait 150 millions, que l'on ne pouvait pas supprimer ; 2° qu'elle était perçue sur le prix de gros et pesait donc moins lourdement que la taxe de 100/0 sur les produits de détail.

M. Hennessy ajouta que la disjonction des frais de transport amènerait certains commerçants, à les majorer pour réduire, d'accord avec le destinataire, le prix de vente alors seul passible (*Guide des négociants en vin* du 5 mars 1923).

i) *Impôt indirect de 10 0/0 sur les boissons consommées dans les établissements de première catégorie.* — Le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires, établi par l'article 59 de la loi et fixé à 1 0/0 avec un décime au profit des départements et communes (art. 63) a été porté par ce même article 63, § 3) à 10 0/0 sans décime, pour les dépenses afférentes au logement et à la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires quelconques effectuées dans des établissements classés comme étant de première catégorie, et à 10 0/0 sans décime pour les ventes au détail et à la consommation des marchandises, denrées fournitures ou objets quelconques classés comme étant de luxe.

j) *La taxe de 25 0/0 est un impôt de superposition.* — Cette taxe s'applique pour les produits assujettis à des surtaxes non pas seulement au prix de ces produits, mais au prix de vente de ces produits, transport compris plus la surtaxe.

La surtaxe prévue pour les genièvres par l'article 12 de la loi du 30 avril 1921 (*Off.* 1^{er} mai) modifiant les paragraphes 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920, fait partie aux termes du dernier paragraphe de la loi de 1921 du prix soumis à la taxe de 25 0/0.

La surtaxe prévue pour les alcools consommables en l'état provenant de l'étranger et des colonies françaises et pour les rhums et tafias importés en excédent du contingent (de 185.000 hl. d'alcool pur) fait également partie du prix soumis à la taxe de 25 0/0.

Enfin l'administration des contributions indirectes ajoute au prix de vente et au montant de la surtaxe, si elle joue, le montant de l'impôt de consommation et frappe à raison de 25 o/o sur le total du prix de vente ainsi établi.

Exemple pour 1 hectol. à 50° (vol) (un genièvre 50°)	
vendu chez le distillateur.....	450 fr.
Si la surtaxe compensatrice est de 100 francs par 1 hl.	
à 100°.	50 fr.
Plus le droit de consommation sur 1 hectol. à 50°.....	500 fr.
Premier total.....	1.000 fr.
Auquel s'applique la taxe de 25 o/o.....	250 fr.
Total général.....	1.250 fr.
Si ce genièvre est consommé dans un restaurant de première catégorie, il sera taxé sur l'addition remise au client de 10 o/o, soit.....	125 fr.
Soit au total.....	1.375 fr.

donc : pour un genièvre à 450 francs l'hectolitre volume, les droits perçus atteindront : 1.375 — 450 = 925 francs.

Si l'alcool est un whisky, il y aura lieu de porter au premier total le montant du droit de douane.

§ 5. — EFFETS SUR L'ALCOOLISME

La hausse du prix de vente au détail de l'alcool avait amené une diminution de la consommation, mais l'accoutumance ramena les buveurs à leur défaut. Le taux de 1.000 fr. est insuffisant.

La Revue vinicole du 24 janvier 1924 a donné un grand tableau dont nous avons extrait ces chiffres. Ils montrent la nécessité d'une nouvelle majoration.

Années	Consommation en hl. d'alcool pur	Rendement de l'impôt
—	—	—
1914	1.143.000	335.513.000 francs
1917	584.700	837.404.000 —
1921	767.443	575.589.000 —
1922	928.628	696.474.000 —
1923	1.016.858	772.648.000 —

Le droit de consommation pourrait être majoré sans que le prix des alcools augmente sensiblement.

Ce point sera étudié au chapitre suivant.

Signalons que le projet de M. Ribot (*J. off.*, 1915. Doc. parl. Ch. des dép. annexe 1241, p. 213) estima que la seule arme sûre pour lutter contre l'alcoolisme était l'élévation du droit de consommation et la surtaxe sur les spiritueux.

§ 6. — SIMPLIFICATION ET AMÉLIORATION DU RÉGIME DE FABRICATION DES ALCOOLS DE GRAINS (Loi du 30 juin 1923, art. 36) ET AUTRES SUBSTANCES FARINEUSES

L'article 36 de la loi du budget du 30 juin 1923 (*Off.*, 1^{er} juil. 1923) est ainsi conçu : « Sont abrogées les dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 20 juillet 1837. »

L'article 9 de la loi du 20 juillet 1837, (dont l'art. 8 donna la première définition des bouilleurs de cru) (Sirey, 375) s'énonçait ainsi en trois paragraphes :

« 1^o La déclaration que les distillateurs d'eaux-de-vie de grains, « de pommes de terre et autres substances farineuses doivent « faire en conformité de l'article 139 de la loi du 28 avril 1816 « énoncera la quantité de matière macérée qui devra être employée « pendant la durée de la fabrication et la quantité d'alcool qui « devra en provenir; 2^o la quantité de matière macérée sera évaluée en comptant pour chaque cuve au moins les six septièmes « de la capacité brute; 3^o le rendement en alcool ne pourra être « déclaré au-dessous de 2 litres 1/2 par hectolitre de matière « macérée. »

C'est ce dernier paragraphe qui est abrogé.

La raison en est la suivante : Les fabricants de levure qui traitaient des grains sains obtenaient, pour 100 kilos de grains, 10 à 16 kilos de levure et 30 litres d'alcool, le rendement était donc de 15 litres environ par hectolitre de matière macérée. Pour ceux-ci et pour les distillateurs de

grains ce minimum de 2 litres 500 était très faible. — Mais avec le nouveau procédé qui permet d'obtenir de la levure avec une grande quantité de mélasse à laquelle est ajoutée une faible quantité de grains le rendement est tout différent. Pour cent kilos de mélasses-grains, le fabricant retire 30 à 45 kilos de levure et 5 à 10 litres d'alcool, soit environ 2 litres à 5 litres d'alcool pour 1 hectolitre de matière macérée. — Comme ce dernier procédé (utilisé par les usines Springer à Maison-Alfort 1921) est plus économique et a permis au Service des alcools l'achat des alcools de grains à très bas prix (90 à 108 francs) prix égal à celui de l'alcool de mélasse (voir chap. IV et chap. VI) il est normal que l'on n'exige pas des fabricants de levure un rendement minimum, supérieur au rendement moyen effectif.

C'est pourquoi ce paragraphe fut abrogé.

La conséquence est l'unification et la simplification du régime de fabrication des alcools d'industrie.

« Les distillateurs qui mettent en œuvre des substances farineuses ou amylacées, déclare l'administration dans l'exposé des motifs, se trouveront ainsi placés sous le même régime que les producteurs d'alcool employant d'autres matières premières, notamment les betteraves et les mélasses pour lesquelles la loi n'a fixé aucun minimum de rendement.

Il n'en devrait résulter aucun inconvénient pour les intérêts du Trésor. Dans les distilleries, assujetties à une surveillance permanente, le Service des contributions indirectes est toujours en mesure d'assurer la prise en charge du produit intégral de la fabrication ce qui est l'essentiel. Pour les établissements soumis à une surveillance intermittente, l'article 22 du décret du 15 avril 1881 autorise les employés à procéder à toutes les vérifications qu'ils jugent nécessaires. (Voir rapport Bérenger, *Off. Sénat doc. parl. ann.* 302 et 553, et notamment p. 199 et 200, 29 mars 1923 et 30 juin 1923).

§ 7. — LES CONSÉQUENCES DU PRIVILÈGE DES
BOUILLEURS DE CRU AU POINT DE VUE FISCAL
(Loi du 28 février 1923).

(V. chapitre III de ce livre) (1).

**A) Le privilège des bouilleurs de cru coûte au minimum
148 millions au Trésor du seul fait de l'allocation
légale en franchise de 10 litres d'alcool pur.**

D'après la ligue anti alcoolique (voir *Etoile Bleue* du 6 juin 1923, p. 42, article extrait de *l'Ouest-Eclair*) et d'après le *Guide des négociants en vins* du 5 mars 1923 reproduisant les chiffres parus à *l'Officiel*, Chambre des députés. 15.1.23, p. 97) pour l'exercice 1921-1922, il y a eu 1.475.000 bouilleurs de cru dont 1.187.000 ont bénéficié de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur. — A raison de 1000 francs de droit de consommation sur 1 hectolitre d'alcool pur on constate que :

$$\frac{1.187.000 \times 1000}{10} = 118.700.000 \text{ francs}$$

Or les cent dix millions sept cent mille francs représentent seulement la perte légale subie du fait de l'allocation en franchise en 1921-1922 à une époque où cette allocation n'était accordée qu'à des récoltants remplissant des conditions déterminées. La fraude n'est donc pas comptée.

Pour 1923-1924 nous n'avons pas encore les chiffres mais on ne peut être certain que le vote de la loi du 28 février 1923 amènera une augmentation effective du nombre de bouilleurs de cru, qui dépassera 1.475.000 bouilleurs, chiffre de l'exercice 1921-1922, et une diminution du chiffre officiel.

Si nous prenons les chiffres de l'exercice 1921-1922 nous

1. Le privilège des bouilleurs de cru a été étudié au chapitre III de ce titre, § 2, et au livre II, chapitre IV, § 2.

trouvons (l'allocation à été accordés à tous les bouilleurs, voir chap. III).

$$\frac{1.475.000 \times 1000}{10} = 147.500.000 \text{ francs.}$$

Or il n'y a aucune raison pour amener une diminution du nombre des bouilleurs de cru, bien au contraire, à en juger par la hausse du cours des alcools naturels de cru.

(En francs et par hl. volume) :

A Beziers le 3/6 vin 86° cotait 410 francs le 23 février 1923, 490 francs à 500 francs le 10 août 1923, 690 francs à 700 francs le 13 décembre 1923.

A Montpellier le 3/6 vin 86° bon goût cotait 410 à 420 le 27 février 1923, 450 francs le 14 août 1923 et 700 francs le 18 décembre 1923.

A Strasbourg d'août à décembre 1923 le Kirsch s'est maintenu à 1050 la Quetsch à 650 la Mirabelle à 800.

(Cours extrait des n° des 5 mars, 25 août et 25 décembre 1923 du *guide des négociants en vins*, 9 rue Bleue).

Par conséquent, nous avons tout lieu de supposer que la somme de 147.500.000 francs est une perte minimum pour le trésor du fait de l'allocation de 10 litres à tous les bouilleurs de cru.

B. — La fraude facilitée par le privilège représente environ 68.500.000 francs pour le Trésor

« Le privilège desbouilleurs de cru, a dit Jules Simon, est l'organisation en grand de la fraude. » On a même ajouté : « si l'eau-de-vie de cidre ne pouvait être écoulée en fraude, elle n'existerait pas. »

Or il faut s'attendre à une recrudescence de la fraude par la distillation à domicile autorisée pour tous les bouilleurs par la loi du 28 février 1923.

L'histoire se répète et si nous cherchons, dans le passé, nous trouvons une situation analogue (quoi qu'inverse) en 1902-1904 et une situation identique, en 1906-1907. L'une et

l'autre permettent d'évaluer la fraude par l'augmentation ou la diminution des boissons *taxées* consommées dans les campagnes. Les mauvaises années permettent cette constatation par l'augmentation de la consommation taxée (voir Livre II chap. IV, § II, 3^o) voir Jacquet. *L'alcool.*, pages 440 à 444. Masson et Cie édit. Paris. Voir *Etoile Bleue* 1^{er} janv. 1914, p. 12 *La consommation de l'alcool taxée en 1912*, article de M. Baudrillard.

Les effets de la loi du 31 mars 1903, qui réglementa le privilège des bouilleurs de cru accordé par la loi du 14 déc. 1875 et à peine restreint par la loi du 29 décembre 1900 (pour les gros bouilleurs), se manifestèrent par une augmentation des quantités imposées et déclarées. Le rétablissement du privilège par la loi du 17 avril 1906 amena aussitôt une baisse de celle-ci.

D'après les chiffres donnés par le *Bulletin de Statistique* d'août 1911 page 74 (indiqués par M. Jacquet) la réglementation de 1903 assura pendant son application une perception supplémentaire de 140.000 hectolitres d'alcool pur.

L'étude de la réglementation du privilège par l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 ne peut être intéressante par les chiffres, parce qu'elle a été opérée à une époque pendant laquelle les petits bouilleurs et beaucoup de gros bouilleurs valides étaient dans la zone des armées et au cours de laquelle la surveillance de la Régie fut un peu relâchée.

Si donc nous prenons le chiffre de 140.000 hectolitres d'alcool pur, chiffre provenant d'une période normale, nous pouvons évaluer la perte par la fraude par suite de l'application de la loi du 28 février 1923 à la somme de 208 millions 500.000 francs. En effet :

- a) 140.000 hectolitres pur à 1.000 francs de droit de consommation : 140.000.000
- b) Si ces 140.000 hectolitres avaient été vendus ils auraient payé la taxe de luxe de 25 o/o sur le droit de consommation puisque l'Administration la perçoit comme impôt de superposition, soit

donc : $\frac{140.000.000 \times 25}{100} = \dots\dots\dots 37.000.000$

c) Si ces 140.000 hectolitres avaient été vendus après déclaration, ils auraient payé la taxe de 25 o/o sur le prix de la vente, indépendamment de la somme de 37.000.000, simple impôt de superposition.

Si l'on estime à 900 francs leur valeur par hl. à 100°, on arrive à $900 \times 140.000 = 126.000.000$ fr.

Or avec 25 o/o de taxe $= \frac{126.000.000 \times 25}{100} = \dots\dots 31.500.000$

Total. $\dots\dots\dots \underline{208.000.000}$

d) Si l'on compte que ces alcools ont pu servir à fabriquer des apéritifs ou vins de liqueur frappés de la taxe de 25 o/o sur : 1° impôt de consommation calculé sur leur teneur en alcool pur, à 1.000 francs l'hecto, et 2° prix de vente au détail.

Et si l'on songe que dans ces mixtures l'alcool pur rentre pour 30 o/o maximum. Le chiffre de 31.500.000 francs doit être majoré d'une somme égale à la différence entre le prix de vente de l'alcool brut inclus dans ces spiritueux et le prix de vente de ces spiritueux.

Par conséquent le privilège tel qu'il est rétabli par la loi du 28 février 1923 risque de coûter au minimum à l'Etat pour la campagne 1923-1924.

1° Perte en raison de l'allocation en franchise de 10 litres.....	147.500.000
2° Perte à raison de la fraude sur la base de 140.000 hectol. d'alcool pur fraudé à la faveur du privilège.....	208.500.000
Montant en francs de la perte totale subie par le Trésor.....	$\underline{356.000.000}$

N. B. Comme la consommation de bouche augmente (voir chap. suivant) et a passé de 767.443 hectolitres (pur) en 1921 à 928.628 hectolitres (pur) pour 1922 et à 1.016.858 hectolitres pour 1923 (voir *Revue Vinicole* du 24 janv. 1924) on peut en conclure que les 140.000 hectolitres d'alcool pur

fraudés ne produiront sans doute pas une baisse dans les statistiques de la consommation mais seulement un ralentissement.

CONCLUSION

A une époque où le contribuable au nom des nécessités financières est traqué jusqu'en son domicile, à l'occasion de l'impôt sur les revenus et de la taxe sur le chiffre d'affaires, il y a lieu de se demander si l'Etat ne devrait pas logiquement supprimer le privilège..., privilège dont le fondement est en outre fort discutable. — Il récupérerait ainsi 366 millions environ, ou si l'on défalque 20 o/o par suite de la fraude, environ 300 millions.

N. B.—BOUILLEURS DE CRU. DROITS PAYÉS. CHIFFRES

D'après le *Journal officiel* Ch. dép. Débats du 15. janvier 1923, p. 97, le Ministre des Finances répondant à une question de M. Pougin, député (30 novembre 1922) fit savoir que :

1° En 1912, les opérations des bouilleurs de cru s'effectuaient en dehors de toute vérification du service. Le nombre de ceux-ci était environ de 1.120.000.

2° Pour la campagne 1921-1922, il fut de 1.475.000.

3° Sur les quantités produites 58.000 hectolitres ont été imposés de suite et 66.000 d'hectolitres ont été pris en charge. La quantité totale produite fut de 237.000 hectolitres à 100 degrés, soit 474.000 d'hectolitres en volume à 50 degrés (chiffres approximatifs).

4° Un million huit cent quatre-vingt-sept mille bouilleurs bénéficièrent de l'allocation.

§ 8. — CONCLUSION DU CHAPITRE VII SUR LE RÉGIME FISCAL

Les difficultés de l'établissement du régime général de l'alcool ont conduit le législateur à établir un régime fiscal provisoire à longue échéance et à tenter d'harmoniser le

régime ancien avec le régime actuel. — Les lois fiscales auxquelles d'ailleurs furent incorporées presque toutes les lois concernant le régime des alcools servirent aux représentants des bouilleurs français à combattre les alcools naturels concurrents et à sceller un accord provisoire entre le Nord distillateur et le Midi Sud-ouest bouilleur. — Un heureux résultat fut au point de vue de l'hygiène obtenu au moment de chaque hausse de l'impôt de consommation, mais en 1923 le taux de 1000 francs est devenu insuffisant, en raison de la diminution du pouvoir d'achat du franc.

Les réformes à apporter après l'harmonisation avec un système complet, stable juste et simple de l'alcool semblent les mêmes que celles préconisées avant la guerre (voir livre II chap. IV § III). Elles sont notamment :

1° La suppression du privilège des bouilleurs de cru.

2° La concentration de la production par l'interdiction de distiller à domicile pour le petit bouilleur.

3° Refonte du règlement B et établissement d'un contrôle permanent et d'un compteur obligatoire, isolement des ateliers de distillation.

4° Suppression des manquants sauf pour les alcools de cru.

Les autres réformes préconisées ont été provisoirement opérées, notamment en ce qui concerne la suppression des droits d'octroi et d'entrée et la stabilisation des cours de l'alcool dénaturé.

CHAPITRE VIII

MESURES ANTIALCOOLIQUES

§ I. — LES MESURES PRISES

Indépendamment des mesures indirectes étudiées au régime fiscal des alcools et qui eurent une influence indubitable sur le ralentissement de la consommation, le législateur continua l'œuvre antialcoolique commencée.

1° Par la lutte directe contre les similaires d'absinthe ;

2° Par la lutte directe contre les alcools de mauvaise qualité, dits « de fantaisie ».

3° Par la protection des bons alcools de cru grâce à la loi sur les appellations d'origine.

Mais il échoua lorsqu'il crut que l'éviction des alcools d'industrie rectifiés du marché de bouche diminuerait la consommation par la rareté des alcools naturels et leurs hauts cours.

1° Lutte contre les similaires d'absinthe

La loi du 17 juillet 1922 (*Off.* 19 juillet 1922) modifiant la loi de 16 mars 1915 relative à l'interdiction de l'absinthe et des liqueurs similaires, interdit la fabrication et la vente des similaires visés par l'article 15 de la loi du 30 janvier 1907 et l'article 17 de la loi du 30 décembre 1908

Le législateur laissa à un décret ultérieur le soin de définir les caractéristiques des similaires. Les contestations auraient dû être déferées aux experts institués par les lois des 7 mai 1881, 11 janvier 1892, 30 janvier 1907, article 18. En pratique l'administration prélevait des échantillons qu'elle

soumettait au laboratoire du Ministère des Finances en vertu de la note du Directeur général des Contributions indirectes numéro 151 du 8 mars 1920. La jurisprudence sanctionna ce genre d'expertise bien qu'il fut illégal. Il se basait sur les signes extérieurs odeur, couleur, louchissement. Or les anis ont les mêmes signes.

M. Roustan en fit la critique au Sénat (séance du 8 juil. 1922 *Off.*, du 9, p. 1170) et demanda que les examens portent sur les essences, car l'une des sanctions de la loi du 16 mars 1915 était la fermeture de l'établissement. C'est pour ces motifs que fut votée la loi du 17 juillet 1922.

Les sanctions sont atténuées : il n'y eut plus que des amendes, la fermeture du débit ne pouvait être prononcée qu'en cas de récidive et était facultative pour le tribunal.

Les infractions sont recherchées comme en matière de fraudes et falsifications à la seule requête du ministère public, et après procès-verbal dressé par les agents de la Régie et transmis au parquet. L'administration intervient seulement en cours d'instance pour requérir l'application des peines fiscales.

Cette loi n'étant pas rétroactive ne put profiter aux instances closes par jugement, passé à l'état de chose jugée.

Le décret du 24 octobre 1922 (Off., 26 oct.). — Il fixe les caractères des liqueurs similaires de l'absinthe.

Aux termes de l'article 1^{er} « doivent être considérés comme liqueurs similaires aux termes de la loi du 17 juillet 1922 tous les spiritueux dont la saveur et l'odeur dominantes sont celles de l'anis et qui donnent par addition de 4 volumes d'eau distillée à 15°, un trouble qui ne disparaît pas complètement par une nouvelle addition de 4 volumes d'eau distillée à 15° ». Par conséquent les seules liqueurs à saveur et odeur dominantes d'anis dont la fabrication et la vente resteront permises ne devront pas donner de troubles persistant par addition de 7 volumes d'eau à 15° (opalescence, louchissement, dû au fait que les essences sont seulement solubles dans l'alcool fort).

En outre elles ne devront pas titrer plus de 40° Gay Lussac (afin de limiter la proportion des essences dissoutes) et renfermer 150 grammes de saccharose par litre de manière à écarter les produits contenant relativement peu d'essence, mais susceptibles d'être consommés en nature ou peu dilués.

Enfin elles ne devront contenir aucune essence cétonique, notamment celles de grande absinthe, de tanaïsie, de carvi (particulièrement nocives). Le rapport au président de la République en tête du décret expose très nettement les motifs de ces dispositions.

L'article 2 accorda un délai de trois mois pour l'écoulement des stocks non conformes. L'article 3 exclut l'Algérie de ces dispositions, car la liqueur d'anis (arak) y est très répandue et mérite un traitement différent (quelques gouttes dans l'eau). Le gouverneur reçut le pouvoir de déterminer les caractéristiques par un arrêté.

A une demande de M. Ybarnegaray député, du 16 janvier 1923 demandant : 1° la liste des liqueurs incriminées ; 2° le report de la date d'application du décret au 24 janvier 1923, le ministre répondit :

1° que l'Administration ne possédait aucune liste.

« Il semble d'ailleurs que les intéressés, dit le ministre, pourraient à cet égard, obtenir des renseignements utiles en s'adressant à leurs fournisseurs qui savent en général à quoi s'en tenir sur le caractère de leurs produits.

2° Que l'Administration ne pouvait reporter un décret mais que les fournisseurs pouvaient les reprendre pour les travailler pour la mise en œuvre de nouveaux produits (*J. off.*, 27 janv. 1923).

La première partie de la réponse ne manque pas d'humour.

**2° Lutte directe contre les alcools dits de fantaisie
et les eaux-de-vie falsifiées ou maquillées**

Ces alcools vendus à bas prix et fabriqués avec des huiles essentielles et des colorants sont très nocifs d'abord par

leurs ingrédients plus ou moins artificiels, ensuite par leur bon marché qui permet la consommation en grande quantité.

A. — *Contre les rhums dit « de fantaisie »*
(loi du 31 déc. 1922)

L'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 (*Off.*, 1^{er} janvier 1923) qui fixa à 160.000 hectolitres le contingent des rhums coloniaux admis sans surtaxe, abrogea les dispositions de l'article 7 du décret du 3 septembre 1907, concernant les rhums et tafias dits « de fantaisie ».

Cette mesure étudiée au chapitre III, § 3 de ce titre était rendue nécessaire par les préparations diverses que faisaient subir certains entrepositaires français aux rhums arrivés dans nos ports, et par la concurrence faite aux bons rhums par les rhums synthétiques. La loi du 27 décembre 1923 (augmentant le contingent à 185.000 hectolitres) confirma ces dispositions.

B. — *Contre les eaux-de-vie prenant une dénomination (Kirsch, genièvre, etc.), à laquelle elles n'ont pas droit, ne provenant directement de l'alambic du bouilleur.*

Définition et liste des alcools naturels par le décret du 19 août 1921. — Ce décret basé, sur la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, modifiée et complétée par les lois des 5 août 1908, 28 juillet 1912, et 6 mai 1919, et rendu en vertu de l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1905 (*il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre*) a donné la liste et la définition des alcools dits naturels. Il est ainsi conçu :

Décret du 18 août 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la

répression des fraudes (*Off.*, 21 août 1921, p. 9753 et *J.*, 23 août, errata p. 9799).

Vu la loi du 1^{er} août 1905, etc.

Vu la loi du 6 mai 1919 sur les appellations d'origine.

Art. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous la dénomination fixée au présent article, des produits autres que ceux, ayant aux termes du dit article, un droit exclusif à ces dénominations.

La dénomination d'eau-de-vie de vin est réservée au produit provenant de la distillation exclusive du vin.

La dénomination d'eau-de-vie de marou de « marc » est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionnée ou non d'eau.

La dénomination de kirsch est réservée à l'eau-de-vie, produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

La dénomination d'eau-de-vie de prunes, mirabelles, quetsches ou de tous autres fruits est réservée aux eaux-de-vie, produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillerie des dits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à l'eau-de-vie, obtenue dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé, d'orge ou d'avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses, ou sirop provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre, non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques.

Rendu applicable à l'Algérie par le décret du 15 juillet 1921 (*J. off.*, 27 juillet 1921).

Cette mesure, prise pour empêcher la vente de mélanges et d'alcools naturels coupés fut complétée par la circulaire du ministre de l'Agriculture du 15 novembre 1921, § 8 (*Off.* des 22 et 24 novembre).

3° La protection des bons alcools de cru grâce à la loi relative à la production des appellations d'origine (Loi du 6 mai 1919).

La loi du 6 mai 1919 (*Off.*, 8 mai) reconnut à toute personne lésée même indirectement par une appellation d'origine le droit de poursuivre. C'est assurément une innovation dans le droit français. La Cour de cassation devient arbitre des limitations.

Les viticulteurs durent faire une déclaration d'origine en même temps que la déclaration annuelle de récolte prescrite par la loi du 29 juin 1907. Les distillateurs furent désormais astreints à faire à la mairie une déclaration de production et une déclaration d'appellation d'origine simultanément et à toute époque de l'année.

La circulaire du 6 juin 1919 (*J. off.* du 15 juin) du ministre de l'Agriculture aux préfets, pour l'application de cette loi commente le texte de la loi.

§ 2. — MESURES DÉFAVORABLES A L'HYGIÈNE

A. — Rétablissement de la distillation à domicile

La loi du 22 février 1923 sur les bouilleurs de cru est un grave échec à la politique antialcoolique suivie depuis 1915. La distillation à domicile permet la vente en fraude et favorise la consommation familiale.

B. — Nouvelles exceptions à la loi du 9 novembre 1915, relative à l'ouverture de nouveaux débits de boissons.

a) *Loi du 22 octobre 1919* (*Off.*, 23 oct.). — Parmi les exceptions permettant la réouverture de débits fermés, le paragraphe 4 de l'article 11 avait mentionné les mobilisés et leur avait accordé un délai de six mois à compter de leur

libération. Trop court pour ceux qui, faute de ressources, devaient chercher des capitaux, ce délai fut porté à deux ans par la loi du 22 octobre 1919.

b) *Loi du 14 octobre 1921* (*Off.*, 15 nov.). — L'article unique de cette loi remplaça le délai de deux ans prévu au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi de 1915 et qui courait du jour de la cessation des hostilités par un délai de six mois à courir de la réédification de l'immeuble. Le délai de la loi de 1915 avait expiré le 24 octobre 1921 (deux ans après la date de cessation des hostilités).

D'autre part, les débitants qui avaient déclaré renoncer à leur licence, pour ne pas payer des droits sur des boissons que l'autorité militaire leur avait interdit de vendre même aux civils (zone du front) n'avaient pu obtenir de nouvelles licences, de l'administration qui avait considéré leur renonciation comme définitive. « C'est là une interprétation erronée de la loi, écrit M. Crespel, l'auteur de la proposition de loi dans son rapport (*Off.*, Ch. dép., 2^e s., 22 fév. 1921, ann. 2198), ils sont restés ouverts, ils ont tout simplement cessé momentanément la vente des boissons alcooliques, parce qu'ils y ont été obligés par une mesure de police générale. Il serait donc équitable de rendre à ces débits leur licence ». — Elle leur fut rendue par le dernier paragraphe de l'article unique de la loi de 1921, qui leur accorda un délai de six mois à partir de la promulgation de la loi de 1921, par conséquent jusqu'au 15 mai 1922.

M. Merlin, dans son rapport du 22 mars 1921 (Sénat, Doc. ann. 176), précisa que ce droit à la licence ne serait pas accordé aux débitants dont les établissements avaient été fermés par l'autorité militaire à titre de pénalité à la suite de contravention.

CONCLUSION

L'augmentation de la Consommation de bouche

Le tableau le plus saisissant en est donné par la *Revue vinicole* du 24 janvier 1924 dont les chiffres ci-dessous sont

extraits. La guerre, et la hausse des impôts et taxes amena une diminution de la consommation. Mais le retour à l'Etat de paix et la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie ont amené une recrudescence de la consommation (La *Revue vinicole* donne un tableau de la consommation chaque moi).

La consommation en hectolitre d'alcool pur fut :

En 1914:	1.143.000 ^{hl} .	qui rapportèrent au Trésor	335.513.000 fr.
En 1915:	1.186.000	—	276.765.000 fr.
En 1916:	897.000	—	281.089.000 fr.
En 1917:	770.000	—	310.463.000 fr.
En 1918:	584.700	—	237.404.000 fr.
En 1919:	831.700	—	315.238.000 fr.
En 1920:	866.357	—	457.602.000 fr.
En 1921:	767.463	—	575.589.000 fr.
En 1922:	928.628	—	696.474.000 fr.
En 1923:	1.016.858	—	772.648.000 fr.

- Les hausses de l'impôt de consommation provoquèrent les diminutions de consommation suivantes : La loi du 30 juin 1916 (400 fr.) fit tomber la consommation de 75.000 hectolitres en juin 1916 à 65.000 hectolitres en juillet 1916 et à 59.000 hectolitres en août 1916. La loi du 22 février 1918 (600 fr.) amena une baisse de 50.000 hectolitres en février à 37.000 en avril. La loi du 25 juin 1920 (1000 fr. + taxes) fit descendre la consommation de 84.600 hectolitres en mai 1920, et de 78.061 hectolitres en juin 1920 à 55.000 hectolitres en juillet et 46.000 hectolitres en août 1920.

Par conséquent :

la formule : l'alcool naturel seul alcool de bouche.

le système : le carburant national doit être poussé jusqu'en ses extrêmes limites et conduire à l'obligation pour certains citoyens de payer pour les autres.

ne peuvent se défendre du point de vue antialcoolique seul, parce qu'ils ont échoué.

Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que depuis 1922, le but présenté avant tout n'est plus tant l'hygiène que les intérêts des groupements viticulteurs du nord et des groupements

betteraviers du nord. Le service des alcools paraît en effet capable de fonctionner sans perte pour le contribuable (ce qui ne veut pas dire pour le consommateur de carburant). Le drapeau de la défense antialcoolique n'est plus nécessaire.

Trois solutions peuvent toutefois être présentées à la suite de ces conclusions et du point de vue de l'hygiène.

TROIS SOLUTIONS

En exceptant la prohibition adoptée en Amérique, trois solutions sont à la disposition du législateur :

1° Ou augmenter le taux de l'impôt de consommation dans une proportion égale à la dévalorisation du franc, depuis le 25 juin 1920. Le cours du dollar pourrait servir de base officielle. Officiellement il prendrait la moyenne de la hausse sur les denrées. Depuis 1920 la vie a au moins doublé. L'impôt de consommation devrait donc frapper à raison de 2.000 francs l'hectolitre d'alcool pur. Ce serait assurément une prime à la fraude. Le privilège des bouilleurs de cru serait supprimé.

2° Ou reconnaissant son échec :

a) Prohiber l'emploi des alcools de mélasses et de tous les alcools autres que les alcools bon goût extra-neutres pour la consommation de bouche. Les distilleries seraient groupées et étroitement surveillées. Les alcools ainsi éliminés seraient obligatoirement dénaturés à la distillerie par un dénaturant complet ou par un dénaturant sommaire. Dans ce cas ils circuleraient comme les alcools simplement méthylés.

b) Rendre la liberté aux alcools d'industrie, grains, betterave, et obtenir moyennant cette concession l'élévation du droit de consommation d'une somme supérieure à la différence entre les cours actuels d'alcools naturels et les cours après la restitution de la liberté. Les alcools naturels tomberaient à 330 francs environ. L'Etat pourrait donc sans majorer le prix actuel de vente, percevoir 1.670 francs par

hectolitre d'alcool pur, soit pour 1.000.000 hectolitres = 1.670.000.000 francs sans compter la taxe de luxe, 25 o/o et la taxe de 10 o/o si le produit est consommé dans un établissement de première catégorie.

S'il majorait de 500 francs ce taux de l'impôt de consommation de façon à augmenter le prix de vente des boissons alcoolisées (au lieu de 1.000 francs proposés précédemment), il obtiendrait : $500.000.000 + 1.670.000.000 = 2.170.000.000$, soit pour le consommateur une majoration de 20 à 30 o/o.

3° Ou consolider, par tous moyens, le système actuel, mais en attribuant à l'Etat tous les alcools naturels non consommables à la sortie de l'alambic et titrant plus de 60° Gay-Lussac à 15° C.

L'Etat (ou l'office), aurait l'étroite surveillance de la rectification qui serait en fait monopolisée ou très sévèrement réglementée.

Les fabricants de vins de liqueur ou de liqueurs, achèteraient à l'Etat (ou à l'office) les alcools neutres rectifiés, de vin ou de grains, suivant leur préférence.

La fabrication des vins de liqueur et liqueurs seraient surveillés et libres, sauf l'obligation de ne mettre en œuvre que les alcools ainsi rectifiés, ou de passer par l'office pour l'achat de tous alcools non rectifiés (kirsch, etc...).

Les alcools consommables en l'état ne pourraient subir aucun mélange.

La vente à l'exportation serait libre.

La vente à l'intérieur serait réglementée.

Les alcools naturels consommables en l'état seraient en plus de l'impôt fixe de consommation, frappés d'une surtaxe progressive dont le taux s'élèverait si rapidement qu'il deviendrait prohibitif. Indépendamment de la source de revenus, pour l'Etat, les prix seraient ainsi limités. La vente ne pourrait se faire que dans les débits autorisés. Les bouilleurs n'auraient pas ce droit.

Les liqueurs et boissons alcoolisées fabriquées avec l'alcool cédé par l'Etat seraient assujettis à la même surtaxe pro-

gressive. Les prix de vente par l'Etat de cet alcool pourraient même être fonction du prix de revente des spiritueux aux débitants seuls autorisés et aux consommateurs, afin de limiter le bénéfice des liquoristes et de favoriser la vente des alcools consommables en l'état par la cherté des liqueurs et spiritueux.

Les débits autorisés n'auraient pour bénéfice qu'un pourcentage fixe, progressif, la publicité serait faite par les fabricants et les bouilleurs.

Les taxes à l'importation seraient telles que les produits exportés ne rentreraient pas en France pour y venir concurrencer les autres alcools consommables.

En somme, un projet sur ces bases aurait l'avantage d'être équitable. Seuls les alcools dont M. Sarraut a vanté les qualités aromatiques et le bouquet dans son rapport de 1921 ont droit, à être exceptés du monopole de fait qu'est l'Office. Les autres alcools trois-six et tous les alcools non consommables en l'état à leur sortie de l'alambic, soit parce qu'ils ont mauvais goût, soit parce qu'ils titrent plus de 60°, n'ont pas droit à être discriminés des alcools de betterave en tant que droit strict. De même, les liqueurs et tous les spiritueux ne sont pas des produits naturels, mais des produits industriels, ils ne proviennent pas directement de la nature. Ils doivent leur fabrication à l'« industrie » de l'homme, qui a su en découvrir la recette.

Le privilège de la distillation à domicile pour les petits bouilleurs de cru serait supprimé, pour permettre la concentration de la production. Si une allocation en franchise était accordée, les seuls producteurs d'alcool consommable en l'état en bénéficieraient.

Ces projets ne sont d'ailleurs que des suggestions dont la mise au point serait nécessaire si l'on désirait les examiner de plus près. Elles n'ont d'ailleurs aucune chance d'aboutir parce que les unes constituent une aggravation fiscale et les autres limitent des bénéfices.

En tous cas il est nécessaire qu'une loi intervienne avant

le 30 septembre 1924, date prévue pour l'expiration du régime de la loi du 30 juin 1922. Sinon ce sera le retour à la liberté.

Un projet est actuellement en cours et paraît susceptible de réunir une majorité. M. Maurice Sarraut, sénateur de l'Aude, en est l'auteur. Il est étudié au livre suivant.

LIVRE IV

LE DERNIER PROJET A L'ÉTUDE EN 1923-1924

Projet de M. Sarraut sénateur de l'Aude

Rapport n° 358, *Off. Sénat. Ann.* à séance du 19 mai 1921

Rapport supplémentaire n° 808

Off. Sénat. Ann. à 1^{re} s. du 12 décembre 1923

Ces deux rapports dont le premier a 341 pages ont été tirés à part et distribués.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE. — ORIGINE

Ces points ont été étudiés dans le rapport n° 358 de 1921
et ci-dessus.

§ 1^{er}. — LES PRÉCÉDENTS PROJETS

A. — Les projets de M. Barthe

(*Off.*, Chambre dép., ann. 227. S. du 3 juillet 1914, p. 1935 ;
ann. 964. S. 1915, p. 557.)

M. Edouard Barthe député de l'Hérault proposa :
1^o Que l'alcool naturel soit le seul alcool de bouche ;

2° Que l'alcool industriel soit uniquement utilisé industriellement ;

3° Que le privilège des bouilleurs de cru soit modifié mais non aboli.

Dans ce but il établit un projet tendant :

1° A l'institution d'un monopole de fabrication et de repassage de l'alcool, mais non de vente ;

2° A la délégation de ce monopole :

Aux distillateurs de profession ;

Aux producteurs groupés en associations syndicales ;

Aux récoltants utilisant leurs appareils ,

3° A une allocation en franchise variable :

10 litres aux ateliers communaux ;

15 litres aux ateliers syndicaux ;

20 litres aux associations coopératives ;

4° A la remise de 7 0/0 du taux de l'impôt de consommation en cas de paiement immédiat ;

5° A accorder à celui qui demande l'ouverture d'un compte, le bénéfice des déductions accordées aux entrepositaires.

Le second projet de 1915 tend au monopole intégral, du moins en ce qui concerne l'alcool d'industrie.

1° La vente des alcools rectifiés est réservée à l'Etat.

2° Le ministre des Finances fixe les prix d'achat et de cession à peu près comme aujourd'hui.

3° Les récoltants doivent munir leurs appareils d'un compteur (régime allemand).

4° Aucune allocation en franchise n'est accordée.

5° Au cas de pénurie seulement l'alcool d'industrie pourra aller à la consommation de bouche.

M. Barthe se recommandait de l'hygiène et de la lutte contre l'alcoolisme.

B. — Le projet de M. Ribot
(*Off.* 1915, Ch. ann. 1241, p. 213)

M. Ribot en ministre des Finances et en homme pratique voulut tenter une réforme générale du système de l'alcool,

d'abord dans un but fiscal, ensuite dans un but anti alcoolique.

Ennemi du monopole, sauf de celui des alcools dénaturés, il démontra dans son rapport les conséquences et l'impossibilité des projets de M. Barthe, et la nécessité fiscale de supprimer le privilège des bouilleurs de cru. — Il fit ressortir que le monopole du seul alcool industriel ne solutionnerait pas le problème de la vigne et de la betterave, parce que l'alcool naturel voudrait que l'Etat lui laisse la place sur le marché. (En fait c'est ce qui arrive dans le projet de M. Sarraut). — Il montra le danger du monopole au point de vue de la distillerie agricole. Il enlèverait 250 fermes à la culture intensive.

Enfin se plaçant sur le terrain de la lutte contre l'alcoolisme, il exposa que l'arme fiscale était la plus sûre, et la plus rapide, sans avoir le caractère brutal de la prohibition.

M. Ribot proposa donc :

1° La suppression du privilège des bouilleurs de cru.

2° L'élévation du droit de consommation et des surtaxes frappant les spiritueux, en vertu de la loi du 30 janvier 1907 (de 50 à 100 fr.).

3° Le monopole des alcools dénaturés pour assurer la fixité de son prix nécessaire à l'utilisation industrielle, ce prix serait fixé tous les cinq ans.

C. — Le projet de M. Brousse

(*Off.* 1915. Ch. p. 571, ann. 992)

Il tend à instituer le monopole de l'alcool d'industrie et à réglementer la consommation des boissons alcooliques. En aucun cas l'alcool d'industrie ne devrait aller à la consommation de bouche. Beaucoup de dispositions sont inspirées des idées de M. Barthe.

D. — Le premier projet de M. Tournan

(Ch. n° 2034, *Off.*, 1916)

En septembre 1915 la commission de législation fiscale aborda l'étude du projet de M. Ribot. Elle décida de prendre pour base de ses travaux le contre-projet de M. Barthe. M. Tournan, qui succéda à M. Landry comme rapporteur, déposa son rapport. Dans ce volumineux travail qui résume exactement le problème de l'alcool en 1916, M. Tournan, député du Gers, examina la situation des alcools naturels et d'industrie et celle des bouilleurs de cru.

Il proposa le monopole de fabrication et de rectification de l'alcool d'industrie, à l'exception des distillateurs agricoles contingentés. Les distilleries industrielles seraient expropriées. Le monopole serait exploité par une administration placée sous l'autorité du ministre des Finances, et dotée de la personnalité civile, et dirigée par un conseil d'administrateurs. Ses recettes et ses dépenses seraient inscrites à un budget annexe, rattaché au budget général. Le prix de vente de l'alcool dénaturé et de l'alcool industriel aux industries admises à la franchise du droit de consommation serait fixé tous les cinq ans. Le prix de l'alcool d'industrie livré à la consommation serait le double du prix de revient.

Les critiques furent nombreuses, notamment :

1° De la part de M. Schmidt, au nom de la Commission de l'hygiène (*Off.*, 7 juil. 1916. Ch. ann. 2301) qui voulait le monopole intégral (même celui de la vente des liqueurs), avec possibilité de déléguer le monopole de la vente au détail à des sociétés reconnues d'utilité publique.

2° De la part de M. Bouffandeau, au nom de la Commission du budget (rapport 31 janv. 1917. Ch. n° 2943) qui estimait que l'Etat ne devait pas se charger de fabriquer l'alcool (M. Ribot avait déjà montré les dangers d'un tel monopole).

3° De la part des commissions d'agriculture (M. Barthe. Ch. 30 mai 1916, ann. 2165) et des boissons (M. Rouger. Ch. 14 juin 1916, n° 2210).

E. — Deuxième projet de M. Tournan

(*Off.* Ch. dépôt le 1^{er} mars 1918)

Ce projet n'est pas absolument l'œuvre de M. Tournan. A la suite de l'échec du premier projet de M. Tournan les commissions chargèrent une délégation de préparer un texte transactionnel. — La base de celui-ci était le monopole d'achat et de vente de l'alcool industriel.

Le projet de M. Ribot fut repris dans son ensemble, car la commission de l'agriculture, par l'organe de M. Barthe (rapport n° 3736, déposé le 3 août 1917)), demanda que la question de l'alcool soit traitée dans son ensemble. — S'inspirant de la commission de l'agriculture, la commission de législation fiscale déposa un projet contenant l'ensemble de la réforme du régime de l'alcool : en 5 titres :

- 1^o Monopole de l'alcool industriel ;
- 2^o Réglementation des eaux-de-vie naturelles (loi du 30 juin 1916).
- 3^o Impôt sur les spiritueux ;
- 4^o Contentieux des contributions indirectes.

Ce dernier titre avait déjà fait l'objet du projet n° 1252 (*Off.*, Ch. 1915, p. 947).

§ 2. — LE PROJET VOTÉ PAR LA CHAMBRE

Le rapport Tournan et le projet qu'il consacrait, vint devant la Chambre le 6 mars 1918. Les débats ne devaient se terminer que le 6 août 1919 et n'aboutir qu'au vote des neuf premiers articles. L'accord était fait en principe entre le Nord et le Midi, mais le vote du Parlement ne put être obtenu et le Gouvernement rendit le décret du 13 août 1919 (V. livre III, titre II, chap. II).

Sa discussion a été rapportée au livre III, titre III, Ch. II, § 2, A.

Il comprend 10 articles :

Article premier. — Tous les alcools d'industrie, produits ou importés sont réservés à l'Etat.

Art. 2. — Le monopole est exploité par une administration placée sous le contrôle du ministère des Finances et ayant un budget spécial.

Art. 3. — Un directeur assisté d'un conseil d'administration dirigera le monopole.

Art. 4. — Précise les attributions du ministre des Finances, chef de l'administration du monopole, tant en ce qui concerne les prix de vente et d'achat que le personnel.

Art. 5. — Enumère la composition du conseil (15 membres).

Art. 6. — Est relatif à la fixation par campagne des prix d'achat des alcools d'industrie.

Art. 7. — Les prix de vente de l'alcool dénaturé et alcool nature destinés à l'industrie seront fixés tous les 5 ans.

Art. 8. — Réduit à 2 o/o la déduction pour les manquants elle est calculée sur les quantités livrées à la consommation ou à l'exportation. — La décharge totale des manquants est accordée sur les alcools emmagasinés dans les entrepôts réels dont le projet envisage l'établissement. La bonification allouée aux liquoristes par la loi du 16 décembre 1897 est portée de 3 à 5 o/o.

Art. 9. — Frappe les alcools et liqueurs importés d'une surtaxe égale à la différence entre le prix de revient et le prix de vente des alcools livrés à la consommation de bouche. Les rhums coloniaux en sont affranchis sous certaines conditions.

Art. 10. — Le directeur du monopole rendra compte de sa mission par un rapport annuel sur la gestion financière et la marche des services.

CHAPITRE II

LES PRINCIPES DU PREMIER PROJET DE M. SARRAUT

Nous n'étudierons que le projet dans son dernier état c'est-à-dire tel qu'il est énoncé dans le rapport supplémentaire n° 808 paru dans l'*Officiel* en annexe au procès-verbal de la 1^{re} session du 12 décembre 1923. Ce projet est d'ailleurs, sauf quelques modifications, le même que celui qui figure à la suite du volumineux et très intéressant rapport n° 358 paru dans l'*Officiel* en annexe au procès-verbal de la séance du 19 mai 1921. Ces deux textes ont fait l'objet de tirages distincts spéciaux. Le texte voté par la Chambre en 1919 est reproduit dans le rapport de 1921.

§ 1^{er}. — BASE DU PROJET

La distinction entre les alcools naturels et d'industrie

« Cette distinction sur laquelle repose toute l'économie du projet... est essentiellement opportune » (v. livre I^{er}, ch. I^{er}) dit M. Sarraut dans le rapport de 1921, p. 4.

§ 2. — BUT DU PROJET

« L'alcool naturel doit être protégé contre l'alcool industriel, concurrent redoutable (p. 4). » « L'alcool naturel se voit réserver le marché de bouche, il est le seul potable ». Dès

lors, il ne subit plus la concurrence écrasante de l'alcool d'industrie qui jette sur le marché un PRODUIT A PLUS BAS PRIX (p. 7).

Donc, l'alcool naturel : seul alcool de bouche ;

L'alcool d'industrie : utilisation exclusivement industrielle.

CONCLUSION

L'alcool naturel dont le prix de revient est beaucoup plus cher que l'alcool d'industrie doit être défendu contre la concurrence de celui-ci.

Par conséquent la conception du régime de l'alcool doit être d'abord économique, ensuite fiscal, tandis qu'autrefois elle était d'abord fiscale.

§ 3. — RAISONS DONNÉES

1^o La distillation des vins est une « soupape de sûreté ». « La distillation, écrit M. Sarraut (rapport 1921, p. 7) est l'exutoire nécessaire des années de surproduction et permet seule d'éviter et de conjurer le retour des crises viticoles qui ébranlent périodement la vie économique du pays ;

2^o Si l'alcool n'a pas été protégé jusqu'ici c'est que « l'alcol était « potable » il n'était pas moteur, on ne connaissait pas l'alcool-moteur » ;

3^o L'alcool d'industrie utilisé comme carburant nous libérera de l'obligation d'importer chaque année 8 millions d'hectolitres d'essence et allégera notre change ;

4^o L'alcool d'industrie utilisé comme carburant nous permettra, en cas de guerre, de faire rouler nos camions « qu'aurions-nous fait si nous n'avions pas trouvé en Amérique la ressource de nous alimenter en essence... privés d'essence nous aurions perdu la guerre » (p. 8) ;

5^o La diminution du pétrole et sa possession par des trusts peuvent nous amener une disette de cette matière (p. 9) ;

6° Soustraire l'alcool d'industrie à la spéculation et lui assurer la fixité de prix nécessaire à son emploi dans l'industrie ;

7° Eliminer l'alcool d'industrie pour amener le renchérissement de l'alcool naturel, afin (non pas d'enrichir les bouillleurs, il n'en est pas question!! mais) de lutter contre l'alcoolisme. « Quantité limitée, prix élevé que contribuent à accroître puissamment les droits de consommation » (p. 8).

§ 4. — LE PREMIER MOYEN : LE CARBURANT NATIONAL

« Le carburant national doit être une fin et non un moyen » (p. 12). — « Mais il faut du temps (p. 10), il ne peut donc être question pour le moment de faire de l'alcool un carburant unique ; faisons-en donc, mais avec résolution, un élément d'un carburant national » (p. 12).

Donc : pour sauver l'alcool naturel, il faut lancer le pays dans la surproduction de l'alcool industriel conseillée chaque fois que M. Sarraut annonce une source possible (*Alcool synthétique, colonial, etc.*, p. 125 à 159). Et il faut envisager que le carburant étant une fin, et ne pouvant pas pour le moment être le carburant unique, faute de quantités suffisantes d'alcool, un jour viendra où si toutes ces sources s'intensifient, il sera unique, ce qui permet de supposer... obligatoire.

§ 5. — LE DEUXIÈME MOYEN : L'OFFICE

A) *Justification de l'office.* — L'office est justifié non pas par l'idée d'un monopole plus ou moins déguisé de la vente de l'alcool éthylique d'industrie, mais par le danger de la spéculation. — « La fixation des prix à un prix adéquat à la destination de l'alcool et invariable pour une période de

temps déterminée, ne peut être réalisée que par l'entente des intéressés, producteurs et consommateurs, ou par l'intervention de la puissance publique.

B) *Ce qu'est l'office.* — Donc il faut « créer un office de l'alcool, établissement public autonome » « il s'agit d'une organisation économique à caractère commercial » (p. 16), sous la haute surveillance du ministre des Finances » (p. 17).

§ 6. — LES MOYENS DE FAIRE FONCTIONNER L'OFFICE

A) *Cause.* — L'office vendra au besoin à perte aux consommateurs qui l'utilisent comme combustible. « Cette vente à perte ne saurait, croyons-nous, se perpétuer » (p. 18). En attendant, il faudra sans doute consentir des sacrifices.

B) *Les moyens.* — a) Abaisser le prix de revient par la surproduction.

b) Imposer l'emploi du carburant national d'abord chez les adjudicataires de benzol, ensuite dans les camions de l'Etat, enfin dans les voitures des services publics subventionnés.

§ 7. — L'ACCORD ENTRE LE NORD ET LE MIDI

Le Midi, jouissant de la majorité au Parlement (si l'on compte avec lui tous les départements bouilleurs) et par conséquent maître de la situation, chercha l'accord des betteraviers et distillateurs du Nord. Il fut conclu à Béziers, en avril 1922.

M. Joseph Hitier, professeur à la Faculté de Droit de Paris et à l'Institut national agronomique et M. Henri Hitier, membre de l'Académie d'agriculture et professeur à l'Institut national agronomique, en ont donné dans *l'Expansion économique* de mai-juin 1922, le résumé suivant :

Pour que l'alcool se substitue au pétrole et à l'essence il faut que l'alcool soit vendu à un prix qui en rende l'emploi avantageux ; or jusqu'ici les producteurs de betteraves — matière première de la presque totalité de l'alcool industriel en France — pour rentrer dans leurs frais, doivent vendre à un prix qui en rend l'usage quasi-prohibitif aux consommateurs d'essence.

Pour résoudre le problème il s'agit donc d'abaisser artificiellement le prix de l'alcool industriel. Tant que le marché de l'alcool était resté libre, les producteurs de betteraves trouvaient des débouchés pour une partie au moins de leurs alcools, dans la consommation des eaux-de-vie et liqueurs ; maintenant ce débouché leur a été fermé et les viticulteurs n'entendent pas, sous quelque prétexte que ce soit, permettre qu'à nouveau l'alcool dit industriel puisse venir faire concurrence à l'alcool dit naturel auquel la loi a réservé la consommation de bouche.

Mettre d'accord betteraviers et distillateurs du Nord avec les viticulteurs du Midi apparaissait donc chose des plus délicates.

Le Comice de Béziers cependant n'a pas craint de s'attaquer à l'ensemble du problème ; il a préparé pendant de long mois le concours et le Congrès du carburant national, il sut recueillir pour les expériences techniques du concours des centaines de milliers de francs, y intéresser les hommes de science les plus éminents, susciter les recherches des inventeurs nombreux ; les résultats techniques ont finalement répondu aux expériences que le concours avait fait concevoir.

D'autre part l'accord réalisé au Congrès de Béziers entre le Nord et le Midi est du plus heureux symptôme pour la solution du côté économique du problème de l'alcool.

Après de longues discussions et à la suite de rapports très documentés, à l'Assemblée générale du Congrès, le 9 avril 1922, à Béziers, les représentants autorisés de la Confédération générale des Vignerons et les Producteurs de vin du Midi, les représentants autorisés des distillateurs du Midi, les représentants autorisés des distillateurs industriels et des distillateurs agricoles du Nord, — après avoir enregistré l'adhésion des producteurs de cidres, — prirent acte de l'accord complet intervenu entre la production viticole, la distillerie du Midi, le Syndicat national des Vins et Spiritueux, la distillerie industrielle et la distillerie agricole du Nord sur les bases suivantes :

a) Le marché de la consommation de l'alcool de bouche à l'intérieur doit être entièrement réservé à l'alcool naturel ;

b) Les autres alcools qu'ils proviennent de la betterave ou des

végétaux indigènes seront achetés par un Office national de l'alcool qui aura le monopole de la vente ;

c) L'équilibre financier de l'Office sera assuré notamment par une contribution de un franc par hectolitre sur la consommation taxée des vins et de 0 fr. 50 par hectolitre sur la consommation taxée des cidres, par des taxes appropriées sur les rhums; tafias, spiritueux d'importation ainsi que par les bénéfices réalisés par les cessions d'alcool aux industries privilégiées ;

d) Les ressources dont disposera ainsi l'Office, seront employées à céder au-dessous du prix de revient tant au chauffage qu'à l'éclairage et aux moteurs l'alcool qui devra demeurer un élément essentiel du carburant national.

L'Assemblée enfin unanimement décida d'appuyer auprès du Parlement le projet établi sur ces bases et d'en réclamer le vote prompt et définitif dans l'intérêt de la prospérité de l'agriculture française et de la défense nationale.

On estime qu'il nous faut par an, de 5 à 6 millions d'hectolitres de carburant : si déjà l'on incorporait l'alcool à l'essence dans la proportion de 10 o/o, 600.000 hectolitres d'alcool industriel trouveraient ainsi un débouché et les agriculteurs pourraient envisager le maintien de leurs emblavures actuelles de betteraves avec plus de confiance.

(MM. H. ET J. HITIER)

CHAPITRE III

LES PRINCIPES DU SECOND PROJET SARRAUT

§ 1. — CAUSES DU SECOND PROJET

1° A la suite de l'accord de Béziers et dans la hâte de donner au carburant national une existence légale, l'article 6 de la loi de budget du 28 février 1923 fut votée (voir livre III, titre III, chap. IV et VI).

2° Le service des alcools organisé sur les bases du premier projet de M. Sarraut, mais sans conseil d'administration ni représentation, ni autonomie officielles remboursait peu à peu les avances du Trésor et par de faibles livraisons d'alcool carburant faisait un petit bénéfice, en tous cas ne perdait pas (d'après des renseignements dont le contrôle est impossible !).

3° Le ministre des Finances après avis du comité consultatif des arts et manufactures avait autorisé un nouveau dénaturant pour l'alcool carburant.

4° Le système des surtaxes compensatrices pouvait être d'un gros rendement. En tous cas il était nécessaire de rappeler aux viticulteurs leur promesse de venir en aide à l'office.

5° Le régime des bouilleurs de cru. Loi du 26 février 1923 (chap. III, titre III, livre III) avait été établi au profit de ceux-ci, séparément du régime général de l'alcool. La question du monopole de vente des alcools d'industrie n'étant plus liée à celle du privilège pouvait se solutionner.

§ 2. — RAISON DU SECOND PROJET

1° Le 30 septembre 1924 le régime provisoire prendra fin si une loi n'est pas votée. Donc il y a urgence.

2° Des raisons d'ordre constitutionnel obligèrent M. Sarraut à modifier l'article VIII du projet de 1921 par lequel il réglait le budget de l'office. La commission des Finances avait fait remarquer qu'en vertu de l'article 8 de la constitution « les lois de finance devaient en premier lieu être présentées à la Chambre des Députés et votées par elle » et qu'en conséquence M. Sarraut devait retirer son article qui faisait échec aux droits d'initiative financière que la jurisprudence parlementaire réserve à la Chambre des députés.

3° L'argumentation de la production d'alcool et notamment de l'alcool déshydraté (1.000 hl. par jour 2° rapport p. 5) obligeait l'Etat à envisager un régime stable et consacrer le carburant national pour éviter une accumulation de stocks.

CHAPITRE IV

LE PROJET DE M. SARRAUT DANS SON DERNIER ÉTAT

ARTICLE PREMIER. — A) *Institution de l'office.* — qui aura pour objet le monopole de vente de l'alcool d'industrie et pour but le développement de l'utilisation industrielle de cet alcool.

B) *Séparation des alcools naturels et d'industrie.* — Les rhums et tafias présentant les caractères spécifiques du décret du 19 août 1921 et ne titrant pas plus de 65°, sont alcools naturels. Les genièvres dans les limites du contingent sont alcools naturels.

C) *Les alcools d'industrie sont exclus de la consommation de bouche.* — Pour l'Intérieur, ils peuvent seulement entrer dans la fabrication de vins de liqueurs et spiritueux à exporter (Ce point de détail a été étudié au livre III, titres III, chap. IV, § V, B.) C'est la ruine même de l'office.

D) Cependant lorsque la récolte de vins sera inférieure, d'après les déclarations de récolte (loi du 29 juin 1907) à 40 millions d'hectolitres et quand le stock des alcools naturels ne dépassera pas le tiers de la consommation de l'année précédente, l'office sera autorisé par décret pris sur la proposition des ministres de l'agriculture et des Finances à consentir des cessions en vue de la consommation intérieure des vins de liqueurs, liqueurs et apéritifs à base d'alcool à l'exclusion des rhums et eaux-de-vie fantaisie.

ART. II. — *L'office.* — Son caractère, ses dépenses.
C'est un établissement autonome.

Le Trésor peut lui consentir des avances.

L'office peut constituer des réserves.

ART. III. — *Le directeur.* — Ses fonctions sont incompatibles avec celles de sénateur ou de député.

Il assure, sous l'autorité et le contrôle du Conseil d'administration le fonctionnement de l'office.

Il a sous ses ordres le personnel.

Il a entrée au Conseil avec voix consultative.

ART. IV. — *Le Conseil d'administration.* — Il est composé de 28 membres de diverses académies (agriculture, médecine) de divers syndicats intéressés. Il comprend un membre élu par les agents de l'office, donc un subalterne vis-à-vis du directeur. Il sont nommés pour quatre ans et renouvelables par moitié tout les deux ans. Les fonctions sont gratuites et incompatibles avec le mandat de sénateur ou de député.

ART. V. — *Attributions du Conseil.* — Il gère les affaires de l'office sous la tutelle du ministre des Finances qui peut frapper d'opposition ses délibérations. Le ministre règle les différends entre le conseil et le directeur. Le ministre homologue les prix d'achat et de vente et fixe le nombre et les appointements des employés.

ART. VI. — *Achat des alcools.* — A) L'office acquiert obligatoirement et paie au fur et à mesure de la production. (Sous réserve de la qualité).

1^o Tous les alcools de betteraves et mélasses indigènes ;

5^o Tous les alcools produits par la distillation des grains et substances farineuses, *mêmes importés*, mais seulement en vue de la fabrication de la levure.

B) Les autres alcools ne seront achetés qu'autant que les alcools 1 et 2 seront insuffisants. Leur acquisition n'est en aucun cas obligatoire. L'office peut ne pas les acquérir !

C) Pour encourager les distillateurs agricoles, le prix d'achat de leur alcool sera majoré de 3 francs par hectolitre d'alcool pur.

D) La distillation des substances panifiables est interdite sauf en cas d'abondance.

E) La distillation des matières premières de provenance étrangère ou coloniale est autorisée sous le régime de l'admission temporaire, à condition que les alcools produits soient intégralement exportés.

ART. VII. — *Ventes des alcools.* — Même système que celui du service actuel, mais avec des minima obligatoires. En outre l'alcool vendu pour la mutation de vins et pour les spiritueux et liqueurs visés à l'article I^{er} c'est-à-dire en cas de pénurie de l'alcool naturel, sera vendu à un prix tel qu'il soit supérieur de 50 francs par hectolitre au-dessus du cours moyen des alcools de vin, cours coté à Montpellier, Béziers, Nîmes et Narbonne. Seul, le prix de l'alcool livré pour le chauffage ou comme carburant, peut être cédé au-dessous du prix de revient.

ART. VIII. — *Alcool dénaturé.* — La proportion de méthylène régie est fixée à 5 o/o de l'alcool à dénaturer et peut être réduite pour la dénaturation de l'alcool carburant. Les dispositions de l'ancien article 8 qui indiquait les taxes que l'office percevait à son profit diverses surtaxes sont seulement suggérées à la Chambre des députés pour les raisons ci-dessus exposées. L'obligation pour les concessionnaires de service public d'utiliser l'alcool carburant est supprimé à raison de l'article 6 de la loi du 28 février 1923.

Suggestions de M. Sarraut en dehors du projet

(insérées dans le rapport)

M. Sarraut, respectueux de la jurisprudence parlementaire se contenta de suggérer le maintien des suivants, en plus de :

1° La surtaxe sur les vins de liqueurs importés (art. 89 de la loi du 25 juin 1920).

2° La surtaxe de l'article 13 de la loi du 30 décembre 1920 modifiée par la loi du 30 avril 1921 sur les genièvres ;

3° La surtaxe sur les vinaigres établie par l'article 5 de la loi du 9 juin 1921 sur les vinaigres importés ;

4. La surtaxe sur les essences de pétrole, soit au total 6.200.000 francs pour les trois premières et 60 millions pour la quatrième.

Il propose d'ajouter aux surtaxes dont le produit serait versé à l'office : celle qui a fait l'objet de l'article 8 de la loi de budget du 28 février 1923 ainsi conçu :

« Les tarifs du droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels fixés par l'article premier de la loi du 15 juillet 1921 sont majorés au profit du Trésor de un franc par hectolitre pour les vins, de 0,50 pour les poirés et hydromels.

M. Sarraut estime son produit à 18 millions de francs (rapport 808, de 1923, p. 16).

Critique du projet

Le problème de l'office, et la question de son fonctionnement ont été longuement étudiés au livre III, titre III, chapitres IV et VI. Comme ce projet n'est en somme que la consécration du service actuel et son développement, la critique s'en trouve faite explicitement et implicitement dans ces deux chapitres. La base du projet, notamment la séparation des alcools, la lutte contre l'alcoolisme et le danger de détruire le système des péréquations par le retrait à l'office, de l'avantage de fournir l'alcool pour le mutage des vins et la conservation des fruits (les plus hauts prix de cession) ont été étudiées l'une au livre I, chapitre I et suivants, l'autre à chaque livre, et plus spécialement au livre III, titre III.

LIVRE V

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

L'étude de chaque question importante a toujours été suivie d'une conclusion particulière. Il semble donc inutile de les reporter encore ici.

Les conclusions générales qui peuvent se dégager de cette étude sont susceptibles de porter sur les résultats obtenus, et sur les projets possibles, nous ne disons pas désirables, car nous ne voulons pas ôter à cet ouvrage son caractère impartial, et nous savons trop bien qu'en dehors des sciences pures (mathématiques, physique, chimie, métaphysique) la vérité n'est souvent que l'effet d'une vision sous l'angle de convictions ou d'opinions purement personnelles et faillibles.

CHAPITRE PREMIER

LES RÉSULTATS OBTENUS

§ 1^{er}. — LA LUTTE ANTIALCOOLIQUE

La lutte antialcoolique qui avait été présentée comme la base fondamentale, permettant de réclamer de nouveaux sacrifices au contribuable, a échoué.

Les chiffres de la consommation de bouche sont évidents. Voir Chapitre VIII.

§ 2. — LA HAUSSE DU TAUX DES IMPOTS

La hausse du taux des impôts et le renchérissement de l'alcool naturel du fait ont enrichi :

1^o *Les viticulteurs*. — Leurs terres ont monté de valeur ;

2^o *Les bouilleurs*. — Les alcools ont subi des hausses très élevées ;

3^o *Les distillateurs*. — Les actions de la Société Cusenier fils et C^{ie} cotées en juin 1921 à 760 francs. (*Le Pour et le Contre* du 12 juin 1921) sont passées en janvier 1924 à 6.800 francs (le dividende ayant été payé et 250 francs ayant été remboursés par actions). (*Id.* pour la Bénédictine de Fécamps. (*V. Le Pour et le Contre* du 4 juin 1922.)

§ 3. — LE MÉCONTENTEMENT DES DISTILLATEURS DE BETTERAVES

Ceux-ci voulaient la parité avec le sucre. Le ministre des Finances l'a refusé pour cette campagne ; afin de n'être pas

entraîné dans la hausse inévitable de la betterave, comme l'ont montré M. H. et J. Hitier (*Expansion économique*, janvier 1920). En effet les fabricants de sucre et les distillateurs se font dans une même région, concurrence pour l'achat des betteraves, ce qui aboutit à les leur faire payer beaucoup trop cher.

Le refus du ministre de suivre le cours du sucre aura donc pour avantage une diminution du prix de cette denrée, par le fait que les betteraves chercheront vers la sucrerie un débouché plus rémunérateur. Mais atteints dans leur espoir de forts bénéfices, les betteraviers et les distillateurs ne manifesteront-ils pas leur mécontentement de la situation actuelle et ne demanderont-ils pas la rupture de l'accord de Beziers afin de revenir au régime de 1914.

§ 4. — LE MÉCONTENTEMENT DES DISTILLATEURS DE GRAINS

Le ministre des Finances paraît avoir agi pour l'intérêt général, afin d'éviter la hausse des grains et l'effondrement du système des péréquations. Mais les fabricants de levure de grains prétendent que la levure de mélasse est beaucoup moins bonne. Ne grossiront-ils pas le nombre des mécontents ?

§ 5. — LE MÉCONTENTEMENT DES PÉTROLIERS

Les importateurs de pétrole sont directement lésés par la loi du 28 février 1923. Ils ne semblent cependant pas avoir le droit de protester, car la licence d'importation qui est accordée à chacun d'eux leur assure de tels bénéfices que l'Etat peut leur demander, comme contre partie du droit d'importer les essences, l'obligation de prendre même à un prix élevé l'alcool de betterave et de mélasses non employé

par les autres industries et qui représente le produit d'une culture intensive. Comprise dans ce sens, c'est-à-dire comme un moyen, l'obligation de faire quelques centaines de mille hectolitres de carburant, devient une sorte de taxe en nature (ou en charges), compensatrice des avantages de la licence.

CHAPITRE II

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Vers quelque système que l'on s'oriente on sent partout la nécessité d'une refonte générale du régime de l'alcool tant au point de vue du régime en lui-même que de ses annexes (le contentieux des contributions indirectes, les déductions restées sans emploi, etc.).

La Commission de l'Agriculture chargée d'examiner le premier rapport Tournau exprima cet avis qui ne devrait jamais être perdu de vue :

« Ce n'est pas en traitant la question par tranche, en solutionnant provisoirement les difficultés, en étudiant les points délicats que l'on obtiendra la solution *pratique* que la nation réclame. »

Il pourrait être complété par cet axiome : Dans l'organisation d'un régime particulier à une catégorie de citoyens, les intéressés seuls doivent supporter les charges et les conséquences de l'entreprise qu'ils ont désirée ou dont ils veulent profiter.

Or le régime de l'alcool ne touche directement que :

1° Les bouilleurs de crû ; 2° les cultivateurs betteraviers ;
3° les distillateurs ; 4° les consommateurs bénévoles.

Avec ces éléments, un régime peut être établi, qui ne porte pas atteinte à la liberté individuelle et n'aggrave ni les

charges fiscales du contribuable, ni la situation de la monnaie française sur les marchés étrangers.

Le régime actuel ne paraît pas correspondre à ces principes.

Vu : le Président de la thèse,

HITIER

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL

BIBLIOGRAPHIE

1° OUVRAGES

- AGLAVE (EMILE). — Le monopole de l'alcool. Paris, 1886.
- ANTHEAUME (A.). — Les bouilleurs de cru. Privilège, fraude, alcoolisation.
- ATWATER ET BENEDICT. — An experimental inquiry regarding the nutritive value of alcool. Washington, 1902 (Ac. des Sciences. Bibl. nationale. P^b 813-57-1-18-1).
- BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif.
- BERTHELOT (M.). — Histoire des sciences. La chimie au moyen âge. Paris, 1889-1893.
- BOIZARD. — Notions élémentaires sur les boissons fermentées, les alcools, les vinaigres. Poitiers. Oudin, 1895.
- BOULLENGER (E.). — Industries agricoles de fermentation. Distillerie agricole et industrielle. Paris, 1909. Baillière.
- DALLOZ. — Code des boissons, 1912.
- DEJONGHE. — Traité complet théorique et pratique de la fabrication de l'alcool et des levures.
- DUCHEMIN. — La dénaturation de l'alcool en France. Dunod et Pinat, 1907.
- FRANCK. — Le commerce de l'alcool. Thèse Paris, 1911.
- GIRARD. — Les boissons. Paris, chez Baillière.
- Le Guide des négociants en vins et spiritueux.* Paris, 9, rue Bleue.
- JACQUET. — L'alcool. Paris, 1912, chez Masson.
- Rapport sur le carburant national (Congrès de Copen-

- hague) paraîtra dans *l'Etoile Bleue* de mars et avril 1924. Paris.
- JOFFROY ET SERVEAUX. — Détermination de la toxicité des alcools (Arch. de Méd. exp., sept. 1895, juillet 1896, juillet 1897), chez Masson et C^{ie}, à Paris.
- LESPIAU. — Traité de Chimie. Paris, Hachette et Cie.
- LESREL. — Les transformations du régime de l'alcool pendant la guerre de 1914 à 1919. Rousseau, 1919. Thèse Paris.
- MAITRE (JEAN). — Le nouveau régime de l'alcool au point de vue fiscal et hygiénique. Paris, 1916, Levé.
- MATHIEU. — Le monopole du pétrole. Edit. du *Réveil économique* (Ch. de Com. de Paris).
- Rapport sur le régime de l'alcool*, Office des produits chimiques, 1914 (Ch. de Com. de Paris).
- SÉGANVILLE (L. DE). — L'alcool dénaturé et les intérêts agricoles. Thèse Paris, 1905.
- SIDERSKY. — La distillerie agricole. Paris, 1909, Amat.
- TAQUET (PAUL). — Ministère des finances. Commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux. Paris, 1905.
- TOURNAN. — Le régime de l'alcool, sa réforme nécessaire. Paris, 1916, chez Dunod et Pinat.
- Voir aussi les rapports indiqués dans le texte.

2° PUBLICATIONS OFFICIELLES

- Journal officiel* (voir références dans le texte notamment en ce qui concerne les rapports).
- Bulletin de statistique et de législation comparée.*
- Documents statistiques publiés mensuellement. L'administration des douanes sur le commerce de la France* (se consultent au Sénat et à la Chambre de Commerce de Paris).

3° PUBLICATIONS PRIVÉES

L'Action vinicole, Narbonne (fondée en 1912).

Bulletin d'information des vins et spiritueux, Paris, 103,
Bd. Haussmann.

L'Economiste français, Paris, 35, rue Bergère.

L'Etoile bleue (Ligue antialcoolique), Paris, 147, Bd Saint-Germain.

L'Expansion économique, Paris, 23, avenue de Messine.

L'Information, Paris, place de la Bourse.

Le Journal des Contributions indirectes, Poitiers, Oudin.

La Journée industrielle, Paris, 7, rue Jeoffroy-Marie.

Lois nouvelles, Paris, 9, rue Bleue : article sur les débits
de boissons, 1916, 1, p. 34 et sur les rhums, de 1923,
1, 98.

Le Moniteur vinicole, Paris, 6, rue de Beaune.

Le Monde économique, Paris, 37, rue Joubert.

Le Pour et le Contre, journal financier, Paris, 178, rue Montmartre.

La Revue politique et parlementaire, Paris, 36, rue Vaneau
(art. de M. Gide, n° 259).

La Revue vinicole (Taquet), Paris, 19, Bd Montmartre.

Le Temps, Paris, 5, rue des Italiens (notamment 27, 29,
30 sept., 24, 28 oct. 1923).

La Vie automobile, Paris, quai des Grands-Augustins.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	7
-------------------	---

LIVRE I

Idées générales et aperçus destinés à présenter le problème des alcools

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Classification des alcools</i>	9
§ I. — Classification scientifique.....	9
§ II. — Classification commerciale et industrielle.....	14
§ III. — Classification légale.....	15
Autres distinctions.....	18
CHAPITRE II. — <i>L'évolution du régime des alcools</i>	20
§ I. — Aperçu historique.....	20
§ II. — Valeur nationale de la vigne et la betterave....	30
CHAPITRE III. — <i>Le problème de l'alcool</i>	33
§ I. — Le point de vue de l'hygiène.....	33
§ II. — Le point de vue fiscal.....	35
Les divers modes d'assiette des impositions....	35
§ III. — Les alcools exonérés de l'impôt de consomma- tion.....	36
A. — Les alcools dénaturés.....	36
B. — Les vinaigres.....	38
C. — Le privilège des bouilleurs de cru.....	39
Historique.....	40
Arguments pour et contre.....	44
§ IV. — Le point de vue de l'agriculture.....	45
La distillerie agricole.....	45
Le projet de privilège des distillateurs agricoles..	46

LIVRE II

Le régime d'avant la guerre

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Principe des impositions</i>	49
§ I. — Le contrôle à la production.....	50
A. — Bouilleurs de cru	50
Les brûleries coopératives (L. 1905).....	51
B. — Bouilleurs et distillateurs de profession.....	52
a) Les distilleries industrielles. Règlement A..	52
b) Les distilleries agricoles. Règlement A <i>bis</i> ..	52
c) Les bouilleurs. Règlement B.....	53
d) Les loueurs d'alambic.....	54
C. — Le régime des alambics.....	55
§ II. — Le contrôle et l'imposition à la circulation et à la consommation.....	57
A. — Le régime de la circulation.....	57
Les formalités.....	58
B. — Le régime de l'entrepôt.....	59
C. — Le régime des débitants	60
a) Définition.....	60
b) Mode de paiement de droits	61
c) Régime administratif.....	62
d) Régime fiscal.....	62
CHAPITRE II. — <i>But et résultat des impositions</i>	64
Les différentes taxes	64
§ I. — Le droit de consommation.....	64
A. — Origine	64
B. — Evolution.....	65
C. — Historique du taux.....	66
§ II. — Impôts variables suivant les localités.....	67
A. — Le droit d'entrée.....	67
B. — Le droit d'octroi.....	67
§ III. — Impôts spéciaux suivant les alcools.....	68
A. — Surtaxe de 50 francs sur l'alcool des spiritueux (l. 1902).....	68
B. — Taxe de fabrication sur certains alcools d'industrie.....	69
§ IV. — L'impôt de la licence.....	70

CHAPITRE III. — <i>Les alcools exonérés d'impôt</i>	73
§ I. — Les alcools dénaturés.....	73
1 ^o Composition du dénaturant et des alcools dénaturés.....	73
2 ^o Mesures de contrôle et de surveillance des dénaturateurs et entrepositaires.....	74
3 ^o Vente et circulation des alcools dénaturés.....	75
a) Alcool méthylé.....	75
b) Alcool de commerce.....	75
c) Produits à base d'alcool dénaturé.....	76
4 ^o Sanctions.....	77
5 ^o Régime fiscal.....	77
6 ^o La question du prix du dénaturant.....	78
§ II. — Les alcools destinés à la fabrication des vinaigres.....	79
§ III. — L'alcool des bouilleurs de cru (v. ci-dessus)...	79
§ IV. — Les alcools qui auraient dû être exonérés du droit de consommation.....	79
CHAPITRE IV. — <i>Examen du Problème de l'alcool tel qu'il se posait avant la guerre</i> (avantages, inconvénients) :.	80
§ I. — Les divers intérêts touchés par le régime de l'alcool.....	80
1 ^o Intérêts des partisans de la plus grande consommation.....	80
2 ^o La santé publique.....	82
§ II. — Les inconvénients du régime de l'alcool.....	83
A. — Inconvénients au point de vue fiscal.....	83
1 ^o A l'occasion du règlement B.....	83
2 ^o A l'occasion du privilège des bouilleurs de cru.....	84
3 ^o Des déductions restées sans emploi.....	88
4 ^o Des octrois.....	89
B. — Inconvénients au point de vue de l'hygiène.....	89
C. — Inconvénients au point de vue économique..	91
§ III. — Les réformes à apporter.....	92
§ IV. — Les projets de réformes du régime de l'alcool avant la guerre.....	94
§ V. — Conclusion.....	95

LIVRE III

Les transformations du régime de l'alcool depuis 1915.
Le régime provisoire. Effets de la guerre 1914-1915
sur cette évolution.

INTRODUCTION, plan 153 bis.....	97
TITRE I. — Le régime de préparation au « régime provisoire » du 1 ^{er} août 1914 au 30 juin 1916.....	99
CHAPITRE PREMIER. — <i>Aperçu d'ensemble sur les mesures prises du 1^{er} août au 30 juin 1914, en tant qu'elles ont pu faciliter le vote de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916.</i>	100
A. — Les causes.....	101
B. — Les bases.....	101
CHAPITRE II. — <i>Mesures douanières.</i>	104
Exportation et importation des alcools.....	104
CHAPITRE III. — <i>Mesures antialcooliques.</i>	108
§ I. — Prises par l'autorité militaire.....	108
A. — Leur base. Leur économie.....	109
B. — Leur légalité.....	109
§ II. — Prises par le gouvernement (pouvoir exécutif). ..	111
A. — Décret du 7 janvier 1915 sur l'absinthe.....	111
B. — Décret du 7 janvier 1915 sur les débits de boisson.....	112
C. — Leur légalité.....	113
D. — Mesures tendant à la restriction de la consommation de bouche.....	114
§ III. — Mesures législatives.....	114
A. — Loi du 16 mars 1915 sur l'absinthe.....	115
B. — Loi du 9 novembre 1915 sur nouveaux débits. ..	119
C. — Restriction de la vente et de la circulation de la zone.....	120
a) En dehors de la zone des armées.....	120
b) Dans la zone des armées.....	121
D. — Conclusions du chapitre.....	121
CHAPITRE IV. — <i>Le régime des alcools dénaturés.</i>	122
TITRE II. — L'instauration du régime provisoire et les transformations qui l'ont suivi, jusqu'à la loi fixant la date	

de la cessation des hostilités, 30 juin 1916-24 octobre 1919
(en fait fin déc. 1920).

CHAPITRE PREMIER. — <i>Analyse de l'article 4 de la loi du 30 juin 1916</i>	124
CHAPITRE II. — <i>Régime des alcools naturels et des bouilleurs de cru</i>	128
§ I. — Extension de la définition des alcools naturels..	128
§ II. — Réglementation du privilège des bouilleurs de cru.....	129
A. — Causes	129
B. — Economie de la réglementation.....	130
C. — Régime fiscal des bouilleurs de cru.....	132
D. — Régime des alambics.....	134
§ III. — Conclusions	135
CHAPITRE III. — <i>Le régime provisoire des alcools d'industrie</i>	136
§ I. — Les Bases.....	136
§ II. — Les causes.....	136
§ III. — L'organisation du Régime provisoire de l'alcool industriel suivant la loi de 1916.....	137
§ IV. — Le fonctionnement du régime.....	138
A. — Réquisition	138
B. — Rétrocessions au commerce et à l'industrie .	139
§ V. — Insuffisance des alcools d'industrie, appel à l'alcool naturel.....	141
§ VI. — Conclusions.....	142
CHAPITRE IV. — <i>Le régime des alcools dénaturés</i>	143
§ I. — Causes de la loi du 29 juillet 1916.....	143
§ II. — Loi du 29 juillet 1916.....	143
§ III. — Nouvelles formules de dénaturant (note du 3 août 1916) (à titre provisoire).....	144
A. — Causes.....	144
B. — Modifications de la proportion du méthylène.	144
C. — Changement de dénaturant, alcool butylique.	145
D. — Modification de la formule pour les fabricants de vernis.....	146

§ IV. — Cessation des hostilités.....	146
A. — Retour à la formule ancienne.....	146
B. — Prorogation du régime provisoire des alcools dénaturés.....	147
§ V. — Conclusion.....	147
CHAPITRE V. — <i>Mesures fiscales</i>	148
§ I. — L'unification du droit de consommation par suite de la suppression des droits d'entrée et d'octroi. Création d'un fonds commun de répartition, loi du 22 février 1918.....	148
§ II. — Modification de l'assiette de l'impôt.....	151
A. — Régime de la production.....	152
B. — Régime de la circulation, paiement du droit de consommation au départ, loi du 22 février 1918..	152
§ III. — Aggravation des charges fiscales sur l'alcool.	154
A. — Augmentation du taux de l'impôt de consom- mation.....	154
B. — La taxe de luxe.....	155
§ IV. — Suppression de la licence pour les bouilleurs de cru et modification à l'égard des débitants....	158
§ V. — Conclusion.....	159
CHAPITRE VI. — <i>Mesures antialcooliques</i>	160
CHAPITRE VII. — <i>Mesures temporaires entravant la liberté du commerce et de la fabrication de l'alcool</i>	163
§ I. — Mesures intérieures... ..	164
A. — Causes.....	164
B. — Loi de base du 10 février 1918.....	164
C. — Mesures diverses.....	165
§ II. — Les mesures douanières... ..	171
A. — Exportation.....	171
B. — Importation	172
TITRE III. — L'évolution du Régime de l'alcool depuis la cessation des hostilités à 1923. Le système des proroga- tions.	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Aperçu d'ensemble</i>	175
CHAPITRE II. — <i>La transformation du Régime provisoire de guerre des alcools naturels et d'industrie en un régime provisoire de paix (13 août 1919 au 28 février 1923).</i>	178

§ I. — Causes économiques.....	179
§ II. — Les diverses prorogations qui aboutissent à un régime uniforme.....	180
A. — Le décret du 13 août 1919.....	180
1 ^{re} Ses causes.....	180
2 ^o Le texte.....	184
a) Loi de base.....	184
b) Analyse.....	185
c) (texte <i>in extenso</i>).....	185
3 ^o Conclusion sur le décret.....	186
B. — La loi du 29 décembre 1919.....	187
C. — Echéances du décret du 13 août 1919 et de l'article 22 de la loi du 29 décembre 1919. Chevauchement de termes.....	188
D. — Décret du 16 avril 1920.....	189
E. — Loi du 31 juillet 1920. Régime unique.....	189
F. — Prorogation du Régime unique.....	191
a) Article 13. Loi du 13 décembre 1920.....	191
b) Article 18. Loi du 16 juillet 1921.....	192
G. — Rupture de l'équilibre du régime provisoire par les bouilleurs de cru.....	192
a) Loi du 30 juin 1922.....	192
b) Loi du 31 décembre 1922.....	193
c) Loi du 28 février 1923.....	194
§ III. — CONCLUSION.....	195
CHAPITRE III. — <i>Le statut des alcools naturels</i>	196
§ I. — Principe et directive.....	196
§ II. — <i>Les Bouilleurs de cru</i>	196
A. — Eviction du marché de bouche des alcools d'industrie.....	197
B. — Défense contre les alcools naturels concurrents.....	198
1 ^o Genièvres.....	198
2 ^o Alcools étrangers.....	201
a) D'industrie.....	201
b) Consommables en l'état.....	202
c) Contenu dans les vins de liqueurs importés.....	204
3 ^o Alcools coloniaux.....	204
C. — Rétablissement du Privilège.....	205

1° Brèches à chaque prorogation. Evolution de l'allocation en franchise.....	205
2° Loi du 28 février 1923 accordant le privilège.....	207
a) Objet de la loi.....	207
b) Principe du nouveau régime.....	208
c) Conséquences de principe.....	208
1° Extension de la dénomination du bouilleur de cru.....	208
2° Six modes de distillation.....	210
d) L'allocation en franchise.....	211
e) Conditions du transport en franchise au domicile du bouilleur qui n'a pas distillé chez lui des quantités, 10 litres en franchise.....	212
f) Régime fiscal des bouilleurs de cru.....	213
a) Principes.....	213
b) Surveillance du domicile.....	214
c) Inventaire et récolement.....	215
d) Limitation du droit de distiller....	216
e) Modification du régime précédent..	217
f) Mises au point.....	218
g) Point de départ de la Réglementation	219
h) Sanctions.....	219
i) Esprit de tolérance.....	220
j) Conclusion du paragraphe 2.....	220
k) Application à l'Alsace-Lorraine....	221
§ III. — <i>Les rhums et les tafias coloniaux</i>	222
A. — Origine de la Réglementation.....	222
B. — Principe de la réglementation.....	224
C. — Motif. Compensation.....	225
D. — L'évolution du régime des rhums.....	226
1° Décret du 19 octobre 1919.....	227
2° Loi du 25 juin 1920.....	228
Décret du 5 septembre 1920.....	229
3° Loi du 20 décembre 1922.....	230
4° Loi du 31 décembre 1922. Statut actuel....	231
5° Décret du 20 février 1923.....	235
6° Décret du 13 avril 1923.....	237
7° Loi du 27 décembre 1923. Augmentation du contingent.....	238
E. — Conclusion. Effet du contingent. Le superbénéfice.....	239

§ IV. — <i>L'alcool provenant de la distillation de l'hydromel est-il naturel ?</i>	240
CHAPITRE IV. — <i>Le régime des alcools d'industrie</i>	242
§ 1. — <i>Origine. Causes</i>	242
§ 2. — <i>Principe</i>	243
§ 3. — <i>Réalisation du principe</i>	243
A. — <i>Bases</i>	243
B. — <i>Prorogations du régime provisoire (renvoi au chap. II, § 2)</i>	245
§ 4. — <i>Fonctionnement du service des alcools</i>	246
A. — <i>Achat des alcools</i>	246
1° <i>L'historique</i>	246
2° <i>Le régime actuel</i>	246
a) <i>Bases</i>	246
b) <i>Alcools provenant de la distillation de la betterave (prix)</i>	247
<i>Le sucre et l'alcool</i>	248
c) <i>Alcools provenant de la mise en œuvre des mélasses (prix)</i>	251
d) <i>Alcools provenant de la mise en œuvre des grains</i>	251
<i>Protestations des producteurs</i>	254
e) <i>Alcools provenant des matières premières autres que les précédentes</i>	255
f) <i>Liberté totale de l'alcool méthylique</i>	256
g) <i>Attribution à l'Etat des alcools importés</i>	256
h) <i>Conclusion sur l'achat</i>	257
B. — <i>Stockage des alcools achetés</i>	257
C. — <i>Les ventes d'alcool aux industries privilégiées (prix)</i>	258
a) <i>Remarques :</i>	
1° <i>Prix différentiels</i>	261
2° <i>Stabilité des prix</i>	262
3° <i>Industries privilégiées</i>	262
4° <i>Mode de livraison</i>	263
b) <i>Mécanisme de la vente des alcools bon goût</i>	263
c) <i>Mécanisme de la vente des alcools dénaturés</i>	263
d) <i>Mécanisme de la vente de l'alcool pour le carburant national (à perte)</i>	263
D. — <i>Les bilans et les chiffres</i>	264

§ V. — Le problème de la quantité ou les dangers de la politique du carburant national.....	268
A. — Origine, l'article 6 de loi du 28 février 1923..	268
B. — Impossibilité de fournir le pourcentage minimum.....	269
Dangers et inconvénients de retirer à l'office la fourniture de tous les alcools de bouche..	370
C. — Problème de la création de sources nouvelles ou de l'intensification des anciennes.....	270
D. — Conclusion du paragraphe 4.....	278
CHAPITRE V. — <i>Le Régime des alcools dénaturés</i>	280
Prorogation.....	280
Le régime actuel.....	282
La formule du dénaturant.....	282
CHAPITRE VI. — <i>Le carburant national</i>	285
§ I. — Définition.....	285
§ II. — Historique.....	285
§ III. — Composition. Propriétés.....	286
A. — Formules.....	286
B. — Propriétés obligatoires.....	287
C. — Le dénaturant.....	288
§ IV. — Avantages donnés au carburant national....	288
A. — Exemption de la taxe de 20 francs.....	289
B. — Obligations pour les importateurs d'acquérir 10 o/o alcool, o/o essence importé loi du 28 fév. 1923.....	289
a) Obligation d'acquérir.....	289
b) Obligation de réserver cet alcool à la carburation-moteur.....	291
c) Obligation d'adopter la formule.....	291
d) De vendre à un prix inférieur à l'essence...	291
e) De se soumettre à toutes conditions.....	291
f) Sanctions.....	291
C. — Fixation de bas prix de cession de l'alcool..	292
D. — Dénaturation par l'Etat.....	292
E. — L'appellation d'origine.....	293
§ V. — Les problèmes soulevés par le carburant national.....	293
A. — Fourniture des 10 o/o.....	293

B. — Son prix de vente au consommateur :	
1° Inférieur à l'essence.....	295
2° Stabilité du prix.....	299
C. — La valeur intrinsèque.....	300
D. — Sa valeur économique au point de vue :	
1° De la betterave à sucre.....	303
2° De la distillation des grains.....	307
3° Du rendement fiscal.....	307
4° De la perte au change (le sucre).....	310
E. — Sa valeur au point de vue de la Défense nationale.....	312
F. — <i>Idem.</i> , de l'Hygiène publique.....	313
§ VI. — Conclusion.....	314
CHAPITRE VII. — <i>Le régime fiscal des alcools, d'octobre 1919 à fin 1923</i>	318
§ I. — Mesures de prorogation des dispositions temporaires.....	319
A. — Unification des droits de consommation et d'entrée.....	319
B. — Fonds communs.....	320
C. — Octroi.....	320
§ II. — Mesures de protection en faveur des alcools de bouilleurs de cru.....	320
§ III. — Mesures de protection en faveur du carburant national.....	321
§ IV. — Aggravation des charges fiscales.....	321
1° Augmentation de l'impôt de consommation. Suppression de la surtaxe de 50 fr. sur les spiritueux.....	321
2° Augmentation de la taxe de luxe.....	322
a) Augmentation du taux.....	322
b) Raison.....	322
c) Exemption. Cadeau.....	322
d) Importation.....	322
e) Perception.....	322
f) Sanction.....	323
g) Vins de liqueurs.....	323
h) Inventaire des stocks.....	323
i) Impôt indirect de 10 0/0 en cas de consommation dans un établissement de 1 ^{re} catégorie.....	324
j) La taxe de 25 0/0 est un impôt de superposition.....	324

§ V. — Effets sur l'alcoolisme.....	325
§ VI. — Simplification et amélioration du régime des alcools de grain.....	326
§ VII. — Conséquences du privilège des bouilleurs de cru.....	328
A. — Du fait de l'allocation.....	328
B. — Du fait de la fraude.....	329
Nombre de bouilleurs 1921-1922.....	332
§ VIII. — Conclusion du chapitre.....	332
CHAPITRE VIII. — Mesures antialcooliques.....	334
§ I. — Les mesures prises.....	334
§ II. — Les mesures défavorables.....	339
§ III. — Conclusion.....	340
L'augmentation de la consommation de bouche....	341
Trois solutions.....	342

LIVRE IV

Le dernier projet à l'étude (M. Sarraut)

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique</i>	347
§ I. — Les précédents projets.....	347
§ II. — Le projet voté par la Chambre.....	351
CHAPITRE II. — <i>Les principes du premier projet Sarraut</i> ..	353
§ I. — Bases.....	353
§ II. — But.....	353
§ III. — Raisons.....	354
§ IV-VII. — Moyen.....	355
L'accord entre le Nord et le Midi. Le Congrès de Béziers.....	356
CHAPITRE III. — <i>Les principes du deuxième projet</i>	359
CHAPITRE IV. — <i>Le projet actuel</i>	361

LIVRE V

Conclusion

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Résultats obtenus</i>	366
CHAPITRE II. — <i>Principes généraux</i>	369
BIBLIOGRAPHIE.....	371

Imprimerie Jouve & Cie, 15, rue Racine, Paris. — 6173-24
